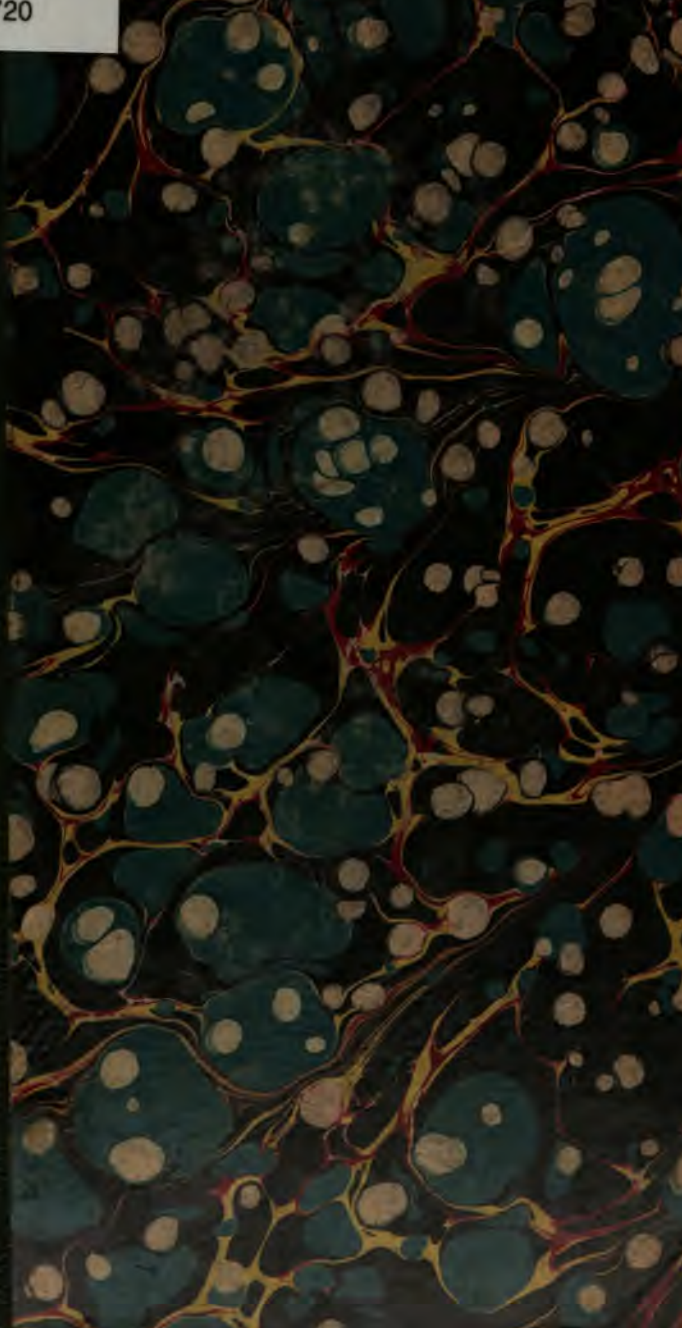




LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

(TROISIÈME SÉRIE)

WISSEMBOURG

(1793)

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Le général Chanzy. (1883.)

(Couronné par l'Académie française, prix Montyon.)

LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

PREMIÈRE SÉRIE.

I. **La première Invasion prussienne.** (1886.)
II. **Valmy.** (1887.)
III. **La Retraite de Brunswick.** (1887.)

(Couronnés par l'Académie française et par l'Académie des sciences morales et politiques, prix Gobert et grand prix Audiffred.)

DEUXIÈME SÉRIE.

IV. **Jemappes et la Conquête de la Belgique.** (1890.)
V. **La Trahison de Dumouriez.** (1891.)

(Couronnés par l'Académie française, grand prix Gobert.)

TROISIÈME SÉRIE.

VI. **L'Expédition de Custine.** (1892.)
VII. **Mayence.** (1892.)

JEAN-JACQUES ROUSSEAU (1893).

GŒTHE. — CAMPAGNE DE FRANCE, avec introduction et commentaire. (1884.)
GŒTHE. — GÖTZ DE BERLICHINGEN, id. (1885.)
GŒTHE. — HERMANN ET DOROTHÉE, id. (1886.)
SCHILLER. — LE CAMP DE WALLENSTEIN, id. (1888.)

LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

(TROISIÈME SÉRIE)

WISSEMBOURG

(1793)

PAR

ARTHUR CHUQUET

Deuxième Édition



PARIS
LIBRAIRIE LÉOPOLD CERF
13, RUE DE MÉDICIS, 13

1893

PRÉFACE

Deux volumes précédents ont retracé la pointe de Custine en Allemagne et le siège de Mayence. Le présent volume, qui s'étend de la première semaine d'avril aux derniers jours d'octobre 1793, décrit les mouvements des deux armées de la Moselle et du Rhin, braves, ardentes, exaltées, mais indisciplinées, désorganisées, vouées à la défaite, et, sans les dissentiments des alliés, à l'écrasement. Après mille péripéties singulières, ces deux armées, vivement attaquées par les Autrichiens, mollement entamées par les Prussiens, sont rejetées, l'une derrière la Sarre, l'autre sous le canon de Strasbourg.

CHAPITRE I[er]

RÜLZHEIM

I. Custine rejeté sur Landau. — Ses premières alarmes. — Ses mesures de défense. — Il reçoit de nouveau le commandement des deux armées de la Moselle et du Rhin. — Mission de Berthelmy. — Houchard remplace d'Aboville à l'armée de la Moselle. — Custine à Sarrebrück. — Indiscipline. — II. Les représentants du peuple. — Lettre du général au duc de Brunswick. — Querelle avec Montaut, Ruamps et Soubrany. — Custine à l'armée du Nord. — III. Landremont à Herxheim. — Affaire du 17 mai. — Panique. — Rôle de Ferrier. — Ses démêlés avec Custine. — Positions des armées de la Moselle et du Rhin. — Le camp de Hornbach.

I. Rejeté sur Landau dans les derniers jours de mars 1793, après les combats de Waldalgesheim et de Bingen, coupé de cette ville de Mayence qu'il avait conquise à la République française et qu'il abandonnait avec la certitude qu'elle ne pourrait être secourue et que, dans six mois au plus, elle tomberait fatalement aux mains des Prussiens, Custine fut un instant éperdu. Après s'être vanté de répandre en Allemagne les principes de la Révolution et d'ébranler dans ses fondements le saint Empire germanique, après avoir caracolé par les rues de Francfort en triomphateur, après avoir reçu les clefs de Coblenz et envoyé des lettres de sauvegarde à la Chambre

de Wetzlar et à l'Université de Göttingue, il se voyait réduit à regagner précipitamment l'Alsace et à défendre la frontière.

Aussi, plus que jamais, accusait-il tout le monde, excepté lui-même. Pourquoi le laissait-on manquer d'artillerie ? Pourquoi ne lui donnait-on pas la cavalerie qu'il réclamait depuis si longtemps avec les plus vives instances ? Son armée n'existait que sur le papier ; elle n'avait qu'une apparence d'organisation ; et quelle organisation ! Pas d'officiers-généraux, très peu de canons, huit à dix escadrons de dragons et de chasseurs. Voilà où aboutissaient les brillantes mesures de ce Beurnonville dont l'imprévoyance soldatesque avait entassé fautes sur fautes ! Et que d'ennemis s'opposaient à lui ! Plus de quatre-vingt mille, disait-il ; et il les énumérait exactement, comme s'il avait eu sous les yeux l'ordre de bataille des alliés : 39,000 Prussiens, 22,000 Autrichiens, 12,000 Hessois. Il calculait le chiffre de leur cavalerie, qui comptait, à n'en pas douter, 50 escadrons de hussards et 20 escadrons de dragons ; il ignorait toutefois le nombre des cuirassiers.

Que faire, s'écriait-il, contre cette irruption ? Comment arrêter cette « inondation de barbares esclaves » ? Ne fallait-il pas céder au torrent, du moins pendant quelques jours ? Il proposait d'évacuer Lauterbourg, d'évacuer Wissembourg, d'évacuer les lignes de la Lauter qu'il jugeait mauvaises et dégradées[1], d'évacuer Drusenheim et la Basse-Alsace. Il abandonnerait à elles-

[1] Lettre que Laveaux reproduisit le 20 juillet dans le *Journal de la Montagne* pour prouver que Custine voulait « décourager les patriotes ». Selon Legrand, le général ne pensait pas à cette retraite : il avait le plus grand besoin de fourrages et de farines ; il voulait faire peur aux administrations et stimuler leur zèle.

mêmes les forteresses, Fort-Louis, la Petite-Pierre, Lichtenberg, Strasbourg, Schlestadt; déjà les administrateurs du Bas-Rhin avaient ordre d'amasser dans ces cinq places tous les magasins du plat pays; déjà le commandant de Schlestadt devait dresser l'état de ses munitions de guerre et de bouche et prescrire aux habitants de s'approvisionner pour six mois. Custine supposait même qu'il serait rejeté dans la plaine au-delà des gorges de Phalsbourg.

Mais les Austro-Prussiens ne bougèrent pas. Frédéric-Guillaume n'avait d'autre dessein que de prendre Mayence. Wurmser se contentait d'observer Landau, tandis que Brunswick établissait son quartier-général à Edenkoben. Seul, Hohenlohe-Ingelfingen s'avança jusque dans le pays de Deux-Ponts : dans un dîner, qu'il avait offert au roi de Prusse, le duc Charles avait sollicité le secours du généreux prince qu'il appelait le protecteur des peuples germaniques, et Frédéric-Guillaume avait ordonné que Hohenlohe occuperait Hombourg et Deux-Ponts pour préserver de l'invasion française le magnifique château du Carlsberg [1].

Les frayeurs de Custine se calmèrent. Il respira, reprit haleine, et devenu plus froid, plus rassis, il fit sans hâte fébrile, sans précipitation étourdie, ses préparatifs de défense. Il porta son armée en arrière de Landau, entre cette place et Billigheim. Il nomma Gilot commandant de Landau, lui donna une garnison de 7,400 hommes, et lui enjoignit de ne rendre la ville que lorsqu'elle serait un monceau de cendres. Il forma un corps de pionniers qui devait faciliter les communications et

[1] Massenbach, *Memoiren*, 1809, I, 175-176 ; Remling, *Die Rheinpfalz in der Revolutionszeit*, 1865, I, p. 319-326 ; *Gesch. der Kriege in Europa*, I, 181-185.

diminuer les obstacles de la marche en un pays difficile et montueux : chaque bataillon de l'armée enverrait à Haguenau un soldat sur cinquante, et ce soldat serait choisi parmi les hommes les plus robustes et les plus accoutumés à remuer la terre. Il requit les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Haute-Saône, du Jura, du Doubs, des Vosges de faire occuper les postes de la rive gauche du Rhin par une partie de la garde nationale sédentaire. Il pria le général d'Aboville, qui commandait l'armée de la Moselle[1], de rassembler ses troupes dans le Deux-Ponts et de dresser un camp sous les murs de Bitche : les deux armées devaient se *coller* aux Vosges, se prêter mutuellement appui, arrêter l'envahisseur dans les montagnes, le forcer à des combats toujours hasardeux en cette région malaisée, et, autant que possible, le prendre à revers. Enfin, il demanda, comme lieutenant, au Conseil exécutif, Achille Du Chastellet, dont il vantait les talents[2], et choisit pour chef d'état-major un officier vaillant et passablement instruit, Baraguey d'Hilliers, qui venait d'organiser à Villefranche la légion des Alpes[3].

[1] Cf. *L'expédition de Custine*, 249.

[2] Custine au Conseil exéc., 12 mai (A. G.). Cf. sur Du Chastellet, *Trahison de Dumouriez*, 14.

[3] Louis Baraguey d'Hilliers, successivement volontaire au 53e rég. (1783), sous-lieutenant (1er avril 1784), lieutenant en 2e (23 nov. 1787), lieutenant en 1er (1er avril 1791), démissionnaire (1er mai 1791), capitaine au 11e d'inf. (15 nov. 1791), aide-de-camp de Crillon (10 févr. 1792) et de La Bourdonnaye (27 mai 1792), lieutenant-colonel de légion (28 juillet 1792), avait été nommé général de brigade le 4 avril 1793. Il fut suspendu le 27 juin suivant, remis en activité le 1er prairial an III, destitué et arrêté le 19 vendém. an IV, réintégré le 23 brumaire an IV, et promu général de division le 20 ventôse an V. Cf. sur lui les *Mém.* de Lavallette (1831, I, 97-119) ; Lavallette, le futur directeur-général des postes, servait alors dans la légion des Alpes et suivit Baraguey d'Hilliers à l'armée du Rhin comme sous-lieutenant au 93e régiment

Dans le premier moment, il avait offert sa démission, et il informait le Comité de défense générale qu'il attendait son successeur avec impatience[1]. Mais bientôt, ressaisi par l'ambition, il écrivit à ses amis de Paris qu'on devait lui confier le commandement de toute la frontière entre Longwy et Bâle. Le 6 avril, son désir était exaucé; il redevenait général en chef des deux armées de la Moselle et du Rhin, et il marquait aussitôt à d'Aboville : « ce ne sont plus des prières, ce ne sont plus des invitations que je vous adresserai désormais : ce seront des ordres. » Et les ordres que reçut d'Aboville furent de former sous Bitche un camp de 6,000 hommes, de rassembler dans le Deux-Ponts la partie disponible de son armée et de pousser avec la plus grande célérité son avant-garde jusqu'à Hombourg.

Pour hâter l'exécution des mesures qu'il avait prescrites, Custine envoya l'adjoint Berthelmy à d'Aboville. Il se rappelait, sans doute, que Frédéric II avait coutume de dépêcher à ses généraux un aide-de-camp qui les dirigeait et leur imposait la volonté du maître. Berthelmy, que Custine nommait un homme probe et vraiment civique, devait « anéantir toutes les hésitations, lenteurs et retards »; sa mission durerait jusqu'au jour où l'armée de la Moselle aurait couvert les issues de la frontière et garni les débouchés de la Petite-Pierre et de Bitche[2].

et aide-de-camp. Un des officiers de d'Hilliers le juge ainsi : « c'est un homme rempli de l'amour de sa patrie et de génie qui, je suis sûr, un jour sera un grand général; il en à tous les moyens ».

[1] Il s'imaginait que ce serait Deprez-Crassier. Cf. sur ce point et sur tout ce qui précède sa correspondance dans les premiers jours d'avril (A. G.).

[2] Custine à d'Aboville, 9, 11, 12 avril; au Comité de salut public et à Bouchotte, 12 avril (A. G.).

Le vieux d'Aboville ne demeura pas longtemps sous la tutelle de Berthelmy. Le 29 avril, Houchard le remplaçait. Custine jugea que le ministre Bouchotte faisait à Houchard un *funeste présent*; l'ancien colonel du 2e chasseurs, disait-il, « est excellent pour commander une avant-garde; je crains qu'il n'échoue dans le commandement d'une armée[1] ». Mais il savait que Houchard serait docile et suivrait aveuglément son impulsion. Lui-même se rendit bientôt à l'armée de la Moselle pour la passer en revue et voir de près les officiers-généraux; « dans cet instant critique on ne pouvait plus connaître les hommes ».

Il trouva l'armée postée selon ses désirs : deux bataillons près de Sarrelouis; l'avant-garde, sous les ordres du général Delaage, en avant de Sarrelouis; dix-huit bataillons et le parc d'artillerie à Forbach; les carabiniers entre Sarrebrück et Sarreguemines; trois régiments de cavalerie, de Sarrebrück à Sarrelouis; six bataillons, ainsi que le 1er dragons et cent hussards de la légion de la Moselle à Blieskastel; la réserve commandée par Pully, en avant de Bitche, à Hornbach, où elle formait un corps dit le *corps des Vosges* et communiquait par sa gauche avec Blieskastel et par sa droite avec l'armée du Rhin. C'étaient environ 30,000 hommes qui gardaient les frontières de la Lorraine, et les recrues ne cessaient d'arriver. Mais les troupes ne s'étaient pas remises encore de l'expédition de Trèves. Au mois de janvier, le commissaire national Simon qui les visitait, écrivait que leur indiscipline dépassait toute imagination, que les détails faisaient horreur. Au mois d'avril, elles ne s'étaient pas amendées. Il y avait, sans doute,

[1] Custine à Bouchotte, 15 avril (A. G.).

d'excellents régiments de ligne, comme le 5e, le 22e, et de solides bataillons de volontaires : le 1er de Saône-et-Loire assistait l'année précédente à la canonnade de Valmy; le 7e de la Meurthe semblait animé du meilleur esprit ; le 2e de Seine-et-Marne était tout à fait remarquable par la composition de ses officiers. Néanmoins l'armée restait désobéissante, insubordonnée, avide de butin. La trop fameuse légion de la Moselle, ce ramassis de voleurs et de brigands, était toujours la terreur du pays de Sarrebrück. On ne voyait dans les marches que des traînards qui s'attardaient aux cabarets. Houchard se plaignait que le pillage fût devenu de mode; « les ordres journaliers, disait-il, ne sont pas lus à la troupe; quelquefois même personne ne les lit ; les rassemblements des compagnies, les appels, la police, tout est oublié. » Les officiers n'osaient réprimander et châtier leurs hommes ; s'ils voulaient se montrer sévères, le soldat les traitait d'aristocrates et menaçait de les dénoncer. « Vite un code militaire, s'écriait La Barolière, vite la peine de mort, et que les formes soient promptes; une tête de moins en sauvera mille[1] ! »

L'armée du Rhin offrait un spectacle semblable. Custine accusait les officiers d'abandonner leurs compagnies à elles-mêmes et de « laisser tout périr » ; on devait, ajoutait-il, « ranimer la machine » pour empê-

[1] Blaux à ses collègues, 6 et 7 avril (Rec. Aulard ou *Recueil des Actes du Comité de salut public avec la correspondance officielle des représentants en mission et le registre du Conseil exécutif provisoire*, III, 130 et 149); d'Aboville au ministre, 26 avril (A. G.); Simon et Grégoire à Le Brun, 12 janvier (A. N. Fi* 40-41); Schauenburg à Houchard, 12 juin ; La Barolière aux citoyens..., 19 avril (A. G.); *Corresp.* des jacobins, n° 188, 22 avril, Houchard à l'avant-garde; cf. *Expéd. de Custine*, 159-172, l'état de cette même armée, et *Trahison de Dumouriez*, 52-54, l'état de l'armée de la Belgique.

cher une complète désorganisation, et il se promettait d'user d'une sévérité terrible et salutaire [1].

Il n'osa faire les exemples qu'il annonçait. Mais il s'efforça tant bien que mal de discipliner l'armée, de la pourvoir d'artillerie et de cavalerie, de former et de dresser les nouveaux venus. Les commissaires le pressaient de marcher sur Mayence et de dégager la ville assiégée : « On ne peut espérer des succès, répondait Custine, qu'avec des troupes exercées. »

II. Un décret du 30 avril avait nommé quatre représentants du peuple près l'armée de la Moselle : Le Vasseur de la Meurthe, Maignet, Maribon-Montaut et Soubrany. Dix autres représentants étaient attachés à l'armée du Rhin. Ils se partageaient la besogne. Merlin de Thionville et Reubell étaient enfermés dans Mayence. Ferry, Laurent, Ruamps surveillaient le Doubs et les départements du Rhin. Tout ce qui appartenait à la défense des places et au développement des forges, fabriques nationales et manufactures d'armes, était du ressort de Ferry, ancien professeur à l'Ecole du génie de Mézières. Les opérations propres au Comité central de correspondance roulaient sur Louis et Pflieger qui séjournaient à Strasbourg. Les camps, armées et cantonnements étaient dans les attributions de Haussmann, de Du Roy et de Ritter [2].

Tant de commissaires qui portaient sur toutes choses leurs regards soupçonneux, gênaient et importunaient Custine. Il se plaignit à Bouchotte de leur continuelle intervention dans les affaires militaires : les représen-

[1] Custine à Le Brun, 10 avril (A. E.).
[2] Recueil Aulard, IV, 135.

tants, disait-il, tranchaient les questions sans lui donner avis, et se mêlaient des objets dont il était seul responsable. Il fut bientôt en lutte avec eux [1].

Il avait prié Brunswick de comprendre le traître Boos dans un échange de prisonniers [2], et sa lettre prodiguait à l'auteur du *Manifeste* les compliments et les louanges; il le qualifiait d'« Altesse Sérénissime » et vantait sa grande âme; il assurait que la sagesse de Guillaume-Ferdinand, sa philosophie, son amour pour le peuple de son duché l'appelaient à être le soutien de l'opprimé et le pacificateur du monde [3]. Cette missive excita l'indignation de Maribon-Montaut, de Ruamps et de Soubrany. Quoi! un général français rendait hommage aux vertus de Brunswick! Une pareille lettre ne suffisait-elle pas pour lui retirer toute confiance! Et cet homme osait se dire le sauveur de la patrie! Il osait rêver la dictature, écrire à la Convention qu'il fallait au pays un homme à grand caractère [4]! Et l'assemblée entendait avec indifférence cette profession de foi! Elle ne punissait pas cet excès d'audace, n'envoyait pas le coupable au tribunal révolutionnaire! Elle ne se souvenait donc ni de Lafayette, ni de Dumouriez! Elle laisserait Cus-

[1] Custine à Bouchotte, 1er mai (A. G.).

[2] *Mayence*, 178-179.

[3] Custine à Brunswick, 5 mai (A. N. D. XLII 4); *Mon.*, 14 mai; *Révolution de Paris*, n° 201, p. 346 (« il y a dans cette lettre, dit Prudhomme, des expressions qui sentent l'esclavage »); *Le Batave*, n° 90 (avec des notes de Custine qui « servent de correctif et d'explication »; il assure, par exemple, qu'il voulait dire que la philosophie de Brunswick l'appelait *avant la guerre* à être le pacificateur du monde). Plus tard, dans une adresse du 30 juin à la Convention, les Jacobins de Strasbourg reprochèrent à Custine de prodiguer l'encens et les caresses à Brunswick, au lieu de le battre.

[4] Cf. *Expédit. de Custine*, 263, la lettre où Custine demandait, à mots couverts, de pleins pouvoirs pour sauver la France.

tine tenter à lui seul, ce que tous les rois coalisés de l'Europe avaient inutilement tenté !

Les commissaires interpellèrent Custine en présence de son état-major. Il leur répondit qu'il ne pouvait écrire à Brunswick une lettre injurieuse. « Mais, lui dit Montaut, il y avait, entre les injures et les flagorneries, un style noble et fier qui convient au général d'une armée républicaine, et ce style, vous ne l'avez pas pris. » Custine s'échauffa. « Je suis républicain, s'écriait-il, et je hais les rois. » — « Soit, répliquèrent les représentants, mais vous devez comprendre l'horreur que le nom seul des rois inspire aux républicains. Jamais le peuple français ne reconnaîtra dans Brunswick le pacificateur du monde ; jamais il ne louera la vertu, la philosophie des despotes qui veulent étouffer le génie de la liberté dans son berceau. Si nos armées étaient bien conduites, elles dicteraient elles-mêmes les conditions de la paix. » Custine offrit sa démission à plusieurs reprises. Les commissaires lui répondirent froidement qu'ils ne pouvaient l'accepter, mais que le sort de la France ne dépendait pas d'un individu. Enfin, voyant que Custine parlait trop haut, ils lui rappelèrent qu'ils étaient les représentants de la nation [1].

Le général manda sur-le-champ cet entretien à la Convention. Devait-on, disait-il, mépriser tous les rois parce qu'ils ont eu le malheur de naître sur le trône ! Mais, puisqu'il avait perdu la confiance des commissaires, puisque Montaut et ses collègues l'accusaient de développer dans sa lettre à Brunswick des sentiments indignes d'un républicain, il ne pouvait plus commander les armées françaises, et il attendait un successeur [2].

[1] Rec. Aulard, IV, 16-17, 65.
[2] *Mon.*, 14 mai 1793.

L'assemblée accueillit par des murmures le titre d'« Altesse Sérénissime » que Custine donnait à Brunswick. Toutefois, elle parut blâmer ses commissaires, et plusieurs membres demandèrent leur rappel : Custine était l'unique général de la République, et l'armée du Nord le réclamait à grands cris comme le seul qui pût remplacer Dampierre, et arrêter la marche victorieuse de Cobourg. Le 13 mai, à deux heures du matin, le Comité de salut public conférait à Custine le commandement des armées du Nord et des Ardennes, et le même jour, dans la séance de la Convention, il déclarait par la voix de Barère que la lettre du général au duc de Brunswick ne contenait rien de suspect. On ne pouvait, disait Barère, désapprouver Montaut et ses deux collègues ; ils avaient agi par excès de zèle ; ils pensaient avec raison qu'un général ne doit jamais politiquer avec l'ennemi ; mais n'avaient-ils pas dépassé les bornes et ne s'étaient-ils pas emportés trop passionnément contre un homme dont les sentiments républicains ne faisaient aucun doute ? Custine, ajoutait-il, avait su résister à la manie diplomatique, établir la discipline, assurer la comptabilité, imposer les assignats ; il avait envoyé le plus exactement les états de revue ; le Comité cédait au désir de l'armée du Nord veuve de son général ; Custine irait en Flandre ; Diettmann commanderait provisoirement l'armée du Rhin et serait subordonné à Houchard [1].

III. Custine accepta : il quittait avec regret une armée qu'il avait, disait-il, organisée, et un pays où il servait depuis le commencement de la guerre ; mais les ordres

[1] *Mon.*, 15 mai; *Le Batave*, n° 90; Rec. Aulard, IV, 129 et 137.

du Comité étaient précis; il partait donc pour prouver son obéissance[1].

Par malheur, avant de s'éloigner, il s'avisa de tenter une fois encore la fortune des armes. Il avait eu le 6 mai un léger avantage. Il voulait introduire dans Landau un certain nombre de recrues, et pour faciliter l'opération, il avait chargé Landremont, qui commandait son avant-garde, d'occuper l'adversaire sur un autre point. Au lieu de faire une simple feinte, Landremont agit offensivement afin de montrer aux ennemis « un petit essai du courage des républicains ». Le 6 mai, à cinq heures du matin, il marcha sur Rheinzabern et refoula un avant-poste autrichien. Sa troupe formait deux colonnes qui devaient tourner Herxheim, l'une par la droite, l'autre par la gauche. Mais Seriziat, qui dirigeait la colonne de droite, commença l'attaque une heure trop tôt : sa cavalerie impatiente se jeta dans Herxheim à bride abattue, sans attendre de signal, et il dut la suivre en faisant un feu violent d'artillerie et de mousqueterie. Les Impériaux purent se sauver dans la forêt voisine et gagner Rülzheim. L'affaire était néanmoins honorable pour les Français. L'ennemi laissait plus de deux cents morts et blessés sur le terrain, et l'infanterie légère, commandée par Delmas et Ferino, avait déployé la plus brillante valeur; les chasseurs du Rhin, disait Landremont, et les volontaires du 1er bataillon de la Corrèze ont chassé tout ce qui se trouvait devant eux[2].

[1] Custine à Houchard et au Conseil exécutif, 15 mai (A. G.); cf. *Mon.*, 20 mai.

[2] Lettres de Custine (*Mon.*, 14 mai; *Batave*, 15 et 18 mai), de Landremont aux représentants et à ses troupes, 7 mai; de Montaut, Ruamps et Soubrany à la Convention, 8 mai (A. N. D XLII 4); de Chassaignac (De Seilhac, *Les bataillons de volontaires de la Corrèze*,

Ce combat de Herxheim encouragea Custine. Il résolut de frapper un grand coup, de faire contre les lignes autrichiennes une éclatante démonstration, de couronner la fin de son commandement d'Alsace par un succès retentissant. Les deux armées de la Moselle et du Rhin eurent ordre de se porter en avant dans la journée du 17 mai : il fallait, disait Custine, les aguerrir, augmenter leur ardeur, leur donner les moyens de tenter de plus hardies entreprises ; il fallait montrer aux coalisés, par une attaque « leste et vigoureuse », qu'ils avaient devant eux des républicains qui ne leur laissaient pas de repos ; il fallait les *étriller* et accroître « le dégoût qui naissait parmi les troupes prussiennes ».

Le but du général Moustache était d'enlever un corps de trois bataillons et de trois escadrons que les Autrichiens avaient poussé vers Rülzheim. Mais, pour que l'opération réussît, il fallait contenir de toutes parts les alliés. Custine mit en branle l'armée de la Moselle. Houchard dut, le 17 mai, au matin, avec trois brigades d'in-

1882, p. 51). Charles Seriziat, d'abord commandant du 1er bataillon de Rhône-et-Loire, puis adjudant-général, avait pris part à l'expédition de Trèves (*Expéd. de Custine*, 166) et Beurnonville le protégeait. « Il s'est toujours parfaitement conduit, rapporte Legrand, mais ses ennemis voulaient le perdre. » (Cf. au procès de Custine la déposition de Treutel, *Mon.*, 3 sept.). Il était depuis le 1er février 1793 général de brigade. Le 7 mai, il fut suspendu par Haussmann, Montaut, Ruamps et Soubrany. C'était Ruamps qui l'attaquait avec le plus de violence : « Ce Seiziat, écrivait-il, disait au commencement de la guerre qu'il voulait faire la guerre à tous les jacobins ; ami servile de Broglie, il protesta contre la suspension du roi, et au lieu d'être suspendu lui-même, fut nommé commandant amovible à Bitche, puis général de brigade, et envoyé comme commandant à Strasbourg, d'où il fut chassé par le vœu des jacobins ; à Herxheim, il a donné des preuves de son ineptie et de sa perfidie en n'exécutant aucun des ordres donnés par Landremont ; nous le suspendîmes et, cependant, il a été nommé, par un ordre du 11 juin, général de brigade dans l'armée des Alpes. » (Ruamps au Comité, 19 juin, A. N. DXLII, 4.)

fanterie et sa cavalerie entière, débusquer les Prussiens de Limbach en les prenant à revers ; puis se porter vivement sur le Carlsberg et, « après avoir fait ses efforts pour détruire les ennemis, se retirer tranquillement sur sa position primitive ». Custine l'engageait à faire un grand nombre de prisonniers : « ce sont des Prussiens ; il ne faut pas tout tuer ; quant aux Autrichiens et aux Hessois, je vous les abandonne, faites-en chair à pâté » : phrase malheureuse qui fut tournée plus tard contre Custine et devint un des griefs principaux de ses adversaires politiques [1].

Pully seconderait Houchard. Sa division porterait en face de Deux-Ponts une tête de colonne ; une autre colonne attaquerait les ennemis à Pirmasens en tâchant de tomber sur leurs derrières ; le mouvement terminé, Pully rentrerait dans son camp [2].

Restait l'armée du Rhin. Falck, avec neuf bataillons et quelques cavaliers, se dirigerait sur Annweiler pour inquiéter les Prussiens. La garnison de Landau, appuyée par le colonel O'Meara et le 6e bataillon d'infanterie légère, occuperait Queichheim, jetterait des tirailleurs dans les vignes de Nussdorf et de Dammheim, et ferait jusqu'à la nuit close de nombreux simulacres de marches pour alarmer les Impériaux. Chambarlhiac, qui commandait Fort-Vauban, ci-devant Fort-Louis, opérerait une semblable démonstration sur la rive droite du Rhin : il s'efforcerait de refouler tous les postes autrichiens, mais se bornerait à des menaces [3].

[1] Cf. le procès de Custine, *Mon.*, 19 août 1793.

[2] Custine à Pully, 15 mai (A. G.).

[3] D'Hilliers à Gilot, à O'Meara, à Chambarlhiac, 16 mai (A. G.). Dominique-André Chambarlhiac avait été successivement cadet au Régiment du Roi (janvier 1763), lieutenant en second à l'École de

Ferrier, qui conduisait la droite de l'armée, avait pour instruction de s'engager lorsqu'il entendrait la canonnade tonner à Rülzheim : certain de n'être pas tourné sur son flanc droit, il pousserait en avant, placerait ses troupes en échelons et chasserait les Autrichiens de la forêt de Bienwald, puis de Rheinzabern. Quant à Custine, il se proposait d'attaquer Rülzheim et de faire main basse sur les Impériaux qui gardaient ce village.

Ces dispositions furent exécutées sur presque tous les points mollement et sans entrain. Pully attaqua plusieurs postes en avant de Deux-Ponts et à Contwig sur la route de Pirmasens, et fit quelques prisonniers[1].

Houchard se porta sur Limbach ; il vit de loin les Prussiens se replier vers Hombourg ; mais à une lieue et demie du Carlsberg, il commanda la retraite. Pourquoi se serait-il emparé du château ? Custine lui prescrivait de lâcher la position sitôt qu'elle serait prise. Dès lors, à quoi bon la prendre ? Fallait-il sacrifier inutilement quelques braves gens pour s'établir sur une montagne qu'on abandonnerait ensuite ? Les représentants Maignet, Montaut, Soubrany accompagnaient l'armée ; ils refusèrent absolument de se prononcer ; ils s'étaient fait une loi, disaient-ils, de ne se mêler des opérations militaires que lorsqu'elles pourraient compromettre le salut de la République ; mais ils mandèrent à Paris que les Prussiens avaient fui et que les républicains, fatigués

Mézières (1773), ingénieur (18 janvier 1775), capitaine (30 mars 1786), lieutenant-colonel (8 novembre 1792). Le 1er germinal an III, il était nommé chef de brigade-directeur des fortifications ; le 6 frimaire an V, général de brigade à l'armée d'Italie. Un agent de Bouchotte, Garnerin, le regardait comme « un des plus chauds et des plus zélés défenseurs de la République par ses principes prononcés et par ses talents militaires ». (Garnerin aux jacobins, 20 juin 1793, A. G.)

[1] Mémoire de Pully (A. G.).

de poursuivre des fuyards, et désireux de se battre, n'avaient reçu qu'avec douleur l'ordre de regagner leurs cantonnements [1].

Falck imita Houchard. Il entra dans Annweiler à dix heures du matin et passa la journée à charger sur des voitures toute l'avoine qu'il trouva ; au soir, il rebroussait chemin sans avoir tiré un coup de fusil [2].

La garnison de Landau fit tranquillement une promenade hors des murs.

Chambarlhiac voulait traverser le Rhin. Mais les artilleurs autrichiens, postés sur la rive droite, ouvrirent leur feu sur les premières barques qui tentaient le passage, et malgré les menaces du capitaine et du lieutenant des pontonniers, les bateliers refusèrent de démarrer. Néanmoins, écrivait Chambarlhiac, « le but de Custine était rempli, puisqu'on avait attiré du monde dans cette partie [3] ».

Custine enfin, qui se réservait, comme à Spire, le rôle principal, échoua piteusement. Il était parti le 16 mai, à huit heures du soir avec Diettmann, vingt-six bataillons d'infanterie, trois régiments de cavalerie, trois régiments de dragons et deux régiments de chasseurs à cheval. Mais les inévitables lenteurs d'un état-major qui entrait en exercice et opérait pour la première fois, avaient singulièrement retardé la marche. Les soldats, fatigués, accablés par la chaleur du matin, n'avaient ni eau dans leurs gourdes, ni rien pour se rafraîchir. Sans tenir compte de leur lassitude, le général ordonna de

[1] Lettre des représentants, 19 mai (*Mon.* du 25) et rapport d'Hédouville, 20 mai (A. G.).

[2] Falck à d'Hilliers, 18 mai (A. G.).

[3] Chambarlhiac à d'Hilliers, 17 mai; Gebler, *Oesterr. milit. Zeitschrift*, 1834, IV, p. 13.

marcher plus vite encore. Au sortir d'Insheim apparurent les premiers postes autrichiens ; ils se retirèrent aussitôt. Custine remarqua leur bonne contenance : « Les Autrichiens, dit-il à Baraguey d'Hilliers, sont prévenus de notre attaque, nous ne trouverons rien. » On était aux abords de Herxheim. Delmas mit en fuite un détachement de pandours qui tentait de résister, et le 10e régiment de chasseurs à cheval entra dans le village. A peine cette troupe débouchait-elle de Herxheim qu'elle vit s'avancer à sa rencontre les dragons de l'Empereur et trois escadrons de la légion de Mirabeau. Elle chargea sur-le-champ, sans reconnaître l'adversaire, et fut rompue. Custine envoya le 9e régiment de chasseurs à son secours. Malgré le feu de l'artillerie que les Impériaux avaient cachée dans les seigles, le 9e chasseurs s'élança résolument, culbuta les dragons de l'Empereur et les hussards de Mirabeau, s'empara des deux canons du bataillon Gyulai, et se laissa, dans l'ardeur de la poursuite, entraîner jusqu'à Rülzheim. Mais, accueilli presque à bout portant par une fusillade bien nourrie, chargé par la réserve de la cavalerie autrichienne, il dut bientôt tourner bride et abandonner les canons qu'il avait pris. Custine le rallia, arrêta les Impériaux et se retira sur sa colonne d'infanterie.

Cette colonne, que commandait Diettmann, s'acheminait à une lieue derrière l'avant-garde, dans les basfonds qui bordent le Klingbach, et après une marche pénible, elle sortait du vallon et atteignait la hauteur. Mais le bataillon de tête, le 11e des volontaires du Doubs, n'avait pas encore vu la guerre. A l'instant où il se déployait sur le plateau, deux pièces de canon arrivaient au galop et soulevaient un gros nuage de poussière. Dans le même temps accourait le 9e régiment

de chasseurs en pleine déroute, puis se montraient le 10e chasseurs, ainsi que Custine et son état-major. Le bataillon du Doubs, croyant avoir les Autrichiens sur les bras, fait un feu roulant de toutes ses armes et se met à fuir. Le 2e bataillon du Haut-Rhin, composé pour la moitié de recrues qui n'avaient quitté leurs villages que depuis quinze jours, imite l'exemple des volontaires francs-comtois. Lui aussi tire sur les chasseurs, puis lâche pied. La panique saisit la colonne d'infanterie. On n'entend partout qu'une clameur d'effroi : *sauve qui peut ! nous sommes perdus !* Bataillons et pelotons se renversent les uns sur les autres. En moins d'un quart d'heure, six mille hommes se répandent, s'éparpillent dans le vallon du Klingbach et se précipitent à toutes jambes vers la route de Wissembourg, criant à la trahison, jetant leurs havresacs, leurs gibernes et leurs fusils, pour courir plus vite.

Un monticule dérobait aux ennemis cette débandade inattendue. Le désordre fut promptement réparé. Custine, Baraguey d'Hilliers, les principaux officiers, les représentants, Haussmann, Du Roy, Ferry, allaient de tous côtés rallier les fuyards. « Français, disait Custine, ne faites point feu, c'est votre cavalerie ! » Baraguey d'Hilliers gagnait l'extrémité du vallon et agitait un drapeau qu'il avait ramassé. Des officiers et des sous-officiers de serre-file de l'infanterie se détachaient de leurs bataillons et, le sabre à la main, secondaient les efforts du chef d'état-major. Le 3e et le 46e de ligne, le 1er des volontaires de l'Ain, plusieurs autres encore restaient fermes au milieu de la dispersion générale et gardaient leurs rangs. Le lieutenant-colonel Mengaud avait, au bout de cinq minutes, ramené le 2e bataillon du Haut-Rhin. Bref, après quelques moments d'affreux

désarroi, les brigades, remises de leur frayeur, se reformèrent, se rapprochèrent, et la cavalerie, elle aussi rassurée, vint s'abriter derrière l'infanterie[1].

Pendant ce temps Landremont repoussait les Autrichiens qui venaient de Germersheim. La retraite qu'il fit avec autant d'intelligence que de valeur, sans se laisser entamer, lui valut, outre les éloges de Custine, le grade de général de division. Ainsi que lui se signalèrent, dans cette journée, le vieux Lafarelle, qui reçut au front une grave contusion, le colonel Labarbette et le lieutenant-colonel Neuilly, du 11e dragons, le capitaine Desaix et un homme qui fut un des instruments les plus utiles de Napoléon, Clarke, alors lieutenant-colonel du 2e cavalerie. Clarke avait eu son cheval tué sous lui ; il prit le fusil d'un blessé et se rangea dans le 2e bataillon du Haut-Rhin, qu'il ne quitta qu'à la fin de l'action. Les représentants, admirant son sang-froid, le nommèrent sur-le-champ général de brigade, puis le firent chef de l'état-major. L'affaire du 17 mai est la dernière à laquelle ait assisté le futur duc de Feltre[2].

Durant l'échauffourée, qu'avait fait Ferrier qui com-

[1] Cf. sur l'affaire de Rülzheim la lettre de Custine du 18 mai (*Mon.* du 23), la lettre des représentants Haussmann, Du Roy, Ferry et celle de Mengaud du même jour, la relation d'Hilliers, 20 brum. an IV (A. G.) ; Gouvion Saint-Cyr, I, 56-62 ; Lavallette, *Mém.*, I, 121 ; Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 158-164 ; D'Ecquevilly, I, 72-75 ; De Vivie, *Un cadet en 1792, Charles de Cornier*, 1886, p. 24-25 ; *Gesch. der Kriege in Europa*, I, 194-195 ; Gebler, *Oest. milit. Z.*, 1834, IV, p. 11. Le lieutenant-colonel du 11e bataillon du Doubs, Pergaud, fut arrêté et « se fit justice en se donnant la mort ». Les Français eurent 400 morts et blessés ; les Impériaux, 129.

[2] Cf. Saint-Cyr et surtout Lavallette, I, 124 « Clarke joignait au goût et à l'habitude du travail d'état-major toute la souplesse d'un homme qui veut parvenir et cet esprit de conduite dont on accuse les Irlandais. »

mandait la droite? Il devait s'ébranler dès qu'il entendrait le canon. Mais vainement Ferino l'avertit que le signal était donné. Vainement, un aide-de-camp, envoyé par Custine, l'informa que le moment de l'attaque était venu. Ferrier ne bougea pas. L'aide-de-camp lui proposa de pousser une reconnaissance. « Votre général, s'écria Ferrier, m'a député un trop jeune maître pour me dicter ma leçon », et il resta, comme auparavant, inactif, inerte. Il ne fit marcher ses bataillons qu'avec une lenteur extrême. Il prit les plus minutieuses précautions pour assaillir les postes autrichiens épars dans la forêt de Bienwald, et s'arrêta sur la rive droite du Klingbach, à l'entrée du bois de Herxheim. Baraguey d'Hilliers l'accuse d'avoir causé le désastre par son « silence inouï », par sa « lâcheté », par sa « trahison »; Ferrier, dit-il, avait l'ordre précis d'attaquer vigoureusement l'ennemi en avant de lui; il se tint sur la défensive, ne montra aucune troupe hors des bois, ne tira pas un coup de canon [1].

Pourtant, ce Ferrier n'était pas incapable. Très méthodique et tellement circonspect qu'il paraissait timide et irrésolu, il réparait son indécision par sa bravoure et sa connaissance du métier. « Ni fort aimable, ni fort sociable, écrit l'indulgent Biron, il est très patriote et très militaire, et cela doit faire passer sur le reste. » Il avait un beau renom de jacobinisme; lorsqu'il commandait dans le Vaucluse, il acceptait la présidence du club d'Orange, et l'on prétendait qu'il avait dansé avec Jourdan Coupe-Tête une farandole que les émigrés ne lui pardonneraient pas. Le camp de Huningue le demandait comme général à l'Assemblée législative. Les jour-

[1] Note de Legrand et relation de Baraguey d'Hilliers (A. G.).

nalistes, et surtout Laveaux, exaltaient son caractère civique, assuraient qu'il parlait en républicain dans les sociétés populaires, qu'il était digne de conduire des sans-culottes, qu'il ne se plaignait jamais de l'indiscipline de ses troupes, qu'il ne jouait pas au grand seigneur, qu'il traitait ses soldats sans morgue, comme s'il eût été leur camarade et leur ami. Mais une ambition insatiable dévorait Ferrier ; il frondait ses chefs, ne cessait de les contredire et de les dénigrer, et, secrètement, par tous les moyens, même les plus vils, cherchait à les supplanter. On l'accusait de correspondre sous main avec Ronsin et Vincent et de faire le délateur. Depuis longtemps, il détestait Custine. Il avait organisé le détachement qui chassa les Autrichiens des gorges de Porrentruy vers la fin d'avril 1792, et il fut très mortifié que Custine reçût le commandement de l'expédition. Il déchaîna contre son rival les clubs de Belfort et de Huningue qu'il tenait sous son ascendant et qui reprochèrent à Custine d'avoir permis aux Impériaux d'échapper. Le général Moustache lui rendit la pareille ; il proposa de lui confier la défense de Landau, mais il le nommait le plus grand brouillon, le plus grand bavard et l'homme le plus incapable du monde, absolument impropre à former un plan de guerre et à l'exécuter[1].

[1] Biron à Servan, 22 sept. 1792 ; Custine à Biron, 8 sept., et à Pache, 14 nov. 1792 (A. G.) ; *Expéd. de Custine*, 3. Cf. le *Journal de la Montagne*, nos 28, 29, 33, 88 ; le jugement que portent sur Ferrier le 27 octobre 1792 Guyton, Prieur et Deydier (A. G.) ; Aulard, *Soc. des Jacobins*, 1892, II, 123, et le rapport de Gateau (24 juin, A. G. : « on lui reproche d'être tremblant dans l'exécution »). Ferrier, dit Legrand, « attaché de vieille date à d'Orléans, était toujours, malgré ses efforts, suspect d'intriguer en faveur de ce prince. Avec de l'esprit, il s'est constamment trompé sur les moyens ; avec des talents, et tout en discutant le plan d'une opération militaire, il n'en a jamais exécuté une passable ; brave comme individu, il était irrésolu et indécis

Dès le lendemain du combat de Rülzheim, Custine appelait Ferrier à Wissembourg et l'apostrophait en termes sanglants : « Vous n'avez pas exécuté mes instructions et vous avez fait preuve d'ineptie ou de mauvaise volonté. » Ferrier répondit sans s'émouvoir à ces invectives : Diettmann, disait-il, commandait dorénavant l'armée du Rhin, et Custine n'avait plus aucune autorité ; lui, Ferrier, ne devait de compte qu'à Diettmann, et s'il se présentait au quartier-général, c'était pour montrer qu'il savait obéir. « On veut, ajoutait-il, contrôler ma conduite ; c'est moi qui contrôlerai celle des autres ; votre état-major met une telle négligence dans son service qu'il ne m'a pas donné la série des mots d'ordre pour la seconde quinzaine du mois de mai. » Custine sortit des gonds, et, dans sa lettre au ministre de la guerre, déclara qu'il n'avait vu paraître aucune des troupes de Ferrier à la journée de Rülzheim. Ferrier se vengea ; il dénonça Custine et envoya son confident, l'adjudant-général Cousso, soutenir à Paris sa dénonciation [1]. Custine releva le défi : « Si Ferrier, écri-

comme chef ; il s'est retiré paisible dans ses foyers, bien corrigé de l'ambition de paraître sur un grand théâtre. » Joseph Ferrier du Châtelet était né, le 25 mai 1739, à Bavilliers, près de Belfort ; successivement mousquetaire (avril 1754), lieutenant au régiment de Bouillon (1er février 1757), capitaine dans la légion de Soubise (1er juillet 1766), employé dans l'état-major (1770), lieutenant-colonel d'infanterie (17 juin 1770), lieutenant-colonel des grenadiers royaux de la Guyenne avec rang de colonel (8 avril 1779), il avait été promu maréchal-de-camp le 21 septembre 1788 et lieutenant-général le 7 septembre 1792. Il fut réformé le 17 octobre 1793 et retraité le 1er vendémiaire an VIII. Il ne mourut que le 29 novembre 1828, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

[1] Aussi Ferrier et Cousso étaient-ils exécrés des officiers de l'armée du Rhin. En 1817, Cousso, devenu très royaliste, se présenta dans les salons de Gouvion Saint-Cyr, alors ministre de la guerre ; les officiers lui firent un très mauvais accueil, et Rapp le nomma tout haut

vait-il, n'a pas suivi mes ordres, s'il n'a pas tourné le flanc gauche des ennemis, s'il s'est arrêté à l'entrée du bois d'Herxheim, il doit payer de sa tête. Il a beau m'accuser d'impéritie; il n'est que peu d'individus dans l'armée qui doutent de la sienne », et il priait la Convention de le débarrasser de ce *frelon* qui bourdonnait sans cesse à ses oreilles [1].

Rülzheim fut le dernier acte de Custine en Alsace. Selon sa coutume, il pallia son échec : il voulait n'entreprendre l'opération que dans les premiers jours de juin, lorsque ses troupes seraient plus exercées, et il eût sûrement remporté le plus brillant succès; il avait brusqué l'affaire parce que les ennemis auraient pu profiter de son départ pour assaillir inopinément Diettmann qui ne connaissait pas le pays ; enfin, il avait eu pendant la marche des coliques affreuses et il éprouvait encore des douleurs très vives qui ne le laissaient dormir ni jour ni nuit. Mais ce revers du 17 mai fut une des causes de sa perte. « Dans quelles mains nous trouvons-nous ! » mandait un officier à Euloge Schneider [2], et trois mois plus tard, devant le tribunal révolutionnaire, Gateau accusait Custine d'avoir conçu l'attaque de Rülzheim pour décourager les troupes et précipiter la reddition de Mayence.

Mais les Jacobins exaltés étaient les seuls qui murmuraient contre Custine. Lorsque, le 23 mai, le général Moustache dit adieu à l'Alsace, il emporta les regrets de l'armée du Rhin. Le soldat aimait ses façons familières et gaillardes : il appréciait ses talents; il le

le dénonciateur de Custine. Cousso s'éloigna sans avoir parlé au ministre. (Gay-Vernon, 167-168.)

[1] Custine au président de la Convention, 23 juin, *Mon*. du 27.

[2] *Argos*, 1er juin 1793, p. 465.

tenait pour l'unique homme de guerre qu'eût alors la République. « Quelques méchants et désorganisateurs, écrit un officier, ont cherché à peindre Custine comme un traître, et parfois il a été forcé à une grande dureté qu'on appelle despotisme ; mais sa juste fermeté, la bonne tenue de son armée, ses sentiments républicains lui ont valu l'estime et l'amour du soldat [1]. »

On ne doit pas oublier qu'il avait fixé pour longtemps, sur de belles et importantes positions, les emplacements des armées. Il avait réparé les anciennes lignes de Wissembourg en plusieurs points, à Saint-Remy, au moulin de Bienwald, à Scheibenhard. Loin d'occuper fortement la rive gauche de la Lauter, et d'y construire trop de redoutes, comme firent ses successeurs, il avait mis la plus grande partie de l'armée du Rhin sur les hauteurs avantageuses de l'autre bord, au camp du Geissberg, en arrière de Wissembourg. Il avait envoyé la gauche dans les gorges de Lembach, jusqu'à Fischbach et Dahn, pour défendre la route de Bitche et tous les débouchés des Vosges. Enfin, il avait créé la division qu'on nomma le *corps des Vosges*, et qui fut commandée d'abord par Pully, ensuite par René Moreaux. Ce corps des Vosges avait son quartier-général à Hornbach, entre les deux ruisseaux de la Horn et de la Schwalb ; il occupait les villages voisins de Hornbach et poussait jusqu'au Ketterich. Il protégeait Bitche contre un ennemi qui viendrait de Deux-Ponts et de Hombourg ; il préservait le revers des Vosges, assurait la gauche des lignes de Wissembourg, couvrait la communication entre la Lorraine et l'Alsace, reliait à l'armée du Rhin l'armée de la Moselle, dont il formait la droite. La position de Horn-

[1] Lavallette, *Mém.*, I, 122 ; lettre de Grandjean, 17 juin 1793.

bach, inattaquable de front, était donc superbe, selon le mot de Pully, et, comme dit un officier prussien, excellemment choisie, non seulement à cause de sa propre force, mais parce qu'elle répondait à de grands desseins : en s'installant à Hornbach et au poste avancé du Ketterich, tout en s'appuyant au Rhin, les Français étaient maîtres de la montagne et pouvaient s'établir avec avantage partout où il leur plairait, sur la rive droite de la Lauter [1].

[1] Mémoire de Pully (A. G.) ; [Massenbach], *Kurze Uebersicht des Feldzuges im Jahr 1793 zwischen dem Rhein und der Saar*, 1793, p. 10 et 30.

CHAPITRE II

ARLON

I. Diettmann. — Beauharnais, général en chef de l'armée du Rhin. — Plan de Kilmaine. — Diversion sur Arlon. — Marche de Delaage. — Arrivée de Beauregard. — Bataille sanglante et inutile. — Chasseloup-Laubat et Sorbier. — II. Le grand plan de Custine. — Opposition de Bouchotte, de Beauharnais, de Houchard, des représentants. — Le plan approuvé, puis rejeté par le Comité de salut public.

I. Diettmann[1] n'avait accepté la succession de Custine qu'avec une vive répugnance. C'était un officier de cavalerie d'un âge avancé, d'une extrême médiocrité, et, comme on disait dès cette époque, une vieille culotte de peau. Il déclara, au sortir du combat de Rülzheim, qu'il ne pouvait garder le commandement : il ne connaissait ni les positions, ni les mouvements, ni les cartes, et ne savait rien de ce que doit savoir un général en chef. Après un long entretien avec Custine, les représentants

[1] Cf. sur Dominique Diettmann, *Valmy*, 51, et *Trahison de Dumouriez*, 228. Il était fils d'un vitrier de Lunéville (*Journal de la Montagne*, n° 67) ; il avait été nommé en 1792 maréchal-de-camp (22 mai), et lieutenant-général (12 septembre) ; il mourut l'année suivante, laissant une veuve et cinq petits enfants (Du Roy au Comité, 8 germinal an II, A. N. AF II 247).

Ruamps, Ferry, Ritter, Du Roy, Haussmann, résolurent de confier provisoirement l'armée du Rhin à Beauharnais, et le 29 mai le Comité de salut public ratifiait leur choix [1].

Pendant que l'armée du Rhin passait dans les mains de Beauharnais, l'armée de la Moselle livrait la bataille inutile d'Arlon. Kilmaine rassemblait alors à Sedan un petit corps de 8,500 hommes qu'on nommait pompeusement l'armée des Ardennes. Il forma le projet d'opérer en Belgique une grande diversion qui forcerait les Impériaux à lever le siège de Valenciennes et de Condé. Prendre Liège, enlever les magasins autrichiens, intercepter les convois qui partaient d'Aix-la-Chapelle, détruire l'immense quantité de fourrages et de munitions que Cobourg faisait venir par les bateaux de la Meuse, tel était le plan conçu par Kilmaine et approuvé par les représentants Hentz et De La Porte. Mais il fallait, pour assurer la réussite de l'entreprise, que l'armée de la Moselle agît de concert avec l'armée des Ardennes. Le chef d'état-major de Kilmaine, Gobert, vint proposer à Houchard de s'emparer d'Arlon. Tandis que Kilmaine, disait Gobert, se porterait de Givet sur Dinant et Cirey,

[1] Custine à Beauharnais, 23 mai; les représentants Ruamps, Ferry, Ritter, Du Roy et Haussmann à Beauharnais, 23 mai; Du Roy et Haussmann au Comité, 24 mai (A. G.); *Mon.* du 31 mai. Houchard désira, plus tard, passer de l'armée de la Moselle à l'armée du Rhin; mais Beauharnais refusa l'échange; il était « connu de l'armée du Rhin et connaissait les localités » (10 juin, Beauharnais au Comité, A. G.). Néanmoins, le 13 juin, lorsque Beauharnais fut nommé ministre de la guerre, la Convention, sur la proposition du Conseil exécutif, approuvée par le Comité de salut public (Rec. Aulard, IV, 526), le remplaça par Houchard. Le 22 juin, sur le rapport du Comité, elle révoquait ce décret et arrêtait que Houchard conserverait le commandement de l'armée de la Moselle, et Beauharnais, le commandement de l'armée du Rhin.

son lieutenant Beauregard pousserait par Neufchâteau et Saint-Hubert sur Arlon. Que les troupes de Houchard, ajoutait Gobert, débouchent en même temps par Longwy; qu'elles fassent leur jonction avec le détachement de Beauregard, et attaquent Arlon qui renferme des entrepôts considérables d'avoine; puis, qu'une fois en marche et dans l'entraînement du succès, elles se rabattent sur Bastogne, La Roche, Durbuy pour gagner Liège et donner la main à l'armée des Ardennes.

Houchard répondit qu'il marcherait en aveugle, à condition de faire une simple pointe sur Arlon et de ne pas s'écarter trop longtemps; il craignait de compromettre la frontière dont il avait la garde et n'avancerait vers Liège que sur l'ordre du Conseil exécutif ou des représentants du peuple. Il chargea de l'expédition le général Delaage[1], mais Delaage ne dépasserait pas Arlon: il devait se saisir de la ville et, durant deux jours, inquiéter l'adversaire et le tenir en haleine; il rentrerait ensuite à Longwy, après avoir « figuré des marches » et « décampé partiellement ».

La diversion que rêvait Kilmaine n'eut pas lieu. Il prenait le chemin de Givet lorsqu'il reçut de Custine l'ordre positif de suspendre son mouvement. Mais l'expédition d'Arlon n'était pas contremandée, et Beauregard put assister à la bataille[2].

[1] Delaage ou De Laage (Amable-Henry) était général de division depuis le 11 février 1793; cf. sur lui et sur son rôle dans l'expédition de Trèves *Custine*, p. 166-169.

[2] Houchard à Kilmaine, 24 mai, 1er et 2 juin; à Delaage, 2 juin; Kilmaine à Houchard, 1er juin, et à Bouchotte, 18 juin; Hentz et De La Porte au Comité, 2 juin (A. G.); Gobert, *Exposé de la conduite du général Gobert*, 11. Pierre-Raphaël Paillot de Beauregard, nommé maréchal-de-camp le 1er mars 1791, était général de division depuis le 15 mai 1793.

Le 7 juin, Delaage quitta Longwy avec 9,500 hommes d'infanterie et 1,000 de cavalerie. L'avant-garde et la cavalerie avaient à leur tête l'intrépide Tolozan. L'infanterie formait trois brigades : Laubadère menait la première ; Desperrières, la seconde ; Châteauthierry, la troisième[1]. Le parc d'artillerie marchait entre la première et la deuxième brigade.

Delaage était faible, irrésolu, tremblant, et, disent avec raison les commissaires, il ne déploya pas l'activité qu'ils auraient désirée. Il fallait partir de Longwy dans la nuit, et fondre soudain à la pointe du jour sur les cantonnements autrichiens. L'armée ne se mit en route que vers quatre heures du matin, et il était neuf heures lorsque Tolozan rencontra les avant-postes ennemis. Des soldats du 53e, ci-devant Alsace, avaient abandonné leur drapeau et donné l'alarme au village de Messancy. Tolo-

[1] Cf. sur Louis Tolozan, colonel du 1er dragons, et général de brigade (depuis le 8 mars 1793), *Valmy*, 194 ; — Laubadère (Germain-Félix) était né à Bassoues d'Armagnac, près Mirande, le 20 février 1749 ; soldat au régiment d'Auvergne (11 mai 1772), sous-lieutenant (25 août 1773), lieutenant en second (26 sept. 1778), et en premier (8 janvier 1780), capitaine en second (4 juillet 1784), capitaine de la compagnie des grenadiers (1er sept. 1784), lieutenant-colonel du 12e régiment d'infanterie (4 février 1792), colonel du 30e (26 oct. 1792), il était général de brigade depuis le 8 mars 1793 et fut nommé général de division le 30 juin 1793 ; — Gabriel-Adrien-Marie Poissonnier Des Perrières, chef de brigade du 49e régiment d'infanterie, fut promu général de brigade le 30 juin 1793 ; — Claude-Antoine Cappon Châteauthierry, natif de Paris, avait alors soixante-douze ans. Il avait commandé dans la garde nationale parisienne le bataillon de la section du Mail ; puis, nommé colonel au 102e régiment, il avait pris part à l'expédition, ou, comme on disait, à la *course* de Trèves ; il était général de brigade depuis le 8 mars 1793. Il devait bientôt quitter le service et revenir à Paris, le 28 juin de la même année ; mais accusé d'avoir fait scier l'arbre de la liberté planté à la porte de la caserne des Cordeliers et d'avoir excité son bataillon contre le peuple dans la journée du 20 juin, il fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire le 3 frimaire an II. (A. N. W. 297.)

zan lança son infanterie légère et deux régiments de cavalerie, le 4e hussards et le 1er chasseurs. Mais il ne traînait avec lui qu'une pièce de canon, et la cavalerie impériale avait la supériorité du nombre. Elle fit une charge si vigoureuse qu'elle culbuta l'infanterie et dispersa chasseurs et hussards. L'ingénieur de Longwy, Chasseloup-Laubat, suivait l'avant-garde. Il vint aussitôt demander à Delaage du renfort et deux canons. Le général envoya trois cents carabiniers, mais il n'osa faire davantage. La pluie tombait; les soldats étaient épuisés par une marche forcée; l'avant-garde autrichienne avait gagné la chaussée d'Arlon et jetait une grêle de boulets et d'obus sur les troupes de Tolozan qui se dérobaient dans un pli de terrain et laissaient les projectiles passer par dessus leurs têtes. Delaage donna l'ordre à Tolozan de se retirer et de prendre position à sa droite. Toute l'armée campa sur les hauteurs d'Udange.

Le lendemain, 8 juin, Delaage voulut revenir à Longwy. Derechef, il prétextait la fatigue, le mauvais temps, les averses de la nuit précédente. En réalité, il avait reçu, la veille au soir, une lettre de Houchard qui lui prescrivait de faire aussitôt sa retraite, puisque Custine s'opposait à la grande diversion projetée par Kilmaine. « Je pressentais, mandait Houchard, ce qui vient d'arriver, et il est malheureux que ce mouvement ait eu lieu; nos ennemis sauront notre marche pour une autre fois [1]. » Déjà les équipages de Delaage filaient sur Longwy; déjà les bœufs allaient être répartis entre les brigades. Mais, à cet instant, Beauregard arrivait de Se-

[1] Voir la lettre de Houchard à Kilmaine, 6 juin 1793 (A. N. w, 280).

dan par Montmédy avec 2,000 hommes. Etait-ce la peine de parcourir tant de chemin pour ne pas se battre? Il vole à la baraque où délibèrent les commissaires de la Convention; il leur déclare qu'il n'est pas venu de si loin pour reculer, et demande qu'on tienne sur-le-champ conseil de guerre. Delaage se résigna. Il consentit à s'emparer d'Arlon dans la matinée du 9 juin. Mais cette fois encore, au lieu d'attaquer à la pointe du jour, on ne se mit en marche qu'à neuf heures : les distributions de viande s'étaient faites trop tard. Les Autrichiens eurent donc le loisir de préparer leur défense.

Arlon s'élève sur un petit monticule d'où l'on voit le terrain descendre et fuir en pente douce à perte de vue vers tous les points de l'horizon. C'était alors le carrefour des communications du pays environnant. Quatre chaussées principales y aboutissaient : celle de Luxembourg, celle de Longwy, et les deux routes de Namur, l'une plus ancienne où passait la poste, l'autre récente, plus longue, mais plus belle et fréquentée par les voitures lourdement chargées.

Schröder, qui commandait les Autrichiens, ne disposait que de sept bataillons et de huit escadrons. Il mit entre les deux routes de Namur un détachement qui protégeait ses derrières. Lui-même, avec le gros de ses forces, occupait, en avant d'Arlon, un peu en arrière du village de Weiler, entre la route de Longwy et celle de Luxembourg, une ligne qui tenait une demi-lieue.

Quatre colonnes assaillirent Schröder : à droite, Laubadère secondé par la cavalerie de Tolozan ; au centre, Desperrières ; à gauche, Châteauthierry et Beauregard. Un bois qui se trouvait en avant de la Chapelle-Sainte-Croix, était le point où devait se faire le développement général. Desperrières avait ordre de longer ce bois ; Lauba-

dère de le tourner par la droite; Châteauthierry de se porter sur la gauche, en conservant entre Desperrières et lui l'intervalle nécessaire à une brigade. Quant à Beauregard, il marcherait à la hauteur des colonnes. Tous ces mouvements étaient appuyés par l'artillerie légère et par quatre pièces de position [1].

Il y eut d'abord un instant d'affreuse confusion. Les brigades de Laubadère et de Desperrières parvinrent à se déployer, non sans obstacles. Mais celles de Châteauthierry et de Beauregard ne purent se mettre en bataille qu'avec une extrême difficulté; leurs officiers étaient encore peu exercés; elles se rejetèrent trop à droite, et les bataillons manquèrent d'espace pour se développer.

Enfin, toute la ligne s'ébranla. On battit la charge au même moment. L'ardeur était peinte sur les visages, et de toutes parts retentissaient les cris de *Vive la République*. La cavalerie de Beauregard se joignait à celle de Tolozan, et l'artillerie volante flanquait la gauche de Desperrières.

Mais Laubadère, entraîné par sa fougue, dépassa la ligne. Ses bataillons, exposés soudainement au feu de l'infanterie autrichienne, furent saisis d'épouvante et lâchèrent pied. Les chevau-légers de Kinsky les chargèrent aussitôt. Il se produisit une véritable déroute : des soldats, des officiers s'enfuirent jusqu'à Longwy, semant l'alarme, disant que les ennemis avaient écrasé l'armée française sous le nombre.

Les carabiniers se précipitèrent pour rétablir le combat. Tous leurs efforts furent repoussés. Quatre fois ils s'élancèrent sur un carré d'infanterie autrichienne qui

[1] Legrand remarque justement que Delaage n'avait pas su se ménager une réserve et qu'il dut secourir sa droite avec sa gauche et son centre.

faisait le feu le plus violent; quatre fois, malgré leur héroïsme, ils durent plier sous une grêle de balles; la moitié d'entre eux restèrent sur la place; quelques-uns s'abîmèrent dans le ravin, à gauche de la route de Luxembourg; neuf officiers furent tués et sept blessés [1].

Mais l'artillerie volante, commandée par Sorbier, accourut ventre à terre. Elle mit ses obusiers en batterie à quatre-vingts pas des Impériaux et leur tira quatre à cinq coups d'obus à mitraille qui portèrent le désordre dans leurs rangs. Bientôt arriva la brigade de Desperrières, déployée en deux colonnes serrées. Puis, se montra Châteauthierry qui suivait le mouvement de Desperrières. Enfin apparut Beauregard; il avait marché droit sur Arlon, dispersé les Autrichiens qui se trouvaient entre les deux chemins de Namur, et, après avoir installé rapidement plusieurs postes dans la ville, il venait renforcer l'armée de la Moselle et prendre en flanc les troupes de Schröder sur la route de Luxembourg.

Ces secours achevèrent la débandade des Autrichiens. Vainement Schröder tenta de ressaisir le terrain perdu en débouchant de nouveau par la gauche avec de l'infanterie et tout ce qu'il avait de cavalerie. Desperrières se jeta vivement à sa rencontre et lui envoya quelques volées de canon. Schröder craignit d'être enveloppé; il gagna les bois et de là Luxembourg, en laissant aux mains des Français cinq caissons et trois pièces.

[1] Chavanne, *Histoire du 11e cuirassiers*, 1889, p. 157-159. De ce jour grandit la réputation des carabiniers commencée à l'affaire de la Lune (*Valmy*, 190-191 et 247); chaque carabinier, disait-on, est un Tancrède (*Le Batave*, n° 237); Houchard nomma le régiment l'*étonnant régiment* et les représentants Prieur et Jeanbon Saint-André l'appelaient « le plus beau corps que nous ayons et le plus courageux ».

L'affaire d'Arlon commença la réputation de deux officiers appelés à un brillant avenir : Chasseloup-Laubat et Sorbier. Les commissaires de la Convention et Delaage prodiguaient les éloges à Chasseloup : non seulement il avait relevé, réparé les fortifications de Longwy, mais, par son activité, par ses conseils, il avait décidé la victoire du 9 juin. On le fit chef de bataillon du génie. Delaage voulait se l'attacher et demanda pour lui le grade d'adjudant-général. Mais Houchard déclara que les officiers du génie étaient difficiles à remplacer, qu'on avait tort de les employer dans l'état-major et d'ôter aux villes fortes de la frontière des sujets utiles, que Chasseloup rendait à Longwy les plus grands services et devait y rester [1]. Sorbier, alors capitaine de l'artillerie légère, avait reçu dans l'action au parement de son habit une balle qui le contusionna. Delaage obtint pour lui le commandement de deux compagnies d'artillerie volante et le grade de chef d'escadron [2].

A quoi servait néanmoins cette sanglante bataille, tant vantée par les journaux du temps ? A quoi servait ce combat que les représentants nommaient avec emphase un des plus violents de l'histoire, un de ceux qui devaient faire époque dans les annales des guerres de la liberté ? Les Autrichiens avaient opéré tranquillement leur retraite. Grâce aux lenteurs de Delaage, ils avaient eu le temps d'évacuer une partie de leurs magasins, et

[1] Houchard à Bouchotte, 16 juin ; les représentants au Comité, 21 juin (A. G.).

[2] C'est ce Sorbier qui devint inspecteur-général de l'artillerie. Son frère Jean-François servait dans le génie à l'armée du Rhin, et le conventionnel Ferry le citait avec éloge : « Sorbier et Catoire, disait-il, ont suffi seuls aux travaux extraordinaires des trois places de Strasbourg, de Neuf-Brisach et de Huningue. » (Ferry au Comité, 12 juillet, A. G.)

les Français ne trouvèrent dans Arlon que 1,500 quintaux de foin, 1,500 quintaux de paille, 1,200 sacs de farine et 10,000 sacs d'avoine. Encore la farine était-elle détestable, et, disent les commissaires, bonne pour les bestiaux; ils la firent distribuer aux habitants[1].

II. Tandis qu'avait lieu la bataille d'Arlon, une lettre de Custine jetait l'alarme dans les états-majors des armées de la Moselle et du Rhin. Le général Moustache avait exposé, le 28 mai, un vaste plan d'opérations au Comité de Salut public. Il voulait, disait-il, frapper en Flandre un coup vigoureux. Peu importait Mayence, du moins pour l'instant. Mayence se défendait héroïquement ; Mayence détruisait une partie des forces de la coalition; Mayence obligeait les Austro-Prussiens à faire d'énormes dépenses ; on avait le temps de délivrer cette place, et la débloquer sur-le-champ serait rendre un très mauvais service à la République. Selon Custine, il fallait dégarnir sans crainte les frontières de l'Est et grossir à tout prix l'armée du Nord. Il appelait à lui le corps de bataille qui campait à Forbach et toute la cavalerie de Houchard. Il appelait à lui les plus beaux régiments de Beauharnais : le 12e bataillon d'infanterie

[1] Cf. sur la bataille d'Arlon, la lettre des représentants et le rapport de Delaage (*Mon.*, 14 et 19 juin ; Rec. Aulard, V, 18-20), la *Relation* de ce qu'ont fait les carabiniers à la journée d'Arlon, signée Danglars (*Journal de la Montagne*, 9 juillet, n° 38) ; note de Legrand (A. G.) ; *Vie politique et militaire du général A.-M.-G. Poissonnier-Desperrières*, écrite par lui-même, 1824, p. 107-117 (ouvrage inexact et jactantieux) ; Gebler, *Oesterr. milit. Zeitschrift*, 1834, IV, p. 17-18. Les Autrichiens avaient 32 officiers et 519 soldats hors de combat ; les Français eurent 194 tués et 632 blessés, mais Legrand croit, avec raison, que notre perte a été considérablement diminuée. Un aide-de-camp de Delaage et son adjudant-général restèrent sur le champ de bataille.

légère, le 8e et le 10e régiment de chasseurs à cheval, le 11e régiment de dragons et une batterie d'artillerie volante. Il appelait à lui l'adjudant-général de l'armée du Rhin, Tholmé, et les meilleurs officiers de l'armée de la Moselle, le général de division Schauenburg, le chef de l'état-major Hédouville, et l'adjudant-général Berthelmy. Ne suffisait-il pas de confier la garde des frontières, de Sarrebrück à Sarrelouis, au général La Grange et de donner à La Grange une brigade d'infanterie, les bataillons qui faisaient le service des troupes légères, le régiment de dragons et la gendarmerie nationale ? Quant à l'armée nouvelle qui compterait 25,000 hommes bien organisés, et que Custine formait aux dépens de Houchard et de Beauharnais, elle se mettrait aussitôt en marche, sous le commandement de Pully, pour se porter sur Arlon et de là sur Givet. Après avoir détruit les magasins d'Arlon et refoulé les Autrichiens, Pully reviendrait à Forbach ; mais il laisserait à Landremont une très grosse avant-garde, qui comprendrait deux brigades d'infanterie, trois régiments de cavalerie, deux régiments de dragons, deux régiments de chasseurs à cheval, le 3e régiment de hussards, ci-devant Esterhazy, quatre bataillons d'infanterie légère et la compagnie d'artillerie volante, tirée du Bas-Rhin. Landremont continuerait sa route par Philippeville, par Beaumont, par Maubeuge, et ferait sa jonction avec les armées du Nord et des Ardennes. On aurait ainsi, dans les premiers jours de juillet, des forces considérables qui pourraient accabler Cobourg. Une fois les Impériaux battus, l'armée du Nord occuperait une position imposante. Alors, *au mois d'août*, l'armée des Ardennes, unie au détachement de Landremont, prendrait à revers le pays de Luxembourg et se dirigerait sur Trèves, pendant que l'armée de

la Moselle, augmentée d'une division de l'armée du Rhin, longerait les Vosges et entrerait dans le Palatinat. Voilà, concluait Custine, comment il faut rétablir nos affaires ; voilà comment nous rendrons leur gloire aux armes de la République ; ce plan de campagne assure le salut de la Flandre et le déblocus de Mayence tout ensemble [1].

Le 4 juin, dans une conférence à laquelle assistaient Laubadère, Rivas et Du Chastellet, les ministres approuvèrent ce plan. Custine ferait ses dispositions avec la plus grande célérité. On lui donnerait les objets de tout genre qu'il demandait, dix mille piques de l'arsenal de Paris et les fusils qu'on pourrait trouver dans les manufactures d'armes. Les généraux des armées de la Moselle et du Rhin avaient ordre de concourir à l'exécution de ce beau dessein sans aucun délai. Houchard enverrait le chef d'état-major et les officiers supérieurs que désirait Custine [2].

Mais Bouchotte avait refusé de signer l'arrêté du Conseil exécutif provisoire. Il soutenait, non sans raison, qu'on devait secourir Mayence avant le mois d'août ; il avait consulté les états d'approvisionnements envoyés par Custine, et il déclarait que la place n'aurait pas assez de munitions de guerre et de bouche pour résister aussi longtemps. D'ailleurs, ajoutait-il, les frontières du département de la Moselle seraient-elles suffisamment couvertes pendant que les bataillons et les escadrons que commandaient Landremont et Pully, marcheraient sur la Flandre et participeraient aux opérations de l'armée du Nord [3] ?

[1] Custine au Comité, 28 mai (A. G.).
[2] Rec. Aulard, IV, 492-493.
[3] Bouchotte au Comité, 6 juin (A. G.).

Beauharnais, Houchard, les commissaires aux armées du Rhin et de la Moselle joignirent leurs protestations aux objections de Bouchotte. Les arguments de Beauharnais étaient très vigoureux, et il les développait avec une singulière vivacité. On renonçait donc à délivrer Mayence sur-le-champ! On désorganisait les deux armées du Rhin et de la Moselle qui ne seraient plus que des débris d'armées! On dérangeait les embrigadements déjà faits! On envoyait en Flandre des troupes qui seraient fatiguées, harassées et qui n'apporteraient qu'un secours tardif! On exposait les départements de la Moselle et du Bas-Rhin à l'invasion étrangère! Il s'élevait contre « l'imagination ardente » de Custine et le représentait au Comité de Salut public comme un ambitieux qui rêvait la puissance suprême. Un seul homme pouvait-il ainsi disposer des ressources militaires de la France et commander aux armées, de Dunkerque à Lyon? N'était-ce pas lui donner une *influence dictatoriale*? « Il est reconnu par tous les républicains, disait Beauharnais, que si la liberté peut être menacée, c'est par un général. N'y a-t-il pas lieu de s'effrayer de la force immense qu'un tel fonctionnaire public a dans les mains[1]? »

Houchard n'était pas moins irrité. Il avait sur le cœur un mot de Custine imprudemment publié par les journaux. « La conduite de deux armées, écrivait Custine, est au-dessus des forces de Houchard, et la conduite d'une armée même serait au-dessus de ses forces, s'il n'était dirigé. » Toute vérité n'est pas bonne à proclamer. Le brave Houchard avait conscience de sa faiblesse et priait Bouchotte de ne lui confier d'autre armée que

[1] Beauharnais à Bouchotte, 16 juin (A. G.).

celle de la Moselle. Mais il gardait rancune à Custine. Le 27 mai, il se présentait devant le Directoire du département de la Moselle et lui demandait justice. Séance tenante, le Directoire déclara que Houchard ne méritait pas le jugement que Custine avait porté sur son compte : Houchard devait tout à la Révolution et n'avait éprouvé sous l'ancien régime que l'injustice et les dégoûts ; Custine désirait, sans doute, conserver le commandement des deux armées, ou leur donner des généraux qui lui seraient dévoués ; mais nul ne pourrait enlever à Houchard la confiance qu'inspiraient ses talents ; l'accuser d'incapacité, c'était le calomnier, et tout patriote devait réprimer cette calomnie [1].

Le reître lorrain rejeta donc le plan de Custine sans égard ni ménagement. Quoi ! on lui ôtait ses meilleurs officiers, Schauenburg, Hédouville, Berthelmy, qui rendaient à l'armée de la Moselle de si précieux services et lui étaient absolument nécessaires ! Il jura qu'il ne pouvait se passer de ces trois hommes. Un *grand général*, comme l'était Custine, n'avait que faire d'officiers intelligents ; lui, Houchard, devait s'entourer de gens habiles et capables de le soulager, et, sur ses pressantes instances, les représentants suspendirent le départ de Schauenburg, de Hédouville et de Berthelmy [2].

Les commissaires mirent dans leur opposition plus d'âpreté, plus de rudesse encore. Seuls, Le Vasseur de la Meurthe et Haussmann approuvaient les projets de Custine, et Haussmann, son intime ami, se rendit à Paris pour les appuyer de toute son influence. Mais les

[1] Houchard à Bouchotte, 30 juillet (A. G.); extrait du registre des délibérations du Directoire du département de la Moselle, et lettre d'envoi au Conseil exécutif, 3 juillet (A. N. AF II 281).

[2] Houchard à Bouchotte, 14 juin (A. G.).

autres représentants étaient ennemis personnels du général Moustache. Deux d'entre eux, Maribon-Montaut et Du Roy, accompagnés de Berthelmy, coururent à Paris. Ils combattirent avec véhémence le plan de Custine, ce *chassé-croisé* qui jetait le trouble et la confusion dans les armées de l'Est. Montaut ne tarissait pas en invectives contre le vaincu de Rülzheim et ses combinaisons *perfides* ; « cet homme, s'écriait-il, aime mieux sa gloire personnelle que celle de la République », et il l'accusait d'user du mode de contre-révolution qu'avaient employé Lafayette et Dumouriez [1].

Un agent de Bouchotte, Gateau, s'emportait pareillement contre Custine. Le Conseil exécutif et le Comité consentiraient à suivre son plan, c'est-à-dire à morceler les armées ! Ils voulaient faire généralissime un incapable dont Turenne n'eût pas voulu pour aide-de-camp, un traître qui n'avait d'autre dessein que d'égorger la République [2] !

De son côté, Ruamps écrivait au Comité de Salut public. Il lui reprochait d'arrêter un plan d'opérations sans consulter Beauharnais et les commissaires de la Convention. Il se moquait de Haussmann qui patronnait Custine : Haussmann ne parlait pas au nom de ses collègues et n'était pas leur interprète ; il n'avait qu'une mission de comptabilité ; il devait demander à l'Assemblée quelques lois et règlements militaires ; mais il ne lui appartenait pas de se prononcer sur la guerre. N'était-ce pas Haussmann qui, dans les derniers jours de mars, en pleine déroute de Bingen, affirmait que

[1] Montaut au Comité, 19 juin, et à Bouchotte, 23 juin, A. G. (il fait allusion au « chassé-croisé » du mois de juin 1792 ; cf. *Invasion prussienne*, 49 et *Jemappes*, 60).

[2] Gateau à Bouchotte, 29 juin (A. G.).

Custine ne reculait pas d'une semelle; qui l'autorisait à faire la brillante sortie du 17 mai; qui, même après Rülzheim, souhaitait que le général pût garder son commandement en Alsace ? Non, disait Ruamps, nous avons organisé les armées du Rhin et de la Moselle; nous les avons « mises sur un pied respectable »; elles n'ont d'autre destination, d'autre but, que de délivrer Mayence[1].

Le Comité céda. Le 19 juin, il suspendait l'exécution du plan proposé par Custine. « Vous avez, lui mandait Ruamps, mérité la reconnaissance publique! »

[1] Ruamps au Comité, 19 juin (A. N. DXLII 4). Cf. sur les rapports de Haussmann et de Custine, *Custine*, 264, la déposition du conventionnel au procès du général (*Mon.*, 3 sept.), *Argos*, 1er juin, p. 465 (« nur Haussmann hält ihn noch »). Laveaux dénonça Haussmann comme le complice de Custine et son « prôneur effronté » (*Journal de la Montagne*, nos 67 et 68). Il dénonçait également le frère de Haussmann « espèce d'intrigant germanique », apparenté à deux feuillants, Buob et Schœll, et qui demandait à la Convention, au nom de la ville de Nuremberg, le paiement d'une vieille dette.

CHAPITRE III

MAYENCE OU LA MORT

I. Beauharnais. — Conférences de Bitche. — Plan d'attaque. — Dispositions des alliés. — II. La marche en avant. — Engagements du 19 et du 22 juillet. — Capitulation inattendue de Mayence. — Retraite de l'armée du Rhin. — III. L'armée de la Moselle. — Leimen. — Fureur de Houchard. — Incendie du Carlsberg. — IV. Houchard, général en chef de l'armée du Nord. — Schauenburg lui succède.

I. Alexandre, vicomte de Beauharnais, était major en second du régiment de La Fère-infanterie, plus tard le 52e, lorsqu'il fut envoyé par la noblesse du bailliage de Blois aux Etats-Généraux. Il embrassa les idées nouvelles avec ardeur, proposa dans la fameuse nuit du 4 août l'égalité des peines et l'admissibilité des citoyens à tous les emplois, déclara que le roi ne devait ni jouir du droit de paix et de guerre, ni posséder une maison militaire, ni mener les troupes en personne. Un des premiers, il avait compris que l'heure finale de l'ancien régime avait sonné. « J'étais, disait-il, républicain dans le sein de la Constituante ; c'est moi qui ai fait les motions d'autoriser le mariage des prêtres et de leur faire quitter le costume, d'approuver le divorce ; je n'ai cessé

de combattre les rois, les nobles et les modérés de tout genre. » Sa chaude recommandation valut à Grégoire le siège épiscopal de Blois. Deux fois, il présida l'Assemblée, et ses collègues applaudirent au sang-froid et au tact qu'il montra dans cette fonction difficile ; il occupait le fauteuil lorsqu'eut lieu l'événement de Varennes. Après la session, il reprit du service et devint successivement adjudant-général à l'armée du Nord, chef de l'état-major de Biron et de Deprez-Crassier, commandant de la division du Haut-Rhin. On le vit à Strasbourg se prononcer avec éclat pour le parti populaire ; il proposait au club que la sainte ampoule fût portée à Paris et l'huile qu'elle renfermait, brûlée solennellement en présence de la Convention, sur l'autel de la patrie ; il signait une adresse qui demandait la mort de Louis XVI ; il sollicitait la suspension des administrateurs du Bas-Rhin qu'il accusait de royalisme ; il offrait douze louis d'or à l'auteur du meilleur discours sur les moyens de susciter l'esprit public en Alsace.

Il avait alors trente-trois ans. Fait au tour, comme dit un de ses contemporains, aussi beau que Hérault de Séchelles et que Lauzun, il avait par ses succès de boudoirs excité la jalousie de sa femme Joséphine Tascher de la Pagerie. Mais à sa jolie figure, à son air noble, à sa tenue élégante, à ses manières douces et aimables, il joignait une façon de s'exprimer pleine d'aisance et d'esprit, une vive intelligence, un jugement droit, et partout où il passa, à l'Assemblée électorale de Blois, à la Constituante, dans les clubs et les armées, il séduisit à première vue, enleva les suffrages et ne trouva que des prôneurs de son mérite. Luckner faisait son éloge. Custine vantait sa sagesse et son zèle. Biron le regardait comme le meilleur chef d'état-major qu'on pût avoir,

d'autant, ajoutait-il, qu'« il y a dans sa vie de brillantes époques de patriotisme qui sont d'un excellent exemple ». Les plus farouches Jacobins l'estimaient ; quelques-uns blâmaient sa liaison avec une jeune Strasbourgeoise, la fille du commissaire des guerres Rivage ; tous reconnaissaient qu'il avait la confiance et l'affection du soldat : c'était le général qui déployait la plus grande activité et les talents les plus remarquables, celui qui témoignait le plus pur républicanisme, le seul, disait Garnerin, qui se soit entouré de francs patriotes et n'ait pas la morgue de ses prédécesseurs. Gateau le félicitait d'avoir rétabli la société patriotique et militaire de Wissembourg qui, « par ses soins, marchait vigoureusement ». Laveaux lui reprochait de traiter Ferrier d'intrigant, mais avouait qu'on pouvait tout exiger et tout attendre de lui. Lacoste le nommait le premier général de la République. Ruamps louait ses vertus civiques qui n'étaient pas plus équivoques que ses connaissances en tactique et en stratégie.

Mais, suivant le mot d'un bon juge, Beauharnais était instruit et peu guerrier. Il n'avait pas le coup d'œil, l'instinct du champ de bataille. Faible, timide, il manquait, dans le péril pressant, de nerf et de hardiesse. Comme Biron, auquel il ressemble par certains côtés, il craignait de se compromettre, et se défiait de lui-même. Ce qui lui faisait défaut, rapporte Legrand, c'était « une audace de conception et d'exécution qui, jointe à un grand fonds d'instruction, constitue l'habile général en chef ou le ministre capable de diriger la guerre ». Le Comité de salut public lui proposait la succession de Bouchotte ; Beauharnais objecta que ses talents ne répondraient pas à son zèle et qu'il fuirait toujours les postes éminents ; il n'osait se jeter au milieu des

« orages d'une révolution, en un moment où la constitution n'était pas forte, en un temps où divers partis divisaient l'opinion publique et empêchaient les fonctionnaires d'avoir un guide constant dans leur conduite[1] ».

Beauharnais resta donc à la tête de l'armée du Rhin et tenta de débloquer Mayence en concertant ses opérations avec Houchard. Mayence était le mot de ralliement; *Mayence ou la mort!* criaient les troupes; conventionnels, journalistes, officiers de l'état-major, soldats ne s'entretenaient que de Mayence et des moyens qu'il faudrait mettre en œuvre pour délivrer la ville assiégée; les armées de la Moselle et du Rhin ne seraient-elles jamais que les « armées de l'arme au bras »[2]?

Le 7 juin se tint à Bitche une conférence à laquelle assistaient, outre Beauharnais et Houchard, les commissaires Du Roy, Laurent, Ruamps et Montaut. Beauharnais représenta qu'il fallait secourir Mayence dans le délai le plus court et profiter de la supériorité du nombre : les ennemis, affirmait-il, se sont sûrement dégarnis

[1] *Mon.*, 17 mars et 10 nov. 1790; *Journal de la Montagne*, nos 28, 29, 49, 57; *Chronique de Paris*, 31 oct. 1792; Luckner à Servan, 1er juin 1792 (« Beauharnais dont je fais grand cas »); Custine à Beauharnais, 23 mai 1793, et au Comité de défense, 5 avril 1793; Biron à Servan, 23 août 1792 (A. G.); Blanier à Le Brun, 16 déc. 1792; Dupérou et Boyer à Le Brun, 4 mai 1793; Dubuisson à Le Brun, 18 mai 1793; Desfieux à Proli, 27 mai 1793 (A. E.); Garnerin aux Jacobins, 20 juin, et Gateau à Bouchotte, 29 juin; Lacoste à Barère, 19 août (A. G.); Ruamps au Comité, 19 juin 1793 (A. N. DXLII 4); Gouvion Saint-Cyr, I, 62; Wagner, 53 (« es fehlte ihm an jener moralischen Kraft, die allein zu Thaten anreizt »); note de Legrand (A. G.); Recueil Aulard, IV, 482 et 526; Dufort de Cheverny, *Mém.*, II, 77, 80, 111, 247, 302; Lavallette, I, 122-123.

[2] Beauharnais au Comité, 16 juin 1793 (A. G.); Lecomte, *L'observateur impartial aux armées*, 1797, p. 4.

sur la frontière de l'Alsace, soit qu'ils nous croient pour longtemps dans l'*état de stagnation,* soit qu'ils aient besoin de toutes leurs forces pour attaquer sérieusement la place. Mais Houchard, moins impatient que Beauharnais, jugeait que ses bataillons n'avaient pas une organisation assez solide. « Si chacun, disait-il, était à sa besogne et savait ce qu'il doit faire, et si l'on y tenait la main, nous gagnerions prodigieusement. » Il déclara donc que son armée n'était pas prête. Pouvait-elle « manœuvrer en grand » contre les Prussiens ? N'avait-elle pas une quantité considérable de recrues qu'on devait dresser et former plusieurs semaines encore avant de les mener à l'ennemi ? Beauharnais répliqua que les circonstances lui semblaient « impératives », qu'il serait plus utile de lancer les troupes en pleine expédition que de les exercer à de petites manœuvres souvent inexécutables, qu'un simple mouvement en présence de l'adversaire valait mieux que toutes les menues prescriptions du métier. On se sépara sans rien décider [1].

Une seconde conférence eut lieu le 27 juin à Bitche. Cette fois, on résolut de marcher en avant et de délivrer Mayence sans retard. Généraux et commissaires étaient d'accord. Il fallait faire diligence pour sauver la forteresse. Les troupes murmuraient, s'indignaient de leur inaction ; elles paraissaient suffisamment instruites ; elles connaissaient leur force ; elles avaient reçu tant de recrues que l'armée du Rhin comptait 60,000 combattants et l'armée de la Moselle 40,000. On pouvait donc, en moins de huit jours, jeter une masse de 100,000 hommes sur les lignes ennemies et, par la puissance du

[1] Beauharnais au Comité, 10 juin ; cf. Houchard au Comité, 3 juin (A. G.).

nombre, rompre le cordon d'investissement. D'ailleurs, la moisson allait s'ouvrir et l'on aurait devant soi les plaines immenses du Palatinat couvertes d'une récolte abondante [1].

On convint d'occuper Pirmasens et tous les postes intermédiaires, depuis cette ville jusqu'aux débouchés des gorges d'Annweiler, afin d'assurer les communications entre Beauharnais et Houchard. L'armée du Rhin, poussant sa droite à Germersheim et appuyant sa gauche à Annweiler, emporterait les lignes de la Queich, puis celles de Neustadt et de Spire pour marcher de là sur Worms et Falkenstein. L'armée de la Moselle longerait la Glan, par Waldmohr et Kusel, tournerait ainsi Kaiserslautern et gagnerait Kreuznach. Elle laisserait la Lorraine à découvert, mais elle avait donné, dans sa récente expédition d'Arlon, une rude leçon aux Impériaux. Son flanc gauche serait garanti par un corps qui se dirigerait vers Saint-Wendel, sous les ordres de Delaage, pour se rabattre ensuite sur Lauterecken. Son flanc droit serait protégé par la division des Vosges qui s'avancerait sur Landstuhl, sous la conduite de Pully, et attaquerait de front la position de Kaiserslautern, tout en se liant à Weidenthal avec la gauche de Beauharnais, par un détachement que commanderait René Moreaux. Les deux armées attaqueraient en même temps, selon les forces qu'elles auraient en opposition ; celle de la Moselle ne ferait qu'une fausse attaque ; celle du Rhin refoulerait vigoureusement l'adversaire. On userait de prudence et de circonspection tant qu'on ne serait pas maître du

[1] Assistaient à la conférence, outre Beauharnais et Houchard, deux représentants près l'armée de la Moselle ainsi que Laurent, Louis, Pflieger et Ruamps (lettre de Montaut, Maignet, Soubrany et Gentil, 7 juillet, A. G.).

défilé de Neustadt. Mais une fois à Neustadt, on se porterait en avant avec audace pour précipiter la retraite des ennemis, ou pour les enfoncer impétueusement s'ils s'arrêtaient sur les hauteurs en arrière de Göllheim[1].

Mais les alliés étaient sur leurs gardes. Ils prévoyaient que les armées de secours se mettraient en marche lorsqu'elles pourraient fourrager dans la campagne et ils savaient que Beauharnais viendrait nécessairement par Edenkoben, entre la montagne et le Rhin, et Houchard, soit par Kaiserslautern, soit par Kreuznach. Ils prirent leurs mesures en conséquence. Wurmser s'établit à Edenkoben; Brunswick, à Kaiserslautern, dans une de ses positions favorites; Hohenlohe, tout près de lui, au camp de Ramstein. Brunswick et Hohenlohe avaient ensemble un corps de 18,000 hommes qui suffirait, croyaient-ils, à contenir les 40,000 Français commandés par Houchard. Si l'armée de la Moselle refusait de livrer une bataille rangée et, se bornant à manœuvrer, tournait Kaiserslautern et poussait sur Kreuznach par Kusel, Hohenlohe, lâchant Ramstein, se jetterait aussitôt, en deux marches, au-devant de l'agresseur à Lauterecken et à Meisenheim pour lui fermer la route de la Glan[2].

II. Enfin, l'armée du Rhin s'ébranla. « Nous allons, s'écriait Beauharnais, revoir cette ville célèbre d'où nos frères nous tendent les bras », et, le 14 juillet, lorsque les troupes acclamaient, au bruit des salves d'artillerie, la Constitution de 1793, il exprimait l'espoir que les dé-

[1] Projet de marche pour les armées combinées, 13 juillet ; mémoire de Pully ; Schauenburg à Houchard, 12 juin (A. G.).
[2] Massenbach, I, 181.

fenseurs de Mayence mettraient bientôt leurs noms au bas de cette charte immortelle[1]. Mais l'armée comptait un trop grand nombre de conscrits qui ne s'étaient pas encore, suivant le mot de l'époque, débarrassés de leur timidité villageoise : les municipalités avaient envoyé des hommes incapables de servir, les uns estropiés, les autres tombant d'épilepsie, d'autres couverts de plaies incurables[2]. Même dans sa proclamation, Beauharnais ne dissimulait pas les craintes que lui inspirait l'indiscipline de ses bataillons : il y avait, disait-il, des traîtres et des lâches qui semaient dans les rangs la terreur et le désordre ; les soldats se croyant vendus, abandonnaient quelquefois leurs positions, et la défection d'un détachement entraînait celle d'une brigade, d'une division ; la déroute devenait générale. « Ouvrez les yeux, concluait Beauharnais, livrez à la vengeance des lois ceux qui jettent l'épouvante. »

Mais, au lieu d'enlever son armée et de s'avancer rapidement avec la fière assurance qu'il devait prendre en sa supériorité numérique, Beauharnais tâtonna ; il usa, à la Brunswick, de subtiles et minutieuses précautions ; il perdit son temps à refouler les avant-postes et les petits détachements épars dans les bois. Avec un peu de hâte et de hardiesse, il aurait gagné Dürkheim le 20 juillet et la hauteur de Grünstadt dès le lendemain ; le 22, de Mayence, D'Oyré entendait son canon et rompait aussitôt les pourparlers[3].

Ce fut le 19 juillet que Beauharnais commença l'at-

[1] *Le Batave*, n° 163, et proclamation de Beauharnais, *Mon.* du 12 juillet.

[2] Lettre de Wissembourg, 28 juin (*Batave* du 8 juillet) ; cf. une lettre de Ritter au Comité, 15 juillet (A. N. AF 247).

[3] Gouvion Saint-Cyr, I, 67.

taque. Pendant que 3,000 hommes de la garnison de Landau, commandés par Gilot, tenaient l'adversaire en respect à la lisière des forêts, Ferrier, qui conduisait la droite de l'armée, opérait de vigoureuses démonstrations sur la ligne de la Queich et notamment contre Germersheim. Depuis le 3 juillet, il était en avant de Jockgrim et, dès le 6, il occupait les villages de Rülzheim, de Kuhardt et de Hoerdt. Il dispersa les tirailleurs autrichiens et se saisit de trois autres bourgades, Ottersheim, Knittelheim et Bellheim[1].

La gauche de l'armée du Rhin eut le même succès. D'Arlande, avec la brigade du 13e régiment, s'empara des gorges d'Annweiler. Meynier, avec la brigade du 67e, se rendit maître d'Albersweiler. Landremont, Loubat et Delmas, à la tête de l'avant-garde, chassèrent de Franckweiler, après une fusillade assez vive, les émigrés et le corps franc de Wurmser[2].

Beauharnais établissait ainsi ses communications avec l'armée de la Moselle par le pays de Deux-Ponts. Mais il négligeait de pousser sa pointe et de profiter de l'ardeur de ses soldats. Il n'assaillait de nouveau les alliés que le 22 juillet. Néanmoins, il eut encore l'avantage. La brigade Meynier et les bataillons d'infanterie légère que commandait Delmas tournèrent les hauteurs de la Chapelle Sainte-Anne, où s'élevaient plusieurs redoutes. Les Austro-Prussiens conduits par Spleny, Hotze et Thadden firent leur retraite le long des Vosges, de village en village, de Sainte-Anne à Burrweiler, de Burrwei'er à Weyher, de Weyher à Rhodt et

[1] *Mon.*, 25 juillet; *Gesch. der Kriege*, I, 198.

[2] Beauharnais à la Convention, 20 juillet (*Mon.* du 24); *Batave*, n° 165 (lettre du 20 juillet); *Journal de la Montagne*, n° 57; Gebler, p. 24.

à Edenkoben. L'action, entamée vers neuf heures du matin, ne se termina qu'à la nuit close. Si Beauharnais avait su ce qui se passait! Pris d'une terreur panique, les ennemis se croyaient cernés et se débandaient dans l'obscurité ; seul, le bataillon autrichien Terzy ne faiblit pas et couvrit la fuite.

Ferrier avait moins de bonheur à l'aile droite. Sa division s'était portée en deux colonnes entre les hauteurs d'Essingen et les bois de Bornheim, contre un corps d'émigrés et les troupes légères du général Meszaros. Elle refoula l'adversaire sur toute la ligne et s'avança témérairement d'Ottersheim jusqu'à Niederhochstadt. Mais les Impériaux reçurent des renforts. Malgré leurs assauts réitérés, les carmagnoles ne purent enlever les retranchements de Niederhochstadt. Ils durent reculer après avoir perdu deux canons. Le 9e régiment de cavalerie, vigoureusement chargé par les carabiniers de l'Empereur, ne se rallia que derrière l'infanterie. Heureusement le 3e et le 46e de ligne soutinrent le choc avec fermeté ; le premier rang croisa la baïonnette, le deuxième et le troisième rangs firent le feu de file, et la cavalerie autrichienne qui s'était lancée dans les chemins creux, au milieu des vignes, tourna bride sous une grêle de balles.

Pourtant, la journée était gagnée. Officiers et soldats avaient vaillamment combattu. On citait plusieurs traits de courage héroïque. Le maréchal-des-logis Guéret, porte-drapeau du 9e cavalerie, serré de près par quatre impériaux qui le sommaient de se rendre, en avait tué deux et blessé le troisième ; renversé par le quatrième, il se dégageait de dessous son cheval et revenait au régiment avec son étendard brisé. D'autres encore s'étaient signalés ; Beauharnais louait la valeur distinguée de

Delmas, l'intelligence et l'activité de l'adjudant-général Abbatucci, et les soins infatigables du chirurgien Larrey. Le représentant Ruamps exaltait la bravoure des volontaires qui gravissaient des pentes escarpées sous une pluie de projectiles et, parvenus au sommet des hauteurs, mettaient leurs chapeaux au bout de leurs baïonnettes pour acclamer la République victorieuse. Toute l'armée, fière de son triomphe, criait *Mayence, Mayence !* « L'espoir de délivrer la ville, rapporte un contemporain, enfantait des prodiges; il est certain, à en juger par l'enthousiasme que les troupes avaient montré et par l'ensemble qui présidait aux opérations, qu'une armée beaucoup moins forte que la nôtre eût fait lever le siège de Mayence, si Mayence eût résisté quelques jours de plus[1]. »

Déjà Wurmser reculait. Il avait ordre de tenir à Edenkoben, ou du moins en arrière d'Edenkoben, pour couvrir Neustadt. Dans la nuit du 24 au 25 juillet il se rabattit sur la route du Rhin : Edenkoben était abandonné; le chemin de Neustadt ouvert; la communication entre les Prussiens et les Autrichiens interceptée. Mais le 23 juillet Mayence capitulait, et cette nouvelle, éclatant de même qu'un coup de foudre au milieu de l'armée du Rhin, y répandait l'indignation et le désespoir. Dans le premier moment, les soldats jurèrent de regarder les *Mayençais* comme des traîtres et de ne pas fraterniser avec eux. Mais lorsqu'ils virent arriver la garnison, lorsqu'ils apprirent les périls qu'elle avait essuyés, leur colère s'apaisa et ils se jetèrent tout émus dans les bras de leurs frères d'armes. Quant à Beauhar-

[1] D'Ecquevilly, I, 95; *Gesch. der Kriege*, I, 199; Gebler, 25-26; Beauharnais à la Convention, 23 juillet (*Mon.* du 27); *Journal de la Montagne*, n° 69; note de Legrand (A. G.).

nais, il était consterné ; il comprenait les conséquences de la reddition de Mayence et songeait douloureusement que les coalisés, maîtres désormais de leurs mouvements, allaient fondre sur l'Alsace avec toutes leurs forces. « Cet événement, écrivait-il au Comité, change tous les plans de la campagne », et il déclara dans une proclamation que son armée, dorénavant incapable de jouer un rôle offensif, devait « former une barrière » et s'opposer à l'irruption imminente[1].

Il voulut un instant faire face derrière les lignes de la Queich. Ces lignes, presque ruinées et négligées depuis longtemps, n'étaient pas en meilleur état que celles de la Lauter, mais elles offraient quelques ressources à la défense. Landau donnait à la gauche de l'armée un appui plus solide que la mauvaise position de Wissembourg, et si Germersheim, qui formait la droite des lignes de la Queich, ne valait pas Lauterbourg, on pouvait, à l'aide des inondations, mettre cette ville à l'abri d'un coup de main. Elle n'eût pas résisté deux heures ; elle n'avait que trois petites redoutes détachées, un ouvrage sans consistance, et le cimetière dont les terres étaient relevées par un mur intérieur. Établie à Germersheim, l'armée française gardait les lignes de la Queich ; elle préservait de l'invasion le riche pays qui s'étend entre cette rivière et la Lauter ; elle empêchait le blocus de Landau ; postée à l'extrême frontière et en territoire ennemi, elle reprenait cœur[2].

Mais Beauharnais s'imaginait que Germersheim était une place de guerre, et il écouta Ferrier qui lui mon-

[1] Wagner, *Der Feldzug der Preussischen Armee am Rhein im Jahre 1793*, 1831, p. 58-59 ; *Mon.* des 14 et 19 août 1793 ; note de Legrand (A. G.).

[2] Note de Legrand. (A. G.)

trait un plan inexact où la ville était présentée sous un aspect imposant. Devenu très consultatif, déterminé à ne plus rien ordonner de son chef, il convoqua le 26 juillet chez Ruamps, le seul des commissaires de la Convention qui fût alors à l'armée, les généraux divisionnaires Munnier, Diettmann, Laubadère, Gilot, Landremont. Il exposa son plan d'attaque contre Germersheim ; mais il eut soin d'ajouter qu'on ne devait rien donner au hasard et qu'il y aurait des risques à courir, parce que les Autrichiens avaient fait autour de la place des ouvrages multipliés. Tous les généraux l'approuvèrent ; suivant eux, le moment de tenter une pareille entreprise était passé ; la cavalerie manquait ; un revers causerait l'irrémédiable déroute. Mais si la droite de l'armée ne pouvait s'appuyer à Germersheim, ne fallait-il pas regagner les lignes de la Lauter ? C'était l'opinion de Beauharnais ; toutefois il n'osa l'exprimer nettement ; il craignait de déplaire aux représentants et il assura même qu'il ne ferait la guerre défensive qu'à la dernière extrémité, après avoir assemblé ses généraux de division et recueilli leurs avis [1].

Une vive et brusque attaque de Wurmser précipita sa résolution. Wurmser avait cru que Frédéric-Guillaume lui enverrait des renforts ; mais, loin de le secourir, le

[1] *Compte-rendu* par Ruamps, Borie, etc., 28 ; Beauharnais à Bouchotte, 25 juillet, et au Comité, 26 juillet ; note de Legrand (A. G.). Ferino proposa vainement de tenir la crête du chemin de Landau à Spire en avant de la Queich et au delà de la forêt, d'envoyer douze à quinze bataillons dans les gorges des montagnes, d'occuper la position entre Hochstetten et Trippstadt, de faire retrancher par l'armée de la Moselle le poste de Kaiserslautern où l'ennemi n'était pas encore ; le projet, dit Legrand, était fort militaire et les alliés n'auraient pu s'avancer dans la Basse-Alsace, sans courir le danger d'être culbutés dans le Rhin.

roi lui conseillait de refuser sa gauche et de se retirer sur Neustadt. Wurmser, indigné, exaspéré, convaincu qu'il aurait facilement raison d'un adversaire démoralisé, aima mieux livrer bataille, et le 27 juillet il assaillait à Rülzheim l'aile droite de l'armée française commandée par Ferrier. Après une canonnade qui ne lui coûta qu'un seul homme, Ferrier, comme saisi de panique, abandonna successivement Rülzheim, Herxheim, Insheim, sans informer le général en chef, sans même avertir les brigades de Lafarelle et de Mequillet qu'il laissait à découvert et que Beauharnais avait placées en échelons pour le soutenir. Tourné par sa droite, voyant à son centre Mezsaros s'emparer au bout de cinq heures de combat des villages d'Offenbach, de Bornheim et de Dammheim, redoutant que Wurmser ne vînt par la plaine et les bois s'établir sur les crêtes de Barbelroth et lui fermer l'entrée de l'Alsace, Beauharnais ordonna la retraite. Elle eut lieu tristement et dans la plus grande confusion. Morne, sombre, rebutée, l'armée sentait son courage se glacer : « Elle se croyait trahie, dit un officier ; la reculade inouïe de Ferrier lui donnait la crainte d'être coupée ; la méfiance dans les chefs était extrême ; l'obéissance, nulle ; la désorganisation, complète[1]. »

III. Houchard n'avait pas été plus heureux. Il quitta Sarrebrück le 16 juillet et une semaine plus tard, par Waldmohr, Jägersberg, Kiebelberg, il poussait ses avant-postes à Kusel, tandis que le corps des Vosges, sous les

[1] *Gesch. der Kriege*, I, 202 ; Zeissberg, I, 210 ; note de Legrand ; Beauharnais au Comité, 29 juillet (A. G.) ; Borie, Milhaud, Ruamps au Comité, 2 août (A. N. DXLII 4 et Rec. Aulard, V, 453) ; *Argos*, lettre de Wissembourg, 28 juillet, n° du 30, p. 102 ; *Journal de la Montagne*, n° 69 ; Saint-Cyr, I, 65 ; Soult, *Mém.*, I, 33.

ordres de Pully, se dirigeait de Deux-Ponts sur Mühlbach et Landstuhl, et qu'un détachement, commandé par René Moreaux, marchait de Pirmasens sur Klausen et Leimen. Mais, comme Beauharnais, Houchard, qui se défiait de son armée si peu aguerrie et si peu manœuvrière, n'avançait qu'avec lenteur. Les soldats se plaignaient d'être exercés en temps de guerre comme en temps de paix. Ils ne parcouraient au plus que deux lieues par jour. A tout instant, ils s'arrêtaient, non pour se reposer, mais pour aligner les tentes, pour porter et présenter les armes, pour emboîter et cadencer le pas. Il semble, disaient-ils, qu'on marche uniquement pour se donner de l'appétit [1].

Brunswick eut donc le temps de faire ses dispositions. Hohenlohe vola de Ramstein à Lauterecken. Le colonel Sanitz couvrit la route de Pirmasens à Trippstadt. Ce fut sur ce chemin, dans la montagne, à Leimen, le 22 juillet, que se produisit le choc le plus mémorable. Une compagnie de chasseurs et 80 grenadiers défendaient une hauteur contre 1,500 Français conduits par René Moreaux. Le colonel Sanitz vint au secours du poste avec 170 fantassins, un parti de cavalerie et deux canons. C'était le même Sanitz qui, quatre mois auparavant, avait sauvé le roi de Prusse soudainement attaqué dans le village d'Alsheim par les troupes du général de Blou. Il réunit tout son monde — quatre cents hommes — et simulant des têtes de colonnes, faisant battre la charge, il s'avance avec hardiesse à la rencontre des assaillants. Après une courte fusillade, les Français reculèrent sur Pirmasens. Sanitz s'étonna de son facile succès, et, avec

[1] *Journal de la Montagne*, n° 82 ; Bonneville de Marsangy, *Journal d'un volontaire de 1791*, 1888, p. 102-103.

une spirituelle modestie, il assurait que les carmagnoles, l'apercevant de loin sous l'uniforme du régiment Hohenlohe et au milieu d'une brillante escorte, l'avaient pris pour le prince lui-même[1].

Mais le 23 juillet on apprenait au camp prussien la capitulation de Mayence. Le prince de Hohenlohe se hâta d'envoyer la nouvelle au quartier-général français. Houchard refusait de le croire : si Mayence, disait-il avait capitulé, les Prussiens viendraient-ils fraternellement l'en informer ? Non, ils faisaient cette ridicule balourdise parce qu'ils étaient dans la détresse, et ils lui contaient des sornettes pour modérer son ardeur ! Il répondit donc à Hohenlohe sur un ton de raillerie qu'il connaissait depuis quatre jours par un déserteur la reddition de la place, que ce transfuge était mieux instruit que les généraux, et il ajoutait avec une ironie soldatesque qu'il continuerait sa marche, non qu'il fût entêté, mais il avait à Mayence une maîtresse qu'il voulait voir absolument[2]. Il dut pourtant se rendre à la vérité, et, plein de rage, il s'écriait que la garnison de Mayence avait fait son devoir, mais que sa patience, son courage, son dévouement contrastaient étrangement avec la lâcheté de ses chefs. Il osait écrire à Kalkreuth que les soldats n'avaient pas été consultés et n'étaient nullement liés par l'infamie d'un état-major qui leur cachait tout : « Je vous déclare et vous direz à votre maître que suis prêt à employer cette même garnison

[1] Valentini, 36 (cf. *Expéd. de Custine*, 256) ; Pully à Houchard et Houchard à Moreaux, 23 juillet (A. G.) : Pully croit que l'ennemi n'a pas autant de forces que le dit Moreaux ; Houchard reproche à Moreaux d'avoir « fait une fausse bravade » en attaquant le poste de Leimen avec 1,500 hommes seulement et un canon.

[2] Houchard à Hohenlohe, 23 juillet (A. G.) ; il était, dit Massenbach, l'impolitesse même (*Mém.*, I, 182).

contre vous[1] ! » Mais, quelle que fût sa colère, il ne pouvait aller plus avant. Son armée recula vers la Sarre. Hohenlohe désirait la poursuivre, la presser, ne la lâcher que sur le glacis de Sarrelouis. Brunswick lui commanda de s'arrêter. « Houchard, dit Massenbach, aurait dû laisser ses cheveux dans les défilés et les mauvais chemins ; mais nous étions si généreux[2] ! »

Houchard se vengea de sa déconvenue en livrant à la dévastation et au pillage ce malheureux pays de Deux-Ponts que les *commissaires à grippe* avaient presque épuisé. Le 28 juillet, il fit brûler le château du Carlsberg. Quelques heures suffirent pour réduire en cendres cette superbe résidence, gardée naguère comme une sorte de jardin des Hespérides par des grenadiers moustachus, ce palais que l'Allemagne comparait au séjour enchanteur d'une fée, et que le duc Charles avait rempli des meubles les plus précieux et des plus magnifiques collections. On dit que les soldats saccagèrent le cabinet d'histoire naturelle, qu'ils mirent à leurs chapeaux les plumes des oiseaux les plus rares et burent sans façon l'esprit de vin dans lequel étaient conservés les fœtus. Le château de Hombourg subit le même sort que le Carlsberg. « Je ne puis croire, écrivait un volontaire, que de pareils ordres émanent de la Convention ; elle est trop juste et trop humaine pour ne pas comprendre de quelle horreur elle se couvrirait ; mais nos agents nous font détester des braves gens qui admirent notre belle Révolution[3] ! »

[1] Houchard à Bouchotte et à Kalkreuth, 30 juillet (A. G.) ; cf. *Mayence*, 292.

[2] Massenbach, I, 182 « wir waren so human ».

[3] Remling, I, 350-358 ; *Un volontaire de 1791*, p. 118-119 ; Breton, *Voyage dans la ci-devant Belgique et sur la rive gauche du Rhin*, 1802, II, 119 ; cf. sur les commissaires à *grippe* et notamment sur

IV. A peine Houchard regagnait-il la Sarre qu'il recevait l'ordre de remplacer Custine dans les Flandres. Le Conseil exécutif avait d'abord nommé Diettmann [1]. Mais, de même qu'il avait refusé le commandement de l'armée du Rhin, Diettmann refusa le commandement de l'armée du Nord ; il déclara qu'il était attaché à sa division, qu'il n'avait pas les aptitudes nécessaires pour conduire une armée et qu'il resterait à son poste. Après avoir tenté de fléchir l' « inaltérable modestie » de Diettmann, les commissaires de la Convention, Louis et Pflieger, proposèrent au Comité de salut public Houchard que « ses longs services rendaient presque également propre à commander avec succès l'une ou l'autre des armées de la République ». N'avait-il pas écrit tout récemment aux fédéralistes de Bordeaux et de Lyon qu'il était le chef des *soldats sans-culottes* de l'armée de la Moselle et qu'il ne pactiserait pas avec les complices de Dumouriez ? Le Comité de salut public nomma Houchard : le danger, lui mandait-il, était extrême ; Valenciennes avait capitulé le 28 juillet ; la consternation régnait à Paris ; dans cette crise terrible, le Comité jetait les yeux sur Houchard ; le général méritait la confiance de la patrie ; on chérissait son nom depuis longtemps ; « il n'écouterait aucune des considérations qui pourraient le retenir à l'armée de la Moselle ; le point du plus grand péril était le poste d'un républicain [2]. »

Boulay, une lettre instructive du représentant Blaux (Rec. Aulard, III, 496, et IV, 198).

[1] Arrêté du 22 juillet ; Diettmann à Bouchotte, 26 juillet (A. G.). Déjà, le 12 juillet, Bouchotte avait fait choix de Diettmann pour commander l'armée de La Rochelle ; mais Delacroix ayant remarqué que Diettmann avait refusé le commandement de l'armée du Rhin parce qu'il « était pour la cavalerie et ne connaissait pas les manœuvres de l'infanterie », la Convention avait nommé Beysser (*Mon.*, 14 juillet).

[2] Pflieger et Louis au Comité, 26 juillet ; le Comité à Houchard,

Quel serait le successeur de Houchard ? Ferrier avait été proposé par Bouchotte et accepté par le Comité de salut public comme par la Convention [1]. Mais les soldats ne voulaient plus de Ferrier. Ils reconnaissaient enfin qu'on avait eu raison de lui refuser les qualités d'un général, la présence d'esprit, la résolution, le courage même. Sa propre division exigeait sa destitution. Les Jacobins de Wissembourg et de Strasbourg le traitaient de lâche et l'accusaient de devoir son avancement à la faction d'Orléans. Les commissaires de la Convention assuraient que sa réputation d'ineptie était faite, qu'on le regardait partout comme ignorant et poltron, qu'un pareil homme ne pouvait ni commander une division ni même rester à l'armée. Ferrier eut peur; il refusa les fonctions que Bouchotte lui offrait, et, lorsqu'il se ravisa quelques jours après et demanda le commandement en jurant qu'il l'acceptait et l'accepterait cent mille fois, il était trop tard : le 3 août les représentants avaient nommé provisoirement Schauenburg [2].

Alsacien de naissance, Français de cœur et de langue, Schauenburg comptait trente-trois années de services ; il avait passé par tous les grades et, durant six mois, dirigé l'état-major de l'armée de la Moselle. Il craignait la responsabilité du commandement et protestait que les talents lui manquaient, qu'il serait mieux au second

31 juillet (A. G.) ; décret de la Convention, du 1er août (Rec. Aulard, V, 443) ; cf. *Mon.* du 22 juillet.

[1] *Mon.*, 3 août 1793.

[2] *Mon*, 14 août; *Argos*, 30 juillet, p. 103 ; *Journal de la Montagne*, nos 88 et 96 (réponse de Laveaux au club de Wissembourg) ; les jacobins de Strasbourg aux jacobins de Paris, 9 août ; Richaud, Subigny, Ehrmann au Comité, 5 août ; Lacoste à Barère, 19 août ; Ferrier à Bouchotte, 13 août (A. G.) ; Schauenburg à la Convention, 1.

rang qu'au premier : *écrire*, disait-il, *est peu mon fait ;* il préférait obéir, dresser le soldat. Mais les commissaires le savaient « brave et manœuvrier ». Le chef de brigade Valory attestait aux Jacobins de Paris qu'il était excellent tacticien et que l'armée lui devait son instruction. Les troupes l'estimaient et l'aimaient ; il n'avait pas la rudesse de Houchard et sa figure rébarbative ; « il était bel homme et affable, dit un de ses subordonnés, et il commandait l'infanterie avec autant d'amabilité que de sagesse ; on avait du plaisir à servir sous lui ». D'ailleurs, qui pouvait-on choisir ? Delaage ? Mais Delaage appartenait à la même caste que Schauenburg, et le nombre et la valeur de ses soldats, et non sa propre habileté, avaient décidé la victoire d'Arlon. Pully ? Mais Pully, lui aussi, était noble, et Bouchotte se disposait à le suspendre. Le choix des représentants s'arrêta donc sur Schauenburg ; ils le jugeaient l'homme « nécessaire », le seul capable, sinon de mener, du moins de réorganiser l'armée de la Moselle ; son républicanisme ne semblait pas très prononcé ; mais il était simple, honnête, et « entouré de bons patriotes, il irait bien, car il avait l'envie de bien aller[1] ».

[1] Schauenburg aux représentants, 3 août, et à Bouchotte, 7 sept. ; Lacoste et Guyardin au Comité, 4 août ; Richaud, Ehrmann, Hermand, Soubrany au Comité, 4 août ; Prieur et Jeanbon Saint-André au Comité, 12 août (A. G.) ; *Journal de la Montagne*, n° 46 ; Le Comte, *L'Observ. impartial*, 10. Balthazar Schauenburg, né au château de Jungholtz, près Soultz (Haut-Rhin), le 31 juillet 1745, entré comme volontaire au régiment de Nassau cavalerie (1759), passé en cette qualité au 53e rég. d'inf. (1762), sous-lieutenant au même régiment (1er mars 1764) et aux grenadiers (1766), lieutenant de la compagnie de Doulach (22 sept. 1767) et des grenadiers (1768), capitaine en deuxième (2 juin 1777), capitaine-commandant (25 mai 1781), major au 96e régiment (24 mars 1785), lieutenant-colonel (1er janvier 1791), colonel (23 nov. 1791), maréchal-de-camp (7 septembre 1792), chef

d'état-major de l'armée du centre, ensuite armée de la Moselle (du 7 sept. 1792 au 8 mars 1793), général de division (8 mars 1793). Il avait fait en Corse les campagnes de 1770 et 1771, et devait commander l'armée d'Helvétie en 1798. Il est mort en 1832, à l'âge de 87 ans. « Sa naissance, a dit un contemporain, un certain air de hauteur et une fermeté inébranlable pour la discipline, qu'il avait puisée de bonne heure à l'école allemande, le faisaient alors suspecter violemment d'aristocratie. Ses talents et une loyauté qui ne s'est jamais démentie, le portèrent au grade de général en chef. Il a, en qualité d'inspecteur-général de l'infanterie, rendu à l'armée de Rhin et Moselle les plus grands services. C'est lui, plns que tout autre, qui a formé des officiers et créé des soldats. Nul corps ne fut envoyé à l'armée active sans être exercé par ses soins, peu d'officiers-généraux en Europe entendent mieux la manœuvre des troupes et les principes de détail que Schauenburg. (Notes de Legrand, A. G.) Cf. *Invasion prussienne*, 212.

CHAPITRE IV

LES REPRÉSENTANTS

Mission de Prieur de la Marne et de Jeanbon Saint-André. — Renforts fournis par l'armée de la Moselle à l'armée du Nord. — Conférences de Bitche. — Désorganisation. — Remplacement des officiers nobles. — Bouchotte. — Les commissaires du pouvoir exécutif. — Les représentants du peuple aux armées du Rhin et de la Moselle. — Leur conduite à l'égard des ci-devant. — Leurs pouvoirs et leur rôle. — Gentil, Cusset, Lacoste, Ruamps. — Services qu'ils ont rendus. — Sentiments de l'armée. — L'habit bleu. — L'amalgame. — L'avancement.

Schauenburg était à peine général en chef, qu'il vit son armée bouleversée. Le Comité de salut public, effrayé par la prise de Condé, de Valenciennes et de Mayence, avait envoyé deux de ses membres, Prieur de la Marne et Jeanbon Saint-André, aux frontières de l'Est et du Nord. Les deux commissaires devaient se concerter avec les représentants et les généraux sur le meilleur emploi des forces de la République et porter en Flandre des secours considérables. Le 8 et le 9 août, ils tinrent à Bitche une sorte de conseil de guerre. Les représentants Milhaud, Soubrany, Richaud, Ehrmann, Guyardin, Lacoste et les généraux Beauharnais, Schauenburg, Pully, Hédouville et Guénand[1] assistaient à la conférence.

[1] Guénand, disait Schauenburg, « joint aux vertus civiques le

Prieur et Jeanbon posèrent des questions auxquelles les généraux répondirent : 1° fallait-il envoyer des renforts en Flandre, et les deux armées du Rhin et de la Moselle qui comptaient, l'une, cinquante mille hommes, l'autre, quarante mille, avaient-elles assez de monde pour rafraîchir l'armée du Nord? » Les généraux votèrent unanimement l'affirmative.

2° Devait-on, avant le départ de ces secours, entreprendre une expédition profitable et décisive ? Une armée de républicains ne pouvait-elle tenter la fortune ? Les soldats ne se plaignaient-ils pas de leur inaction? Ne brûlaient-ils pas de l'impatience du combat? Ne seraient-ils pas vainqueurs? Et une fois l'ennemi chassé des gorges, ne vivraient-ils pas à ses dépens? Ne feraient-ils pas du Palatinat le *grenier de la France*? — Les généraux ne partagèrent pas l'avis des représentants. Tous déclarèrent qu'ils n'avaient que des forces inférieures, qu'ils manquaient de cavalerie, qu'ils seraient infailliblement défaits s'ils se hasardaient à livrer bataille dans le Palatinat. Mieux valait, selon eux, approvisionner les places de la frontière et demeurer sur une respectable défensive. Du reste, ajoutaient-ils, ils étaient nobles et, par suite, dépouillés de toute confiance; même victorieux, ils seraient soupçonnés; pouvaient-ils mener leurs troupes à de si grandes entreprises ?

3° Combien d'hommes les armées de la Moselle et

zèle, les talents et la judiciaire la plus recommandable, non seulement pour l'instruction, mais pour des opérations plus étendues, et j'apprécie dans cet officier la vraie connaissance de l'homme. » Grou et Valmont demandaient pour lui, le 22 juin, le grade de maréchal-de-camp, parce qu'il faisait depuis deux mois le service d'officier-général. Mais le 1er septembre, il annonçait que, noble, il quittait le service.

du Rhin fourniraient-elles ? — Après une longue discussion, les généraux répondirent qu'elles ne pourraient fournir que 12,000 hommes : celle du Rhin, 7,200 et celle de la Moselle, 4,000. Ce n'était pas assez au gré des commissaires. Ils auraient voulu 30,000 hommes qui seraient arrivés dans le Nord, tout organisés et tout prêts à combattre. Mais ils n'insistèrent pas. Beauharnais, Schauenburg et les autres annonçaient à l'avance l'invasion du Bas-Rhin et de la Moselle, la prise des forteresses, la conquête de l'Alsace et de la Lorraine. Si les conventionnels avaient exigé davantage, n'aurait-on pas rejeté sur eux les futurs échecs ? Les généraux n'essayaient-ils pas de se décharger de toute responsabilité ? Nous vous donnerons, disaient-ils aux commissaires, tout ce que nous avons ; mais signez-nous une réquisition !

4° Combien de cavaliers fourniraient les deux armées ? — A cette question, les généraux se récrièrent. Naguère, Bouchotte désirait tirer de l'armée de la Moselle un peu de cavalerie légère pour l'envoyer dans les Alpes, et Houchard répondait qu'il ne disposait que de 1,700 chevaux pour garder la frontière entre Bitche et Longwy [1]. Et l'on voulait aujourd'hui prendre encore de la cavalerie aux deux armées ! Non, après mûre réflexion, les généraux ne pouvaient donner que 100 cavaliers de l'armée du Rhin et les 75 hommes qui formaient à l'armée de la Moselle la compagnie d'artillerie légère du capitaine Détrès.

5° On avait ainsi 11,375 hommes [2]. Mais comment les

[1] Houchard à Deforgue, 22 juin (A. G.).

[2] L'armée de la Moselle fournit 1,000 hommes de la garnison de Longwy, 2,000 de celle de Metz, 1,000 de celle de Thionville, et les 75 canonniers de Détrès ; l'armée du Rhin : 4,000 hommes de l'armée active du Bas-Rhin, 2,000 de la division du Haut-Rhin, 1,200 tirés

enverrait-on promptement dans les Flandres? Fallait-il les envoyer en poste ou les réunir à Fontoy et les faire marcher le long de la frontière? — Les généraux objectèrent que les troupes tirées du Haut-Rhin ne seraient à Fontoy que dans trois semaines. On résolut de les diriger sur Metz et de là, en poste, sur Péronne. Quant aux troupes extraites de l'armée de la Moselle et de l'armée active du Bas-Rhin, elles marcheraient en corps d'armée et militairement sur Mézières où elles recevraient les instructions de Houchard[1].

Prieur et Jeanbon-Saint-André partirent mécontents. Ils sentaient que les secours accordés par les généraux étaient insuffisants. Mais le 8 août, pendant les conférences de Bitche, le Comité de salut public, redoutant les « progrès rapides » de Cobourg, arrêtait, de concert avec les ministres, que 30,000 hommes seraient tirés des armées de la Moselle et du Rhin pour être transportés en poste dans un camp intermédiaire à Péronne et à Saint-Quentin, et il consacrait une somme de cinq millions aux frais de l'opération.

Les envoyés du Comité prirent aussitôt de nouvelles mesures. Sans hésitation, sans retard, par voie de réquisition directe, ils tirèrent de l'armée de la Moselle les 30,000 hommes qu'exigeait l'arrêté du 8 août et qui durent se diriger sur-le-champ vers Cambrai[2].

des garnisons et 100 chevaux. Prieur et Jeanbon remplacèrent les troupes de Metz et de Thionville par des troupes de réquisition; ils envoyèrent à Metz la cavalerie de la légion de la Moselle; l'infanterie de cette légion qui comptait 700 déserteurs prussiens et autrichiens, fut dirigée sur les Pyrénées.

[1] Lettre de Prieur et Jeanbon au Comité, 9 août, et *Rapport*, 7-8, 31-37.

[2] Prieur et Jeanbon, *Rapport*, 9. Mais il faut ajouter que sur les 30,000 hommes, 22,000 seulement rejoignirent l'armée du Nord. « Les

C'est ainsi que l'armée de la Moselle devenait la pépinière des autres armées, et après tout, disaient Hentz et De La Porte, elle ne servait à rien pour l'instant [1]. Mais elle ne comptait plus que 10,000 soldats ; il fallait la réorganiser, lui rendre au moins les deux tiers du monde qu'elle perdait. Prieur et Jeanbon-Saint-André décidèrent qu'elle se grossirait dans le plus bref délai des 11,375 hommes qu'ils avaient obtenus des généraux à la conférence de Bitche, et de 7,000 hommes que l'armée du Rhin fournirait en sus.

L'armée de la Moselle se composait donc en très grande partie de troupes nouvelles et ses bataillons renfermaient une foule de recrues dont l'instruction n'égalait pas la bonne volonté [2]. Aussi Bouchotte se plaignait-il que le service des avant-postes ne se fît pas avec soin ; on l'avait informé que les officiers s'éloignaient de leur détachement et couchaient dans des lits ainsi que les soldats, qu'on se laissait aisément surprendre, qu'on n'avait jamais le temps de se former en bataille. Schauenburg protestait faiblement ; « le zèle et la quantité des bons officiers, disait-il, nous sauvent du mal qu'on éprouve de la négligence et de l'ignorance des mauvais. » Mais il avouait qu'il y avait dans son armée des « paresseux », des « insouciants », et que la plupart des officiers étaient neufs et inexpérimentés : les uns avaient quitté leurs foyers pour commander les bataillons ou les compagnies de volontaires, les autres étaient d'anciens capitaines,

circonstances, écrivait Bouchotte au Comité (29 août, A. G.) dérangent un peu les dispositions que vous avez prises et je crois que les forces extraites ne s'élèveront pas à plus de 22,000 hommes; ceci va contrarier Houchard qui comptait sur 30,000 hommes. »

[1] Rec. Aulard, IV, 581 ; cf. Prieur et Jeanbon à Bouchotte, 11 août (A. G.).

[2] Hédouville à Bouchotte, 14 août (A. G.).

rouillés par l'inaction et la vie monotone des garnisons ; les sous-officiers, choisis par leurs subordonnés, et « encore pleins de reconnaissance, arrêtaient l'action des lois »[1].

La principale cause de la désorganisation était le remplacement soudain, précipité, inévitable des officiers nobles. Depuis le 10 août, le soupçon universel planait sur les militaires de cette classe ; on se défiait d'eux ; on les accusait de conserver dans le secret de leur âme le culte de la royauté ; on assurait qu'ils méditaient la trahison. Dès le 6 septembre 1792, le corps du Haut-Rhin sollicitait de la Législative un général qui « n'eût pas dans les veines un sang corrompu ». Il faut, écrivait Chépy, remplacer par des *talents plébéiens* tous ceux qui « traînent dans les camps des souvenirs de noblesse ». La défection de Dumouriez fit déborder la haine qu'inspiraient les ci-devant. De toutes parts on proposa de les exclure des emplois. Ronsin s'écriait que cette perfide désertion devait guérir la France de sa fatale manie de mettre des nobles à la tête de ses armées. Marat voulait qu'on leur défendît de commander les troupes à moins qu'ils n'eussent donné des preuves irrésistibles de civisme. Delacroix obtenait qu'aucun d'eux ne serait admis dans l'armée qui couvrirait la capitale. Prudhomme imputait toutes les défaites à ces « gens pourris dans le fumier des cours ». La Commune arrêtait qu'ils ne pourraient être fonctionnaires publics. Varlet demandait qu'un décret de la Convention leur interdît d'occuper une seule place. Vinrent les pétitions des sections de Paris et des sociétés populaires. « Plus de parjures,

[1] Bouchotte à Schauenburg, 1er septembre; Schauenburg à Bouchotte, 8 sept., et à Houchard, 12 juin (A. G.).

disait Pio; nous avons des citoyens, nous avons des soldats, donc nous avons des généraux. Thémistocle ne possédait que du bon sens et passait sa jeunesse dans les clubs. Les antagonistes de Pyrrhus et d'Annibal ignoraient jusqu'aux premiers éléments de leur métier. Marius était un vrai général sans-culotte. Clodius et César ont été plus pernicieux à leur patrie que toute l'inexpérience et la brutalité de ceux qui ne faisaient pas profession de la conduite de l'Etat et des armées. » Le 21 juillet, aux Jacobins, Hébert réclamait le bannissement de tous les nobles; le peuple devait se rendre à la Convention et demeurer en permanence jusqu'à ce qu'il eût arraché l'expulsion des aristocrates; *plus de nobles*, ajoutait Hébert aux applaudissements de toute la salle, *les nobles nous assassinent; destitution des nobles, et nous aurons triomphé!* Trois jours plus tard, Chasles proposait « d'anéantir le règne des nobles »; à l'entendre, il fallait les destituer irrévocablement; on excepterait ceux qui sauraient mériter pendant dix ans l'estime populaire et par ce « baptême de régénération » recouvrer leurs droits de citoyens. Et le 2 août Valcour opinait que les vieux soldats, les sans-culottes couverts de blessures fussent enfin, après avoir obéi durant trente années, appelés aux premières places de l'armée[1].

Le ministre de la guerre Bouchotte était entièrement jacobin: il recommandait aux clubs d'examiner les choses et les personnes, et de dénoncer et de réprimer les abus comme ils avaient dénoncé et réprimé l'aristocratie[2]; il

[1] Prudhomme, *Rév. de Paris*, n° 195, p. 42 et 76; Chépy à Le Brun (mars 1793); Ronsin au Comité, 5 avril (A. G.); *Mon.*, 8 septembre 1792, 4 et 9 avril, 5 et 17 juin, 1er juillet 1793; *Journal de la Montagne*, nos 53, 55, 64, 68; *Le Batave*, n° 176 (9 août).

[2] Circulaire de Bouchotte aux sociétés populaires, 21 septembre, à

engageait l'armée à se défier des faux patriotes qui voulaient la « subjuguer par une discipline d'automate » et lui soustraire les journaux « propres à l'instruire sur les mouvements révolutionnaires[1] ». Il entreprit de *purger* les états-majors et de toucher à la graine d'épinards[2]. Le premier Comité de salut public ne l'appréciait pas ; il trouvait que Bouchotte « ne tenait pas les rênes de son département avec l'énergie qu'appelaient les besoins du moment ». Cambon déplorait son inertie et son ignorance en matière d'approvisionnements : « quand on lui demande combien il a de fusils à sa disposition, quels sont les moyens qu'il prend pour les faire réparer et transporter, on est quinze jours sans avoir de réponse, et tout languit. » Dès le 27 mai, Bouchotte offrait sa démission. Mais Beauharnais, que le premier Comité proposait au choix de la Convention, refusa le ministère. Bouchotte resta, et le second Comité le garda, le maintint envers et contre tous : Bouchotte était son homme. Vainement Haussmann proclamait en pleine séance l' « ineptie inconcevable » du ministre et assurait que ses fautes compromettaient chaque jour le sort de la République. Vainement Dartigoeyte le jugeait incapable et indigne de confiance. Boucher et Lequinio prétendirent qu'une cabale s'était formée contre lui. Chabot déclara qu'il pouvait, au moins provisoirement, « gouverner la machine » et qu'on ne devait pas remplacer un homme qui commençait à se mettre au fait de sa besogne ; Bouchotte, ajoutait-il, « est patriote,

la suite du décret du 13 septembre par lequel les clubs devaient envoyer au Comité de salut public la liste de tous les agents infidèles dont l'incivisme était connu.

[1] Bouchotte à ses concitoyens aux armées, 2 août.

[2] Mot de Milhaud aux Jacobins, 21 nov. 1793.

et c'en est assez ». Le 25 juillet, la Convention décidait de dresser le jour suivant une liste de candidats au ministère de la guerre. Mais les députations des Cordeliers et de la Société républicaine du 10 août vinrent plaider à la barre de l'Assemblée la cause de Bouchotte et affirmer son civisme, son intégrité : on employait, pour l'écarter, les manœuvres dont on avait usé contre Pache; la Convention ferait bien de conserver Bouchotte, et de confier la direction supérieure des administrations à des *patriotes* et non à des *scientifiques*. Robespierre appuya les pétitionnaires. Déjà, aux Jacobins il avait pris la défense de Bouchotte qui lui semblait un vrai républicain, un sincère ami de la patrie, animé d'un zèle pur. Il vanta derechef la sévère droiture du ministre; il jura qu'on imputait aveuglément à Bouchotte les fautes de ses agents et de ses ennemis; Bouchotte, s'écriait-il, avait la confiance des montagnards; Bouchotte s'était attiré la haine des aristocrates et des généraux perfides ; Bouchotte ne serait jamais un Beurnonville et il saurait s'opposer aux criminelles menées des nouveaux Dumouriez ; si la Convention voulait donner quelque assiette au gouvernement et de la suite, de la consistance aux opérations de la guerre, elle devait rapporter le décret qui prononçait implicitement le renvoi de Bouchotte. L'Assemblée rapporta le décret au milieu des applaudissements réitérés du public, et le 28 juillet, elle décidait que le ministre pourrait non seulement suspendre et remplacer les officiers-généraux et les officiers des états-majors, mais choisir dans *tous les grades*, sans être astreint aux dispositions des lois précédentes [1].

[1] Rec. Aulard, IV, 482, 526; *Le Batave*, 28 mai ; *Mon.*, séances du 30 mai et des 8 et 13 juin (nos du 31 mai, des 9 et 16 juin); *Journal de la Montagne*, n° 39 (discours de Chabot aux Jacobins, 5 juil-

Cependant, Bouchotte fut encore attaqué. Le 12 août, Gossuin le traita de mannequin, l'accusa de ne rien faire pour repousser les ennemis, et Delacroix, s'unissant à Gossuin, obtint que le Comité de salut public ferait séance tenante un rapport sur le ministre. Mais Barère protesta sur-le-champ au nom du Comité : Bouchotte était très laborieux ; il joignait un sûr républicanisme à la probité la plus exacte ; il mettait cinq cent mille hommes en mouvement, et l'administration de la guerre n'avait jamais eu, même sous le règne de Louis XIV, un travail aussi considérable[1].

Une suprême attaque contre le ministre eut lieu dans les derniers jours de 1793. Le 30 novembre, Bourdon de l'Oise informa l'Assemblée que les commis de Bouchotte allaient aux Cordeliers et ailleurs dénoncer et calomnier les députés. Cette fois encore, et avec plus de chaleur que jamais, Barère fit le panégyrique de Bouchotte : Bouchotte avait la passion de la liberté, Bouchotte s'était engagé dans la voie de la Révolution, Bouchotte se rendait assidûment au Comité pour recevoir ses ordres. Bourdon ne se rebuta pas ; le 4 décembre, il demandait la suppression des ministères et notamment du ministère de la guerre dont les agents, disait-il, entravaient les mesures des représentants. Robespierre répondit sèchement que le Comité surveillait les ministres et que le caractère de Bouchotte opposait à tous les conspirateurs une barrière insurmontable[2].

Fort de l'appui du Comité, Bouchotte frappa sans

et) ; *Mon.*, séances des 25 et 26 juillet (nos du 27 et du 28) ; *Journal de la Mont.*, no 41 (Robespierre aux Jacobins, 10 juillet) ; décret du 28 juillet.

[1] Séance du 12 août (*Mon.* du 14).

[2] Séances du 30 nov. et du 4 déc. (*Mon.* des 2 et 6 déc.).

ménagement, sans pitié les officiers nobles. Il voulait *patriotiser* l'armée. Puisque les hommes de talent et d'expérience n'approuvaient pas la République montagnarde, il fallait, suivant Bouchotte, choisir d'autres hommes qui sauraient « faire aller le système populaire » ; ceux-là n'auraient pas d'abord de grandes facultés ; mais peu à peu ils se développeraient ; n'avaient-ils pas le premier de tous les moyens, la volonté d'aller? Oui, disait Bouchotte, en ce moment il *faut tirer parti du moral*, il faut inspirer la confiance, et pour l'inspirer, *se montrer à la hauteur de la Révolution* ; il faut écouter son cœur et non son esprit ; le régime actuel est celui des sans-culottes, et pour qu'il dure, les sans-culottes doivent occuper toutes les places sans exception [1].

Afin de mieux « républicaniser » et « sans-culottiser » le corps des officiers, Bouchotte envoya dans les armées des agents ou commissaires dits du pouvoir exécutif, mais qui ne dépendaient en réalité que de l'administration de la guerre et ne correspondaient qu'avec le ministre ou avec son secrétaire-général Vincent et ses adjoints Jourdeuil et Sijas. Ces commissaires devaient, selon leurs instructions, « surveiller le matériel et le personnel [2] ». Dans toutes ses lettres, Bouchotte leur

[1] Bouchotte à Krieg, 9 août (A. G.).

[2] Voir la correspondance de Bouchotte avec les commissaires, 22 mai, 14 juin, 30 août, etc. L'armée du Rhin eut d'abord deux commissaires du pouvoir exécutif, Garnerin et Gateau (cf. sur Garnerin le tome IV de Wallon, *Les représentants en mission*, 1890, p. 452, et sur Gateau, intime ami de Saint-Just et, comme lui, originaire de Blérancourt, l'*Intermédiaire* du 25 août 1891), et celle de la Moselle, quatre : François Gémond, qui fut bientôt rappelé ; Grammont, qui regagna Paris le 1er mai pour devenir chef au bureau central du ministère et qui fut remplacé par Grou (Louis-Guillaume-Jean-Baptiste), ancien capitaine de dragons ; Valmont qui, l'année précédente, parcourait les armées de l'Argonne et de la Belgique (*Retraite de*

recommandait de s'attacher à connaître les officiers, de connaître les bons et les mauvais, d'entretenir le patriotisme des soldats, de répandre les journaux ou, comme on disait alors, les *papiers nouvelles* ou les *papiers publics*, le *Père Duchesne* et le *Journal de la Montagne* [1].

Ils surent s'acquitter de leurs fonctions et garantir le soldat des « poisons du fédéralisme ». Ils dénoncèrent les officiers nobles et ceux qu'ils soupçonnaient de royalisme, ces hommes « indignes du beau nom de républicains », ces « êtres corrompus qui déshonoraient l'armée » et qu'on devait expulser au plus tôt, sans user de « demi-mesures » ni de « partis mitoyens et conciliatoires ».

Ils dénoncèrent le chef de l'état-major de l'armée de

Brunswick, 144), et Mourgoin, que les commissaires nommaient « le plus pur et le plus chaud patriote, guidé par la sagesse et la maturité des réflexions » (Ehrmann, Richaud et Soubrany à Bouchotte, 26 août). Ces commissaires furent rappelés le 23 août lorsqu'on décréta la réquisition ; mais le 11 septembre, sur la proposition de Barère, le Conseil exécutif eut de nouveau la permission d'envoyer des agents qui seraient sous la surveillance des commissaires de la Convention et qui devaient « répandre partout les lumières et purifier l'opinion qui, semblable à l'atmosphère, se corrompait de deux en deux mois ». Le Conseil exécutif provisoire eut désormais deux agents auprès de chaque armée : ce furent, à l'armée de la Moselle, Mourgoin et Delteil ; à l'armée du Rhin, Berger et Renkin. Ce dernier écrivait le 22 septembre, à Bouchotte, que Dièche (le commandant de Strasbourg) devait être soutenu par « une forte garnison de sans-culottes ; des Parisiens surtout, bien prononcés ; et si l'on joint à cela une promenade patriotique de l'armée révolutionnaire, accompagnée de quelques guillotines, le mal se trouvera coupé dans sa source ».

[1] Cf. sur le *Père Duchesne* aux armées, les discours de Montaut et de Momoro (*Mon.* du 29 oct.). Pache, le premier, avait envoyé des journaux dans les camps et il faisait distribuer, tous les jours, 6,000 exemplaires du *Bulletin de la Convention* (500 aux armées du Nord, des Ardennes, de la Moselle, du Rhin, des Vosges, des Pyrénées et de l'Intérieur, 400 à celle du Var, 300 à celle des Alpes, etc. A. N., DXL 28).

la Moselle, Hédouville ; cet Hédouville, écrivaient-ils, avait été la créature des Lameth, de Luckner, de Berthier ; il était mielleux, perfide, plein d'une impudence anticivique et de principes dangereux qui révolteraient les plus froids patriotes, et s'il travaillait bien, « ce n'était pas dans le genre patriotique » ; tout l'état-major « portait la teinte de son opinion [1]. »

Ils dénoncèrent Custine qu'ils qualifiaient de *traître*, d'*intrigant*, de *bourreau-né* de la République, de « complice des royalistes, des feuillants, des rolandistes et des aristocrates de toutes couleurs ». Custine, assuraient-ils, avait fait autant de mal que Dumouriez. « Et sa tête est encore sur ses épaules ! Que disons-nous ! Il va commander l'armée du Nord ! » Ils envoyèrent à Paris le factum du lieutenant Forel qui se prénommait Misobasile ou ennemi des rois, et prétendait que Custine avait engagé le combat du 17 mai pour « redonner des fers à la nation ». L'un d'eux, Gateau, mandait à Vincent, six jours avant la reddition de Mayence, que Custine avait « livré la garnison à la férocité des brigands couronnés [2] ».

Ils dénoncèrent Houchard, l'accusèrent de maltraiter ses soldats et d'avoir transpercé de son épée un pauvre maraudeur qui volait des choux [3].

Ils dénoncèrent Beauharnais, et lorsque la Convention l'élut ministre à la place de Bouchotte, leur patron et

[1] Cf. leurs lettres du 25 mai et des 4, 12 et 25 juin à Bouchotte (A. G.).

[2] Dénonciation de Misobasile Forel, lieutenant de la 1re compagnie du 2e bataillon du Puy-de-Dôme, 18 mai; Gateau à Bouchotte, 29 juin, à Vincent, 17 juillet (A. G.), et discours aux Jacobins, 5 juillet.

[3] Cf. la lettre désespérée de Houchard à Bouchotte sur cette calomnie de Valmont, 7 août (A. G.).

protecteur, ils jetèrent les hauts cris : les Jacobins des bureaux voudraient-ils travailler sous un homme qui ne partageait pas leurs principes [1] ?

La plupart des officiers nobles que les commissaires du pouvoir exécutif poursuivaient de leurs dénonciations, rendaient cependant à la République de fidèles et loyaux services. Ils s'entendaient aux choses de la guerre et en savaient plus long sur leur métier que les officiers de naissance roturière ; les chasser, c'était désorganiser l'armée.

Aussi les représentants du peuple refusèrent-ils d'abord de les renvoyer [2]. Blaux plaidait leur cause avec

[1] Grou, Mourgoin, Valmont à Duverger, 19 juin (A. G.). Ils dénonçaient même les commissaires de la Convention, leur nombreux cortège de secrétaires et d'adjoints, leur luxe : « cinq décharges d'artillerie annoncent partout leur arrivée ou leur départ, et les superbes chevaux de la princesse de Nassau-Sarrebrück, estimés de trois à cinq mille livres l'un dans l'autre, ont l'honneur de porter gratis les représentants d'un peuple libre ennemi du faste ». (Lettre du 9 juin à Bouchotte. A. G.)

[2] Le 30 avril (cf. p. 8) quatre représentants avaient été envoyés à l'armée de la Moselle : Le Vasseur de la Meurthe (qui fut remplacé, le 22 juin, par Gentil du Mont-Blanc), Maignet, Montaut et Soubrany, auxquels on adjoignit, le 29 juin, Cusset, — qui prétendait avoir des intelligences dans Luxembourg, — et dix représentants à l'armée du Rhin (outre Merlin et Reubell), Ferry, Laurent, Ruamps, Louis, Pflieger, Haussmann, Du Roy, Ritter. Le 19 juillet, le Comité renouvela les missions. Jusqu'au 5 novembre, les représentants à l'armée de la Moselle furent Richaud, Soubrany, Ehrmann, Cusset (Hermand ne fit que passer dans les premiers jours d'août), et à l'armée du Rhin : Ruamps, — qui restait seul de l'ancienne mission, — Borie, Milhaud, tous trois désignés, le 19 juillet, par le Comité, et Niou qui fut adjoint le 29 août. Mallarmé fut nommé, le 23 août, par la Convention, pour exécuter, de concert avec les représentants, le décret de réquisition. Avant lui, le 25 juillet, J.-B. Lacoste et Guyardin avaient été pareillement adjoints aux représentants près des deux armées, pour « faire le remplacement des garnisons ». Ruamps, Borie, Milhaud, Niou, Mallarmé, Guyardin ont retracé, dans un rapport confus, leurs actes auxquels ils associent Lacoste. Ajoutons que Lacoste et

ardeur : puisqu'ils restaient à leur poste, malgré les dégoûts qu'ils essuyaient à chaque instant, n'aimaient-ils pas sincèrement la patrie, et dès lors ne pouvait-on les conserver ? Bô blâmait le ministre d'enlever à l'armée ses vrais défenseurs ; selon lui, ceux qu'on devait destituer, c'étaient les *muscadins*, et non les officiers dont les soldats, les chefs, les représentants attestaient le civisme et la vaillance. Jusqu'au dernier moment, les commissaires de la Convention gardèrent les généraux qu'ils voyaient de près et qu'ils savaient expérimentés et instruits. Ils disaient avec Richaud qu'entre les généraux et leurs délateurs ils n'hésitaient pas : les dénonciations, presque toujours vagues ou erronées, venaient d'ambitieux qui désiraient de l'avancement, et quant aux généraux, s'il était difficile de lire dans leur âme, ils montraient de bonnes intentions et de l'activité. Les représentants gardèrent donc Schauenburg. Ils gardèrent Pully que Moreaux, blessé, n'avait pu remplacer ; son républicanisme n'était pas très décidé ; mais il avait de l'intelligence, des talents militaires, la parfaite connaissance du pays, et il leur semblait très propre à diriger le courage des troupes du camp de Hornbach. Ils gardèrent d'Aboville, le véritable vainqueur de Valmy ; il était « absolument nécessaire ». Ils gardèrent Landremont et d'Arlandes : « il est malheureux qu'ils soient des ci-devant, mais il serait peut-être plus malheureux qu'une loi générale les force à la retraite. » Ils gardèrent Hédouville et affirmèrent la pureté de ses principes :

Mallarmé partis pour Paris afin de demander la suspension du général Landremont, furent, par un arrêté du Comité, en date du 6 octobre, maintenus aux armées de la Moselle et du Rhin « et investis de tout pouvoir pour requérir les armes et les gardes nationales des départements environnants, destituer et remplacer les généraux suspects et autres agents, sauver Landau et les lignes de Wissembourg ».

« pourquoi le destituer ? Ces changements paralysent tout. » Ils gardèrent le jeune et valeureux Desaix. Ils gardèrent Campagnol qui commandait le 1er bataillon de Lot-et-Garonne avec autant de courage que de prudence[1].

Mais Bouchotte l'emporta sur les représentants, et eux-mêmes finirent par reconnaître qu'il était impossible de confier à des ci-devant la direction des armées. Le cri de trahison retentissait partout et l'opinion publique se prononçait contre les castes privilégiées avec une puissance irrésistible. Quelques-uns des officiers nobles ne pouvaient renier leur passé monarchique, prendre les façons du sans-culottisme et cacher le dépit qu'ils éprouvaient de commander à des officiers plébéiens. « Il est encore de ces messieurs en petit nombre, écrivait-on de l'armée de la Moselle, qui conservent le ton, l'esprit et le faste de l'ancien régime ; ils aiment l'adulation ; ils ne sortent point sans une grande suite ; ils ont le propos dur », et l'on accusait des chefs de brigade ou d'escadron du corps des Vosges d'avoir servi d'aides-de-camp à Narbonne et à Valence[2]. Enfin, beaucoup de ces « aristocrates » se savaient guettés, espionnés, et craignaient le tribunal révolutionnaire. « La plupart des généraux qui

[1] Blaux à ses collègues, 7 avril 1793 (A. G. et Rec. Aulard, III, 149) ; Bô à Bouchotte, 9 nov. ; Richaud, Ehrmann et Soubrany au Comité, 13 août, et à Bouchotte, 26 août ; Lacoste et ses collègues au Comité, 19 août ; Richaud à Barère, 2 sept. ; Montaut, Maignet, Soubrany, Gentil à Bouchotte, 10 juillet, etc. (A. G.). Cf. Garnerin aux Jacobins, 20 juin A. G. : « Les vices ni les vertus ne sont point départis sans exception à telle caste ; rendons hommage aux principes, mais n'éloignons pas des hommes qui ne nous ont encore rendu que des services ; éloignons les traîtres, quelle que soit leur origine. »

[2] Lavallette, *Mém.*, I, 144 ; lettre du 28 juin (*Journal de la Montagne*, n° 40) ; Thuillier à Barère, 10 oct. (A. N. A. F, II, 30).

ont figuré sur notre scène politique, lisaient-ils dans le *Batave* du 3 août, sont actuellement dans les prisons, occupés à méditer sur la fragilité des grandeurs humaines ». Ils ne pensaient donc qu'à sauver leur tête et se souciaient, selon le mot d'un représentant, plus de leur propre sûreté que de la chose publique. Ils refusaient tout avancement, ou s'ils acceptaient le commandement qu'on leur imposait, ils disaient, comme Schauenburg, que leur origine les ferait environner de soupçons. Ils s'effrayaient de leur responsabilité; ils n'osaient agir hardiment et avec vigueur ; ceux mêmes qui les défendaient, leur reprochaient de se tenir toujours sur une extrême réserve et de n'avoir pas cette humeur entreprenante, résolue, qui sied à l'homme de guerre, et des lignes de la Lauter on mandait au *Journal de la Montagne* qu'ils étaient tièdes, qu'ils mettaient dans leurs actes je ne sais quel air de mollesse et d'apathie, qu'ils « laissaient détraquer la machine », qu'on devait par une loi claire, positive, ou les rassurer ou, ce qui valait mieux, les frapper. « Comment voulez-vous, s'écriait Génissieu, que, dans leur situation précaire, ils servent avec zèle la patrie [1] ? »

[1] *Le Batave*, 3 août ; *Journal de la Montagne*, n° 104; lettre de Richaud ; séance du 12 sept. *Mon.* du 15 ; Gateau à Bouchotte, 29 juin (A. G. il faut « exclure tous ces hommes d'ancien régime dont le cœur ne peut aller de front avec leurs devoirs et chez lesquels quelques talents d'exercice ne peuvent compenser la répugnance qu'ils mettent à les remplir. ») Cf. Prieur et Jeanbon au Comité, 12 août ; Lacoste à Barère, 19 août ; et la belle lettre du général d'Aboville aux représentants à l'armée de la Moselle, 17 août : « On ne peut qu'approuver la méfiance générale de la nation contre tous les ci-devant nobles indistinctement. Je cède sans murmure une place où, devenu suspect, il ne me serait plus possible de rendre les mêmes services qu'un successeur qui aura la confiance. Je me bornerai, comme Bélisaire, à faire des vœux pour la prospérité de ma patrie. » (A. G.) Voir aussi

Toutefois les représentants eurent raison de laisser quelque temps les nobles à la tête des troupes. Certes, ils ont commis des fautes ; ils ont fait des choix malheureux ; ils ont parfois, sans le vouloir, jeté le désordre dans les armées ; leur impatience impétueuse demandait toujours une victoire qui tardait et devait tarder encore jusqu'à la fin de l'année 1793 ; leur fougue imprudente causa le désastre de Pirmasens et les passages déplorables du Rhin. Quelques-uns abusèrent des *pouvoirs illimités* dont la Convention les avait investis. La loi du 9 avril leur permettait d'employer autant d'agents qu'il leur plairait ; les dépenses extraordinaires qu'ils autorisaient seraient acquittées par le Trésor public, et tous leurs arrêtés mis à exécution, s'ils étaient adressés dans les vingt-quatre heures à l'Assemblée ou au Comité de salut public. Puis un décret du 30 avril leur avait donné le droit de requérir les gardes nationales des départements, de nommer sur-le-champ à toutes les fonctions vacantes, selon le mode usuel d'avancement, et, en cas d'urgence ou si les sujets manquaient, de confier les emplois pour quinze jours à ceux qu'ils jugeraient dignes, de suspendre et de remplacer provisoirement les agents militaires, de faire arrêter les généraux et d'envoyer au tribunal révolutionnaire quiconque conspirerait contre la République et machinerait la désorganisation de l'armée. Enfin, un décret du 16 mai enjoignit aux corps administratifs et municipaux d'exécuter toutes les délibérations qu'ils auraient prises. Ils étaient quatre auprès de chaque armée et on les renouvelait mensuellement par moitié. Mais leur autorité ne cessa de grandir :

la lettre d'Auguste, soldat dans l'armée des Vosges. *Lettres de soldats 1792-1793*, p. L. G. Pélissier, p. 5.

le décret du 30 avril portait qu'ils ne pourraient agir qu'au nombre de deux ; par un décret du 29 août, ils purent seuls et de leur propre impulsion prendre des arrêtés.

Armés d'une semblable puissance, plusieurs de ces hommes éprouvèrent une sorte de vertige et leur âme ne sut garder l'équilibre.

Gentil eut le bon esprit de demander son rappel et d'avouer qu'il n'y voyait goutte[1].

Cusset se rendit méprisable par son outrecuidance et ses habitudes de crapule. Il annonçait aux populations que la Convention avait mis à son côté une *plume de fer* avec laquelle il devait écrire dans le sang autrichien, et il reprochait brutalement à Schauenburg la « stagnation » de l'armée de la Moselle. A l'entendre, *quarante mille* Autrichiens se trouvaient au camp d'Arlon ; l'incivisme, la trahison étaient partout; il y avait dans la petite ville républicaine de Thionville une « *immensité* d'aristocrates de tout genre » et dans les villages patriotes de la frontière beaucoup de *scélératesse.* Mais les jacobins de Metz attestaient qu'au lieu de remplir sa mission, il s'enivrait à Beauregard et oubliait sa dignité dans les fumées du vin de Champagne et du brandevin des Ardennes[2].

Jean-Baptiste Lacoste était un énergumène, un forcené qui dégoûta par ses violences son collègue Guyardin « le meilleur des humains » : il proposait de décapiter le quart des Alsaciens, de ne garder dans les départements du Rhin que ceux qui avaient pris une part active à la

[1] Gentil à Dumas, 18 et 19 juillet (A. N. AF II, 246).

[2] Cusset, *Compte rendu*, 3, 80-83 ; *Le Batave*, n° 247; cf. ses lettres (*Mon.*, 6 sept.) et l'*Expédition de Custine*, 160-161.

Révolution et de chasser tous les autres, après avoir séquestré leurs biens [1].

Baudot avait de l'esprit, des talents, de l'amabilité; mais il était jeune et sans expérience; gâté par Lacoste, il ne parlait plus que de fusillade, de guillotine, et sans cesse il disait : « Il faut fusiller... Je ferai guillotiner [2]. »

La probité de Ruamps et son patriotisme étaient à toute épreuve; on loue ses vertus publiques et privées; mais à l'armée du Rhin, en plusieurs circonstances, il se conduisit comme un fou. Cet homme qui manquait de lumières, se grisait de son autorité souveraine [3].

Les représentants envoyés en Alsace avant Saint-Just et Le Bas, croyaient se rendre populaires; ils affectèrent le ton soldatesque et agirent à la hussarde; ils tranchèrent lestement et de la façon la plus irréfléchie les affaires les plus épineuses, et un témoin véridique, un de leurs propres auxiliaires, nous assure qu'ils avaient peu d'ordre dans les idées et peu d'aptitude au travail, qu'ils ne se réunissaient que pour pérorer et qu'aucun d'eux ne savait écouter. Ils s'imaginèrent qu'on vaincrait les alliés en les inondant d'un flot d'*agricoles*; ils suspendirent les généraux à tort et à travers; ils laissèrent les intrigants et les mauvais sujets quitter leur poste et déblatérer au club de Wissembourg contre les chefs. L'armée les avait attendus comme des « anges libérateurs »; elle les maudit à leur départ, et Ruamps fut maltraité, non par les généraux qu'il avait vexés et tourmentés, non par les officiers qu'il avait persécutés, mais par les soldats qu'il avait flagornés [4].

[1] Lacoste au Comité, 4 frimaire an II (A. N. AF II 247); note de Legrand (A. G.).

[2] [3] [4] Note de Legrand (A. G.).

Néanmoins, quels que soient leurs torts, les représentants eurent du courage, de l'application, du patriotisme. Ils payèrent constamment de leur personne avec la même valeur que les plus braves grenadiers, et l'on vit Soubrany, à la bataille d'Arlon, marcher au premier rang et se jeter dans la mêlée sous le feu le plus meurtrier. Ils hâtèrent l'arrivée des chevaux que l'entrepreneur Lanchère devait fournir, et ils obtinrent de Bouchotte la formation de deux compagnies d'artillerie légère et de quatre nouvelles compagnies de pionniers. Ils conseillèrent — et leur conseil fut suivi — de dégarnir les places et d'envoyer les garnisons à la frontière. Ils requirent les gardes nationales de faire le service militaire dans les villes et les camps, et leur allouèrent le même traitement qu'aux troupes soldées par la République. Ils demandèrent des fusils. Ils développèrent la manufacture d'armes de Klingenthal en augmentant à la fois le nombre et le salaire des ouvriers. Ils rehaussèrent le crédit des assignats ; ils dénoncèrent les fournisseurs qui livraient des marchandises de la plus mauvaise qualité ; ils menacèrent de peines rigoureuses tous les fripons, agioteurs, accapareurs qui poussaient à l'excès dans les départements du Rhin l'audace de la cupidité. Ils assurèrent le service des subsistances et des approvisionnements de toute espèce ; ils firent amener les blés dans les dépôts de l'armée ; ils stimulèrent, éperonnèrent les administrations. Grâce à leurs soins infatigables, les forteresses et les magasins échelonnés dans l'intérieur du pays reçurent les grains et les fourrages dont l'envahisseur aurait pu s'emparer ; grâce à leurs réquisitions incessantes, les soldats ne manquèrent jamais de vivres et de munitions ; « sans la présence des députés aux armées, a dit justement Soubrany, elles

n'auraient jamais été pourvues de ce qui était nécessaire [1]. »

De même qu'ils gardaient les généraux suspendus par Bouchotte, ils réclamaient quelquefois contre les arrêtés qu'ils jugeaient inutiles et funestes. Lorsque le ministre, cédant aux instances de Houchard, appelait en Flandre les carabiniers, ils retenaient à l'armée de la Moselle ces deux régiments qui comprenaient plus de la moitié de la cavalerie de ligne [2]. Le Comité faisait décider le 5 septembre que tous ceux qui avaient servi dans la maison militaire de Louis XVI et de ses frères ou dans la garde décrétée par la Législative, devaient se retirer à vingt lieues des frontières. Les états-majors se dépeuplèrent incontinent, et des sujets excellents, tout ce qu'il y avait de plus intrépide, s'éloignèrent des camps, au grand désespoir des généraux. Les représentants n'hésitèrent pas à surseoir provisoirement à l'exécution du décret ; ils autorisèrent les soldats et officiers de toute arme et de tout grade à rejoindre leurs corps : n'y avait-il pas dans le nombre des hommes de cœur et surtout de ces gardes-françaises qui s'étaient si bien

[1] Note de Legrand; Montaut à Bouchotte, 23 juin; Haussmann au Comité, 15 avril et 4 mai (A. N. DXLII, 4) ; Le Vasseur et Maignet au Comité, 28 juin; Jeanbon-Saint-André et Prieur de la Marne au Comité, 4 et 12 août; proclamation de Jeanbon, Prieur, Soubrany, Ehrmann, Richaud, 10 août (A. G.) ; *Mon.* 2 oct. (lettre des représentants près l'armée de la Moselle) ; *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 31, 83, etc.; Doniol, *Dix-neuf lettres de Soubrany*, 1867, p. 23.

[2] Houchard aux représentants, 13 avril; Richaud, Ehrmann, Soubrany à Bouchotte, 26 août; arrêté des mêmes, 27 août; Jourdeuil au ministre, 1er septembre (A. G.); le 27 septembre, le Comité de salut public ordonnait que les carabiniers seraient envoyés à l'armée du Nord et que le ministre de la guerre ne pourrait sous aucun prétexte retarder d'un instant l'exécution de cet arrêté ; les représentants gardèrent les carabiniers à l'armée de la Moselle.

battus pour établir la République et affermir la liberté [1] ?

Ils rendirent l'armée entièrement républicaine. A la voix des représentants, elle accueillait sans murmurer le décret qui défendait la vente du numéraire. Elle recevait sa solde en criant *Vivent les assignats, la République et point de roi!* Elle attendait la constitution de 1793, comme « la manne céleste » et l'acclamait avec transport comme « le gage assuré de ses triomphes ». Elle saluait, au camp de Hornbach, les commissaires du pouvoir exécutif par les cris de *Vive la République! Vivent les Parisiens!* et les agents de Bouchotte racontent que les soldats s'arrachaient le *Journal de la Montagne* et le *Père Duchesne* et qu'ils auraient sacrifié gaiement deux jours de leur paie pour avoir trois exemplaires de ces « papiers » par compagnie. Les volontaires du 1er bataillon de l'Ain s'amusaient à juger en conseil de guerre un mannequin de Dumouriez et, après l'avoir attaché pendant quatre heures à un arbre de la route, le brûlaient sur un bûcher. Ceux du 4e bataillon du Jura sommaient, du poste de Bundenthal, les administrateurs de leur département, de se réunir autour de la sainte Montagne. Ceux du 2e bataillon du Doubs félicitaient la Convention de la « bienfaisante » révolution du 31 mai et applaudissaient à la mesure sage et ferme qui purgeait d'une manière si admirable la représentation. « La République

[1] Décret du 5 sept. art. VIII; Landremont à Schauenburg, 25 sept. (A. G.); arrêté du 29 sept. pris par Guyardin, Niou, Mallarmé, Lacoste, Ruamps, Borie et Milhaud (A. G.); un décret du 6 octobre décida que ceux qui avaient servi comme sous-officiers et soldats dans les gardes françaises, les grenadiers à cheval et les gendarmes de Lunéville, ne seraient pas compris dans les dispositions du décret du 5 septembre.

une et indivisible, écrivait un officier à Gasparin, est notre seul point de ralliement[1]. »

Ce fut surtout après l'écrasement de la Gironde que les représentants du peuple acquirent une grande influence dans les armées. La journée du 31 mai avait produit sur les âmes une impression profonde. Les conventionnels ne manquèrent pas de porter aux nues cette victoire de la Montagne sur le Marais, et presque tous les officiers se déclarèrent, comme eux, « bons et francs montagnards ». Ceux qui naguère étaient rudes et brusques, se radoucirent, traitèrent avec indulgence les subordonnés qu'ils avaient dédaignés et rabroués. Ceux qui ne parlaient qu'avec regret de l'ancienne armée royale, devinrent d'enragés démocrates et correspondirent avec les sociétés populaires de Metz et de Strasbourg[2].

Les commissaires répandirent ainsi parmi les troupes une fâcheuse exaltation. L'armée, comme la Convention, comme la nation même, fut en proie aux factions. Il y eut dans les camps des *maratistes* qui, par la hardiesse de leurs opinions, par la force de leurs poumons, se firent une réputation de beaux parleurs et de révolutionnaires ardents. Pas une ville de garnison, pas un lieu de cantonnement qui n'eût son club. Les militaires y dominaient, et ils insultaient, opprimaient, chassaient les citoyens qu'ils qualifiaient de modérés et de fédéralistes ; ils se disputaient entre eux avec un acharnement

[1] *Le Batave*, nos 83, 89, 100 (le 1er dragons à Houchard) ; *Journal de la Montagne*, nos 39, 53, 54, 57 ; *Mon.*, 11 juillet ; Grou, Valmont, Mourgoin à Bouchotte, 22, 25, 27 juin ; lettre du 2e bataillon du Doubs à la Convention, 18 juillet (A. G.).

[2] Lecomte, *L'Observateur impartial aux armées de Rhin et Moselle*, 1797, p. 6 ; cf. Richaud, Ehrmann et Soubrany au Comité, 15 août.

frénétique ; ils envoyaient adresse sur adresse et dénonciation sur dénonciation à l'Assemblée, à la Commune, au ministre de la guerre, aux Sociétés de Paris et des départements. Beaucoup, surtout les jeunes gens et, comme dit Alexandre Courtois, les officiers « imberbes et viciés de l'esprit d'intrigue », ne cherchaient qu'à monter en grade et ne demandaient la destitution de leurs chefs que pour se mettre à leur place. Mais tous les dissentiments politiques, de même que toutes les querelles particulières, étaient oubliés dès que tonnait le canon, et en face des Autrichiens, les partis n'existaient plus : il n'y avait que des Français, des républicains, des soldats déterminés à vendre chèrement leur vie ; et combien d'actions héroïques éclatèrent aux jours de combat dans ces orageuses armées de la Moselle et du Rhin que déchirait l'anarchie[1] !

Enfin, les représentants firent exécuter les décrets de la Convention, et notamment celui du 30 avril qui renvoyait des cantonnements et des camps toutes les femmes, à l'exception des blanchisseuses et des vivandières[2]. Ils effacèrent le désaccord entre les troupes de ligne et les volontaires. Les officiers des régiments ne renonçaient pas de bon cœur à l'uniforme de la monarchie et ils gardaient sur l'habit bleu les boutons blancs et les épaulettes blanches; on les voyait, hors du service, endosser l'habit blanc et se coiffer d'un chapeau au

[1] *Le Batave*, n° 239 et note de Legrand (A. G.).

[2] Cf. sur les femmes dans les premières armées de la République *Trahison de Dumouriez*, 54. Le décret du 30 avril ne gardait que les blanchisseuses et les vivandières. Il y avait quatre blanchisseuses par bataillon. Elles devaient, ainsi que les vivandières, porter sur le bras gauche une plaque de fer blanc où étaient écrits les mots : « blanchisseuse » ou « vivandière de tel bataillon » (ordre d'Hédouville, 10 juin (A. G.).

panache vert ou noir, surmonté de quelques plumes blanches. Les moindres agents singeaient les officiers. Les commis de l'administration portaient l'épaulette et le sabre. Chacun, écrit Schauenburg, « se masquait aux dépens de l'ordre et de la raison ». Les soldats mêmes étaient vêtus parfois avec une ridicule coquetterie. Les représentants rappelèrent l'armée à la simplicité républicaine. Ils prohibèrent les emblèmes de la royauté. Ils imposèrent l'habit national à toutes les troupes, et ils menacèrent de destituer ceux qui n'adopteraient pas les couleurs de la liberté ou qui n'auraient pas sur l'uniforme bleu les boutons à la République et les épaulettes jaunes. Ils interdirent aux états-majors les plumets ou pompons blancs [1]. Ils pressèrent, comme ils disaient, la fusion de l'armée, et commencèrent le mode d'amalgame autorisé le 11 juin et décrété le 12 août par la Convention ; sous leurs yeux, à l'armée de la Moselle, Hédouville formait déjà des demi-brigades [2].

[1] Montaut, Maignet, Soubrany, Le Vasseur à Houchard, 26 mai ; Schauenburg à Houchard, 12 juin ; ordres de Hédouville et de l'état-major, 5 et 10 juin ; les commissaires du pouvoir exécutif à Bouchotte, 20 et 27 juin (A. G.). Le 6 mai, la Convention avait décrété qu'à partir du 15 juin les officiers d'infanterie ne porteraient d'autre uniforme que l'uniforme aux couleurs nationales, déjà décrété par la loi du 23 février. Le 24 août, le Comité de salut public arrêtait que tous les officiers des ci-devant troupes de ligne qui n'auraient pas pris l'uniforme conformément à la loi, ou qui auraient conservé quelques signes de l'ancien uniforme, seraient, sur-le-champ, destitués. Cet arrêté, converti en décret le 29 août, fut envoyé, dans les premiers jours de septembre, à tous les généraux, par Prosper Sijas, adjoint de la 4e division du département de la guerre.

[2] Cf. Rec. Aulard, IV, 15. Voici peut-être la première tentative d'amalgame. Elle fut opérée à l'armée de la Moselle, *1re demi-brigade* : *1er bataillon* : 13e bat. inf. légère, 1/6e de la légion de la Moselle ; *2e bataillon* : comp. franches de Billard, de Saint-Maurice, de Millon, 1re du Louvre, 1/6 d'inf. de la légion de la Moselle ; *3e bataillon* : 1er bat. des chasseurs de Reims, 1/6 d'inf. de la légion. —

Ce furent les représentants qui tirèrent de l'obscurité la plupart des hommes destinés à s'illustrer sur les champs de bataille. La loi portait que le tiers des places vacantes serait accordé à l'ancienneté de service à grade égal[1]. Qu'arrivait-il? Si l'on avait besoin de choisir un sergent, on nommait le plus ancien caporal, un blanchisseur de la compagnie ou un vieux soldat qui avait grisonné sous le harnois. Le lendemain, il fallait un sous-lieutenant, et le blanchisseur devenait sous-lieutenant. Huit jours plus tard, il était chef de bataillon ou de brigade. Mais ordinairement, cet homme ne savait ni lire ni écrire ; il n'avait plus la force de faire quoi que ce fût ; il ne pouvait commander. « Nous avons, disaient les représentants, des officiers et sous-officiers incapables de remplir leurs fonctions ; le service en souffre, et cela provient de leur ineptie, de leur faiblesse et de leur négligence. » Et le général Krieg s'indignait que des igno-

2e *demi-brigade* : 1er *bataillon* : 15e bat. d'inf. légère (employé à la Vendée) ; 1/6 de la légion ; — 2e *bat.* : compagnie franche de Guillaume, 3e comp. franche du Louvre, 1re comp. franche de l'Observatoire, 1re comp. franche des Bons-Tireurs, 1/6 de la légion ; — 3e *bat.* comp. franche de Metz, 4e comp. franche du Louvre, comp. franche des Sans-Culottes, 1/6 de la légion.

[1] D'après la loi du 23 février 1793 (section II, art. 1-7, *du mode d'avancement*), l'emploi de colonel ou chef de brigade appartenait toujours au chef de bataillon le plus ancien, d'abord de service, puis de grade, et ainsi alternativement. Les caporaux étaient choisis à la majorité absolue, dans tout le bataillon, par la compagnie où la place était vacante. Pour tous les autres grades, l'avancement avait lieu de deux manières : le tiers, par ancienneté de service à grade égal, et les deux tiers au choix ou à l'élection. Lorsque trois capitaines, trois lieutenants, trois sous-lieutenants, trois sergents avaient été nommés, le premier à l'ancienneté, et les deux autres au choix, on reprenait le tour de l'ancienneté pour la quatrième nomination et le choix pour les deux suivantes, et ainsi de suite. Le chef de bataillon était élu par tout le bataillon; les autres places étaient données par la compagnie où vaquait l'emploi.

rants, des illettrés eussent sous leurs ordres des compagnies et des bataillons : « quelle confiance voulez-vous qu'on ait dans des chefs de cette espèce, auxquels depuis trente et quarante ans on n'a pas osé confier seulement la bourse de l'ordinaire d'une chambrée, ni quatre hommes de garde, puisqu'ils ont passé tout le temps de leur service, soit au cabaret, soit à l'hôpital ou à la prison [1] ? »

Ce système ne dura pas. On l'abandonna pour se jeter dans l'autre excès. Sans tenir compte de l'ancienneté de service ou de grade, les représentants conférèrent les places d'officiers supérieurs dans les bataillons, les régiments et les états-majors. Ils se trompèrent souvent, car beaucoup de gens, et des plus habiles, redoutaient l'avancement, fuyaient les regards des conventionnels, et se faisaient petits et modestes. Ils excitèrent des mécontentements. « Les avancements arbitraires, disait Beauharnais, sont une grande cause de désorganisation et l'esprit républicain n'est pas assez répandu parmi les vieux militaires pour qu'ils ne soient pas sensibles à des passe-droits. » Un lieutenant-colonel de volontaires devenait général de brigade sans avoir passé par les grades inférieurs et enlevait d'emblée par le seul vote de son bataillon ce qu'un officier des troupes de ligne ne pouvait obtenir après trente années de services dans les emplois subalternes. Des hommes, écrivait Krieg, qui, toute leur vie, ne s'étaient appliqués qu'à un art méca-

[1] Haussmann, Ferry, Du Roy, Louis et Pflieger au Comité, 15 mai (A. N. AF II 247); Haussmann et Du Roy au Comité, 24 mai (Rec. Aulard, IV, 315); Krieg à Bouchotte, 9 août; cf. Deville et Milhaud au Comité, 13 juin; Gateau à Bouchotte, 29 juin (A. G.). « Le mode d'avancement, écrivait Gateau, élève aux premières places une foule d'anciens serviteurs qui n'y sont pas propres par le défaut de lumières. »

nique, au commerce ou à la chicane, arrivaient « comme des éclairs » du fond de leur boutique ou de leur atelier à la tête des armées. Mais les représentants surent revenir de leurs erreurs ; ils ôtaient les grades qu'ils avaient donnés et qui n'étaient que provisoires ; ils abaissaient celui qu'ils avaient élevé et le rendaient à sa brigade ou à son bataillon ; ils suspendaient tous ceux qu'ils jugeaient incapables. « Le remède, reconnaît Saint-Cyr, était bien près du mal, et c'est de ce nouveau mode d'avancement que sortirent les meilleurs généraux de la République. » Quelle belle promotion que celle du 19 mai, faite au surlendemain de Rülzheim, par les représentants Ruamps, Du Roy, Ritter, Laurent, Haussmann et Ferry ! Landremont, général de division ; Colle, Méquillet, Meynier, Michaud, Loubat, Delmas, d'Arlandes, Clarke, généraux de brigade ; Miribel, Desaix, Tholmé, Malet, Demont, adjudants-généraux, avec grade de lieutenant-colonel ! N'étaient-ce pas les plus dignes et les plus méritants de l'armée du Rhin[1] ?

[1] Krieg à Bouchotte, 9 août ; Beauharnais au Comité, 1er juin (A. G.) ; nominations provisoires faites par Ruamps, Du Roy, Ritter, Laurent, Haussmann et Ferry, 19 mai (A. N. AF II 247) ; Saint-Cyr, *Mém.*, I, 84-86.

CHAPITRE V

LE KETTERICH

I. Les théoristes prussiens. — Stratégie lente et compassée. — Raisons politiques plus puissantes encore. — Dessein du roi de Prusse. — Mission de Waldeck. — II. Positions de l'armée de la Moselle. — Mouvements des Prussiens. — Combat du 13 août. — Le chef de brigade Félix. — Le Ketterich enlevé le 17 août. — Fuite de Reubell sur Bitche. — Le Ketterich repris et perdu le 20 août par Lagoublaye. — La Main du Prince. — Inaction de Brunswick.

I. Après la capitulation de Mayence comme après la défaite de Bingen, rien n'empêchait les alliés de pénétrer en Alsace. Brunswick et Wurmser se réunissaient sur le Speierbach en face de Landau; Hohenlohe était à Kaiserslautern ; les troupes légères du roi de Prusse fouillaient les bois dans les gorges d'Annweiler et tout le pays de Pirmasens à Deux-Ponts.

Wurmser proposait de pousser sur Bitche et Wissembourg, et de là sur Strasbourg. L'idée était bonne, dit un contemporain, et la plus raisonnable de toute la campagne [1]. En quatre marches, Hohenlohe gagnait Bitche ;

[1] Valentini, 30.

Brunswick, Wissembourg; Wurmser, Lauterbourg. Une fois à Bitche, Hohenlohe s'avançait par Reichshoffen sur Haguenau et faisait sa jonction avec Brunswick, pendant que Wurmser franchissait le cercle magique des lignes de Wissembourg. Attaquée de front, pressée sur son flanc gauche et ses derrières, l'armée du Rhin était inévitablement défaite, et Strasbourg n'aurait recueilli que ses débris. Quant à l'armée de la Moselle et aux places de Bitche et de Landau, il suffisait de laisser devant elles de petits corps d'observation.

Mais les *théoristes* réprouvaient ce plan d'opérations au nom de leur savante et stérile méthode. Vainement on leur remontrait qu'il faut, avant de s'emparer des forteresses, balayer l'armée qui les peut débloquer. Vainement on leur objectait que les provisions de bouche ne manqueraient pas, que la grasse et fertile Alsace saurait nourrir les coalisés, que le soldat vivrait sur le paysan et trouverait au sortir des Vosges des villes bien situées où s'établirait la boulangerie militaire, qu'après tout il pouvait manger d'autre pain que le pain de munition. Vainement on leur disait que les troupes n'étaient pas dans la lune, et que les montagnes, les vallées, les forêts de la région rhénane ne différaient pas des forêts, des vallées et des montagnes du reste du monde. Vainement on leur reprochait d'oublier, à force d'érudition stratégique, que les suites d'une bataille gagnée sont incalculables et qu'une victoire donne, non pas une parcelle du sol, mais vingt, trente, quarante lieues de territoire, et des provinces entières.

On ne pouvait, répondaient Brunswick et ses partisans, s'enfourner dans un pays sans prendre ses précautions, et il était très imprudent et très périlleux de laisser des places fortes sur ses derrières. L'armée

devait avoir des vivres pour neuf jours, et, à chaque mouvement, traîner avec elle ses fours de campagne. La contrée où l'on s'enfonçait était inconnue ; il fallait se tenir sur ses gardes, n'avancer que pas à pas et avec circonspection. A quoi bon livrer de sanglants et meurtriers combats ? L'ennemi, même battu, se bornerait à reculer et trouverait derrière lui de nouveaux plis de terrain qui lui fourniraient des positions avantageuses[1].

Mais les raisons politiques étaient plus puissantes encore que la stratégie lente et compassée de Brunswick. Les Prussiens disaient hautement que la lutte n'avait plus d'objet depuis la prise de Mayence, et la guerre contre la France leur semblait une horreur, *Gräuel*. « Il ne faut plus rien faire », *wir müssen nichts mehr thun*, s'écriait le major Phull, et l'aide-de-camp Manstein[2] soutenait que Frédéric-Guillaume devait penser aux vrais intérêts de l'Etat prussien et non aux petits profits de l'Autriche, qu'il n'avait d'autre rôle que celui d'auxiliaire, qu'il pouvait se chamailler avec les républicains jusqu'à la fin de l'année, mais qu'il ferait bien de ne pas s'engager trop loin, de ne pas dresser de plans, de ne pas entamer d'opérations sérieuses : on atteindrait le dernier jour de décembre, on ne serait lié nulle part, et alors, quoi de plus simple que de *fermer le livre*[3] ?

Lucchesini partageait l'opinion de Manstein, et ce diplomate joignait ses objections insinuantes aux vives remontrances des hommes d'épée. Il disait depuis long-

[1] Cf. sur cette stratégie du temps, *Invasion prussienne*, 112-113, 125-126.

[2] Cf. sur Manstein, *Retraite de Brunswick*, 75.

[3] Massenbach, I, 183, 202; Häusser, *Deutsche Gesch.*, I, 488; Sorel, *L'Europe et la Révol.*, III, 491-492; cf. Rivalz à Deforgues, 4 sept. (*Papiers* de Barthélemy, p. Kaulek, III, 17, 30, 59).

temps qu'il fallait finir la guerre le plus tôt possible, et dès le 3 octobre 1792 il avait écrit à Berlin : « Il est important que nous n'allions pas de l'avant en tout ceci, et je mettrai tous mes soins à l'empêcher. » Aussi prêchait-il l'*inaction militaire ;* il recommandait au roi de ne pas faire de trop grands sacrifices; il lui représentait les dangers d'une troisième campagne : obtenir de sûrs dédommagements, ne plus « rentrer en lice » et se tirer de cette campagne qui n'était qu'un « labyrinthe inextricable », telle devait être, selon Lucchesini, la conduite de la Prusse[1].

Le roi, ardent, fougueux, martial, rongeait son frein et maudissait parfois la politique. Il désirait acquérir quelque gloire[2], et il résolut un instant de marcher vers la Sarre, de s'emparer de Sarrelouis, de Thionville, de Metz; il s'établissait ainsi sur la Moselle; il faisait la conquête de la Lorraine et préparait celle de l'Alsace. Cobourg qui guerroyait en Flandre, approuvait le dessein royal : si les Prussiens, disait-il, se rendaient maîtres de Sarrelouis, il croirait « avoir fait devant tout le monde une belle campagne » puisqu'on aurait recouvré les Pays-Bas, enlevé quelques places et installé de sûrs quartiers d'hiver en pays ennemi. Frédéric-Guillaume fixait déjà le jour où ses troupes se porteraient sur Sarrelouis, lorsqu'un général autrichien, le prince de Waldeck, lui apprit sa prochaine arrivée et le pria de suspendre tout mouvement sur la droite, parce que Sa Majesté impériale voulait diriger les opérations vers un autre point. Les Prussiens s'arrêtèrent et at-

[1] Häusser, I, 431, 500, 516.

[2] « Glorie erwerben », c'est le mot de Manstein et de Bischoffswerder (Häusser, I, 488, et Zeissberg, I, 226).

tendirent patiemment les instructions de Waldeck [1].

Waldeck se présenta le 6 août au quartier général d'Edenkoben. Il déclara que la cour de Vienne s'opposait absolument à toute entreprise sur Sarrelouis : selon la volonté de l'empereur, Wurmser envahirait l'Alsace et attaquerait de front les lignes de la Lauter ; quant au roi de Prusse, il devait à la fois bloquer Landau et franchir les Vosges pour prendre Wissembourg à revers. Waldeck ajoutait, de son propre chef, qu'on pourrait agir en même temps dans la Haute-Alsace : quoi de plus aisé que de former des troupes du Brisgau et du Tyrol un corps de 18,000 Autrichiens qui passerait le Rhin entre Huningue et Brisach [2] ?

Les Prussiens se récrièrent. Evidemment l'ambitieuse, l'avide, la rapace Autriche désirait se saisir des départements du Rhin ! Lucchesini, Manstein, Phull et les officiers de l'état-major ne cachaient pas leur indignation : la Prusse allait-elle s'épuiser pour agrandir sa rivale ? Les émigrés éclatèrent en invectives contre l'empereur qui profitait des malheurs de leur patrie pour la dépouiller. « Quel procédé généreux ! disait le prince de Condé, on veut prendre l'Alsace au lieu de sauver la reine de France » et Frédéric-Guillaume, en un accès de franchise, assurait à Wurmser que la maison d'Autriche pouvait élever des prétentions sur le Sundgau, mais non sur la

[1] Massenbach, I, 187 ; Zeissberg, *Quellen zur Geschichte der deutschen Kaiserpolitik Oesterreichs*. 1882, tome I, p. 198, 204, 223 ; Wagner, 71 ; Häusser, I, 497.

[2] Zeissberg, I, 192-193, 204 ; Vivenot, *Herzog Albrecht von Sachsen-Teschen*. 1866, II, 635. Wurmser avait conçu dès le mois d'avril un plan semblable : passer le Rhin, s'emparer de Schlestadt, prendre au milieu de la province l'excellente position de Châtenois, couper ainsi l'Alsace en deux parties, attendre dans ce camp sa grosse artillerie pour bombarder Huningue et Neuf-Brisach (Zeissberg, I, 38).

Basse-Alsace qui ferait retour à l'empire germanique.

Poussé par Manstein, le roi de Prusse refusa donc d'entrer en Alsace avec toutes ses forces. Il objecta que Waldeck n'avait que des instructions verbales et qu'on devait attendre un deuxième envoyé du cabinet autrichien, le comte de Lehrbach, qui s'était mis en route pour Edenkoben. Pourtant, sur les instances de Waldeck, il consentit à bloquer Landau et à jeter dans les Vosges un corps qui déboucherait derrière les lignes de Wissembourg [1].

Mais ce mouvement était encore trop considérable au gré de Manstein et des ennemis de l'Autriche. On se contenta de donner un coup, un seul coup, et sans trop de vigueur. Au lieu de frapper l'adversaire avec rudesse, on se borna, pour ainsi dire, à lui faire peur. On pouvait débusquer tout le corps des Vosges, tourner et prendre son camp de Hornbach ; on attaqua simplement son avant-garde. On avait les moyens de disperser l'armée de la Moselle ; on ne fit qu'écorner l'extrémité de son aile droite, et l'on n'entama même pas l'armée du Rhin.

II. Schauenburg qui commandait l'armée de la Moselle, avait établi le corps de bataille sur les hauteurs de Sarrebrück. Son avant-garde occupait Saint-Imbert et tous les points qui pouvaient défendre le passage de la Blies depuis Neunkirchen jusqu'à Blieskastel. Sa droite, conduite par Pully, tenait le camp de Hornbach. Quatre bataillons de cette droite, aux ordres du chef de brigade Reubell, s'adossaient à la forteresse de Bitche et mettaient l'armée de la Moselle en communication avec celle du Rhin; l'un d'eux, le 102e, avait pris possession de l'importante hauteur du Ketterich.

[1] Zeissberg, I, 176, 220, 245; Wagner, 75.

L'armée de Brunswick, qui s'ébranlait contre l'armée de la Moselle, se composait de trois corps. Le premier corps, guidé par Kalkreuth, s'établit à Neunkirchen et tint en échec l'avant-garde française à Saint-Imbert et à Blieskastel. Le deuxième corps, mené par le prince de Hohenlohe, s'installa sur les collines qui dominent le terrain entre Hombourg et Deux-Ponts. Le troisième corps que le duc de Brunswick dirigeait en personne, occupa la Husterhöhe, derrière Pirmasens.

Tous ces mouvements eurent lieu sans encombre. Seul, Hohenlohe en vint aux prises le 13 août, à Limbach, avec un détachement de l'avant-garde que commandait le général Ormescheville. L'affaire fut très chaude. Les Français perdirent près de cinq cents hommes et deux canons, et se replièrent sur Saint-Imbert. Le chef de brigade Félix courut à Sarrebrück, criant que tout était désespéré et que les ennemis avaient haché le 44e d'infanterie. Les représentants le firent arrêter, après s'être convaincus qu'il avait lâchement abandonné le champ de bataille et que les soldats du 44e s'étaient bravement défendus pendant que leur commandant « montrait, comme Mercure, qu'il avait des ailes au talon[1] ».

Le Ketterich n'est qu'à deux heures de Pirmasens. Que Brunswick s'en saisît, et il coupait la ligne française en deux tronçons, séparait violemment l'armée de la Moselle et l'armée du Rhin.

[1] Ormescheville à Schauenburg, 13 août; les représentants au Comité, 15 août (A. G.); Schauenburg à Bouchotte, 22 août (*Mon.* du 29); *Le Batave*, n° 203 (lettre de Bitche, 1er sept.); Wagner, 78; *Gesch. der Kriege*, I, 205; Félix fut traduit devant le tribunal révolutionnaire, et, le 26 nivôse an II, acquitté. Né à Vézelise, dans la

Le 17 août, Kalkreuth et Hohenlohe opéraient des démonstrations contre l'avant-garde des républicains, et le général Desperrières, assailli soudain à Blieskastel, craignant d'être tourné par sa gauche, faisait incontinent sa retraite. Les Prussiens entrèrent dans Blieskastel ; mais le soir même, ils évacuaient la ville où Desperrières rentrait le lendemain matin, sans coup férir.

Durant cette échauffourée, le Ketterich tombait au pouvoir de Brunswick. Le 102e qui tenait la hauteur, ne se gardait pas. Entre deux et trois heures du matin, les Prussiens commencèrent l'attaque ; le commandant du 102e se contenta d'envoyer au hasard trois ou quatre boulets, et sur-le-champ, sans lâcher un seul coup de fusil, sans prendre les ordres de son chef de brigade, sans le faire prévenir par un des quatre gendarmes que Reubell lui avait donnés, il quitta la position. Reubell crut entendre le bruit d'une escarmouche entre des patrouilles isolées, et son camp resta dans la plus profonde sécurité. Mais bientôt, du Ketterich, les obus pleuvent comme grêle sur les tentes. Le trouble se met aussitôt dans la brigade. Les soldats éperdus se jettent sur la route de Bitche. Les officiers essaient inutilement de les arrêter et de les rallier : il faut suivre les fuyards. En un instant, l'unique chemin qui menait du Ketterich à Bitche est obstrué par les voitures, par les caissons, et, pour augmenter la confusion, voici que le 102e traverse le village où se trouve le quartier-général, et coupe la colonne des équipages. Déjà se montrent les hussards ennemis. Un grand nombre de conducteurs, serrés de près, tranchent les traits et se sauvent en

Meurthe, Jean-Joseph Félix servait depuis 1758 et avait été capitaine, puis lieutenant-colonel du régiment de la Martinique, plus tard le 109e (A. N. w. 310).

hâte. Deux caissons se rompent. L'encombrement devient affreux, presque inextricable, et un cavalier prussien profite de ce désarroi pour enlever à lui seul un canon à la barbe de toute une compagnie. Pendant que des grenadiers débarrassent la route, il s'approche de la pièce et lève son sabre sur le charretier qui se laisse tomber à terre pour esquiver le coup. Avertis par les cris du charretier, les grenadiers tirent sur l'audacieux, le manquent, et les chevaux d'attelage, épouvantés par le feu, se retournent et suivent le hussard qui emmène la pièce et rejoint ses camarades au milieu des hurrahs.

La brigade Reubell perdit tous ses effets de campement, ses équipages, un canon, trois caissons, et regagna Bitche dans un indicible désordre. Les soldats, pleins de mauvaise humeur, imputaient la débâcle au bataillon de Nassau qu'ils accusaient de royalisme. Les bourgeois de Bitche, partageant leur méfiance contre Nassau, refusèrent de lui vendre de la viande ; Nassau, disaient-ils, ne comptait dans ses rangs que des aristocrates, des lâches, nullement faits pour manger de la viande et qui ne méritaient que la corde. Nassau fut outré, et, dans un transport de rage, 41 chasseurs et 38 fusiliers du bataillon passèrent aux Prussiens.

Schauenburg ordonna sur-le-champ à Pully de reprendre le Ketterich. Le 20 août, le chef de brigade Lagoublaye marchait sur la position avec quatre bataillons d'infanterie, les chasseurs des Bons Tireurs, le 4e régiment de cavalerie, trois pièces de 8 et un obusier. Brunswick n'avait laissé au Ketterich que 80 hussards. Ils s'enfuirent aux premiers coups de canon. Lagoublaye se hâta de placer ses postes et de relever les retranchements détruits par l'ennemi. Mais tandis qu'il rédigeait son rapport dans une maison du village, les Prussiens

revenaient à la charge. Brunswick avait compris sa faute et la réparait aussitôt. Son artillerie légère eut bientôt démonté l'obusier de Lagoublaye et une pièce de 8. Jugeant qu'il ne pouvait tenir plus longtemps et craignant d'être cerné, Lagoublaye abandonna le Ketterich. Il fut très vivement harcelé dans sa retraite et dut laisser sur la route les deux canons de campagne du bataillon de la Manche. Enfin, à moitié chemin de Bitche, les hussards prussiens renoncèrent à la poursuite. Brunswick fit occuper le Ketterich par le général de Kleist qui eut sous ses ordres quatre bataillons d'infanterie, deux compagnies de chasseurs, sept escadrons de dragons et de hussards et deux batteries d'artillerie[1].

L'échec était grave. Pourtant, Schauenburg essaya de remédier au mal. Il établit une forte avant-garde à la *Main du Prince* ou Herzogshand entre Bitche et Stürzelbronn ; le nouveau poste, assurait-il aux commissaires de la Convention, était meilleur que le Ketterich et liait plus étroitement encore l'armée de la Moselle à la gauche de l'armée du Rhin.

En réalité, si la Prusse l'avait voulu, c'en était fait des Français ; un choc brusque et violent suffisait pour les rejeter dans la plaine : on n'avait, d'une part, qu'à faire une vigoureuse attaque contre le camp de Hornbach et bien que ce camp fût, dit Pully, redoutable par sa position et par la liaison des postes qui le couvraient, on l'eût enlevé comme avait enlevé Blieskastel ; d'autre part, qu'à s'emparer de la Main du Prince qu'on aurait

[1] Lagoublaye et Reubell à Pully, 20 et 22 août ; Schauenburg à Bouchotte, 19 août, et aux représentants, 20 août (A. G.). Lagoublaye, chef de brigade du 4e régiment de cavalerie, donna bientôt sa démission qui fut acceptée le 30 janvier 1794 par le Conseil exécutif.

prise aussi facilement que le Ketterich, puis à descendre soit par le vieux château de Philippsbourg et Niederbronn, soit à travers bois, sur Reichshoffen, et à déboucher près de Haguenau. Brunswick ne s'y trompait pas et sentait bien qu'il manquait le moment, qu'il laissait échapper une belle occasion qui ne se présenterait plus. Il exigea des instructions formelles : « je puis, en deux marches, disait-il, tomber sur le dos des ennemis et leur faire sûrement un grand mal ; c'est pourquoi, si des considérations politiques défendent en cet instant tout mouvement offensif, je désire, pour me justifier et me couvrir aux yeux de l'armée, un ordre ostensible du roi, portant que je ne dois pas franchir la frontière ; cela seul peut me dégager de toute responsabilité ; autrement, je me vois d'avance exposé à la critique la plus mordante. » On lui répondit qu'il ne devait pas bouger avant l'arrivée du ministre autrichien Lehrbach : le roi ne voulait guerroyer que selon les vœux de son allié, et il craignait d'agir contrairement au plan d'opérations qu'il attendait ; provisoirement, le mieux était donc de mettre l'Allemagne à l'abri des invasions [1]. Le duc s'arrêta ; « on ne nous permet même pas, mandait-il à Hohenlohe, de profiter des conjonctures avantageuses qui s'offriraient pour nuire à l'adversaire. » Les armées républicaines étaient à deux doigts de leur perte ; elles furent sauvées par la politique prussienne.

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 189-191 ; Wagner, 82-89.

CHAPITRE VI

BERGZABERN

I. Wurmser. — Son armée. — Les émigrés. — II. Combats du 20, du 21, du 23 et du 24 août. — Le maire de Bergzabern, Adam Mayer. — Reculade des Français. — Doléances de Beauharnais. — Sa démission.

I. Pendant que les Prussiens faisaient contre l'armée de la Moselle une démonstration menaçante, Wurmser attaquait l'armée du Rhin. Cet Alsacien, passé au service de l'Autriche en 1762, avait alors soixante-neuf ans, et on le nommait déjà un « respectable vieillard ». Hussard de pied en cap, hussard non seulement par l'uniforme, mais par l'humeur et les façons, il allait de l'avant, aveuglément, à bride abattue, et, jusqu'à la fin de sa carrière, il conserva cette folle bravoure, cette fougue impétueuse. L'armée le tenait pour le plus intrépide de ses généraux de cavalerie, et les jeunes officiers regardaient avec admiration ce vaillant reître aux cheveux blancs, au teint coloré, au sang vif et chaud, qui payait si volontiers de sa personne et qui courait tout le jour sans que rien trahît en lui la moindre fatigue. Ce qu'on lui reprochait, c'était sa surdité, c'était son entêtement,

c'était sa soumission à son fils, grand étourdi qui prétendait diriger les opérations et qui choquait par son arrogance Prussiens et Impériaux [1].

Mais le vieux soudard s'était promis de conquérir l'Alsace, ou mieux, et comme il disait, de l'affranchir. Il ne cessait de penser à sa chère province, et, de loin, la couvait des yeux. Fouler de nouveau ce sol maternel, reprendre possession des domaines de sa race, reparaître en héros et en libérateur, au milieu des cris d'allégresse et des transports de ses amis, dans ce pays où les Wurmser avaient fait figure, tel était son unique désir. Il déplorait, il maudissait de tout son cœur la mollesse et le laisser-aller des Prussiens ; mais, à force de vigilance, d'ardeur inquiète, d'infatigable activité, il comptait maîtriser la fortune [2].

Son armée se composait d'Impériaux et d'émigrés. Les émigrés formaient plusieurs corps : une avant-garde conduite par Vioménil; le régiment de Hohenlohe, commandé par M. de Béthisy; un régiment de deux bataillons qui réunissait, sous les ordres de M. de Gelb, toutes les compagnies d'infanterie noble; trois divisions de cavalerie. Mais ils ne dépassaient pas 5.000 combattants, et le nombre des officiers était presque aussi considérable que celui des soldats. Il y avait un état-major général de l'armée, un état-major de l'infanterie, un état-major de la cavalerie et une quantité d'aides-maréchaux-des-logis, de sous-aides, de secrétaires, de copistes. On se serait cru dans une armée de cent mille hommes. Les princes et les officiers généraux s'entouraient chacun de huit à dix aides-de-camp. Condé en avait trente, outre

[1] Zeissberg, I, 197, 208, 263; d'Ecquevilly, I, 141.
[2] Gebler, *Oesterr. milit. Zeitschrift*, 1834, IV, 116.

trois aumôniers et six cuisiniers. Bien que le corps reçût sa subsistance des Impériaux, les commissaires des guerres, les adjoints, les gardes-magasins pullulaient. Ecclésiastiques, vieillards, femmes, domestiques, remplissaient les contrôles. L'Autriche s'irrita, menaça de dissoudre les *Condéens*. Mais les gentilshommes-soldats n'étaient pas moins mécontents : ils trouvaient que cette nuée d'officiers d'état-major ne servait qu'à les couvrir de poussière et de boue, que la besogne se faisait mal, qu'on donnait de fausses directions, qu'on ne savait pas reconnaître les approches et les débouchés, déterminer les positions. « Nous végétons, écrivait l'émigré Corbière, avec onze sols par jour, une livre et demie de pain de munition ; nous sommes habillés de toutes pièces et couleurs, très mal armés ; nous avons l'air de la misère même ; personne ne me paraît content ; tout le monde veut commander : bref, je vois ici tous nos anciens vices et pas une vertu [1]. »

Aussi Wurmser ne se fiait-il qu'aux Impériaux. La plupart avaient senti la poudre. « Quotidiennement, disait le major de Köckeritz, j'ai motif de vénérer le soldat autrichien : malgré ses fatigues et son dévouement, trop souvent inutiles, il est docile, sobre et brave. » Les caporaux étaient excellents, et lorsqu'ils se promenaient dans le camp, une baguette de coudrier à la main, ils avaient la mine des centurions antiques : plusieurs obtinrent, par leur vaillance et leurs sérieuses qualités, le commandement d'une compagnie [2].

Les Croates, Szekler, corps francs hongrois, Serviens ou *manteaux rouges* qui formaient les troupes légères,

[1] Saint-Cyr, I, 304-319 (mém. inédit sur le corps de Condé) ; Zeissberg, I, 221 ; Corbière à Regnouf, 14 juin 1793 (A. G.).
[2] Wagner, 182 ; Valentini, 60.

étaient indisciplinés et moins propres à vaincre qu'à piller les vaincus. Durant le jour, ils prenaient leurs aises et flanaient avec insouciance à travers les tentes ou dans les bois d'alentour. Dès que tombait la nuit, ils éteignaient leurs feux et couraient de tous côtés se mettre aux aguets, soit pour recevoir l'ennemi, soit pour lui jouer un méchant tour. Un chef habile en aurait pu tirer grand parti; mais Laudon n'avait pas fait d'élèves, et c'était chez les Prussiens qu'on trouvait les batteurs d'estrade les plus actifs, les plus audacieux[1].

II. Sitôt que Wurmser sut que Brunswick était à Pirmasens, il se mit en marche et, le 20 août, à l'aube, il assaillait l'armée du Rhin en avant de la forêt de Bienwald. Il avait formé ses troupes en cinq colonnes. La première, commandée par Hotze, se dirigea sur Erlenbach; la deuxième, que menait Waldeck, sur Barbelroth; la troisième, sous les ordres de Meszaros, sur Minfeld. La quatrième, que conduisait Kavanagh, attaqua Jockgrim. La cinquième, composée en grande partie de Condéens, se porta sur Wœrth. La journée fut sanglante, mais les Impériaux demeurèrent maîtres du champ de bataille. Hotze s'empara d'Erlenbach. Waldeck, dont la colonne servait de pivot au reste de l'armée, s'établit à Barbelroth. Meszaros se logea sur les hauteurs de Freckenfeld. Kavanagh enleva le village de Jockgrim, s'avança jusqu'au Bienwald, franchit un abatis et poussa sur Wœrth, après avoir capturé cinq pièces de canon. Le corps de Condé prit possession de Pfortz. En vain le

[1] Valentini, 66; Romain, II, 367-369; D'Ecquevilly, I, 140. Wurmser avait en outre deux bataillons et trois escadrons de Hesse-Cassel (contingent d'Empire) ainsi que plusieurs bataillons et escadrons du cercle de Souabe.

général Ihler fondit sur les Hessois de Kavanagh à la tête des dragons du 11e régiment. En vain il reçut deux blessures et répondit, par deux fois, à ceux qui le priaient de s'éloigner : « Ce n'est rien ! Chargeons ces bougres-là et vive la République ! » En vain, lorsqu'il tomba frappé à mort, il animait encore ses cavaliers : « courage, mes amis, et ôtez-moi mes épaulettes pour qu'on ne me reconnaisse pas[1] ! » En vain l'adjudant-général Desaix fut atteint à la figure, et, tout saignant de sa plaie, rallia deux bataillons[2]. « Nous essuyâmes, dit un patriote, des pertes considérables ; les ennemis enlevèrent notre artillerie volante ; notre retraite fut forcée et même un peu précipitée[3]. »

Mais le lendemain matin, 21 août, les Français ressaisirent l'offensive, et, sortant du Bienwald, dirigèrent leur principal effort contre les colonnes de Kavanagh et de Condé. Ils surprirent l'adversaire. Condé et son fils étaient au lit lorsque l'agresseur parut à l'entrée de Pfortz. Si Gilot[4], qui commandait l'attaque, eût fait

[1] C'était cet Ihler qui menait le vieux maréchal Luckner, et le *Journal de la Montagne* (nos 88 et 89) qui le traite de misérable intrigant, déclara que la perte n'était pas grande, et qu'au plus, il avait « réparé sa conduite avec Luckner ». Ditfurth (*Die Hessen in den Feldzügen am Maine und Rheine*, 1881, p. 328) dit qu'Ihler tua de sa main le lieutenant Winzingerode et fut tué aussitôt par le domestique de Winzingerode, un chasseur du nom d'Engel. Il y avait deux frères Ihler dans l'armée française, tous deux de Thann, en Alsace ; l'aîné, Jean-Alexandre, se trouvait alors à l'armée du Nord ; le cadet, Louis-Théobald, né en 1756, est celui qui périt le 20 août 1793 à Jockgrim ; « c'était un brave républicain », écrit le procureur-syndic du district de Wissembourg, Lambert, « et qui emporte tous nos regrets » (20 août, A. G.) ; cf. Et. Charavay, *Les généraux morts pour la patrie*, 1893, I, p. 9.

[2] Milhaud, Borie, Ruamps, au Comité, 25 août (A. G.).

[3] *Gesch. der Kriege*, I, 209 ; Gebler, 117-119 ; Zeissberg, I, 207 ; *Journal de la Montagne*, nos 89 et 96.

[4] Gilot avait, le 27 juin, quitté le commandement de Landau, que

donner sa réserve qu'il avait envoyée avec Isambert sur la route de Schaidt, les émigrés étaient culbutés dans le Rhin, et déjà Condé appelait des bateliers au bord du fleuve. Mais l'affaire, commencée avec énergie, ne fut que mollement soutenue. Wurmser rétablit le combat. Lui aussi s'était laissé surprendre, et on dit qu'il n'eut que le temps de se jeter sur le premier cheval qu'il trouva. Il se mit à la tête des trois compagnies de Gyulai qui bivaquaient dans les pâturages sur le chemin de Jockgrim à Woerth ; il reçut des renforts ; il assaillit Gilot impétueusement ; il lui prit six canons ; il le chassa de Hagenbach et de Bichelberg ; il le refoula sur Lauterbourg [1].

L'armée du Rhin, écrivaient les représentants, montre un courage opiniâtre. Le 23 août, elle tentait une nouvelle attaque contre l'aile droite des Impériaux. On lutta de part et d'autre avec la plus vive animosité jusqu'à la nuit. Mais les Autrichiens finirent par triompher. Meszaros menaça le flanc droit des républicains et poussa ses avant-postes à Dierbach et à Schaidt [2].

Le 24 août, les deux armées en vinrent derechef aux mains. Hotze avait ordre de marcher sur Bergzabern. Le village fut pris et repris sept fois dans la même journée avec un acharnement dont cette campagne offre peu d'exemples. Le maire, Adam Mayer, le futur général, le patriote, dont l'initiative vigoureuse avait décidé l'annexion de Bergzabern [3], combattait à la tête des

les représentants avaient confié à Laubadère (*Compte rendu*, par Ruamps, Borie, etc., 290).

[1] *Gesch. der Kriege*, I, 210 ; Gebler, 119 ; note de Legrand (A. G.); La Boutetière, *L'Armée de Condé*, 1881, p. 14.

[2] Gebler, 121-122 ; *Gesch. der Kriege*, I, 210.

[3] Cf. *Mayence*, 43. Jean-Adam Mayer, né le 25 décembre 1748,

gardes nationaux de l'endroit. Mais, quelle que fût l'intrépidité de Mayer et des carmagnoles, il fallut céder aux assauts multipliés des Autrichiens et à leur artillerie qui l'emportait par le nombre et le calibre. Les Français abandonnèrent Bergzabern, et, par les vignes et les sentiers couverts de cadavres, se replièrent sur les lignes de Wissembourg.

Wurmser gagnait ainsi plusieurs lieues de terrain. Il s'installait en pleine forêt de Bienwald, entre la droite et le centre de l'armée du Rhin. Aussi, cette droite se sentait si gravement compromise qu'elle se rejetait aussitôt dans Lauterbourg. Ferino, qui commandait l'avant-garde, était tellement inquiet qu'il fit placer sur le front des troupes vingt-deux pièces d'artillerie volante chargées à mitraille. Il n'avait plus d'autre cavalerie que soixante dragons; il les envoya battre la campagne en avant de

était entré comme soldat au régiment des gardes suisses (13 février 1768) et y avait obtenu le grade de sergent (2 juillet 1769). Le 17 mai 1771, il recevait un congé absolu et rentrait à Bergzabern. Grand, bien fait, doué d'une force prodigieuse, et d'une bravoure à toute épreuve, bon chasseur, connaissant le moindre buisson des alentours, il rendit à l'armée républicaine des services signalés. Parfois, lorsque les Autrichiens occupaient Bergzabern et logeaient dans sa propre maison, il disait aux soldats : « J'ai du bon vin dans ma cave, et ces bougres-là le boivent; il n'est pas à moi, il est à la République; allons le boire à ma santé! » On se rendait à Bergzabern, on chassait l'ennemi, on poussait droit à la maison de Mayer, on buvait son vin, « et il est de fait, dit un officier, que lorsqu'il demandait des gens de bonne volonté, il s'en trouvait un plus grand nombre que s'ils eussent été demandés par le général en chef, et ces parties de plaisir, qui se renouvelèrent souvent pendant plus d'un mois, finirent par vider une certaine quantité des foudres qui remplissaient les caves de Mayer. » Après la retraite du 13 octobre, Mayer se fit partisan et l'on conte qu'armé de sa carabine et posté en tirailleur, il tua, dans une journée, jusqu'à dix-sept ennemis. Saint-Just et Le Bas lui donnèrent un brevet d'adjudant-général, chef de bataillon (9 brumaire an II); il le refusa. « Tu seras nommé, lui dit Saint-Just; si tu refuses, tu seras considéré comme

sa division et leur ordonna de se montrer partout, tant pour imposer à l'adversaire que pour rassurer l'infanterie et lui persuader qu'elle avait un puissant soutien[1].

Il était impossible, après de semblables revers, de conserver Beauharnais. Depuis la chute de Mayence et l'échec de Germersheim, le jeune général, dégoûté de son rôle et comme accablé, ne cessait de se lamenter et de gémir. Il voyait l'armée se désaffectionner, lui imputer sa reculade, lui refuser toute confiance. Les attaques des jacobins contre les nobles achevèrent de le pousser au désespoir. Vainement, dans un plaidoyer éloquent, encore qu'un peu long, il accusait d'ingratitude une nation qui proscrivait indistinctement ses amis et ses ennemis. Vainement il rappelait que certains membres des classes privilégiées avaient contribué de toutes leurs forces à détruire le despotisme et à rendre aux hommes

démissionnaire, et, d'après la loi, envoyé à vingt lieues des frontières ; choisis. » Mayer échangea contre un baudrier l'écharpe tricolore qu'il avait conservée. Mais un jour, Saint-Just et Le Bas le mandèrent de nouveau pour avoir des renseignements sur les redoutes de Woerth ; après quelques minutes d'entretien, Saint-Just écrivit trois lignes sur une table et remit le papier plié à Mayer : « Tu liras ceci en sortant d'ici, nous t'ordonnons au nom de la République, d'attaquer les redoutes ; tu les prendras ou tu seras guillotiné ; sors. » Mayer sort et lit le billet : c'était un brevet de général de brigade (1er nivôse an II). Il attaque les redoutes et les prend. Devenu général de division (16 floréal an II), il servit à l'armée du Nord, puis à celle de Sambre-et-Meuse. Son fils aîné, Adam, âgé de vingt et un ans, l'accompagnait partout comme aide-de-camp et devint capitaine de cavalerie ; on jugeait qu'il « remplissait ses devoirs avec bravoure et exactitude ». Un autre de ses fils, plus jeune, chargea deux fois l'ennemi, le sabre à la main. Mayer était modeste et nullement fanfaron. Legrand le vit à Bergzabern au mois de vendémiaire an IV ; il venait d'être réformé après neuf ans et huit jours de services, et ne s'en plaignait pas ; il maniait la charrue avec autant de plaisir que son sabre ou sa carabine. (Note de Legrand, A. G.)

[1] Note de Legrand (A. G.).

l'exercice de leurs droits, que de bons curés combattaient les rebelles sur les bords de la Loire et se distinguaient dans les armées de la Révolution, que des nobles, des ecclésiastiques s'honoraient d'appartenir aux sociétés populaires. Les clubs assaillirent la « caste nobiliaire » avec un redoublement de fureur et celui de Strasbourg pria la Convention de décréter que les ci-devant n'occuperaient plus une place quelconque dans toute la République. Beauharnais, de plus en plus triste et abattu, déclara que, dans de telles conditions, sa tâche était trop lourde, qu'il succomberait sous le faix, qu'il aimait mieux servir comme volontaire. « Il a de l'esprit, disaient les commissaires, et peut-être du patriotisme, mais son amour-propre est blessé. » A chaque instant, dans ses conversations et ses lettres aux représentants, au Comité, au ministre, avec une singulière insistance et comme sous l'obsession d'une idée fixe, Beauharnais répétait qu'il était noble et entaché d'un péché originel. Trois semaines durant, il offrit sa démission en affirmant qu'il n'avait ni la vigueur physique ni l'énergie morale nécessaires au chef d'une armée républicaine. Enfin, il devint malade et tomba dans un tel état de faiblesse et de langueur que Landremont dut prendre le commandement provisoire. Vinrent les combats du 20 août et des jours suivants. Beauharnais perdit la tramontane ; il fit sortir précipitamment de Wissembourg le trésor et la poste ; il ordonna d'envoyer sur le Geisberg toutes les troupes à l'exception de l'avant-garde, au-delà de Haguenau tous les équipages, et au parc d'artillerie les pièces qui se trouvaient sur des points très élevés. Les soldats, énervés par ses doléances perpétuelles, découragés, méfiants, crièrent aussitôt qu'ils allaient battre en retraite. Cette fois, les commissaires, Borie, Milhaud,

Ruamps, poussés à bout, n'hésitèrent plus ; le 23 août ils acceptaient enfin la démission de Beauharnais et le sommaient de s'éloigner dans les six heures, à vingt lieues de la frontière. Bouchotte proposait de le remplacer par Gilot. Les représentants firent agréer Landremont qui avait, disaient-ils, montré dans les récents combats le plus grand sang-froid et la plus grande activité [1].

[1] *Mon.*, 17 juin, 14 juillet, 24 et 27 août; Heitz, *Les soc. polit. de Strasbourg*, 1863, p. 272 ; lettres de Beauharnais, 3, 6, 11, 18, 19 août; lettre du même à Méquillet, 22 août (« demain matin les lignes seront forcées à la droite »), à Xaintrailles, Lafarelle et Beaurevoir, 23 août, 1 heure 1/2 du matin; arrêté de Milhaud, Ruamps et Borie, 23 août; les mêmes au Comité, 25 août (A. G.) ; *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 6-9, 219-220; *Exposé de la conduite de Landremont*, 6. On sait que la guillotine attendait Beauharnais; « il est, disait Fouquier-Tinville, le complice des trahisons de Custine et sa retraite du commandement n'a été qu'une manœuvre pour faciliter la prise de Mayence en retardant la marche et les opérations de l'armée!! » (A. N. w. 429.)

CHAPITRE VII

LA LEVÉE EN MASSE

I. Landremont. — II. Décrets du 16 et du 23 août. — La réquisition et la levée en masse. — Proclamations des représentants et des généraux. — Illusions de Landremont. — Désertion des agricoles. — Parodie du mouvement de 1792. — Témoignage d'un Alsacien. — III. Pandourades de Wurmser et sa colère contre les Prussiens.

I. Landremont servait depuis trente-cinq ans et comptait sept campagnes. Tous ses grades, jusqu'à celui de colonel, avaient été gagnés dans le même régiment, le 17e dragons, ci-devant Schomberg. Noble comme Beauharnais et dévoué, comme lui, au système populaire, il avait obtenu, comme lui, l'éclatante et prompte récompense de son civisme. Une année lui suffit pour devenir successivement colonel, général de brigade, général de division et général d'armée. Peu d'officiers ont eu, sous la Révolution, un avancement plus rapide. Il gardait néanmoins son franc parler et osait critiquer Bouchotte. Ses lettres, qu'il termine volontiers par les mots « salut et victoire », respirent l'amour de la République, l'ardeur de combattre, le désir de sauver l'Alsace

et la confiance dans le succès. « Nous tiendrons ferme, écrivait-il, et mourrons là ; il faudra que l'ennemi nous passe sur le ventre ; je ne redoublerai ni de zèle ni de soins ; j'ai toujours joué tout mon jeu. » Il joint à son fervent patriotisme un esprit réfléchi qui pressent les dangers et calcule toutes les chances : il met Schauenburg en garde contre une surprise ; il ne s'abuse pas sur la force réelle de son armée et sur la valeur des lignes de Wissembourg ; il propose à Bouchotte de tâter Frédéric-Guillaume pour le détacher de la coalition ; mais Bouchotte répond que cette politique est « peu éclairée, peu nerveuse » et que les despotes ne traiteront jamais avec la France que pour la tromper ! Par malheur, la tâche qu'acceptait Landremont était immense, et, comme on l'a dit, il fallait plus que du courage et du talent pour commander l'armée du Rhin dans un pareil état de désorganisation et de crise. Si Landremont ne manquait ni de bravoure ni d'activité, il n'avait pas l'expérience du monde ; il ne connaissait pas les hommes ; il n'avait pas encore dirigé de grandes opérations : aussi prit-il quelquefois d'imprudentes mesures et fit-il de mauvais choix [1].

[1] Cf. Landremont à Bouchotte, 31 août ; Bouchotte au Comité, 17 sept. et note de Legrand (A. G.). Charles-Hyacinthe Le Clerc de Landremont était né à Fenestrange, le 21 août 1739. Engagé à la fin de 1758, au 17e dragons, cornette le 23 août 1760, lieutenant en second le 2 mars 1762, lieutenant en premier, le 1er décembre 1763, capitaine, le 25 avril 1772, et pourvu d'une compagnie le 5 mai suivant, commandant le dépôt des recrues à la formation de 1776, capitaine en second le 30 janvier 1778, capitaine-commandant, le 5 avril 1780 ; Landremont était chef d'escadron depuis le 1er mai 1788, lorsqu'éclata la Révolution. Pendant l'année 1790, avec cent dragons, il fut détaché dans le Limousin pour protéger la circulation des grains et y organisa les volontaires. Il rejoignit son régiment, en 1791, et l'année suivante le mena dans l'Argonne. Sa nomination de lieutenant-colonel date du 23 novembre 1791, et celle de colonel, du 12 juillet 1792. Général de

II. Il eut d'abord à surmonter les obstacles qu'il rencontra dans la *levée en masse*.

La Convention avait décrété le 16 août que le peuple français se lèverait tout entier pour défendre son indépendance et que les autorités constituées marcheraient à sa tête. Les généraux, disait Barère, méconnaissaient le tempérament national et laissaient leurs troupes mollir dans l'oisiveté des camps. L'irruption soudaine était le seul moyen qui convînt aux Français. Ils devaient attaquer les tyrans et les foudroyer; au lieu de prolonger patiemment le tournoi, de jouer un jeu de calcul et de combinaison, d'opposer tactique à tactique, ils devaient, comme les Gaulois, n'employer que la rudesse et la bravoure; ils devaient, par leur impétuosité naturelle, abattre le colosse de la coalition; plus de guerres des rois; il fallait faire la guerre de la liberté! Semblable à l'inondation, la liberté « couvrirait des flots bouillonnants du courage et du patriotisme les hordes ennemies et renverserait en un instant les digues du despotisme! »

Le 23 août paraissait un nouveau décret moins vague et emphatique. Tous les Français étaient en réquisition permanente; pendant que les hommes mariés forgeraient des armes et transporteraient des subsistances, que les femmes feraient des tentes et des habits, que les enfants mettraient le linge en charpie, que les vieillards prêcheraient la haine des rois, pendant que les maisons

brigade, le 5 octobre 1792, il commanda successivement l'avant-garde de l'armée de la Moselle, sous Ligniville, puis celle de l'armée du Rhin, sous Custine et Beauharnais. Cf. sur lui, *Mayence*, p. 85 et 110, et son *Exposé de la conduite de Landremont*. « Nous étions, dit-il dans l'*Exposé* (p. 71), *neuf*, à l'armée du Rhin, de la même famille, non compris *cinq* qui servaient à l'armée du Nord, et *deux* à l'armée de la Moselle; pas un n'a émigré et ne porte les armes contre sa patrie. »

nationales se changeraient en casernes, les places publiques en ateliers et les caves en mines de salpêtre, les jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans iraient au combat, et se formeraient en bataillons, sous une bannière qui porterait l'inscription : *le peuple français debout contre les tyrans*.

Mais les représentants avaient devancé les décrets de l'Assemblée et proclamé la *levée en masse*. Le Comité, plus sage, ne mettait sur pied que les citoyens dits de la première réquisition, les célibataires de dix-huit à vingt-cinq ans, qui s'organiseraient à peu près comme les volontaires de 1791, en *bataillons de district*, composés chacun de neuf compagnies, commandés par un chef de bataillon et payés comme les autres troupes d'infanterie [1]. Les représentants allèrent plus loin. Le 24 août, Lacoste et Guyardin appelaient aux armes les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle et des Vosges : les administrateurs devaient se répandre dans les communes ; de toutes parts retentiraient les cloches et les tambours ; le tocsin sonnerait ; les habitants, munis de leurs instruments offensifs, se dirigeraient a grands pas vers les centres de rassemblement.

Les généraux se joignaient aux représentants. Schauenburg sommait ses compatriotes de défendre leurs montagnes. Les tyrans, disait-il, se vantaient de conquérir l'Alsace et la Lorraine ; mais « devant la massue du peuple disparaîtrait cet échafaudage de ruses ». Il donnait des instructions détaillées : tous les hommes dési-

[1] *Armée de la Moselle* : Moselle, 9 bataillons ; Meurthe, 9 ; Vosges, 9 ; Haute-Marne, 6 ; Côte-d'Or, 7 ; Nièvre, 9. *Armée du Rhin* : Bas-Rhin, 4 ; Haut-Rhin, 3 ; Doubs, 6 ; Haute-Saône, 6 ; Jura, 6 ; Ain, 9 ; Saône-et-Loire, 7 ; Allier, 7 ; Indre, 6 ; Rhône-et-Loire, 6. (*Mon.*, 9 septembre.)

gnés par les représentants se réuniraient au chef-lieu du district où ils trouveraient un officier d'état-major qui les conduirait à leur poste, et il prescrivait de tirer de ces attroupements les gens les plus entreprenants, de mettre à leur tête d'anciens militaires qui seraient en même temps de chauds républicains et de les placer dans les défilés et les bois.

Landremont agitait des mesures plus hardies. Il voulait amalgamer à ses bataillons les « braves » campagnards. Il envoyait à la découverte, avec ses tirailleurs, vingt-cinq villageois de Bischwiller, et il projetait de faire la *guerre de paysans*, d'attaquer crânement les Autrichiens avec huit à neuf mille montagnards qu'il attendait des Vosges.

Les représentants Borie, Milhaud et Ruamps approuvaient Landremont. Ils s'étaient transportés à Wissembourg et ils voyaient avec joie les lignes de la Lauter se hérisser de piques et de faux manchées; ils passaient en revue plus de vingt mille *agricoles* accourus à leur voix; ils croyaient que cet élan soudain allait refouler les Austro-Prussiens; ils se glorifiaient de lever une armée révolutionnaire capable, dans une bataille rangée, d'enfoncer l'adversaire et de l'anéantir pour jamais. Leur collègue Lacoste, plus éloigné de la frontière, s'imaginait déjà que l'invasion était repoussée et osait écrire de Nancy à la Convention que plus de *cent quarante mille* hommes armés et formés en bataillons se rendaient sur la Lauter, que rien n'égalait leur intrépidité, que les citoyens du district de Wissembourg s'étaient battus comme des lions, et avaient fait une boucherie des Impériaux, qu'un maire avait tué *dix-sept* ennemis et un autre patriote *neuf* [1].

[1] Borie au Comité; Ruamps et Milhaud à Borie, 22 août; Schauen-

« On n'a pas besoin, disait Rühl, d'être discipliné pour vaincre des brigands enrégimentés[1]. » Il fallut bientôt en rabattre. Schauenburg reconnut que la levée du département de la Moselle ne serait pas aussi nombreuse qu'on l'avait cru ; il vit, en parcourant les postes, les deux tiers des hommes armés de fourches ou de longues perches surmontées d'un morceau de fer ; il avoua que les bandes du pays de Briey inspiraient plus de pitié que de peur[2].

Il en fut de même à l'armée du Rhin. Non seulement quelques communes du district de Barr se révoltèrent, et l'on dut dépêcher contre elles un bataillon de la garde nationale et les menacer du sort de la Vendée, déclarer dans une proclamation que tous les rebelles seraient passés au fil de l'épée, leurs maisons rasées et les forêts où ils se retranchaient, livrées aux flammes. Mais au bout d'un mois, tous ces nouveaux Spartiates qui, selon le mot des représentants, juraient de mourir à leur poste, avaient décampé ; c'était, non plus la levée en masse, mais la désertion en masse. Douze cents tenaient la position de Weiler ; le jour suivant, ils n'étaient plus que cent cinquante ; chaque commune avait laissé deux ou trois des siens pour garder les baraques et les armes. De Lauterbourg à Scheibenhard, on n'en trouvait plus un seul, et ceux qu'on avait aperçus n'étaient que des enfants. A Lauterbourg, sur six mille qu'on

burg, proclam. du 24 août et lettre à Landremont, 28 août, et aux administrateurs de la Moselle, 31 août ; Landremont à Bouchotte, 28 août ; Borie, Milhaud, Ruamps au Comité, 28 août et 19 août (*Mon.*, du 24) ; *Mon.*, du 8 sept. (lettre des représentants près l'armée de la Moselle) ; Lacoste au Comité, 13 août (A. G., et *Mon.*, 6 sept.) ; Rousset, *Les Volontaires*, 241.

[1] 29 août (*Mon.* du 31).

[2] Schauenburg à Bouchotte, 7 septembre (A. G.).

annonçait, trois cents seulement se présentaient, et, la semaine écoulée, ils se hâtaient de rentrer au logis ; d'un bataillon du district de Strasbourg, il ne restait que trois hommes. Les agricoles des Vosges avaient été envoyés à Schleithal ; mais ils partaient les uns après les autres ; vainement l'adjudant général Wolff les formait en compagnies et leur faisait nommer des chefs provisoires : après avoir refusé de remplir leurs fonctions, parce qu'ils n'étaient que provisoires et ne touchaient pas la paye de leur grade, les chefs improvisés de la levée vosgienne regagnaient leurs montagnes. La procession ou la *navette*, comme dit le fils de Landremont, était continuelle ; les agricoles arrivaient un jour et détalaient le lendemain sans qu'on pût les retenir ; ils atteignirent une fois le nombre de huit à neuf mille, mais dans l'après-midi, la moitié disparaissait et vingt-quatre heures plus tard ils n'étaient pas deux mille. Ils finiront tous par s'évader, s'écriait Dubois [1].

Aussi Landremont fut-il aise de se débarrasser de ces auxiliaires qu'il avait exaltés d'abord et qui ne lui donnaient plus que du dégoût ; « s'ils étaient restés avec nous, disait-il, ils nous auraient peut-être causé une déroute. » Plusieurs passèrent à l'ennemi. Des pelotons entiers se mêlèrent aux bataillons autrichiens dans la forêt de Bienwald. Et pour ceux qui semblaient patriotes, avaient-ils « la résolution de combattre intrépidement » ; avaient-ils « une vive ardeur de tomber sur

[1] Renkin et Berger à Bouchotte, 28 août (*Mon.* 3 sept.) ; proclamation de Ruamps à Milhaud, 24 août (A. N. AF II, 135), Wolff à Landremont, 9 sept. ; Offenstein et Gilot à Landremont, 10 sept. ; Dubois à X..., 22 sept. ; Landremont à Bouchotte, 10 et 22 sept. ; Duvignau aux représentants, 15 sept. ; mémoire du fils de Landremont, 9 nov. (A. G.) ; Rousset, *Les Volontaires*, 246-254.

l'adversaire »; montraient-ils une « contenance ferme » ? Landremont ne garda que les bataillons de Chaumont, de Mirecourt, de Neufchâteau, de Toul ; encore étaient-ils presque incapables d'un service régulier [1].

Gouvion-Saint-Cyr raille justement cette parodie du mouvement de 1792. « Ces hommes enlevés à leurs familles, sans volonté décidée, sans ordre, sans discipline, presque sans chefs, oublièrent bientôt les grands mots avec lesquels on les avait persuadés. La plupart n'étaient pas encore hors de leur banlieue qu'ils retournèrent dans leurs foyers, entraînés par leurs femmes et leurs enfants. Ceux qui joignirent l'armée étaient mécontents et en si mauvais état qu'il parut impossible d'en tirer le moindre service, de sorte que quand les plus éloignés arrivèrent, ils avaient déjà croisé en route les premiers qui avaient été renvoyés [2]. »

Loin d'être utile aux armées, la levée en masse leur fit un tort considérable en leur ôtant une partie de leurs subsistances. Elle a, disait Euloge Schneider, « causé des frais énormes, amené la disette et rendu la France ridicule aux yeux de l'adversaire [3] ». Les Allemands ne faisaient que rire de ces immenses et grotesques rassemblements. « Ne tremblez pas pour les alliés, mandait-on

[1] Cf. les lettres de Landremont, et Gouvion Saint-Cyr, *Mém.*, I, 79-80. Mais voyez la confiance que les *Mémoires* doivent inspirer. D'après Saint-Cyr qui loue volontiers ses compatriotes toulois, le bataillon de Toul se composait presque entièrement d'anciens militaires et n'avait pas perdu le tiers de son effectif pendant la route. Or, Carez, commandant du bataillon, écrit qu'il est parti de Toul avec 525 hommes ; à Blamont, il n'en avait plus que la moitié « et le plus grand nombre voulaient reconduire le drapeau à Toul » ; à Climbach, il n'a plus que 264 hommes, et, le 13 septembre, il ne commande qu'à 150 hommes « peu ou point exercés » ! (A. G.)

[2] Saint-Cyr, I, 79-80.

[3] *Argos*, 1er octobre 1793, p. 317.

de Sarrebrück ; la levée en masse ne les vaincra pas ; ce n'est au fond qu'une farce dont les soldats français se moquent eux-mêmes, un spectacle nouveau pour amuser le peuple et détourner ses regards de la situation ; ou bien ces hordes pacifiques fuiront à la vue de l'ennemi, ou bien le mal qu'elles feront, forcera le gouvernement de les envoyer à leurs troupeaux : le paysan mange en un jour la ration de quatre soldats. » Et bientôt le même témoin ajoutait : « La farce n'a duré que trente jours, et pendant ces trente jours, les paysans ont consommé des vivres pour plus de trois mois et demi[1]. »

Un Alsacien a décrit en traits saisissants cette levée d'hommes de tout âge et de toute condition, vêtus de blouses noires, blanches ou vertes, suivis de bœufs et de moutons, traînant avec eux des voitures chargées de sacs de farine et de blé. Les généraux, dit-il, virent sur-le-champ que de pareils guerriers ne pourraient soutenir la moindre attaque et ils les postèrent en seconde ligne, sans doute pour augmenter le désordre, si la retraite devenait nécessaire. Cet Alsacien faisait partie d'un bataillon qui campait entre Bitche et la Petite-Pierre, dans un défilé, bien loin derrière l'armée, sans artillerie et sans autres armes que des fusils de chasse ou des instruments de labourage. On se mit d'abord à son aise. On avait construit des huttes avec des branches d'arbres, comme à la fête des tabernacles ; on couchait paresseusement sur la paille ; on mangeait le pain de la nation, et le dimanche les femmes et les filles du village, juchées sur des charrettes, apportaient à leurs hommes des jambons, des gâteaux et des fruits. Mais

[1] *Die Franzosen im Saargau*, 96-97.

on eut des paniques, de fausses alertes, tantôt parce qu'un chien aboyait dans le lointain, tantôt parce qu'une sentinelle avait tiré sur un renard qui flairait la soupe du bivouac ou sur un charbonnier qui passait. La viande, les légumes, le vin, la bière, l'eau-de-vie finirent par manquer. On ne touchait pas un sou. Le bruit du canon se rapprochait. Peu à peu tout le bataillon s'esquiva ; il ne resta que les officiers [1].

Voilà où aboutit la levée en masse. « Nous avions fait poser un cordon à Haguenau, disent les représentants, pour arrêter les fuyards ; en peu de jours, nous fûmes réduits à nos premières forces. » Dès le 28 août, ils autorisaient le général en chef à renvoyer dans les communes les boulangers, les meuniers et leurs premiers garçons ainsi que les hommes nécessaires au battage et au transport des grains, et le 23 septembre, ils arrêtaient que les citoyens de la deuxième et de la troisième classe retourneraient dans les campagnes pour faire la vendange et ensemencer les terres. Seuls, les jeunes gens de la première classe de la *réquisition* devaient s'organiser en bataillons et ne s'absenter de l'armée sous aucun prétexte. Mais ceux-là mêmes se laissaient entraîner par le courant de la désertion, et une nuit, malgré les ordres des représentants, la cavalerie du Bas-Rhin, nombreuse, bien montée, bien armée, quitta le camp de Wissembourg pour ne plus revenir [2].

[1] *Die Frankenrepublik, Briefe ueber Frankreichs gegenwärtigen Zustand und ueber den Feldzug von 1793 mit besonderer Rücksicht auf das Elsass*, von einem Augenzeugen, 1793, p. 126-156.

[2] Arrêtés des représentants du peuple, 28 août et 23 septembre (A. G.) ; *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., p. 14; cf. Véron-Réville, *Hist. de la Révol. franç. dans le départ. du Haut-Rhin*, 1865, p. 124.

III. Ce ne fut donc pas la levée en masse qui sauva l'armée du Rhin dans les journées du 20, du 21, du 22 et du 23 août, lorsqu'elle était aux prises avec Wurmser. Les soldats luttaient sur un sol accidenté, et animés par la présence des représentants Milhaud, Borie et Ruamps, qui se portaient au milieu du feu le plus vif de mousqueterie, ils disputaient le terrain pouce à pouce avec une vaillance obstinée. L'artillerie française qui, selon le mot de Saint-Cyr, était alors ce qu'il y avait de plus instruit, ne cessait de riposter à l'artillerie autrichienne et d'entretenir des canonnades dont plusieurs, ignorées aujourd'hui, égalaient en intensité celle de Valmy. Enfin, et surtout, Wurmser agissait seul et ne recevait des Prussiens que plaintes et railleries. Frédéric-Guillaume lui reprochait de s'isoler et de s'enfoncer trop loin. Lucchesini demandait qu'on « ôtât cette pierre d'achoppement ». Les officiers de l'état-major se moquaient de ses pandourades, le traitaient de spadassin et de ferrailleur, disaient plaisamment qu'il allait tous les jours à la chasse aux Français et supputaient avec une joie maligne les pertes qu'il avait essuyées : *er muss sehr geschlagen sein*. Et, en effet, que pouvait Wurmser avec ses 30,000 Impériaux contre toute l'armée du Rhin ? Il n'avait pas assez de monde, et Waldeck le blâmait justement de mettre dans ses mouvements plus de housarderie que de prudence : « On se canonne et se chamaille journellement, écrivait Waldeck, et on sacrifie inutilement des troupes dont le sang est si précieux à l'Etat[1]. »

[1] Saint-Cyr, I, 76 ; Zeissberg, I, 208, 209, 227 ; Massenbach, I, 186 ; *raufen*, *Raufer*, *Raufsinn*, tels sont les mots que les Prussiens emploient toujours en parlant de Wurmser ; cf. le *Briefwechsel des Herzogs Karl August mit Gœthe*, 1863, I, 181 (le duc de Weimar parle ainsi de Wurmser : « er that alles dieses für sich, ohne Befehl

Aussi Wurmser dut-il s'arrêter. Il n'engagea le 25 août que des escarmouches insignifiantes dans les environs de Schaidt et se borna, le 26, à faire une grande reconnaissance vers Steinfeld et Schweighofen[1].

Il ne renonçait pas toutefois à son dessein de forcer les lignes de Wissembourg. Il avouait que les Français étaient « extraordinairement retranchés » et « pourvus d'une nombreuse artillerie »; qu'ils occupaient une « avantageuse position ». Mais, à diverses reprises, il pria Brunswick d'attaquer Wissembourg sur les derrières : le duc, assurait-il, ne trouverait pas une vigoureuse résistance, et l'armée du Rhin, prise à dos, ne saurait repousser les assauts que les Impériaux tenteraient sur son front en différents points. Frédéric-Guillaume, de plus en plus irrité contre l'Autriche, répondit sèchement à Wurmser qu'il attendait un plan d'opérations ; qu'il ne bougerait pas tant que Lehrbach ne serait pas arrivé ; que Brunswick n'avait pas emporté le camp de Hornbach et ne pouvait, en conséquence, tourner les lignes de Wissembourg ; que Wurmser devait reculer, se poster entre Jockgrim et Offenbach, se lier davantage avec le corps d'armée que le roi commandait à Edenkoben ; « je ne vous donne pas un ordre exprès, disait le monarque, faites ce que bon vous semble, mais vous aurez l'entière responsabilité de vos actes. » Wurmser répliqua poliment qu'il resterait où il était ;

vom König dazu zu erhalten, oder von seinem Vorhaben zu avertiren ; so stockt die Sache). »

[1] Zeissberg, I, 213 ; *Gesch. der Kriege*, I, 211 ; Gebler, 124 ; Wurmser établit son quartier-général à Freckenfeld ; Waldeck et Condé campèrent sur les hauteurs de Barbelroth ; Hotze se trouvait au centre, à Bichelberg, dans le Bienwald ; Jellachich, à gauche, s'adossait au Rhin.

qu'il avait conquis le Bienwald après d'extrêmes efforts et ne désirait pas le reconquérir au même prix; qu'il espérait obtenir encore des succès marqués; qu'en se repliant sur Jockgrim, il abandonnait à l'adversaire un « avantage infini ». Mais il exhala son indignation dans ses rapports au cabinet de Vienne. Quoi! il regagnerait son ancienne position pour se lier au roi, comme si cette liaison, cette *Verbindung*, servait à quelque chose! Non, il tiendrait ferme; il ne ferait pas les « démarches si nuisibles » que Frédéric-Guillaume exigeait à cause des « affaires politiques »; il ne lâcherait pas, à son regret et à sa honte, le terrain qu'il avait arrosé du sang de ses braves troupes et si chèrement payé! Et il maudissait ces Prussiens qui le tracassaient continuellement, ces « perfides alliés » qui se fourraient dans leurs cantonnements et n'avaient plus envie de tirer un coup de fusil. Il était navré de voir comme l'empereur, son bon souverain, était joué et trompé[1]!

[1] Zeissberg, 215-217.

CHAPITRE VIII

LES PASSAGES DU RHIN

Lehrbach au camp prussien. — Négociations inutiles. — Incendie de la forêt de Bienwald. — Projet de diversions sur le Rhin. — Combats du 12 septembre. — Girardot au fort Vauban. — Sparre et Bizy. — Incendie de Kehl. — La division du Haut-Rhin. — Falck, Monter, Vieusseux. — Labruyère. — Passage de Huningue. — Embrasement de Vieux-Brisach. — Passage de Niffer.

Le comte Lehrbach, ce diplomate autrichien que Frédéric-Guillaume attendait, se présenta le 30 août au quartier général d'Edenkoben. Le roi déclara que l'inaction nuisait non seulement à la cause commune, mais à ses propres finances et à l'honneur ; la saison s'avançait ; l'armée de Wurmser s'obstinait à forcer les lignes de Wissembourg que les plus grands stratégistes n'avaient emportées qu'avec beaucoup de temps et de prévoyance. Il soumettait donc à l'empereur un plan d'opérations qui, selon lui, réunissait tous les avantages : Wurmser se contenterait de couvrir les magasins de Frankenthal et de Mosbach, et de garder la défensive entre Edenkoben et le Rhin ; l'armée prussienne, grossie de 8,000 Impériaux, tâcherait de prendre Sarrelouis en y jetant des

bombes; sinon, elle bloquerait cette place et observerait Thionville.

« On ne veut pas, écrivit Lehrbach à Vienne, pour des raisons militaires et *peut-être* politiques, agir sur l'Alsace. » Mais s'il accusait les Prussiens de duper l'Autriche, l'Autriche ne cherchait-elle pas à duper les Prussiens? Lehrbach n'avait d'autres instructions que d' « amuser le tapis », et sa négociation, disait le ministre Thugut, ne devait pas aboutir. Aussi ne parlait-il que d'équivalents, de dédommagements et du principe de la parité. C'était, comme on sait, le jargon diplomatique de l'époque [1].

Durant ces pourparlers, les représentants, toujours inquiets, ardents, avides d'action, persuadés qu'une attaque générale ferait plier aisément les « satellites des despotes », excitaient Landremont à prendre l'offensive Ne s'avisèrent-ils pas de mettre le feu à la forêt de Bienwald pour en déloger les Autrichiens? Par malheur, il n'y avait dans le Bienwald que de grands arbres très espacés entre eux. A force de fagots goudronnés, un seul brûla [2]!

Le 8 septembre, se tint un Conseil de guerre auquel assistaient les représentants Milhaud, Ruamps. Borie, Mallarmé, Lacoste, Richaud, et les généraux Landremont, Ravel, Diettmann, Ferino, Munnier, Méquillet, Meynier et Dubois. On décida d'assaillir l'adversaire dans la matinée du 12 septembre sur le haut, le moyen et le bas Rhin [3].

[1] Wagner, 90; Zeissberg, I, 226-228; Hermann, *Diplom. Correspondenzen*, 1867, p. 399; Sorel, III, 494.

[2] Ce fut le 2 septembre; cf. une lettre du 4 dans le n° 104 du *Journal de la Montagne* et une note de Legrand (A. G.).

[3] *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 11 et 225.

Mais, disent les commissaires, cette journée du 12 septembre, qui devait être célèbre, ne présenta que trahison.

Trois colonnes, dirigées par Dubois, Desaix et Michaud, poussèrent vigoureusement les Autrichiens dans la forêt de Bienwald. Landremont prétend qu'elles auraient tué 2,000 hommes, emporté deux batteries, encloué trois canons et un obusier, fait toute une compagnie d'artillerie prisonnière. En réalité, les Impériaux eurent 30 officiers et 1,126 soldats hors de combat. Mais ils conservèrent le champ de bataille. Hotze et Jellachich refoulèrent les patriotes sur Lauterbourg. La colonne française qui marchait contre le prince de Condé, se retira lorsque Waldeck menaça son flanc et ses derrières. La garnison de Landau qui tentait une sortie, fut repoussée à Imsheim par le général Spleny. « Nous n'avons pas perdu de terrain, écrivait Ravel, mais nous n'avons pas fait de progrès; nous sommes toujours dans la même position [1]. »

Quant au passage du Rhin, il n'eut lieu nulle part, et la *grande tentative* que prônaient les commissaires de la Convention, avorta sur tous les points, à Fort-Louis, à Strasbourg, à Huningue et à Niffer.

Le commandant temporaire de Fort-Louis était Chambarlhiac; mais, pour mieux assurer le succès, Landremont avait donné mission au général Girardot de diriger le passage. Girardot trouva dans Fort-Vauban une garnison de 1,100 hommes dont 800 de la réquisition de Strasbourg; la plupart n'avaient pas encore dix-huit

[1] *Gesch. der Kriege*, I, 213; Gebler, 125-127; Remling, I, 372; *Mon.* du 25 sept.; D'Ecquevilly, I, 154-158; le général d'artillerie Ravel à l'adjoint Dupin, 13 sept. (A. G.).

ans ; ils ne faisaient que d'arriver; ils étaient armés de piques ou de fusils qu'ils ne savaient pas charger. Girardot demanda des pontonniers et des bateliers : les uns avaient été requis par la place de Strasbourg; les autres se cachaient. On ne put ramasser que huit pêcheurs nullement exercés et qu'il fallut enlever de force à leurs villages. Chambarlhiac conseillait à Girardot de ne tenter qu'un simulacre d'attaque. Etait-il sensé de jeter un pont sans avoir au préalable débusqué l'adversaire de la rive opposée ? Ne voyait-on pas deux batteries qui donnaient sur le lieu du passage? Girardot allégua ses instructions. Il ordonna de jeter le pont, et toute la nuit fut employée au travail. Mais, à six heures du matin, on n'avait assemblé que deux bateaux, et lorsque les ennemis ouvrirent leur feu, les mariniers s'enfuirent. Girardot voulait néanmoins achever la besogne commencée et ponter des bateaux jusqu'au parapet des batteries autrichiennes. Il finit par comprendre qu'on n'opère pas ainsi le passage d'un grand fleuve[1].

Même échec à Strasbourg. Sparre, qui commandait dans la Basse-Alsace, devait assaillir Kehl le 12 septembre, à quatre heures et demie du matin. Il répartit ses troupes en trois colonnes. La colonne de droite, conduite par le général Bizy, marcherait sur le Neuhof et la redoute du polygone; un détachement formant l'avant-garde, traverserait le Rhin sur des bateaux et emporterait une batterie autrichienne dont le feu rendrait le passage difficile; le reste de la division s'embarquerait ensuite. La colonne du centre comprenait 1,500 hommes ;

[1] Note de Legrand (A. G.); *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 226.

elle camperait dans l'île du Rhin, à l'extrémité de la citadelle ; puis elle filerait par le grand pont et pénétrerait dans Kehl au même instant que la colonne de droite. La colonne de gauche, aux ordres du général Thévenot[1] et de l'adjudant général Jullien, gagnerait la Robertsau et la redoute de la Carpe Haute, mais ne ferait qu'une fausse attaque.

Le 11 septembre, à six heures du soir, les troupes dont se composait la colonne de droite, partirent de Strasbourg par différents points pour cacher leurs mouvements. Mais on avait oublié de leur donner des guides qui connaissaient les routes. Deux heures leur suffisaient pour atteindre le lieu de rassemblement ; elles s'égarèrent dans les ténèbres et il fallut leur envoyer ordonnance sur ordonnance pour les remettre sur le bon chemin. A minuit, elles n'étaient pas encore à leur poste. Enfin, elles arrivèrent toutes et s'apprêtèrent à s'embarquer. Mais la plupart des bateliers refusèrent leurs services, et Bizy ne disposa que de onze petits bateaux, capables de porter chacun une dizaine d'hommes. « Le cœur navré de douleur, écrivait-il à Sparre, je vous annonce la trahison des fameux bateliers de ce pays. » Néanmoins, cent dix volontaires, commandés par le chef du 12e bataillon du Jura, entrèrent dans les bateaux. A peine au milieu du fleuve, les mariniers déclarèrent qu'ils n'iraient pas plus loin. On usa de prières, de menaces, et ils consentirent à pousser jusqu'à Kehl. Mais l'endroit où l'on se proposait d'atterrir n'avait pas été reconnu. On rôda longtemps et à l'aveuglette parmi les îles innombrables qui couvraient le Rhin ; on dériva, puis on remonta le courant pour dériver de nouveau ; on

[1] François Thevenot était général de brigade depuis le 30 juin 1793.

perdit plusieurs heures ; le jour parut, et l'opération fut abandonnée. Le 1er bataillon de la légion strasbourgeoise s'était si mal comporté que Bizy, indigné de cet « égarement funeste », jura d'employer la rigueur si « la discipline et la tranquillité ne renaissaient pas ».

Sparre commandait la colonne du centre. Il détacha 150 chasseurs du Rhin qu'il chargea de traverser le fleuve et d'examiner les mouvements de l'adversaire au dessus du pont, à droite de Kehl. Les chasseurs débarquèrent dans une île séparée de la rive allemande par un petit bras qui ne contenait que très peu d'eau. Le capitaine et un officier du génie passèrent facilement ce bras, et virent une batterie rasante dont on avait jusqu'alors ignoré l'existence. Ils allèrent plus loin ; une sentinelle fit feu, et à ce coup de fusil, les Autrichiens tirèrent de toutes parts sur l'île où étaient les chasseurs. On regagna l'autre bord au milieu des boulets. 7 hommes furent blessés et un bateau coula, heureusement tout près de la rive française.

Cependant Sparre s'efforçait de rétablir la dernière travée du pont qu'on avait coupée après la déclaration de guerre. Mais l'ennemi s'aperçut du travail ; il comprit que les républicains se préparaient à passer, et, sur-le-champ, il mit le feu à l'autre extrémité du pont[1].

« Le coup est manqué, on brûlera Kehl ! » s'écria le représentant du peuple, lorsqu'il entendit tonner les

[1] Legrand prétend qu'on n'aurait pas dû, dès le début de la guerre, couper la dernière travée du côté français. Un bras du Rhin ne séparait-il pas le pont et la citadelle ? Les ennemis pouvaient-ils surprendre la garde du pont, et, cette garde surprise, s'établir dans l'île, à l'extrémité du pont, sous le feu même de la citadelle ? Bizy avait proposé de faire soutenir la travée sur des bateaux attachés à un câble très fort : il suffisait de couper le câble au dernier moment, et la rapidité du courant entraînait la travée.

pièces d'artillerie de la rive droite. Kehl fut brûlé. Le 13 septembre, à cinq heures du matin, Sparre installait sept batteries de douze mortiers et huit canons servis à boulets rouges. Le bombardement dura trois jours et trois nuits. La maison où Beaumarchais avait établi son imprimerie, plusieurs maisons du village, toutes les maisons du fort furent consumées par les flammes. Mais à quoi bon ces incendies ? Kehl n'appartenait pas à l'Autriche, et les Strasbourgeois y avaient un très grand nombre de villas et de propriétés. La citadelle était abandonnée depuis longtemps. Ne devait-on pas songer que Kehl fournissait une excellente tête de pont, soit qu'on voulût franchir le Rhin pour entrer en Allemagne sans obstacle, soit qu'on dût, après des revers, y chercher un abri pour repasser le fleuve et préparer vivement un retour offensif [1] ?

« Il est urgent, disaient les commissaires de la Convention, de prolonger les attaques dans le Haut-Rhin. » Il y avait, en cette partie de l'Alsace, une division improprement qualifiée d'armée. Elle était naguère commandée par Falck, homme infatigable qui passait le jour et la nuit à cheval, veillait sans cesse à toutes choses et semblait se multiplier. Mais les volontaires du 4e bataillon du Var arrêtèrent le général Monter dont ils détestaient la sévérité, sous prétexte qu'il portait un sabre fleurdelisé. Falck, indigné, se plaignit aux représentants.

[1] Note de Legrand ; rapport de l'officier « placé à l'observatoire de la plateforme de la métropole de Strasbourg » ; Tholmé à Dièche, 10 sept. ; Dièche à Bouchotte, 14 sept. ; Landremont à Schauenburg, 13 et 15 sept. ; Bizy à Sparre et au commandant de la 1re légion strasbourgeoise, 12 sept. (A. G.) ; *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., p. 229 (lettre de Raclot à Sparre) ; Strobel-Engelhardt, *Vaterl. Gesch. des Elsasses*, V, 1849, p. 196.

Malgré ses plaintes, Ruamps et Borie envoyèrent Monter et son aide-de-camp Mathieu dans les prisons de Strasbourg, puis au tribunal révolutionnaire de Paris. Falck donna sa démission : pouvait-il rester dans une armée qui se mettait en insurrection et qui menaçait de pendre ses chefs ou de leur couper la tête? Vieusseux le remplaça. Plein d'activité, d'intelligence, il aurait été, avec le temps et un peu plus d'expérience, un excellent général ; mais son commandement ne dura pas un mois.

Les représentants Lacoste et Guyardin étaient venus à Huningue et ordonnaient de passer le Rhin dans la matinée du 12 septembre. Vieusseux tint conseil de guerre et répondit aux commissaires que l'entreprise était impossible : il n'avait pas de cavalerie ; sa division manquait de tout et se composait de nouvelles levées ; pas de radeaux, pas d'ouvriers pour les construire, pas de pontonniers : il faudrait, durant plusieurs jours au moins, à l'aide des bateliers du pays, dresser des volontaires à monter et à démonter un pont. Les membres du Conseil, l'adjudant-général Fontenay, le capitaine d'artillerie Fuchsamberg, l'officier de son arme le plus instruit peut-être et le plus actif qui servît la République, le général d'Arçon qui visitait alors les frontières du nord-est, les chefs de bataillon, tous partagèrent l'opinion de Vieusseux. Mais Lacoste, à demi couché sur la table, s'écria que le passage devait s'exécuter. Vainement Guyardin essayait de l'apaiser. Lacoste, en proie à un accès de colère, ne cessait de répéter que les satellites des tyrans avaient passé le Rhin et que les hommes libres ne pouvaient être moins hardis que les esclaves. « Nous oserons tout, dit un des officiers, et nous passerons le Rhin sur l'heure, si vous nous fournissez les moyens. — Ces moyens, répondit Lacoste, je vous les

promets. — Eh bien, nous passerons », répliquèrent unanimement les membres du Conseil.

Vieusseux demanda des renforts à Landremont. Mais le général objecta que les ennemis ne lui donnaient pas de relâche, qu'il se battait soir et matin, qu'il réclamait lui-même de la cavalerie, qu'il était obligé de renforcer son infanterie par les *agricoles* des districts de Wissembourg et de Haguenau. Quelques jours plus tard, Vieusseux fut destitué et remplacé par Labruyère [1].

Labruyère semblait tomber des nues; il ne connaissait personne dans la division du Haut-Rhin, il n'avait jamais vu le terrain et il venait diriger une opération difficile. Il s'empressa de déférer à la volonté des représentants. Le commandant de Huningue eut ordre de faire construire sans délai, pour le 13 septembre, quatre grands radeaux, capables de porter chacun une pièce de campagne et cent soldats. Ces radeaux ne furent achevés que le 16 septembre; mais le 17, sur l'injonction des commissaires, le passage eut lieu. On avait vaqué, la veille au soir et jusque dans la nuit, à tous les préparatifs. On entraîna de vive force les bateliers de Village-Neuf. On prit, où l'on put, de méchantes cordes qui servirent de câbles. On transporta sur la grève les radeaux démontés, on les assembla tant bien que mal et, à la pointe du jour, on les mit à l'eau. Les bateliers reculèrent d'effroi : les poutres, disaient-ils, étaient d'un bois trop vert; elles avaient été grossièrement réunies; ils n'oseraient jamais diriger vers l'autre bord ce plancher si frêle, si peu solide, qui s'affaisserait sûrement sous la charge des soldats

[1] Parce qu'il avait alarmé les Suisses en rétablissant la batterie de Huningue qui menaçait Bâle, et n'avait pas su « concilier les mesures qu'exigeait la sûreté de nos frontières avec les égards que commandait la neutralité helvétique » (*Papiers* de Barthélemy, III, 28).

et du canon. Mais Labruyère menaça de les fusiller, et ils ne soufflèrent plus mot. On monta sur trois radeaux; le quatrième restait inutile faute d'agrès et de mariniers. Les craintes des bateliers se vérifièrent aussitôt : il était impossible de mettre sur chaque radeau, comme Labruyère l'exigeait, une centaine d'hommes et une pièce d'artillerie. On n'embarqua donc que deux compagnies de grenadiers, du 4e et du 10e bataillons du Doubs; encore ces braves gens, au nombre de deux cents, avaient-ils de l'eau jusqu'aux genoux. Ils dérivèrent cependant aux cris de : *Vive la République !* qu'une foule de spectateurs répétait avec enthousiasme.

Les Autrichiens avaient installé des batteries en face de Huningue : ils tirèrent sur les radeaux et ne blessèrent personne; la distance les empêchait de bien ajuster. Par malheur, au premier coup de canon, les volontaires se baissèrent instinctivement et le radeau s'enfonçant sous leur poids, l'eau s'éleva jusqu'au-dessus des genoux et mouilla les cartouches dans les gibernes. Enfin, on atteignit la rive allemande. Mais on ne sut pas arrimer les radeaux ; on manquait de câbles, parce qu'on les avait soit coupés, soit oubliés au départ; on craignait que les bateliers n'eussent l'idée de regagner Huningue. Quelques soldats demeurèrent avec les mariniers, et les trois radeaux, entraînés par le courant, butant de distance en distance contre les épis, criblés de balles et de mitraille, ne tardèrent pas à couler. Tous ceux qui les montaient furent tués ou pris ; deux bateliers périrent, trois autres se rendirent, le reste put se sauver à la nage. Quant aux volontaires débarqués sur la rive droite, que pouvaient-ils faire contre les Autrichiens ? Devaient-ils les attaquer dans leurs redoutes ? Ils étaient en trop petit nombre ; ils n'avaient que des

cartouches mouillées ; ils n'attendaient pas de secours. Ils se jetèrent en pays neutre, au Petit-Huningue, sur le territoire de Bâle. Désarmés et ramenés à la limite de l'Empire, ils passèrent le Rhin sur des nacelles et rentrèrent dans la place. Les Autrichiens tentèrent le même jour de bombarder Huningue, et, de huit heures du matin à dix heures et demie, tirèrent cinq cents coups sur la ville ; ils ne tuèrent pas un seul homme et ne firent que dégrader quelques toits. En revanche, les Français démontèrent un de leurs canons et endommagèrent considérablement leurs parapets et leurs redoutes ; une seule volée leur enleva trois artilleurs [1].

Les représentants répondirent au bombardement de Huningue par l'incendie de Vieux-Brisach. Le général Gromard [2] ne devait d'abord exécuter qu'un simulacre d'agression pour détourner l'attention des Autrichiens. Mais Lacoste ordonna de détruire Vieux-Brisach. Le 15 septembre, à cinq heures du soir, quatre mortiers et sept canons de 16 et de 24, installés au fort Mortier, jetèrent sur la ville une grêle de projectiles. Une petite batterie

[1] Ordre de Borie et de Ruamps, 7 août; Falck à Beauharnais, 8 août; Landremont à Vieusseux, 30 août; ordres de Labruyère, 12 sept., et de Sorbier, 16 sept.; le commandant de Huningue à Bouchotte, 22 sept.; Milhaud, Lacoste et Guyardin au Comité, 18 sept.; note de Legrand (A. G.); Bacher et Rivalz à Deforgues, 19 et 20 sept. (*Papiers de Barthélemy*, III, 62-63 et 65-66); cf. sur Falck *Expéd. de Custine*, 2, et Charavay, *Corresp. de Carnot*, I, 76; sur Mouter, Charavay, *Corresp. de Carnot*, I, 416 ; sur Vieusseux, général de brigade depuis le 1er septembre 1792, *Retraite de Brunswick*, 16 ; Eickemeyer, *Denkw.*, 203 ; *Papiers de Barthélemy*, III, 19 ; Sedillot disait de lui que « noble genevois et marié en Suisse, il déplaisait à l'armée » (aux représentants, 16 août 1793. A. G.).

[2] Gromard (Jean-Gaston-Quentin) était général de brigade depuis le 7 septembre 1792, et de division depuis le 8 mars 1793. Il fut remplacé à Neuf-Brisach le 4 octobre par Offenstein.

de quatre pièces, établie à droite, dans l'île de Reinach, faisait avec la grande batterie du fort un feu croisé. On tira jusqu'au 19 septembre et on dépensa quatorze milliers de poudre. La vieille cité fut réduite en cendres. Les flammes qui la dévoraient répandaient une telle clarté qu'on pouvait lire un journal en pleine nuit à plus d'une lieue. Pas une maison n'était intacte. Trois ans après, Vieux-Brisach n'offrait aux regards que des décombres, des pans de mur calcinés, des rues encore pavées et couvertes d'herbe ; tous les habitants avaient fui ; il ne restait de la population qu'une poignée de malheureux qui vivaient sous les voûtes des caves ou dans des huttes au pied de la montagne.

Voilà, écrivaient les représentants, *un repaire de moins*, et l'on mandait de Bâle au *Moniteur* que la foudre républicaine avait anéanti la ville : « effet terrible de la juste vengeance d'un peuple libre ! » Mais qu'était Vieux-Brisach, sinon un grand village ouvert, depuis que les Impériaux avaient, en 1741, rasé tous ses remparts? Livrer Vieux-Brisach à ce cruel et inutile embrasement, n'était-ce pas se priver d'une tête de pont qui ferait défaut aux républicains lorsqu'ils passeraient plus tard sur l'autre bord ? N'était-ce pas s'aliéner le Brisgau, et ne vit-on pas aussitôt les paysans indignés se lever en masse et s'attrouper sur la rive pour interdire le passage aux carmagnoles ?

Les Autrichiens essayèrent de prendre leur revanche le 6 octobre. Ils bombardèrent le fort Mortier de dix heures du matin à huit heures du soir. Mais eux aussi perdirent leur temps et leur peine. Le fort n'était qu'une demi-lune retranchée à la gorge qui s'ouvre sur le Rhin. Vainement les canonniers impériaux tirèrent avec une merveilleuse adresse et lancèrent sur le fort plus de dix

mille projectiles ; ils ne tuèrent qu'un seul homme et tant de fracas n'aboutit qu'à briser des tuiles, des lattes et quelques chevrons [1].

L'incendie de Vieux-Brisach et la tentative de Huningue n'étaient que des diversions. La véritable attaque fut celle de Niffer. Le 10 septembre, Labruyère avait reçu de Landremont l'ordre de traverser le Rhin entre Neuf-Brisach et Huningue avec toute sa division et de marcher sur Fribourg-en-Brisgau. Le général donna sur-le-champ les instructions nécessaires. Mais les bateaux destinés au passage étaient restés longtemps sur le glacis de Huningue, exposés aux intempéries des saisons, et Beauharnais les avait fait récemment transporter à Colmar, sur la rivière d'Ill, pour les réparer. Il fallait les raccommoder et les mettre en état de servir ; il fallait en outre se procurer douze cents chevaux pour les retirer de l'Ill et les conduire au Rhin, à quelques lieues de là. Le passage ne pouvait donc s'exécuter le 11 septembre, comme le voulaient Landremont et Labruyère. En vain les représentants Lacoste, Milhaud, Guyardin se rendirent à Colmar et déclarèrent que la division du Haut-Rhin devait franchir le fleuve sans nulle remise. On leur prouva qu'il était impossible d'entreprendre aussitôt l'opération. Ils accordèrent, tout en maugréant, un délai de plusieurs jours et fixèrent le passage au 14, puis après de nouveaux et inévitables retards, au 16 septembre.

[1] Milhaud, Guyardin, Lacoste au Comité, 18 sept., note de Legrand (A. G.) ; Aug. Stoeber, *Curiosités de voyages en Alsace*, 1874, p. 297 ; Sigmund Billing, *Kleine Chronik der Stadt Colmar*, p. Waltz, 1891, p. 299-301 ; Coste, *Not. sur Vieux-Brisach*, 1860, p. 285 ; E. Martin, *Die Zerstörung Breisachs durch die Franzosen*, 1874, p. 1-22.

Niffer avait été choisi comme lieu d'embarquement : en cet endroit, le Rhin était assez resserré, et l'on pouvait y jeter un pont avec le petit nombre de bateaux qu'on avait. Mais les bords opposés offraient, ainsi que sur toute la rive droite, un escarpement difficile, et des hauteurs de Rheinweiler, l'ennemi découvrait sans peine les moindres mouvements des républicains.

Enfin, parut le 16 septembre, impatiemment souhaité par les commissaires de la Convention. Les bateaux envoyés de Colmar se trouvaient sur leurs haquets derrière la forêt de la Hart, et devaient être à minuit sur la rive et à trois heures sur le fleuve. Mais l'ordre du départ ne parvint que très tard à l'officier qui les gardait. Les chemins n'étaient pas jalonnés à travers les bois ; les ordonnances chargées du message, puis les officiers, puis l'adjoint, puis l'adjudant-général Fontenay qui coururent successivement hâter l'arrivée des bateaux, s'égarèrent dans la Hart par la nuit obscure et la pluie battante. Au lieu de partir à dix heures du soir, le convoi ne s'ébranla qu'au grand jour.

Les représentants auraient mieux fait de remettre l'entreprise au lendemain. Ils commandèrent de jeter le pont incontinent et de lancer les bateaux au fur et à mesure qu'ils arriveraient. En attendant, deux bataillons passeraient sur l'autre bord pour se saisir des hauteurs de Rheinweiler et douze canons protègeraient leur descente. Mais, sur l'ordre des représentants, les pièces tirèrent aussitôt, avant l'embarquement des troupes, comme pour avertir l'adversaire et annoncer l'attaque.

On accouple les bateaux trois à trois. Un intrépide officier, Roumilhac, adjoint à l'état-major et capitaine au 33e régiment, part avec 130 hommes. Mais au milieu du fleuve il est assailli par un feu roulant; les bateliers

effrayés ne veulent pas accoster, et voilà Roumilhac qui dérive au gré des eaux. On vole à son aide; trois autres bateaux sont à peine assemblés que le brave Coste, commandant du 4e bataillon de la Côte-d'Or, s'élance avec une partie de ses volontaires ; il a le même sort que Roumilhac; il essuie une grêle de balles et ses mariniers épouvantés refusent d'atterrir. On fait un troisième accouplement de bateaux, et dans leur impatience de secourir leurs frères d'armes, les républicains n'attendent même pas que la troisième barque soit ajoutée. Mais eux aussi sont accueillis par une violente mousqueterie, et que peut leur feu divergent contre le feu convergent de l'ennemi qui tire sur eux à coup sûr? Vainement un bataillon, posté dans une petite île près de Niffer, les soutient de son mieux par une très vive fusillade. Les trois détachements, emportés par le courant, finirent par prendre terre, et criblés de projectiles, accablés sous le nombre, incapables de se déployer sur un bord escarpé, se rendirent à merci.

Pendant ce temps Labruyère et les représentants s'efforçaient d'attacher et de jeter le pont. Mais les pontonniers rassemblés à la hâte ne se connaissaient pas les uns les autres et n'étaient aucunement exercés à des manœuvres qui demandent une longue habitude et une parfaite entente. Quelques-uns disparurent à la première salve. Des volontaires du 3e bataillon de la Gironde se présentèrent en assurant qu'ils étaient experts dans la navigation. Mais ils avaient plus de bon vouloir que d'expérience. Bientôt le désordre fut extrême ; chacun mettait la main à la besogne et ne prenait conseil que de son zèle ; les matériaux s'accumulaient inutilement sur la grève. Les murmures succédèrent aux cris d'enthousiasme. On plaignit Roumilhac et ses compagnons.

On déclara la partie perdue. Etait-il possible, tant que les ennemis ne seraient pas délogés de Rheinweiler, de faire un pont jusqu'à la rive droite ? Les représentants persistaient encore dans leur dessein. Enfin, après un conseil tumultueux, leur obstination fut vaincue.

Mais Lacoste ne renonçait à l'entreprise qu'en frémissant de rage. Il se vengea sur les officiers : le général Labruyère, l'adjudant-général Fontenay, le capitaine d'artillerie Fuchsamberg, le chef du 11e bataillon du Jura Vuillerme, le lieutenant des pontonniers Trost furent jetés dans les prisons de Huningue [1].

Tels ont été les premiers passages que les armées de la Révolution tentèrent sur le Rhin. Les représentants et les généraux attribuèrent ces échecs répétés à la scélératesse des bateliers. « J'ai affaire, écrivait Landremont, à des gens qui trouvent tout difficile », et les commissaires mandaient que les pontonniers fuyaient lâchement à la vue de l'Autrichien, qu'il fallait employer envers eux les plus terribles moyens de coercition et guillotiner au moins la moitié de ces misérables. En réalité, tous ces passages témoignent de l'impéritie, de l'imprévoyance et du désordre qui régnaient alors dans les armées. Pas un seul ne fut sagement conçu, pas un seul ne fut exécuté par des hommes qui eussent une

[1] Sigmund Billing, *Kleine Chronik*, p. Waltz, 300 (avec une vue du passage) ; Milhaud, Guyardin, Lacoste au Comité, 18 sept.; ordres de Labruyère, de Fontenay, etc. *Mém.* de Bach ; note de Legrand (A. G.); Gebler, 131 (les Autrichiens firent prisonniers outre Roumilhac et huit officiers, 133 soldats). Etienne Labruyère, Nicolas-François Arnoux Fontenay, Thomas-Gabriel Fuchsamberg, Jacques-Antoine Vuillerme (qui escortait les bateaux) et Henri Trost furent absous par le tribunal militaire du second arrondissement ; mais, à l'instigation de Lacoste, le représentant Hentz fit réincarcérer les officiers et arrêter les juges ; le 9 thermidor les sauva.

connaissance même superficielle de l'opération. On ne prévit rien ; on ne prit aucune mesure pour triompher des obstacles qui devaient nécessairement se présenter ; on lança de vaillants soldats sur l'autre rive pour les abandonner à l'ennemi. Il eût fallu tenter, non des passages partiels, mais un seul passage et l'opérer avec audace et vigueur, sans tergiversation, sans tâtonnement ; il eût fallu ne faire sur divers points que des simulacres ; il eût fallu patienter, user de précautions, se préparer à loisir et sans bruit. Mais on voulut passer partout sur-le-champ témérairement et à l'étourdie ; on ne passa nulle part. On ne sut même pas intimider l'adversaire, et les Impériaux ne dégarnirent pas d'un seul bataillon leur armée de la Lauter : ils n'avaient en face de Niffer que trois compagnies du régiment Terzy! Trois ans plus tard, Moreau franchit le fleuve ; lui aussi n'avait pas de grandes ressources à sa disposition ; mais la bravoure des soldats était alors guidée par l'intelligence des généraux, et non par la funeste précipitation des représentants.

CHAPITRE IX

BUNDENTHAL

I. Les gorges de la Lauter. — Nothweiler. — Bundenthal. — Fuite de d'Arlande. — Pejacsevich à Bundenthal. — II. Gouvion Saint-Cyr. — Le Lindenschmidt et le Hohenburg. — Malet. — Le canon du Kappenstein. — Victoire des républicains. — L'émigré Mauny.

I. Landremont échouait dans toutes ses tentatives. Les efforts opiniâtres de ses bataillons ne pouvaient briser la résistance des Impériaux dans la forêt de Bienwald. Ses essais de diversion sur la rive droite du Rhin avaient avorté ; comme disait le commandant de Strasbourg, Dièche, on devait passer le fleuve, et on ne l'avait pas fait. Enfin, le 11 septembre, à la veille des mouvements que ses troupes allaient opérer sur tous les points, Landremont apprenait que le camp de Bundenthal était forcé : au premier pas que feraient les ennemis, les communications seraient coupées entre les deux armées de la Moselle et du Rhin.

La gauche de l'armée du Rhin qu'on nommait la *division des montagnes*, campait dans les gorges de la Lauter

et s'étendait depuis le Pigeonnier jusqu'aux environs de Dahn. Postée à la fois sur la Sauer, à Lembach, à Schönau, à Fischbach, sur le Steinbach, affluent de la Sauer, à Niedersteinbach et à Obersteinbach, sur la Lauter, à Bobenthal et à Bundenthal, elle gardait ainsi la chaussée de Bitche et tous les chemins et sentiers des Vosges, et empêchait les alliés de percer entre les deux armées, de tourner les lignes de Wissembourg.

La position la plus importante, comprise entre les deux rivières de la Lauter et de la Sauer qui coulent parallèlement avant de se jeter toutes deux dans le Rhin, était celle de Nothweiler ou, comme les Allemands l'appellent plus justement, de Bundenthal. Il y avait là plusieurs routes : celle de Wissembourg à Bitche qui remonte quelque temps le cours de la Sauer et la franchit à un pont dit la Tannenbrücke, à une lieue au nord de Lembach ; celle qui, se détachant à cet endroit du chemin de Wissembourg, débouche à Schönau et plus loin à Fischbach ; celle qui mène à la ferme du Litschhof, puis au village de Nothweiler, et par un plateau d'une pente rapide et continue, à Bundenthal.

Pour défendre toutes ces routes, on avait mis des détachements à la Tannenbrücke, à Nothweiler, à Bundenthal qu'on regardait avec raison comme la clef de la position, et l'on avait garni d'abatis, d'épaulements et de petites redoutes les mamelons qui se dressent entre Nothweiler et Bundenthal, l'Esslersberg, le Weihbühl, la Dennenhalde, le Mäuerle.

Le pays n'offre d'ailleurs que des sables, d'étroites et sombres vallées, des bois touffus, de hauts rochers abrupts sur lesquels s'élèvent de vieux châteaux célébrés par la légende et détruits au XVII[e] siècle par Montclar et les lieutenants de Louvois. Les pics qui dominent

le vallon de Nothweiler sont, du nord au sud : la Wegelnburg, des cimes de laquelle on aperçoit les clochers de Strasbourg ; le Kuhnenkopf ; le Kappenstein ; le Hohenburg où séjourna Franz de Sickingen ; le Lindenschmidt ou Löwenstein dont le seigneur, dit-on, sort la nuit avec fracas et chevauche dans les airs à la tête de sa bande, lorsqu'une guerre est imminente ; le Fleckenstein qui passait autrefois pour imprenable et appartenait à l'une des plus puissantes familles de la Basse-Alsace [1].

Wurmser résolut de s'emparer de Bundenthal. On croit ordinairement qu'un émigré l'avait encouragé dans ce dessein. Le 24 août, le général d'Arlande qui commandait à Nothweiler, arrivait en déserteur au camp prussien. Il donna de grands détails sur la position. Mais il ne trahit pas, comme on l'a prétendu, les secrets de la défense. Il déclarait au contraire qu'on ne pourrait forcer les passages, et Brunswick n'hésitait pas à dire que les hauteurs de Bundenthal et de Nothweiler assuraient complètement l'aile gauche des Français, que l'ennemi chassé de ce poste irait se retirer au Pigeonnier, que les débouchés de Fischbach à Lembach étaient couverts d'abatis et garnis de troupes, bref, que les alliés ne devaient pas s'engager entre l'armée du Rhin et la forteresse de Bitche, dans une montagne inaccessible, par d'étroites vallées et des chemins très difficiles, sans avoir fait au moins des préparatifs considérables [2].

Mais Wurmser avait juré qu'il ne se fierait plus qu'à

[1] Cf. Aug. Lufft, *Der Feldzug am Mittelrhein, von Mitte August bis Ende December 1793*, 1881, p. 24-28 (ouvrage très confus qui ne fait guère que traduire Saint-Cyr et ne vaut que par les détails topographiques).

[2] Zeissberg, I, 207, 213 ; Wagner, 79-80.

ses propres et seules forces. « Avant de faire des sièges, écrivait-il fièrement, il faut que je batte les ennemis, et je les battrai, j'en suis sûr ; les braves généraux, les braves troupes, l'excellente artillerie que j'ai l'honneur de commander, me donnent cette certitude. » Il chargea Pejacsevich, un de ses lieutenants, de prendre Bundenthal et mit sous ses ordres 3,500 Autrichiens et Condéens[1].

Ferey remplaçait d'Arlande au camp de Nothweiler. Cet adjudant-major du 10e de la Haute-Saône avait fait récemment un mémoire sur la défense des lignes de Wissembourg. Les commissaires de la Convention le crurent homme de guerre. Il était vieux et comptait plusieurs campagnes : il reçut le grade de général de brigade et le commandement de l'aile gauche de l'armée du Rhin ; c'est, disait Landremont, un « très ancien militaire, bon républicain et brave soldat[2] ».

[1] Zeissberg, I, 243. Gebler, 125 (dix compagnies du régiment d'infanterie de Huff et un escadron de hussards partirent, le 7 septembre, en avant-garde ; le lendemain, arrivèrent deux autres compagnies de Huff, deux compagnies de Valaques, deux compagnies de Szekler, la légion de Mirabeau, et sept canons).

[2] Claude-François Ferey, né le 22 décembre 1723, à Gray, était le fils d'un marchand de bœufs. Lieutenant au régiment de Royal-Lorraine, capitaine de grenadiers au bataillon de Dôle, il avait obtenu la croix de Saint-Louis en 1763 et s'était retiré du service le 23 octobre 1783, avec une pension. Capitaine, puis commandant de la garde nationale de Gray dans les premières années de la Révolution, il fut élu, le 10 août 1791, adjudant-major au 10e bataillon de la Haute-Saône, et il le resta jusqu'au 26 août 1793 où les représentants le nommèrent général de brigade. Il devait être commandant de Bitche. Moreaux le jugeait « peu propre, à cause de son âge, à être employé à l'armée » (30 fructidor an II). Saint-Cyr prétend, à tort, qu'il n'avait jamais vu la guerre, et le traite, ce semble, trop dédaigneusement ; « dans la journée du 14 septembre, écrit Landremont à Bouchotte, Ferey s'est porté au milieu du feu et a montré autant d'activité que de zèle et de courage, malgré toute son ancienneté ».

Ferey avait trois bataillons à Bundenthal. Mais personne ne soupçonnait que les troupes de Pejacsevich étaient depuis quelques jours à Dahn, à moins de deux heures. Le 11 septembre, avant l'aube, trois colonnes assaillirent Bundenthal. Des paysans les guidaient. Une d'elles, commandée par le lieutenant-colonel Beaumont, s'égara dans les bois. Mais les deux autres, menées par Pejacsevich et le major Schröckinger, attaquèrent avec vigueur le centre et la droite de la position française. Les républicains, bien que surpris, se défendirent vaillamment, mais enfin le colonel Baader, à la tête de deux compagnies d'infanterie de Huff, chargea leur gauche à la baïonnette et franchit les abatis. Ils s'enfuirent sur Nothweiler, y trouvèrent trois autres bataillons qui les recueillirent, et gagnèrent avec eux la Tannenbrücke[1].

II. Landremont, désespéré, maudit d'abord le *scélérat* d'Arlande. Sûrement, si les ennemis avaient pris Bundenthal, c'est que d'Arlande les guidait, d'Arlande qui, depuis six mois, commandait dans le pays et avait établi tous les postes, d'Arlande qui connaissait le fort et le faible de la position : n'avait-on pas entendu les émigrés crier, pendant l'attaque, *Vive d'Arlande*[2] ? Que

[1] Gebler, 125-126. Les Autrichiens avaient 20 morts et 51 blessés; les Français, 33 prisonniers et 250 hommes hors de combat.

[2] « C'était alors l'usage, a dit Legrand, de persuader aux soldats républicains qu'ils étaient continuellement trahis ; que sans la trahison, ils ne seraient jamais battus par les satellites des despotes ; c'était la politique du jour. D'Arlande, à la tête du 13e régiment d'infanterie, avait fait toutes les campagnes, depuis le commencement de la guerre, avec la plus grande bravoure, la plus grande intelligence et le zèle le plus soutenu pour les intérêts de la République. Ex-noble et proscrit à cette époque, il eût dû, comme Beauharnais et tant d'autres, se laisser suspendre, enfermer, guillotiner plutôt que d'abandonner son pays. Son émigration fut un crime aux yeux de tout républicain pro-

faire désormais? « De Bundenthal, disait Landremont, dépend la conservation des lignes, le salut de l'armée ! » Il se voyait tourné, forcé d'évacuer Wissembourg et, dans le premier émoi, il ordonna de transférer sur-le-champ à Haguenau l'ambulance, le trésor, la poste, tous les gros équipages, tous les prisonniers [1]. Mais bientôt il reprit cœur. Ne pouvait-on, par un violent et décisif effort, ressaisir Bundenthal ?

Il pria Schauenburg de lui «donner un coup de main». Lui-même se rendit à Lembach, pour s'entretenir avec Ferey et l'adjudant général Miribel. Mais dans la conversation, Miribel excusa d'Arlande et assura qu'il n'avait pas émigré. Landremont parla d'une route de la montagne qu'il savait praticable ; Miribel prétendit qu'elle était coupée. Le général en chef, très alarmé, revint aussitôt à Wissembourg et dénonça Miribel. Les représentants ne balancèrent pas ; ils mandèrent Miribel, le suspendirent comme suspect et le mirent en état d'arrestation [2].

Déjà quatre bataillons avaient ordre de partir pour Lembach. Ils devaient défendre les gorges autant que possible, protéger la retraite de Ferey, ralentir la poursuite de l'adversaire, et par leur résistance, laisser le temps à l'armée de quitter les lignes de Wissembourg s'il fallait en venir à cette extrémité. Gouvion Saint-Cyr les commandait. Il remplaçait Miribel, et les représentants croyaient gagner au change : il était énergique et

noncé, mais la trahison particulière qu'on lui supposa, ne fut crue que par ces gens qui, depuis le premier moment de la Révolution jusqu'à nos jours, ont cru tout ce qui s'est dit ou imprimé. »

[1] Ordre, non exécuté, du 11 septembre (A. G.).

[2] Landremont à Schauenburg; Duvignau aux représentants, 9 et 11 septembre (A. G.); *Compte rendu*, par Ruamps, Borie, etc., 192.

patriote; il connaissait la montagne; son civisme, ses talents inspiraient la confiance. On lui donna pour second l'adjudant-général Malet qui servait sur le Rhin depuis le commencement de la guerre et dirigeait la partie des reconnaissances; c'était ce Malet qui devait tenter avec une incroyable audace dans la nuit du 23 octobre 1812 le renversement de l'Empire. Saint-Cyr et Malet, disait Landremont, étaient deux francs républicains qui seconderaient activement Ferey [1].

Sans attendre ses bataillons, Saint-Cyr court vers Nothweiler. Il traverse Lembach; il voit des troupes effarées qui se préparent à faire leur retraite; il leur annonce des secours et leur enjoint de rester où elles sont. Il continue sa route, atteint la Tannenbrücke et y rencontre Ferey. Le vieux général voulait reculer sur Lembach; mais Saint-Cyr lui déclare que Landremont ordonne de reprendre la position perdue; il l'engage à défendre le terrain pied à pied jusqu'à la venue des renforts; il garnit d'infanterie les hauteurs boisées qui dominent le chemin; lui-même se porte en avant pour reconnaître l'ennemi.

Heureusement Pejacsevich n'avait pourchassé Ferey

[1] Duvignau aux représentants, 14 septembre; Landremont à Schauenburg et à Bouchotte, 17 et 18 septembre (A. G.); *Compte rendu* par Ruamps et Borie, etc., 13; cf. sur Saint-Cyr, *Expéd. de Custine*, 211, et sur Malet, *Mayence*, 42. Le 18 septembre, par un arrêté des représentants, Malet fut chargé de recevoir et de payer tous les fusils enlevés sur l'ennemi et de les faire porter à l'arsenal de Wissembourg (*Compte rendu*, 167). On devait lui donner bientôt les notes suivantes : « sert depuis 1789; mœurs douces et philanthropiques; la manière dont il remplit ses fonctions, comme son ancienneté dans le grade d'adjudant-général, le rendent susceptible de celui de chef de brigade ». Chose curieuse, le futur complice de Malet, Lahorie, servait également à cette époque dans l'armée du Rhin; il avait été secrétaire de Beauharnais et un de ses officiers d'état-major (Lavallette, I, 127).

qu'avec mollesse, et ses éclaireurs n'osaient dépasser la ferme du Litschhof. Saint-Cyr retourne au devant de ses quatre bataillons qu'il trouve près de Lembach. Landremont arrivait à cet instant et il écoutait avec mauvaise humeur le rapport de Ferey. Il eut un instant l'idée d'assaillir aussitôt Pejacsevich. Mais les troupes étaient, les unes, démoralisées, les autres, exténuées par une marche forcée. Il remit l'attaque au jour suivant et revint à Wissembourg avec Saint-Cyr. « Ce sera pour demain », disait-il aux soldats qu'il rencontrait. Quelques-uns haussèrent les épaules, comme s'ils doutaient de sa parole. « Ce sera, répondit l'un d'eux, comme tant d'autres fois où l'on nous a promenés sur divers points sans nous faire donner. » Mais Landremont jura qu'ils se battraient dans la journée du lendemain et que Saint-Cyr serait à leur tête.

Le soir du 12 septembre, Saint-Cyr, qui n'était qu'adjoint, fut nommé par les représentants du peuple adjudant-général ; il lui fallait ce titre pour ménager l'amour-propre des chefs de bataillon et du général de brigade qui recevraient ses instructions ou ses avis. Saint-Cyr refusa d'abord ; comme beaucoup de ses camarades, il redoutait l'avancement, et il proposa d'envoyer aux gorges l'adjudant-général Montrichard dont il était l'adjoint. Mais Landremont et les représentants insistèrent ; Saint-Cyr reçut à minuit le grade d'adjudant-général chef de bataillon.

Il revole à Lembach. Il réveille Ferey et ses aides-de-camp, leur demande où sont les troupes ; ni Ferey ni ses officiers ne le savent. Il consulte le livre d'ordres ; ce n'est qu'un informe brouillon. Il prend le parti de se poster tout près des ennemis avec les quatre bataillons qui n'avaient pas bougé et d'attendre les autres pour les

diriger au fur et à mesure qu'ils se présenteront. Tous les bataillons paraissent en effet dans la journée du 13 septembre, à de grands intervalles, les premiers à cinq heures du matin, les derniers à cinq heures du soir. Mais à midi, Saint-Cyr en avait assez pour faire un simulacre d'attaque : il désirait s'instruire des forces réelles de l'adversaire et par le bruit du feu donner une direction certaine aux bataillons qui s'étaient égarés dans les bois.

Pejacsevich avait très habilement choisi sa position : sa droite, composée d'émigrés, était entre la Wegelnburg et le Kuhnenkopf ; son centre, entre le Kuhnenkopf et le Mäuerle ; sa gauche sur le Mäuerle, en face du Litschhof.

Sur l'ordre de Saint-Cyr, deux bataillons de volontaires, le 2e de Rhône-et-Loire et le 1er de Lot-et-Garonne gravirent la montagne sur laquelle s'élèvent, à peu de distance l'un de l'autre, les châteaux ruinés de Lindenschmidt et de Hohenburg. Puis, longeant la lisière de la forêt sur les pentes du cône où se trouve la Wegelnburg, ils marchèrent vers le Kuhnenkopf. La fusillade s'engagea des deux parts. Les Condéens, guidés par Bethisy, déployèrent une valeur toute française. Mais les deux bataillons républicains n'avaient pas moins d'intrépidité. Le chef de Rhône-et-Loire, Desgranges [1], encourageait les

[1] Antoine Grange, dit Desgranges, né à Lyon le 4 janvier 1757, était marchand de vin et, suivant ses propres expressions, travaillait sur la rivière avant la Révolution. Mais il avait servi durant huit années dans le régiment de Custine-dragons (2 mars 1775–2 mars 1783) comme aide de manège et brigadier. Il fut élu, le 13 octobre 1791, capitaine des grenadiers et, le 1er juillet 1793, chef du 2e bataillon des volontaires de Rhône-et-Loire. Le 23 prairial an II, il était nommé général de brigade par le représentant Hentz. Saint-Cyr lui rendait ce témoignage : « Il s'est distingué dans les gorges de Lembach où il a été blessé, et, depuis qu'il a été fait général, il a toujours donné des preuves de bravoure et d'intelligence. »

siens par son exemple et reçut au front une balle amortie qui l'étourdit un instant. Le commandant de Lot-et-Garonne, le vieux Campagnol[1], agitait son chapeau et du geste montrait à ses jeunes soldats, tout pleins d'enthousiasme et d'admiration, le sommet qu'ils devaient atteindre : « mes enfants, s'écriait-il, c'est là qu'il faut tirer. » Ses longs cheveux blancs, assure un témoin oculaire, faisaient l'effet de ce panache dont on raconte des merveilles. Un moment, l'héroïque vieillard sentit ses forces physiques l'abandonner; ses volontaires lui firent un brancard et le portèrent au premier rang de la colonne.

Cependant les Condéens, vivement pressés, s'étaient repliés sur la crête du Kuhnenkopf. Saint-Cyr avait pensé qu'ils descendraient de leur poste, et, pour les attirer dans le vallon où il comptait les cerner, il envoya dire aux deux bataillons de céder le terrain et de reculer par la Wegelnburg sur le Litschhof. La ruse n'eut aucun succès. Les émigrés se contentèrent d'occuper le Lindenschmidt et le Hohenburg sans poursuivre les patriotes.

Pejacsevich prit cette démonstration pour une attaque sérieuse et crut avoir repoussé les Français. Saint-Cyr profita de cette imprudence. Il masqua dans les bois, en arrière du Litschhof, ses troupes du centre. Il établit à Schönau deux bataillons chargés d'arrêter les renforts

[1] Campagnol était né le 4 septembre 1734 à Saint-Léger, près de Penne en Agenois. Il avait servi trente-six ans dans l'artillerie et, quoique noble et peu instruit du détail, il passait pour un bon tacticien, propre à choisir des positions heureuses, et plein de sang-froid dans un combat. Hatry disait plus tard qu'il était sage, prudent, brave et qu'il serait bien placé comme général de brigade. On lit dans ses notes, à propos de la journée du 14 septembre 1793, qu' « à Lembach il a disposé l'attaque » et que « le camp retranché a été emporté ».

qui viendraient peut-être à Pejacsevich. Il détacha sur la droite, à Bobenthal, le 1er bataillon de la Haute-Saône, le 10e bataillon des Vosges et le 7e bataillon d'infanterie légère qu'il mit sous les ordres de Malet. Enfin, il posta, comme en réserve, à Wingen, les bataillons de Toul, de Mirecourt et de Neufchâteau qui n'avaient d'autres armes que des piques.

Son plan était d'assaillir les deux ailes de l'adversaire, puis de se jeter sur le centre et de l'enfoncer. La gauche devait entamer le combat en attaquant de nouveau les Condéens à Lindenschmidt et à Hohenburg. La droite, commandée par Malet, essaierait d'attirer dans le vallon la gauche de Pejacsevich. Le centre, que Saint-Cyr dirigeait en personne, frapperait le grand coup. Pour mieux ébranler le moral des ennemis, Saint-Cyr fit monter dans la nuit une pièce de 4 sur le sommet du Kappenstein qui plongeait sur le village de Nothweiler et dominait la position des Impériaux. Un habitant de la contrée, Jacques Hauswald [1], avait indiqué le chemin à travers les taillis. Soldats et paysans hissèrent la pièce à force de bras. Les femmes de Wingen les suivaient, portant des cartouches sur leur tête. Le canon fut placé près d'un rocher, derrière des arbres [2].

[1] Cet Hauswald qui rendit de grands services aux Français, était de Wingen. « J'ai rencontré, dit Legrand, peu de campagnards plus intelligents. » Il allait au loin remplir de difficiles missions. Un jour que Ferey l'avait chargé de remettre une lettre à Deux-Ponts et de rapporter la réponse, Hauswald fut arrêté par des hussards prussiens. Hardiment, il déclare qu'il est sujet du prince de Nassau-Sarrebrück. On le conduit au prince ; il dit qu'il est garçon tonnelier, qu'il habite Sarrebrück, mais que contraint de servir dans les rangs des Français, il s'échappe et retourne dans son pays. Le prince, satisfait, le relâche et lui donne un louis d'or. Hauswald passe la Sarre à la nage, retrouve le billet qu'il devait porter à Ferey et qu'il avait jeté dans un buisson à la vue des hussards, et regagne ensuite le camp français.

[2] Cf. Saint-Cyr, *Mém.*, I, 98. Legrand confirme le témoignage de

Le 14 septembre, entre sept et huit heures du matin, lorsque le brouillard se fut dissipé, Saint-Cyr donna le signal du combat. Les républicains, sortant du Fleckenstein, s'élancent aussitôt sur les Condéens, et les chassent des ruines du Lindenschmidt et du Hohenburg. Mais Pejacsevich envoie sa réserve au secours des émigrés, et les carmagnoles se débandent à leur tour. Heureusement, dans le même instant avait lieu l'attaque de Malet. Le général autrichien rappela sa réserve et les Français reprirent possession des ruines du Hohenburg.

Malet avait ce jour-là une rage de dents et un accès de fièvre. Néanmoins, il lutta contre le mal, et ne pensa qu'à remplir ses instructions. Il assaillit vigoureusement la gauche des Impériaux, et fit semblant de reculer pour les attirer vers Bobenthal. Mais Pejacsevich ne donna pas dans le piège, et, refusant toute poursuite, demeura sur la hauteur. Malet revint à la charge avec ses trois bataillons renforcés d'un des meilleurs régiments de l'armée, le 13e, ci-devant Bourbonnais. Cette fois encore, Pejacsevich jugea que Malet tentait une fausse attaque et ne lui opposa qu'une partie de ses Valaques et de ses Szekler. Mais voici que le 13e régiment gravit avec audace le plateau du Mäuerle. Voici que ses tirailleurs gagnent rapidement les crêtes. En vain le régiment autrichien de Huff, déconcerté, se serre et se forme à peu près en carré; les soldats du 13e, éparpillés sur les pentes et couverts par l'escarpement, ne souffrent pas du feu divergent des ennemis et

Saint-Cyr. « Les citoyennes de Wingen eurent part à ce succès. Mais leurs maris et les citoyens de Lembach partagèrent aussi la gloire de cette journée. Le maire de Lembach, se battant en tirailleur, tua sept des ennemis ; mais cet intrépide républicain, enlevé de sa maison, lorsque les alliés prirent les lignes de la Lauter, fut garrotté, transféré à Mayence et de là dans les prisons de Wesel où il est mort de misère. »

leur font au contraire beaucoup de mal par leur feu concentrique.

Saint-Cyr croit le moment venu. Soudain, la pièce de 4 qu'il avait établie sur le Kappenstein commence à tirer : moyen bien pauvre, disait-il plus tard, et peu imposant, mais elle était à belle portée, elle surprit les Impériaux et agit grandement sur leur moral [1]. En même temps débouchent des bois la colonne du centre, et de la ferme du Litschhof, des pièces de canon, des obusiers, un escadron de chasseurs, des gendarmes. Pejacsevich démoralisé recula sur Dahn; il croyait avoir sur les bras vingt à trente bataillons; il craignait d'être assailli sur ses derrières et enveloppé. Déjà, l'artillerie française, accourant à la tête des colonnes, se mettait en batterie et crachait sa mitraille. Autrichiens et Condéens précipitèrent leur marche. Vioménil voulait tenir encore avec la légion de Mirabeau; il fut culbuté, et les patriotes entendirent les émigrés crier en fuyant : *nous sommes perdus*.

Quelques instants après, la retraite se changeait en déroute. Sans Brunswick, les Autrichiens auraient laissé sur la place toute leur artillerie et leurs bagages. Mais la veille, un détachement composé de deux bataillons, de deux escadrons et de six canons, avait quitté le camp prussien, afin de couvrir la droite de Pejacsevich. Il arriva trop tard pour prendre part à l'action ; toutefois, à la vue des dragons de l'avant-garde, Saint-Cyr s'arrêta.

Les Impériaux avaient plus de sept cents hommes hors de combat [2]. Ils ne s'étaient repliés qu'après avoir éner-

[1] Les habitants du pays parlent encore du canon du Kappenstein.

[2] 6 officiers et 76 soldats tués, 24 officiers et 516 soldats blessés, 89 disparus, telles étaient les pertes des Autrichiens (outre deux canons et quinze cents fusils). Les Français n'avaient que dix tués et quatre-vingts blessés. (Landremont à Schauenburg, 15 sept. (A. G.); Gebler, 129.)

giquement lutté depuis cinq heures du matin jusqu'à midi ; ils avaient épuisé leurs cartouches et ne pouvaient tenir dans les mains leurs fusils échauffés ; quelques-uns tombaient de fatigue à force de tirer. Tous les officiers de l'état-major étaient blessés et Pejacsevich fut surnommé le lion autrichien, *der östreichische Löwe*. Mais, en rendant hommage à la bravoure des Impériaux, les Prussiens les accusaient d'imprudence et, comme toujours, imputaient l'échec à Wurmser qui guerroyait pour son propre compte et n'en faisait qu'à sa tête. Voilà, disaient-ils, voilà encore une *wurmseriade* et la chose du monde la plus irréfléchie et la plus mal ordonnée ! Etait-il sage d'envoyer ainsi Pejacsevich en pleine montagne au milieu des gorges, loin du gros de son armée [1] ?

Avaient-ils fait néanmoins ce que doivent faire de bons et fidèles alliés ? Pejacsevich n'était battu que parce qu'ils l'avaient abandonné. Lorsque l'Autrichien informait Brunswick de l'attaque qu'il projetait sur Bundenthal, le duc lui répondait qu'il ne pouvait bouger sans l'ordre exprès de son souverain, et Frédéric-Guillaume recommandait à son général de secourir Pejacsevich par une simple démonstration, sans trop engager ses troupes, et en se bornant à couvrir la retraite des Impériaux, s'ils étaient refoulés.

Les troupes françaises, a dit Saint-Cyr, donnèrent « avec l'ensemble et la décision qui assurent les succès, et ce combat fit présager tout ce qu'on pouvait attendre

[1] *Briefwechsel des Herzogs Karl August mit Gœthe*, I, 185-186. Lettre du 13 septembre : « Wurmser thut Alles was er will und führt Krieg für sich. Die Expedition des Generals Pejacsevich ist die unüberlegteste und schlechtgeordnetste von der elt, Wund eine wahre Wurmseriade; nur gegen einen so äusserst schlechten Feind, wie der jetzige Republikaner, ist es möglich dass dergleichen Dinge nicht äusserst schlimm ausgehen. »

d'elles dans la suite. » On occupa derechef Nothweiler et Bundenthal, on s'y établit solidement, on répara et perfectionna les retranchements. Landremont était ravi de cette victoire aussi brillante qu'inespérée. « La carmagnole a bien été », mandait-il à Schauenburg, et il écrivait à Saint-Cyr : « Vive à jamais la République ! Honneur à nos braves troupes et à leurs chefs ; haine aux tyrans ; ça va, ça ira ! Je suis aux anges, mon cher Saint-Cyr ; le jour où je vous donnais à cette division, est un de mes beaux jours ! » Il vint avec les représentants visiter le champ de bataille. Les commissaires louèrent l'adresse et la bravoure de Saint-Cyr ; ils applaudirent aux bataillons des Vosges qui avaient quitté leurs piques pour s'armer des fusils autrichiens. Desaix, général de brigade depuis le 20 août, reçut le commandement du poste de Bobenthal ; il était l'ami de Saint-Cyr, et Landremont comptait sur le bon accord de ces deux hommes qui dirigeraient les opérations sous le nom de Ferey et repousseraient de concert les nouvelles tentatives des alliés [1].

Un émigré, le comte de Mauny, avait été fait prisonnier dans cette journée du 14 septembre. On le fusilla le lendemain. Il montra jusqu'au dernier moment le plus grand courage. Landremont s'entretint avec lui : Mauny lui déclara que Custine avait fini lâchement et en capucin, mais qu'il saurait mieux mourir que le général Moustache ; il assura que les républicains ne conserveraient pas trois jours les lignes de la Lauter et que la France

[1] Saint-Cyr, *Mém.*, I, 97-106 ; Soult, *Mém*, I, 60 ; *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 13 ; *Mon.*, 25 sept. ; *Le Batave*, n° 219, 22 sept. ; Landremont à Schauenburg, 15 sept. et à Bouchotte, 18 sept. (A. G.) ; d'Ecquevilly, 145-149 et 166 ; Wagner, 94-103 ; Gebler, 128-129 ; Remling, I, 376 ; Lufft, 28-54.

aurait un roi avant trois mois ; il ajouta que d'Arlande était méprisé et regardé comme un traître parce qu'il avait trop tard embrassé la bonne cause. Lorsqu'il tomba sous les balles, il criait encore : « *Vive le roi et la maison de Bourbon* » ; les patriotes qui assistaient à l'exécution, répondirent *Vive la République* et, dit Landremont répétèrent longtemps après lui ce cri si cher à l'armée du Rhin.

CHAPITRE X

PIRMASENS

René Moreaux. — Démonstration du 12 septembre. — Conseil de guerre du 13 septembre. — Marche de nuit du corps des Vosges. — Dispositions de Brunswick. — Ardeur des représentants. — Déploiement des colonnes. — Charge des dragons et des chasseurs. — Le ravin du Blümesthal. — Déroute. — Le général Guillaume. — Diversion de Schauenburg.

L'armée du Rhin avait repris le poste si important de Nothweiler. Mais, au même instant, l'armée de la Moselle essuyait un cruel revers, et le 14 septembre était pour elle, comme dit un de ses généraux, une journée de malheur et de désastre.

On se rappelle qu'à la nouvelle du succès de Pejacsevich, Landremont avait prié Schauenburg de lui prêter main-forte. « Il est essentiel, lui mandait-il, que demain matin, avant le jour, le camp de Hornbach se porte du côté de Pirmasens ; les ennemis sont ici en pointe ; si vous poussez sur Pirmasens, moi sur Nothweiler, ils se verront cernés et nous les chasserons à notre tour [1]. »

[1] Landremont à Schauenburg, 11 sept. (A. G.).

Schauenburg, docile aux pressantes recommandations de Landremont, chargea René Moreaux de tâter Pirmasens. Moreaux remplaçait Pully[1]. C'était un ancien grenadier du régiment d'Auxerrois-infanterie qui avait combattu en Amérique et reçu dans l'affaire de Sainte-Lucie un coup de feu à la jambe droite. Il était, en 1789, entrepreneur de bâtiments à Rocroy, sa ville natale, lorsqu'il fut élu lieutenant-colonel du 1er bataillon des volontaires des Ardennes. Comme Hoche et Sémélé, il avait assisté l'année précédente au siège de Thionville et mérité les éloges de Wimpffen. Houchard lui reprochait, non sans raison, d'avoir échoué devant Leimen et « fait une école en se mettant dans le cas d'être repoussé[2] » ; mais on le tenait pour un brave sans-culotte, et on l'avait nommé, le 15 mai, général de brigade, puis le 30 juillet, général de division.

Moreaux quitta le camp de Hornbach dans la matinée du 12 septembre. Il était accompagné des commissaires de l'Assemblée, Ehrmann, Richaud et Soubrany, qui désiraient voir de près la vaillance de leurs frères d'armes et partager leurs dangers. Il n'y eut qu'une insignifiante canonnade. Mais les conventionnels trouvèrent que le corps des Vosges avait courage et bon vouloir, et le len-

[1] Le Vasseur, président du tribunal révolutionnaire du district de Sarrebourg, avait, après la prise du Ketterich, dénoncé Pully à son frère, le conventionnel Le Vasseur de la Meurthe (*Mon.*, 30 août) : Pully, disait-il, voulait livrer Bitche et avait émigré. Vainement Pully répondit qu'il n'avait pas émigré (4 sept., *Mon.*, du 12). Dénoncé, le 2 septembre aux Jacobins, par Auger qui demandait son arrestation (*Journal de la Montagne*, n° 95), il fut suspendu le 5 septembre et le 12, les représentants annonçaient qu'il se rendait, sur-le-champ, au Comité, pour exposer sa conduite. Cf. sur Moreaux le livre de son petit-fils, Léon Moreaux, *Le Général René Moreaux et l'armée de la Moselle, 1792-1795*. 1886, *passim*.

[2] Cf. plus haut, p. 56-57.

demain, 13 septembre, à trois heures de l'après-midi, dans une conférence qu'ils eurent avec les généraux, ils déclarèrent qu'on devait profiter de l'excellente disposition des troupes et tenter contre l'adversaire une puissante entreprise où les soldats de la liberté déploieraient leur impétuosité naturelle. Freytag proposa d'aller droit à Pirmasens et les trois représentants l'approuvèrent. Moreaux fit quelques objections. Pendant qu'il aborderait Pirmasens, les Prussiens ne pouvaient-ils assaillir Hornbach ? Mais on lui répondit que le camp de Hornbach serait renforcé par trois bataillons de Blieskastel, et le camp de Blieskastel, par trois bataillons de Saint-Imbert. Moreaux céda. Il fut convenu que les troupes de Hornbach partiraient à minuit et qu'elles prendraient la route de Deux-Ponts à Pirmasens. On comptait sur le succès. Mourgoin, l'agent de Bouchotte, jugeait le projet tout ensemble sage et vigoureux. Soubrany et ses collègues ne cessaient de dire qu'on attaquait ainsi les Prussiens sur leurs derrières, qu'on les étonnerait en leur opposant à l'improviste des forces considérables, qu'on les délogerait sûrement de Pirmasens et par suite du Ketterich désormais intenable. Schauenburg applaudissait à cette résolution et s'empressa d'exécuter les ordres des représentants : il envoya trois bataillons à Saint-Imbert, trois autres à Blieskastel, trois autres au camp de Hornbach ; il promit de se jeter le lendemain, à la pointe du jour, sur tous les postes qu'il avait devant lui et d'appuyer par ses démonstrations l'attaque de Pirmasens qui lui semblait très militaire. « Vive le mois de septembre, mandait-il à Landremont, déjà l'année dernière il a été l'époque de nos succès ! » Le dessein était en effet grand et hardi ; s'il eût réussi, Brunswick, coupé de l'Alsace, subissait un irréparable désastre ;

mais les Allemands étaient encore supérieurs aux Français, et le combat de Pirmasens allait démontrer une fois de plus cette supériorité de la tactique prussienne sur l'inexpérience des républicains [1].

Dans la nuit du 13 au 14 septembre, 14,000 hommes quittèrent le camp de Hornbach en très bon ordre et s'engagèrent au milieu d'un profond silence sur la route qui mène de Deux-Ponts à Pirmasens. Mais bientôt Moreaux avoua ses inquiétudes : il espérait faire des prisonniers, et les ennemis ne paraissaient pas. Avaient-ils appris le départ de l'armée ? Avaient-ils entendu le roulement de l'artillerie répété par l'écho des montagnes ? Evidemment ils étaient sur leurs gardes, et on ne les prendrait pas au dépourvu. Toutefois l'ardeur de ses troupes et le courage qu'elles annonçaient, firent oublier à Moreaux ce qu'il nommait un léger malheur. Enfin, à l'aube, l'avant-garde aperçut quelques patrouilles. Elle voulut les chasser sans bruit ; elles avaient du canon et tirèrent à pleines volées. Brunswick était donc averti et il essaierait de se mettre en mesure. Mais on pouvait le gagner de vitesse. Le général Guillaume qui commandait l'avant-garde, hâta sa marche, et, suivant la chaussée par Staffelhof et Faehrbach, arriva promptement en vue de Pirmasens.

Le duc de Brunswick allait monter à cheval vers six heures et demie lorsqu'un chasseur, arrivant ventre à terre, l'informa que la tête des colonnes françaises avait atteint la Briqueterie de l'Ours. Brunswick prévoyait une attaque ; la veille, il disait à Massenbach que l'adversaire tenterait probablement de l'assaillir sur ses der-

[1] Moreaux et les représentants au Comité, et à Schauenburg ; Schauenburg aux représentants et à Landremont ; Mourgoin à Bouchotte, 13 sept. (A. G.) ; Massenbach, *Mém.*, 194-195.

rières, et le major lui répondait qu'un général républicain était incapable d'une si audacieuse pensée. Le duc ne fut donc pas étonné, et toujours calme, froid, plein de présence d'esprit au fort du danger, il pourvut sur-le-champ aux dispositions les plus urgentes. Le régiment des dragons de Tschiersky et le régiment des cuirassiers de Borstell, formant dix escadrons, se jetèrent sur la chaussée entre le Steinbach et le Blümesthal ; ils devaient arrêter l'agresseur aussi longtemps que possible et donner à l'infanterie prussienne le temps d'accourir de toutes parts et de se ranger en arrière, sur la Husterhöhe. Des batteries d'artillerie volante allèrent au galop s'établir en divers endroits, les unes pour faire face à l'ennemi, les autres pour le prendre en écharpe. La batterie du lieutenant Hahn, une des batteries de Valmy, s'installa sur la route en avant de la cavalerie. Les deux batteries de Wundersitz et de Pototzky garnirent la Husterhöhe. Deux canons de la batterie Pototzky, appuyés par un bataillon de grenadiers que le duc conduisit en personne, se placèrent au Ruppertswald à droite de la chaussée. Plus haut, sur la lisière du bois qui longeait le Steinbach, se postèrent un canon et un obusier de la batterie de Wundersitz : ces deux pièces qui flanquaient la gauche de l'assaillant, lui causèrent un grand mal, et, dit un officier, le gênèrent beaucoup pour l'arrangement de ses colonnes.

Il était neuf heures, et l'avant-garde française, commandée par Guillaume, entrait à Faehrbach. Le général avait fait battre la charge à trois kilomètres du camp prussien et ses soldats, épuisés, respiraient à peine. Ils s'arrêtèrent pendant que le capitaine Debelle mettait en batterie ses six pièces d'artillerie légère et engageait une vive canonnade. Peu à peu arriva l'artillerie du

parc, composée de vingt-deux pièces de position ; le général Mauscourt qui la commandait, la fit jouer aussitôt, et, durant près de deux heures, un feu des plus violents régna des deux côtés ; mais, écrit un volontaire, « ce feu qui produisait un bruit épouvantable, n'eut d'autre effet que d'étourdir, et quelques hommes seuls furent atteints. »

Cependant Moreaux tenait conseil de guerre dans une ferme. Guillaume, Freytag, Lequoy, les représentants Soubrany, Richaud, Ehrmann assistaient à la délibération. Moreaux déclara qu'on devait, comme dans la journée du 12 septembre, opérer une simple reconnaissance ; on comptait surprendre les ennemis, mais ils avaient eu le loisir de se préparer et tiraient de toutes parts ; il était impossible de les culbuter même par un choc énergique. Les conventionnels, et surtout le fougueux Soubrany, se récrièrent. Ils « opposèrent, rapporte un témoin, à ces sages représentations les plus fortes et les plus justes, la plus vive résistance et crurent qu'il était aussi facile de monter sur les retranchements que dans la tribune aux harangues ». Suivant eux, l'occasion était belle et il fallait la saisir ; l'armée montrait une ardente et patriotique impatience ; elle forcerait la position à la baïonnette ; bref, ils prenaient tout sur eux, et, au nom de la patrie, ils ordonnaient l'attaque. Moreaux n'hésita plus.

Tandis que les Français se disposaient à livrer bataille, Brunswick, entendant au loin une canonnade, s'imaginait qu'ils dirigeaient leur principal effort sur Hohenlohe, à Deux-Ponts, et qu'ils se borneraient à faire une démonstration contre Pirmasens. Il avait mandé ses généraux sur la Husterhöhe et leur communiquait ses instructions : il allait, sous la protection de

son artillerie, assaillir les républicains avec la plus grande vigueur; ou leur attaque était réelle, et il les refoulerait, grâce à son canon et à la bravoure prussienne; ou elle était fausse et il *donnerait de l'air* à Hohenlohe. Mais, pendant qu'il annonce sa résolution, le feu des carmagnoles se tait tout à coup. Brunswick s'étonne de ce silence soudain, braque sa lorgnette sur la chaussée et voit l'artillerie française se porter vers la route et les têtes de colonnes déboucher de Faehrbach à pas précipités. Incontinent, il fait avancer les batteries de Pototzky et de Wundersitz; il leur joint les canons des bataillons; il appelle la batterie volante de Hahn à son aile gauche. Presque toute l'artillerie prussienne est ainsi rangée sur une seule ligne et prête à saluer les assaillants par une grêle de boulets. La cavalerie s'écarte; les cuirassiers de Borstell, passant dans les intervalles de l'infanterie, se postent derrière le régiment Henri; les dragons de Tschiersky se forment, à gauche, en échiquier.

Moreaux avait, à l'abri de fermes entourées de vergers, distribué ses troupes en trois colonnes. Guillaume commande la colonne de droite; Freytag, celle du centre; Lequoy, celle de gauche. L'artillerie du parc et les pièces de 4 attachées aux bataillons remplissent les intervalles entre les colonnes. Les représentants du peuple vont de rangs en rangs; ils enflamment les courages; ils disent que l'instant est venu de chasser les esclaves des tyrans, et se placent chacun en tête d'une colonne, à côté des généraux. La charge bat. Les colonnes s'ébranlent aux crix de *Vive la Nation! Vive la République! A bas la tyrannie!* Elles semblent avoir des ailes; lorsque Moreaux ordonne de les déployer et de les mettre en bataille, elles ont parcouru la moitié de la distance et

elles marchent sous un feu terrible avec la plus franche gaieté.

Déjà la cavalerie se mesurait avec les dragons de Tschiersky. Elle appartenait à la colonne de gauche et se composait du 9e régiment de chasseurs et du 14e régiment de dragons. Elle s'élance au galop, devance la colonne de droite, qu'elle traverse dans les intervalles des pelotons, et par le Blümesthal et le Schachberg arrive comme la foudre sur les escadrons de Tschiersky qui se portaient sur deux lignes à sa rencontre ; elle les enfonce, elles les pousse les uns sur les autres, elle culbute un escadron des cuirassiers de Borstell qui tente de les dégager, elle les cloue au mur de la ville.

La colonne de droite suit au pas de course la cavalerie victorieuse. Elle comprend la compagnie franche de Guillaume, que commande le fils du général, deux compagnies de grenadiers du 8e d'infanterie, le 4e bataillon des volontaires de la Haute-Saône et le 30e régiment de ligne. La compagnie franche de Guillaume et les deux compagnies de grenadiers s'avancent jusqu'aux palissades de la ville qui n'est gardée que par deux cents hommes ; elles touchent à la porte Neuve ; elles pénètrent dans les jardins ; elles vont s'emparer de Pirmasens. Soudain le jeune Guillaume se retourne : « Général, dit-il à son père, l'armée se retire et votre colonne vous abandonne ! »

Moreaux et ses lieutenants, ne connaissant guère le terrain, n'avaient pas prévu que les colonnes manqueraient d'espace pour se développer[1]. Trois bataillons,

[1] « Je devais croire, écrit Schauenburg (*A la Convention*, p. 5) que Moreaux avait une connaissance exacte de la position des ennemis, de leurs forces et qu'il ferait toutes les dispositions nécessaires, pour attaquer avec succès. » Legrand dit de même ; « Ce ne sont pas les

chargés d'emporter le Steinbach, reculent sous le feu des tirailleurs prussiens et des deux canons que Brunswick avait postés à la lisière du bois. Ils se rejettent sur la colonne de gauche, celle-ci sur la colonne du centre, celle du centre sur celle de droite, et toutes les colonnes dans le ravin du Blümesthal. Aucune ne voulait fuir; aucune ne croyait faire un faux mouvement ni causer du désordre; toutes suivaient la même pente et dans le ravin même les tambours battaient encore la charge. Mais en un clin d'œil, en un tour de main, comme dit Moreaux, malgré les cris et les ordres réitérés du général en chef, malgré les jurons de Freytag, les bataillons et les compagnies se choquèrent, se mêlèrent, se confondirent. Les canons, les caissons tombèrent au fond du ravin en écrasant les soldats. On entendit les clameurs habituelles : *Nous sommes trahis !* et *Sauve qui peut !*

Brunswick profite du désarroi des colonnes françaises pour les accabler par le feu de la mousqueterie et de la mitraille : il fait venir sur la gauche les deux bataillons de son régiment avec leurs canons ainsi que les batteries de Hahn et de Wundersitz; il établit à la Nouvelle-Briqueterie l'artillerie de la brigade du prince de Bade, accourue en toute hâte du Ketterich. Canonnés de front par Brunswick et sur leur flanc droit par le prince de Bade, les républicains ne pensent plus qu'à s'échapper; l'ennemi, dit l'un d'eux, semblait multiplier son artillerie; on en trouvait partout.

représentants qui ont dirigé la marche et ordonné chaque mouvement. Mais a-t-on jamais attaqué un camp considérable d'un seul côté, comme on le fit en cette circonstance ? Mais jamais en présence de l'ennemi a-t-on fait marcher tout un corps d'armée comme en procession et entre deux montagnes escarpées ? Mais a-t-on jamais ordonné un déplacement d'armée en présence de l'ennemi dans un vallon resserré où un seul bataillon n'eût pu se mettre en bataille ? »

Bientôt l'armée entière se disperse et s'éparpille : la cavalerie qui touchait de l'épée la muraille de Pirmasens, l'infanterie de Guillaume, la colonne de Freytag et celle de Lequoy. A une heure de l'après-midi le corps des Vosges n'est plus qu'un troupeau de fuyards. On ne peut, raconte un des vaincus, « dépeindre la terreur qui s'empare de tous : ces mêmes hommes qui, une heure auparavant, auraient franchi tous les obstacles et affronté mille morts, on les voyait maintenant épouvantés par leur ombre, par le vol d'un oiseau ».

Guillaume couvrit tant bien que mal la retraite. Blessé à l'épaule par un éclat d'obus, il ne pouvait s'aider de son bras droit, et on dut le hisser sur un cheval. Son fils, frappé de trois coups de sabre, s'affaissait sans connaissance au pied d'un arbre et les Prussiens le capturaient. Pourtant, avec quatre compagnies de volontaires que commandait le chef de bataillon Guillot et quelque cavalerie que le capitaine Geoffroy du 9e chasseurs et le capitaine Perrin du 14e dragons parvinrent à rallier, le brave Guillaume sauva l'ambulance et l'artillerie légère [1].

[1] Paul Guillaume, fils de paysan, était né le 4 mai 1744, à Courcelles-Chaussy (Moselle). Après avoir servi dans le corps des mineurs de 1761 à 1764, il entra au régiment de Toul-artillerie et y resta huit ans. En 1772, il se rendait en Prusse où il obtenait le grade de capitaine et devenait examinateur des élèves de l'artillerie et du génie. De retour en France (1782), il fut nommé professeur au corps de la gendarmerie; il enseignait la tactique et les évolutions. En 1788, on l'appela à Paris pour la rédaction des nouvelles manœuvres. Après la réforme de la gendarmerie, il se retira dans la Moselle, à Vaudoncourt, près de Boulay. Procureur de la commune, commandant de la garde nationale, électeur du département, commissaire chargé d'estimer les biens nationaux et de surveiller les municipalités dans leur travail sur les contributions foncières et mobilières, il demanda du service après la déclaration de guerre et fut nommé par Luckner capitaine-commandant de la première compagnie franche de

Mais la déroute était complète, et, disent les représentants, affreuse, désespérante. Malgré les difficultés d'un sol coupé de ravins et de fondrières, les dragons de Tschiersky, les cuirassiers de Borstell, les hussards de Wolfradt, qui s'étaient mis aux trousses des fugitifs, firent près de deux mille prisonniers. Le reste des républicains, harassé, mourant de faim et de soif, regagna le camp de Hornbach dans la soirée. Le drapeau du 30e régiment y arriva sans autre escorte que trois officiers et un fourrier. La confusion était si grande qu'on dormit pêle-mêle, où l'on voulut, et qu'on ne chercha son bataillon que le lendemain. Beaucoup ne rentrèrent que trois ou quatre jours après le désastre; ils avaient poussé jusqu'à Bitche, à Sarreguemines, à Phalsbourg [1].

l'armée de la Moselle. Ce fut lui qui forma cette compagnie, qui lui fournit les galons et le prix de la façon des uniformes. Il assista au siège de Thionville et, sous les ordres de Krieg, détruisit les magasins des ennemis et enleva leurs bateaux. Employé sans cesse, avec sa compagnie, aux avant-postes de l'armée de la Moselle, sous Frégeville et sous Pully, il attira sur lui l'attention des représentants Soubrany, Ehrmann et Richaud, qui le nommèrent chef de brigade (16 juillet 1793), lui donnèrent le commandement en second de l'avant-garde et, le 5 septembre, l'élevèrent au grade de général de brigade provisoire.

[1] Cf. sur la bataille de Pirmasens, *Un Volontaire de 1791*, p. 132-137; Léon Moreaux, *René Moreaux*, 47-55; toute la correspondance du 13, du 14 et du 15 sept.; le rapport de Duvignau; la relation de Guillaume (reproduite à peu près dans sa brochure *Paul Guillaume à la Convention nationale*) et sa lettre au Comité, 13 octobre; la lettre de Moreaux à Schauenburg, 17 sept.; celle des représentants Soubrany, Richaud, Ehrmann au Comité, 15 sept. (A. G.); celle de Bouchotte à la Convention (*Mon.* du 23 sept.); *L'Observateur impartial*, p. 10; *Gesch. der Kriege in Europa*, I, 216-220; Grawert, *Ausführliche Beschreibung der Schlacht von Pirmasenz.* Les Prussiens n'avaient que 7 officiers et 161 soldats morts ou blessés. Le corps des Vosges avait 226 blessés et perdait 1,788 hommes tués ou prisonniers, 301 chevaux, 19 canons, 29 caissons. Etaient présents à la bataille: 30e inf.; 4e Haute-Saône; 3e bat. de la République; comp. franche de

Par bonheur, Schauenburg avec fait une efficace démonstration contre Hohenlohe. Le prince désirait suivre les Français sur Pirmasens avec cinq bataillons et quinze escadrons. Mais, dès la pointe du jour, tous ses postes étaient attaqués. Le colonel Radot, du 14e dragons, jeta des boulets sur Deux-Ponts. Un détachement, parti de Blieskastel, inquiéta les avant-postes de Birnbach. Un autre détachement plus considérable, venu de Rohrbach, assaillit à Limbach le général Köhler. Deux colonnes du camp de Saint-Imbert engagèrent, l'une à Spiesen, une longue canonnade, l'autre, à Bidstock, un vif combat de cavalerie contre les troupes de Kalkreuth. Aussi Hohenlohe ne put-il troubler ni couper la retraite de Moreaux[1].

Guillaume; 2e de l'Observatoire; 3e du Louvre; 9e chasseurs à cheval; 14e dragons; 1er inf.: 1er Meuse; 24e inf.; 6e Haute-Saône; 4e Manche; 2e Moselle; 4e Seine-Inférieure; détachement du 1er Yonne attaché à l'artillerie; 96e inf.; 3e Manche; 9e Meurthe; 4e caval.; 102e inf.; chasseurs des Bons-Tireurs (A. G.).

[1] Cf. les lettres des généraux à la date (A. G.) et *Schauenburg à la Convention*, 5.

CHAPITRE XI

HORNBACH

I. Ferraris au quartier-général prussien. — Plan de l'état-major. — Hornbach, clef de la position française. — Prise de Blieskastel, de Saint-Imbert et de Hornbach. — Effroi et désorganisation de l'armée de la Moselle. — Retraite sur la rive gauche de la Sarre. — II. Traité de Pétersbourg. — Diète de Grodno. — Le roi de Prusse quitte l'armée. — Ascendant de Manstein. — Inaction de Brunswick. — Sécurité de l'armée de la Moselle.

I. La coalition ne recueillit aucun fruit de la victoire de Pirmasens. Le jour même où le duc livrait ce glorieux combat, le troisième envoyé du cabinet de Vienne, le comte feldzeugmestre Ferraris, vice-président du Conseil aulique de la guerre, se présentait à Edenkoben au roi de Prusse. Il apportait le plan d'opérations. Envahir la Basse-Alsace, bloquer Landau, forcer les lignes de Wissembourg, s'emparer du camp de Hornbach et tourner ainsi l'ennemi sur son flanc gauche, tel était ce plan qui, suivant Ferraris, convenait à la situation et assurait aux armées de bons quartiers d'hiver. Ferraris flatta ses alliés; il « lava la tête » au fils de Wurmser; il exigea du vieux général la plus grande déférence pour Frédéric-

Guillaume, et Wurmser jura de s'amender, d'avoir l'humeur plus conciliante, de ne jamais faire le moindre mouvement sans l'agrément de Sa Majesté prussienne. Déjà Ferraris mandait à Vienne qu'il y aurait désormais intelligence et harmonie, que Brunswick tournerait les lignes et descendrait dans la plaine derrière Wissembourg, que le roi bombarderait Landau et même Strasbourg ; sans doute, disait-il, la Prusse ne veut pas *aller trop vite en Alsace*, mais un « souverain ne peut terminer la campagne sans avoir sauvé sa gloire par quelques progrès ».

Tout s'animait ; tout respirait la guerre. Un diplomate anglais, lord Yarmouth, arrivait au camp pour exciter encore cette ardeur martiale ; il signait un traité de subsides avec le margrave de Bade, le landgrave de Hesse-Cassel, le landgrave de Hesse-Darmstadt. Le roi de Prusse, si longtemps inactif, paraissait avoir un réveil d'honneur et le vif désir de rentrer en scène, de se signaler par de beaux exploits et des prouesses héroïques. Il quittait Edenkoben et rejoignait le duc de Brunswick. Il écrivait à Ferraris qu'il voulait de tout cœur servir la bonne cause et qu'il allait faire une expédition, exécuter le dessein de la cour impériale, se jeter entre les deux armées du Rhin et de la Moselle, s'emparer du camp de Hornbach [1].

Depuis plusieurs jours, on ne s'entretenait que de Hornbach au quartier-général prussien. Ce n'est pas sur la Lauter, disaient les officiers de l'état-major, ce n'est pas sur le front de l'armée du Rhin, ce n'est pas à Bundenthal et à Nothweiler, qu'il faut chercher la clef des

[1] Zeissberg, I, 298; cf. Erdmannsdörffer, *Polit. Correspondenz Karl Friedrichs von Baden*, 1892, II, p. 62 (traité du 21 sept., qui met 754 Badois au service d'Angleterre) ; Häusser, I, 504.

lignes de Wissembourg. La proposition, ajoutaient-ils, semble paradoxale, mais elle est juste. Même si l'on tient Pirmasens et la hauteur du Ketterich, on ne peut entamer de solides opérations dans la montagne entre Bitche et Wissembourg qu'après s'être saisi de Hornbach. Voyez Pejacsevich, disaient encore ces officiers, il avait pris Bundenthal, mais il aurait dû prendre Lembach, prendre le Pigeonnier et par suite s'engager dans un pays de chicane; il tournait l'adversaire et se faisait tourner, *er war beim Tourniren tournirt*. Non, c'était Hornbach qu'on devait occuper tout d'abord. Que Hornbach tombe, et les postes de la montagne tombent à leur tour, et les lignes de Wissembourg tombent l'une après l'autre comme un château de cartes. Sans doute Hornbach était inattaquable de front. Mais il suffisait, pour s'en rendre maître, de tourner l'extrême gauche de l'armée de la Moselle établie à Saint-Imbert. Sitôt que les Français auraient lâché Saint-Imbert, ils lâcheraient nécessairement Hornbach [1].

Les stratégistes de l'état-major prussien avaient raison. Leur manœuvre réussit. En trois jours, ils s'emparèrent de Saint-Imbert, de Blieskastel, de Hornbach, et il ne tenait qu'a eux, après ce mouvement décisif, de se rabattre sur l'armée du Rhin et de la prendre à revers dans sa position de Wissembourg.

Le 26 septembre, Kalkreuth marchait contre le camp de Blieskastel avec deux mille hommes en quatre colonnes, et les généraux français Prilly, Ormescheville,

[1] *Kurze Uebersicht des Feldzuges im Jahr 1793 zwischen dem Rhein und der Saar*, 1793, p. 30 (ouvrage tout prussien dont Massenbach est l'auteur et qu'il a reproduit dans l'appendice du premier tome de ses *Mémoires*). Legrand dit de même : « Le camp de Blieskastel étant évacué, celui de Hornbach, qui faisait une pointe en avant et pouvait être entouré, n'était plus tenable. »

Delaunay [1], débordés sur leur gauche à Nieder-Würzbach, se hâtaient d'opérer leur retraite : les Prussiens avaient 3 morts et 12 blessés !

Le lendemain, Hohenlohe tournait le fameux camp de Hornbach, et Moreau s'empressait de reculer sur Bitche, sans prévenir Schauenburg : il abandonnait les trois bataillons qui formaient son extrême droite à la Main-du-Prince, en leur disant qu'ils seraient désormais aux ordres de Landremont, qu'ils devaient s'appuyer sur la gauche de l'armée du Rhin, à laquelle ils appartenaient dorénavant [2] !

Le surlendemain, Knobelsdorf [3] s'emparait de Saint-

[1] Nous retrouverons Delaunay dans le volume suivant. — Marie-Pierre-Hippolyte Monnier de Prilly était né le 12 août 1737. Volontaire au 17e dragons en 1757, cornette le 9 avril 1758, lieutenant en second le 14 avril 1759, lieutenant le 3 octobre 1761, capitaine le 14 du même mois, capitaine-commandant de la compagnie du mestre de camp le 28 avril 1765, passé à une autre compagnie le 11 août 1768, major le 3 mars 1774, capitaine-commandant à la formation de 1776, lieutenant-colonel le 24 juin 1780, et titulaire de ce grade le 15 avril 1784, colonel le 25 juillet 1791, général de brigade, il commandait en chef, à l'armée de la Moselle, les deux régiments des carabiniers et le camp de Blieskastel. — Joseph de Bexon, baron d'Ormescheville, ancien lieutenant-colonel du régiment des chasseurs à cheval des Pyrénées, né à Volmunster, président de la municipalité de Sarralbe au début de la Révolution, avait quitté ses fonctions administratives en octobre 1790 pour reprendre du service (*Revue d'Alsace*, 1892, I, p. 79), et il était général de brigade depuis le 7 septembre 1793.

[2] *Schauenburg à la Convention*, p. 6; Moreaux à Landremont, 30 septembre; Clarke à Bouchotte, 2 oct. (A. G.). Clarke jugeait sévèrement la conduite de Moreaux : « Il s'est replié, laissant un vide de huit lieues entre les deux armées, abandonnant Bitche qui se trouve exposé à être cerné, et donnant à l'ennemi la facilité de rompre la communication entre les deux armées; il s'est, d'ailleurs, borné à prévenir le général en chef de sa retraite, sans en faire connaître le motif, et il a remis trois bataillons à la disposition de Ferey ! »

[3] Il venait des Pays-Bas (*Trahison de Dumouriez*, 123; cf. Wagner, 62).

Imbert et s'unissant à Kalkreuth, refoulait sur Sarrebrück l'avant-garde française.

Encore un seul coup, et l'armée de la Moselle était rejetée en Lorraine. « La désorganisation, écrit un contemporain, était à l'ordre du jour, et nul doute que, si les Prussiens l'avaient voulu, ils auraient forcé toutes nos positions sur la Sarre. » La consternation régnait parmi les troupes. On n'entendait de tous côtés que les mots *nous sommes coupés*. Les jacobins, la tête basse et le visage allongé, faisaient leurs paquets et se disposaient à gagner la France. Les équipages, les ambulances, le trésor passaient la Sarre. On vidait les magasins [1].

Les destitutions qui pleuvaient sur l'armée augmentaient encore le désordre. Bouchotte ordonnait à Guillaume de venir à Paris et de rendre compte de sa

[1] Note de Legrand (A. G.) ; Horstmann, *Die Franzosen im Saargau*, 103-104, 138. L'armée de la Moselle était ainsi composée au 21 septembre. *Avant-garde :* 1er dragons, 3e hussards, 1er chasseurs à cheval ; 2e comp. art. légère ; 13e inf. légère ; chasseurs de Reims ; comp. franche de Metz ; 4e comp. du Louvre ; 2e comp. des Sans-culottes ; 91e et 44e inf. ; 4e Meurthe ; 2e Haute-Marne ; détachements du 89e. — *Corps détachés de l'avant-garde :* légion de la Moselle ; comp. franches de Millon, de Saint-Maurice, de Billard ; 1re comp. du Louvre ; 188 hussards du 7e régiment. — *Corps de bataille :* les deux régiments de carabiniers ; 5e inf. ; 1er Saône-et-Loire ; 1er de la République ; 58e inf. ; 1er Rhône-et-Loire ; 6e Vosges ; 7e Meurthe ; 2e Seine-et-Marne ; 103e rég. ; 55e rég. ; 1er Lot ; 4e Moselle ; 17e rég. ; 10e et 11e caval. ; deux comp. de pionniers. — *Corps des Vosges (avant-garde) :* 9e chasseurs à cheval ; 14e dragons ; comp. franche de Guillaume ; 3e comp. franche du Louvre ; 1re comp. franche de l'Observatoire ; (*corps de bataille*) : 30e rég. ; 4e Haute-Saône ; 3e de la République ; 1er régiment ; 1re Meuse ; 1re Indre ; 24e rég. ; 2e Moselle ; 4e Manche ; 4e demi-brigade d'inf. ; 1re comp. de pionniers ; 4e caval. ; 3e Manche ; 102e rég. ; comp. des chasseurs Bons-Tireurs ; 2e comp. des chasseurs du 96e rég. En tout : *avant-garde :* 6,276 hommes ; *corps détachés*, 2,011 ; *corps de bataille*, 12,598 ; corps des Vosges, 14,255. 22 bouches à feu à l'avant-garde ; 77 au corps de bataille ; 41 au corps des Vosges.

conduite. Il suspendait Delaage, Linch, Desperrières, Prilly, La Grange et quatre adjudants-généraux. De nouveaux chefs étaient nommés ; Delaunay et Vincent devenaient généraux de division, et les commandants de bataillon Olivier, Lombard, Pierre Huet, généraux de brigade; Delaunay remplaçait Delaage à l'avant-garde ; Olivier succédait à Prilly. Mais tous étaient inexpérimentés, découragés, rebutés. En vain Schauenburg leur prescrivait de prendre l'offensive, d'assaillir Saint-Imbert et Blieskastel, de rentrer au camp de Hornbach. En vain les représentants du peuple, accourus de Metz à Sarrebrück, décidaient que l'armée de la Moselle attaquerait l'ennemi dans la matinée du 29 septembre, pour reconquérir les positions perdues. Moreaux, tout décontenancé depuis son échec de Pirmasens et convaincu que le corps des Vosges ne pouvait rien contre Brunswick, refusa de quitter Bitche, de marcher sur Hornbach, et, pour se mettre à couvert, il convoqua ses généraux : tous opinèrent que les soldats ne cessaient de bivouaquer, qu'ils n'avaient pas mangé la soupe depuis plusieurs jours, qu'ils étaient excédés de fatigue, que les chevaux manquaient d'avoine et de foin ; attaquer Hornbach, c'était exposer le corps des Vosges à un désastre. Les généraux Olivier, Lombard, Lequoy, chargés de reprendre Blieskastel, signèrent une semblable déclaration ; ils se trouvaient, disaient-ils, dans la même posture que Moreaux, et s'ils tentaient quelque entreprise sans être appuyés sur leur droite, ils seraient coupés, obligés de livrer Sarreguemines ; les chemins, ajoutaient-ils, étaient défoncés ou tellement étroits que les pièces ne pourraient faire demi-tour en cas de retraite : l'adversaire avait établi des batteries masquées ; bref, ils renonçaient unanimement à toute attaque.

Schauenburg se résigna. Il tint chez les représentants un conseil de guerre. Devait-on réunir les troupes campées à Sarrebrück au corps des Vosges qui s'était replié sous les murs de Bitche? Ou bien ce corps se joindrait-il au reste de l'armée? On convint d'abandonner Bitche à ses propres forces et de masser tous les bataillons sur la rive gauche de la Sarre, de Sarreguemines à Sierck. Un détachement envoyé à Rohrbach, entre Bitche et Sarreguemines, défendrait la trouée de Phalsbourg. Après tout, disaient les représentants, l'armée de la Moselle couvrirait, comme auparavant, dans des positions avancées, les frontières de la Lorraine, et sa situation n'était changée que sur la droite.

Si Schauenburg et les conventionnels avaient su ce qui se passait au quartier-général prussien, ils auraient été rassurés. Le 29 septembre, pendant que les Français éperdus se préparaient à traverser la Sarre, Frédéric-Guillaume regagnait ses états, et Manstein écrivait à Ferraris que les républicains se retiraient partout avec tant de rapidité qu'on ne pouvait les battre, que, par suite, le mouvement tournant des Prussiens n'aurait, sans doute, aucun effet! Ferraris comprit cette politique qui ne cessait d'élever des *difficultés factices* : « Nos alliés, s'écriait-il, se tiendront à des démonstrations, la machine n'ira pas, et le temps précieux qui reste de cette année sera aussi complètement gaspillé que son commencement[1] ! »

[1] Bouchotte à Guillaume, 26 sept.; Schauenburg à Bouchotte, 25 et 29 sept., à Moreaux, 27 sept.; lettres et délibérations des généraux, 28 sept.; les représentants au Comité, 30 sept. (A. G. et *Mon.* du 5 octobre); *Schauenburg à la Convention*, 6-7; Léon Moreaux, *René Moreaux*, 60-61, 285; *Gesch. der Kriege in Europa*, I, 225-228; Zeissberg, I, 302-303.

II. Le traité de Pétersbourg, conclu le 23 janvier, donnait à Frédéric-Guillaume Thorn, Danzig, Posen, avec quinze cent millions d'âmes et à la tsarine la Volhynie, la Podolie, Kiev et Vilna avec trois millions d'habitants. Mais après avoir ratifié, sous la pression des baïonnettes, les démembrements qu'exigeait la Russie, la Diète polonaise de Grodno ne consentit à signer avec la Prusse qu'une convention de commerce. A cette nouvelle, les *faiseurs* de Frédéric-Guillaume, ses ministres, ses confidents, frémirent d'indignation. Quoi, les Polonais s'insurgeaient contre le cabinet de Berlin ! Allait-on leur faire la guerre en même temps qu'aux Français? Faudrait-il combattre à la fois sur la Vistule et sur le Rhin ? « A cette pensée, disait Schulenbourg, mes cheveux se hérissent », et il conseillait d'abandonner la frontière d'Alsace et de se tirer d'un « jeu funeste ».

Les craintes des *faiseurs* étaient d'autant plus vives que la Russie et l'Autriche excitaient la résistance de la Diète. L'envoyé de Catherine II, Sievers, déclarait que les Polonais avaient droit à la protection de l'impératrice et ne pouvaient être livrés à la merci du roi de Prusse. L'Autriche n'accédait pas encore à la convention de Pétersbourg, et, sous main, elle encourageait les députés de Grodno. Lorsque les confédérés décrétaient la mort contre quiconque émettrait le vœu d'un démembrement au profit de la Prusse, l'agent impérial Caché gardait le silence. « Ce qui nous arrive à Grodno, écrivait-on de Berlin, ne saurait être l'effet du hasard ; le coup part de plus loin et la cour de Vienne s'en est mêlée. »

Le ministère prussien jugea que Frédéric-Guillaume devait quitter son armée et intervenir personnellement dans le débat : le roi montrerait par cet acte éclatant et

cette « mâle démarche » que la Pologne était l'objet essentiel de ses préoccupations ; il sauverait la « considération politique » de la Prusse ; il imposerait à ses adversaires secrets et les ferait réfléchir.

Frédéric-Guillaume hésitait. Ses instincts de guerrier et de monarque se révoltaient contre ce brusque départ. Il haïssait la Révolution et désirait l'écraser. S'éloigner du Rhin, n'était-ce pas compromettre sa réputation militaire? Ne l'accuserait-on pas de déserter la cause des souverains? Manstein et Lucchesini l'emportèrent. Dès le 19 septembre, Frédéric-Guillaume annonçait sa résolution à Brunswick; il devait, mandait-il au duc, assurer ses propres frontières et il courait en Pologne. Dix jours plus tard il partait. « Quand votre maison brûle, disait-il à l'Autrichien Wartensleben, il faut l'éteindre avant toute autre. » Il ajoutait qu'il ne pouvait plus longtemps sacrifier le *principal* à l'*accessoire*. Pourquoi l'Autriche ne signait-elle pas la convention de Pétersbourg? Pourquoi prescrivait-elle à son envoyé de Grodno un rôle passif et silencieux? Pourquoi ne pressait-elle point la conclusion des affaires de Pologne par l'expression puissante de sa volonté[1]?

Les « affaires de Pologne » ont ainsi préservé d'une catastrophe certaine les armées françaises. C'est à cause des « affaires de Pologne » que les Prussiens ne donnèrent aux Autrichiens qu'une mince et dérisoire assistance. L'alliance des deux monarchies était rompue ou peu s'en fallait. « Tout travaille contre elle, écrivait Lehrbach, et l'on met tout en œuvre pour nuire à la cour impériale. L'armée prussienne est lasse, elle sou-

[1] Zeissberg, I, 293-294, 304, etc.; Häusser, I, 514 ; Hermann, *Diplom. Corresp.* 429; Sybel, II, 380 ; Sorel, *l'Europe et la Révol.*, III, 495. Cf. les réflexions curieuses du *Mon.* du 23 octobre.

pire après la paix, et l'on entend dire partout : le roi a son dédommagement en Pologne et l'Autriche a recouvré ses Pays-Bas ; que la France soit République s'il lui plait[1] ! »

Brunswick comprenait ce qu'une telle façon de faire la guerre avait de louche et d'embarrassant. Il se plaignit au roi et lui remontra les dangers de sa situation ; il avait le sentiment de sa dignité et ne voulait pas se déshonorer, ni porter tout l'odieux d'un désastre[2]. Son devoir était de donner sa démission ; mais faible et incapable de prendre un parti vigoureux, il garda le commandement et ne fut que l'instrument de Manstein.

Manstein, dit un contemporain, avait emmené le roi loin de ses troupes et l'enfermait comme dans une cage de fer. Ce fut Manstein qui dirigea les opérations prussiennes sur les confins de la Lorraine et de l'Alsace. Brunswick demandait les instructions, non du roi, mais de Manstein, et Manstein lui répondait de Rawa, de Czenstochau et autres lieux sarmates. Vainement le duc protestait qu'on devrait faire davantage en faveur des Autrichiens et au moins entreprendre de courtes expéditions à leur profit. Vainement il insinuait qu'il pourrait agir encore et tenter quelque chose, qu'il saurait passer la Sarre et vaincre l'adversaire[3].

La Diète de Grodno capitulait. La Prusse recevait sa part de la Pologne. Pourquoi se chamailler encore sur la Sarre et le Rhin ? Après tout, l'honneur était sauf ; on avait pris Saint-Imbert, Blieskastel, Hornbach ; on

[1] Zeissberg, I, 279.

[2] Cf. sa lettre du 6 janvier 1794 au roi (Massenbach, I, 447).

[3] Massenbach, I, 202 ; Valentini, 46 ; Wagner, 151, 153, 154 (« ein Mehreres leisten...., kurze Expeditionen.... noch etwas unternehmen.. agiren »).

avait chassé les Français du sol de l'Empire et délivré la région rhénane de ses « cruels oppresseurs » qui partout « signalaient leur férocité incendiaire[1] ». L'Autriche, disaient Lucchesini et Manstein, « veut nous user et faire des conquêtes en France ; mais nous allons sortir de cette guerre, la plus coûteuse que nous ayons jamais eue, exploiter nos acquisitions, pourvoir à la défense des nouvelles frontières, combler les vides du trésor, consolider de plus en plus nos bons rapports avec la Russie, et, sans nous soumettre aux caprices de la politique anglaise, surveiller en silence l'ambition de l'Autriche, notre rivale naturelle. » Sur les injonctions de Manstein, Brunswick dut rester inactif, immobile : « Si je perds un cheval de bât, avouait-il à Wartensleben, Manstein criera comme un aigle[2] ! »

L'armée de la Moselle, qui pouvait être écrasée, se fortifia donc tout tranquillement et à son aise sur la rive gauche de la Sarre. On mit une avant-garde à l'autre bord, en face de Sarrebrück, au faubourg Saint-Jean : entouré d'un vieux mur, défendu par quelques batteries et par des redans en terre, le faubourg Saint-Jean était une excellente tête de pont ; il assurait le passage de la rivière et donnait les moyens de reprendre l'offensive. Un gros détachement fut placé au gué de Gudingen, un des meilleurs de la Sarre, et où la pente des collines qui bordent l'eau est plus douce qu'ailleurs. Le centre de l'armée s'établit à Sarrebrück et la droite à

[1] *Briefwechsel des Herzogs Karl August mit Gœthe*, I, 188 ; cf. Zeissberg, I, 223.

[2] Häusser, I, 516 ; Zeissberg, I, 358 (Wartensleben à Wallis : « der Herzog selbst sagte mir, wenn ich nur ein Packpferd vor dem Feind verliere, so wird der Oberst Manstein wie ein Adler schreien. ») ; cf. *Mon.* des 25 et 28 octobre.

Sarreguemines, un corps assez considérable occupa Grossblittersdorf; les troupes légères étaient à Sarrelouis et à Bouquenom[1].

Ces mouvements se firent comme en pleine paix, et jusqu'à la fin du mois d'octobre, l'armée de la Moselle vécut dans la sécurité la plus profonde. On aurait dit que l'ennemi n'existait pas.

« Tout dort, et l'armée, et les vents, et Neptune,

écrivait-on à Paris, des gardes avancées se fusillent de temps à autre, et voilà tout[2]. »

[1] Note de Legrand (A. G.).
[2] *Journal de la Montagne*, n° 137 (Lettre du 10 octobre).

CHAPITRE XII

WISSEMBOURG

I. Combats du 18, du 19 et du 20 septembre. — Acharnement des deux partis. — Craintes de Landremont. — II. Recrudescence de colère contre les officiers nobles. — Suspension de Landremont. — Delmas et Pichegru. — Message alarmant de Clarke. — L'intérim de Munnier. — Carlenc, géneral en chef de l'armée du Rhin. — III. Le plan de Carlenc. — Ses lieutenants. — Suspensions sur suspensions. — Les lignes de la Lauter. — IV. Entrevue de Pirmasens. — Ferraris et Brunswick. — Bataille du 13 octobre. — Waldeck à Seltz. — Jellachich à Lauterbourg. — Hotze dans le Bienwald, à Saint-Remy et à Schleithal. — Meszaros à Steinfeld. — Prise de la grande redoute. — Meynier et Combez. — Victoire de Wurmser. — Entrée des Autrichiens à Wissembourg. — V. La division des montagnes. — Retraite de Ferey. — Brunswick maître des gorges.

I. Landremont n'était pas resté dans l'inaction depuis qu'il avait si heureusement ressaisi le poste de Bundenthal. Le 18, le 19, le 20 septembre il dirigeait contre les Impériaux de Hotze et de Jellachich campés dans la forêt de Bienwald, des attaques sérieuses [1]. L'acharnement était égal des deux parts. Les Autrichiens épui-

[1] Gebler, 131-132 « die wüthenden Angriffe... die Reihen bedeutend gelichtet... die Kräfte erschöpft... » Les Impériaux eurent, dans ces trois jours, 17 officiers et 727 soldats hors de combat.

sèrent toutes leurs munitions et durent emprunter aux Prussiens de la poudre et des balles. Leurs pièces s'échauffaient tellement à force de tirer qu'il fallut, pour s'en servir encore, les rafraîchir à de fréquents intervalles. Mais les Français n'étaient pas moins obstinés. Le 18, dans les bois de Schaidt, leurs blessés crièrent *Vive la République* et firent le coup de fusil jusqu'à la nuit close. Un caporal du 1er bataillon de la Corrèze ne cessa de se battre, bien qu'il eût un doigt de la main gauche emporté. Des Corréziens pissaient sur le canon de leur arme pour le refroidir et le charger sans enflammer la poudre. D'autres pissaient dans le canon même, pour le laver et le frotter ensuite avec un lambeau de leur chemise. Le bataillon finit par manquer de cartouches. Il fonça, la baïonnette en avant ; les ennemis s'enfuirent en laissant sur la place les marmites avec leur soupe, les pots remplis de pommes de terre, les écuelles pleines de café au lait et sur un autel, dans une baraque de branchages, un pâté tout frais [1].

La lutte s'opiniâtra surtout à la droite de l'armée française. Le 19 septembre, les républicains, conduits par Legrand et Dubois, se portèrent dans le Bienwald ; mais l'adversaire, dit Dubois, était fortement retranché dans un ravin, et à peine lui voyait-on le nez ; les patriotes durent céder. Le 20, ils revinrent à la charge. On fut aux prises de quatre heures du matin jusqu'à deux heures de l'après-midi avec une rage indescriptible. Le soldat, écrit un général, *écumait de colère*. Cette fois encore, il fallut plier sous le nombre : notre droite avait plus de trois cents hommes hors de combat, et l'on

[1] *Le Batave*, nos 220 et 227 ; *Rapport de Borie*, *Ruamps*, etc., 14 ; cf. d'Ecquevilly, I, 167-170.

comptait parmi les blessés une foule d'officiers et la plupart des colonels, entre autres le commandant du 4e bataillon des volontaires du Bas-Rhin, Ortlieb, qui venait de recevoir son brevet de général. Dubois avouait que, si de semblables « revers » se produisaient souvent, les troupes ne pourraient plus tenir les lignes [1].

Comme toujours, Landremont n'assaillait les Impériaux que partiellement, et n'osait entreprendre une attaque générale. « Personne ne commandait, a dit un contemporain, personne n'obéissait ; on dénonçait, on destituait, le désordre était extrême ; le courage individuel ne faisait pas faute au moment de l'action ; mais chacun allait à sa guise et l'ensemble manquait ; demander pourquoi on ne fit pas telle ou telle chose, c'est demander pourquoi le chaos est la confusion [2]. »

Il est vrai que Landremont ne disposait que de 31,000 hommes ; 7,000 formaient l'avant-garde ; 11,000 protégeaient Lauterbourg et la droite de la position ; 7,000 occupaient les gorges de Nothweiler ; 4,000 composaient sa cavalerie. Bouchotte prétendait lui démontrer par les états de situation que l'armée du Rhin comprenait plus de 150,000 hommes. Le général soutenait que sa force réelle, effective, combattante, ne montait qu'à 31,000 hommes, et encore ne se défendait-il qu'en jetant sur l'endroit menacé les troupes qu'il avait sous la main et en « mettant tous ses œufs dans un même panier ». Mais il doutait du succès et assurait qu'il ne pourrait garder plus longtemps les lignes de Wissembourg, s'il ne recevait des renforts. Que les ennemis, disait-il, attaquent tous les points à la fois, et ils feront leur

[1] Dubois à Landremont et aux représentants, 19 et 20 sept. (A. G.) ; cf. Gebler, 131-132 et Remling, I, 377-378.

[2] Note de Legrand (A. G.).

trouée d'un côté ou de l'autre. Il n'avait plus d'obus, plus de munitions. Son armée vivait au jour le jour, et sans l'infatigable Villemanzy, elle eût déjà manqué de pain. Enfin, il se plaignait des représentants qui contrôlaient ses moindres actes et le gênaient *cruellement* dans ses opérations. « Tous les pouvoirs, marquait-il à Schauenburg dans une lettre confidentielle, se contrarient et semblent vouloir tout désorganiser [1]. »

Qu'on juge de son désespoir lorsqu'il apprit que les Prussiens avaient rejeté l'armée de la Moselle sur l'autre rive de la Sarre ! Depuis quelques jours il redoutait ce fatal événement, et, avec une anxiété croissante, il recommandait à Schauenburg de ressaisir le Ketterich, d'où l'adversaire pouvait gagner Niederbronn ; il le priait instamment de défendre la Main-du-Prince et de mettre René Moreaux sur ses gardes. Aussi, lorsqu'il sut la nouvelle, « les Prussiens, s'écriait-il, vont me tourner par ma gauche, pendant que les Autrichiens attaqueront mes lignes ! Je n'ai pas assez de monde pour me flatter de conserver ma position ! Ah ! si j'avais 15,000 hommes de plus, les ennemis ne passeraient pas ! » Néanmoins il fit sagement, secrètement, ses préparatifs de retraite. Il craignait surtout pour Strasbourg; la place, disait-il, était absolument dépourvue de vivres ; elle n'avait pas le cinquième de ses munitions de siège, elle ne tiendrait même pas trois jours. Il ordonna de pourvoir à sa défense, mais silencieusement et sans fracas; « n'ébruitez

[1] Landremont à Schauenburg, au Comité, à Bouchotte, 23 et 25 septembre ; Duvignau aux représentants, 15 sept. (27,000 d'infanterie et 3,000 de cavalerie) ; Landremont avait d'autant plus raison que les représentants priaient en même temps le Comité de rendre à l'armée du Rhin et de renvoyer en poste les 15,000 hommes qu'on lui avait pris au mois d'août et qui se trouvaient alors aux environs de Châlons (*Rapport* de Borie, Ruamps, etc., 15, 302-306).

rien, écrivait-il à Dièche, paraissez occupé du passage du Rhin et faisons tout pour sauver Strasbourg [1]. »

II. Mais à l'instant où le vaillant soldat se préparait à défendre avec plus d'ardeur que jamais la frontière de l'Alsace, le Comité de salut public le dépouillait de son commandement. Il jugeait que le général exagérait la détresse de l'armée et le dénuement de Strasbourg : la plus forte place de l'Alsace ne tiendrait-elle que trois jours et pouvait-on compter sur l'homme qui faisait une pareille déclaration ? D'ailleurs, Landremont était noble, et la fuite d'Arlande, son lieutenant, avait accru la haine contre les ci-devant. Les représentants Lequinio et Lejeune ordonnaient l'arrestation de tous les nobles du département de l'Aisne, et Milhaud écrivait des bords du Rhin qu'on ne

[1] Landremont à Dièche, 28 sept. (A. G.). Dièche (Antoine-Claude), né le 18 juin 1753, au bourg de Rhodes, dans les Basses-Pyrénées, avait été successivement gendarme de la garde ordinaire du roi (1er juin 1768), sous-lieutenant au régiment de Piémont infanterie (5 mai 1772), lieutenant en second dans la compagnie de chasseurs (7 août 1778), premier lieutenant (16 oct. 1782), capitaine en second (1er juillet 1785), capitaine de grenadiers (17 mai 1786), lieutenant-colonel au 27e régiment (29 oct. 1792). Il avait fait la campagne d'Amérique (1782-1783), et reçu la croix de Saint-Louis, le 3 avril 1791. Général de brigade, le 14 août 1793, et de division, le 23 août suivant, il commandait la citadelle de Strasbourg à la grande joie des Jacobins. N'était-ce pas lui qui dénonçait Custine dès l'expédition de Spire ? (*Expédition de Custine*, 59, note 1.) N'écrivait-il pas à Bouchotte, le 29 août, qu'il « était républicain dans son âme avant qu'on songeât en France à une République » ? Berger et Renkin faisaient son éloge et craignaient qu'il ne fût éloigné ; c'était, disaient-ils, un citoyen bien nécessaire à Strasbourg et le seul homme propre à faire rentrer dans l'ordre les malveillants et les anti-révolutionnaires, dont la ville fourmillait. Bouchotte répondit que Dièche ne quitterait pas Strasbourg tant que les bons citoyens et Dièche lui-même « y verraient le moindre inconvénient » (lettres des 3, 4 et 7 sept.). Dièche passa le 3 thermidor an VII à l'armée des Alpes, fut mis en réforme le 9 nivôse an VIII, obtint une solde de retraite en 1811, et mourut à Paris cette même année, le 18 février.

devait mettre à la tête des Français que des hommes du peuple : « il faut *détruire Carthage*, il faut détruire la noblesse. » Les commissaires des assemblées primaires demandaient qu'aucun noble ne fût admis aux emplois civils et militaires avant la fin de la guerre. La citoyenne Lacombe, guidant une députation de la Société des Républicaines, sommait la Convention de décréter la destitution de tous les aristocrates. Les Jacobins de Paris exigeaient davantage : « avant tout, disaient-ils à l'Assemblée, bannissez cette classe chargée de crimes qui occupe encore insolemment les premiers postes de nos armées ; les nobles furent toujours les ennemis irréconciliables de l'égalité et de l'humanité entière ; qu'on leur ôte tout moyen de grossir les hordes de nos adversaires ; qu'ils soient mis en prison jusqu'à la paix. » Et la Convention, intimidée, décidait que les sociétés populaires dresseraient la liste des suspects qui servaient dans les armées [1].

Le 24 septembre, Bouchotte annonçait qu'il destituait Houchard, Schauenburg et Landremont : Houchard était remplacé par Jourdan ; Jourdan qui commandait l'armée des Ardennes, par Jacques Ferrand ; Schauenburg, par René Moreaux ; Landremont, par Delmas. Les quatre armées qui protégeaient la frontière du nord-est changeaient donc de général ! La Convention s'émut. Du Roy prit la défense de Landremont avec une généreuse chaleur : Landremont, disait-il, possédait la confiance de ses soldats, il rendait de grands services à la République, il se montrait excellent patriote. Quant à Delmas, ajoutait

[1] Le Comité aux représentants, 25 sept. (Rapport de Borie, Ruamps, etc., 259, 260) ; *Journal de la Montagne*, n° 68 ; séances de la Convention, 20, 26, 27 août et 4 sept. ; décret du 13 sept., *Mon.* du 15.

Du Roy, il avait déployé sa bravoure à la tête du 1er bataillon des volontaires de la Corrèze, mais il était jeune encore et incapable d'arrêter un plan, de diriger de vastes mouvements. « Craignez, conclut Du Roy, de nuire aux intérêts de la France par des destitutions trop précipitées ; il ne suffit pas d'avoir fait la Révolution à Paris pour être général habile ; ne confiez vos armées qu'à des hommes instruits et laissez-leur des officiers qui, pour avoir le malheur d'être nés nobles, n'en sont pas moins sans-culottes. » Ce discours excita des murmures. Duhem répondit qu'il fallait, pour éviter toute trahison, ne plus employer la noblesse ; Raffron, que les patriotes commettraient peut-être quelques fautes, mais qu'ils sauraient promptement s'instruire et ne trahiraient jamais ; Jeanbon-Saint-André, que le courage et l'impétuosité des soldats suppléeraient aux talents des généraux. La Convention décréta que le Comité de salut public lui ferait un rapport sur la lettre de Bouchotte.

Le lendemain, Barère prit la parole, au nom du Comité. Tous les nobles, disait-il, étaient des *traîtres commencés*, et la voix du peuple s'élevait contre eux. Quoi ! on les combattait et ils menaient la guerre ! Ne fallait-il pas mettre à leur place des sans-culottes d'état et de principes ? Le Comité avait donc, de concert avec Bouchotte et les représentants, destitué les nobles et les gens suspects. Robespierre appuya Barère, et le même jour, à la séance des jacobins, il déclara que Landremont, noble et très noble, comblé des faveurs du tyran, n'avait rien fait de son armée, et que si le « *jeune* Delmas le remplaçait, c'est qu'aucun vieillard n'avait donné autant de preuves de talent et de patriotisme [1] ».

[1] Séance du 25 sept. (*Mon.* du 27.) La nomination de Delmas fut assez défavorablement accueillie. « Les vrais républicains la désap-

Mais Delmas était enfermé dans Landau. Le ministre nomma Pichegru qui commandait la division du Haut-Rhin. Deux fois de suite, Pichegru refusa, soit par modestie, soit plutôt, dit un contemporain, parce qu'il connaissait la situation [1].

prouvent, écrivait Dupérou à Bouchotte, il est noble et étourdi » (30 sept. A. G.), et le 1er août les Jacobins de Strasbourg avaient voué son nom à l'exécration des amis de l'humanité parce qu'il avait refusé, disait-on, l'entrée de Landau aux blessés de la garnison de Mayence (Heitz, *Soc. polit.*, 273). Mais Delmas s'était signalé depuis le commencement de la guerre. « C'est un chaud Jacobin, écrivait-on au *Journal de la Montagne* (n° 96), et brave dans toute la force du terme. » Bouchotte pensait un instant à le nommer commandant de Strasbourg, à la place du général Sparre, suspendu. Le 8 mai 1793, Montaut, Ruamps et Soubrany le déclaraient « aussi intrépide qu'intelligent » et assuraient qu'à Bingen, il avait tué de sa main un cavalier prussien qui emportait le drapeau des volontaires de la Corrèze (A. N. DXLII, 4). Il est vrai que le sous-lieutenant Blanchard prétend que « le drapeau était tenu par un homme qui avait peine à suivre » et que Delmas, qui était bien monté, « se chargea de le porter et ne manqua pas de dire qu'il l'avait arraché des mains de l'ennemi » (*Journal des événements qui ont eu lieu pendant le blocus de Landau* p. 19). Quoi qu'il en soit, Delmas ne put sortir de Landau assiégé. Le 9 octobre Ruamps le pria de quitter la place et d'emmener avec lui Treich, qui remplacerait Clarke comme chef d'état-major (*Compte rendu*, par Ruamps, Borie, etc., p. 310), et Trentinian reçut même, le 12 octobre, l'ordre précis de se rendre, le lendemain, dans les gorges et d'aller aussi avant que possible, pour faciliter la sortie du jeune général qui devait, sous un déguisement, arriver à Nothweiler (*Rapport* de Desaix, A. G.). Mais Delmas fit dire aux représentants qu'il ne pouvait accepter sa nomination ni même s'échapper de Landau (*Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., p. 16). Cf. sur Delmas (Antoine-Guillaume), général de brigade depuis le 30 juin 1793, et de division depuis le 19 septembre, les *Mém.* de Lavallette, I, 126 (« plein de mérite, mais alors d'une expérience bien faible ») ; Eickemeyer, *Denkw.*, 281-282, et surtout De Seilhac, *Les Volontaires de la Corrèze*, 11-13. Il était né, le 22 juin 1768, à Argentat, et tenait à la noblesse par sa mère et sa famille.

[1] Note de Legrand (A. G.). C'est le 2 octobre que « sur la proposition de Bouchotte, le Conseil exécutif nomme provisoirement au commandement de l'armée du Rhin le citoyen Pichegru en l'absence

Les représentants avaient sollicité la destitution de Landremont et dans une conférence secrète à la Petite-Pierre, ils décidaient d'envoyer deux d'entre eux, Lacoste et Mallarmé, au Comité de salut public pour demander que les nobles fussent expulsés des armées. Landremont, écrivaient-ils, ne servait pas de bonne foi ; il avait des forces considérables dont il ne faisait aucun usage ; il dégoûtait les agricoles qu'il ne savait pas employer à propos ; il exécutait maladroitement l'attaque générale du 12 septembre Mais, pendant que Lacoste et Mallarmé prenaient le chemin de la capitale, un courrier extraordinaire venait annoncer aux représentants que Landremont était destitué et remplacé par Delmas. Ils le firent aussitôt arrêter et conduire à Paris. Si l'armée du Rhin se trouvait dans une position critique, n'était-ce pas l'effet de combinaisons perfides avec les ennemis, et ne pouvait-on soupçonner Landremont d'avoir trempé dans le complot [1] ?

Ils étaient néanmoins fort embarrassés. « Où prendre un général, se disaient-ils, nous n'en connaissons pas. » Et, dans le même moment, ils recevaient de Clarke la lettre la plus désespérée, la plus navrante [2]. Le péril n'avait jamais été si grave, et la crise, si violente. Pas de chef, pas de plan. Il fallait un général, et un général qui eût du patriotisme, qui eût des vues militaires, qui eût le plus grand génie ; « envoyez-le, si vous le connaissez,

de Delmas. » (Reg. du Cons. exéc.), et le 3 octobre, le Comité de Salut public ratifia la nomination.

[1] *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc. 15, 29, 200, 266 267, 302-306. Le 15 octobre, Landremont était enfermé à l'Abbaye (*Mon.*, du 24). Carnot le fit relâcher le 12 fructidor an II.

[2] Clarke aux représentants, 30 septembre (A. G.) ; *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 266-267.

qu'il vole, qu'il ne perde pas un seul instant », et au nom de la patrie, Clarke suppliait les commissaires d'arriver sur-le-champ pour remonter le moral d'une armée qui ne pouvait se passer de leur présence [1].

Munnier, le plus ancien divisionnaire, n'avait pu refuser l'intérim. Mais il ne voulait pas se charger de la responsabilité qu'entraine le commandement d'une armée. A toute minute il réclamait un successeur et, pour ne pas se compromettre, il ne donnait aucun ordre. Saint-Cyr vint à Wissembourg demander ses instructions. Que devait faire la division des montagnes que les Prussiens tourneraient sûrement ? Munnier se promena longtemps dans la chambre sans ouvrir la bouche. Saint-Cyr crut qu'il méditait. Mais le général gardait

[1] L'armée du Rhin était, au 30 octobre, ainsi composée : *Avant-garde :* **1°** (général Meynier), chasseurs du Rhin, 6e et 12e inf. légère ; 1er Corrèze, 1er Jura, 1er et 2e grenadiers, 2e Lot-et-Garonne, 48e rég., 105e rég. ; **2°** (général Loubat), 7e hussards, 8e et 10e chasseurs, 8e, 11e et 17e dragons. — *Aile droite* (Dubois), **1°** (général Michaud), 40e rég., 3e Haute-Saône, 5e Ain, 37e rég., 7e Haute-Saône, 3e Charente-Inférieure, 11e inf. lég., 1er Pyrénées-Orientales, une compagnie franche, 79e rég., 3e Rhône-et-Loire ; **2°** (général Legrand), 9e Vosges, 75e rég., 4e Bas-Rhin, 4e Eure, 37e rég., 8e Jura, gendarmerie nationale, 2e chasseurs à cheval, 4e dragons. — *Centre* (Munnier et Méquillet) ; **1°** les deux bataillons du 3e rég., 1er Doubs, 1er Ain, 3e Ain ; **2°** 3e Doubs, 12e Jura, 30e rég., 3e Haut-Rhin ; **3°** (général Isambert), 46e rég., 3e Bas-Rhin, 11e Doubs, 46e rég., 2e Puy-de-Dôme, 2e Eure-et-Loir ; **4°** (général Dauriol), les deux bat. du 93e rég., 2e grenadiers Rhône-et-Loire, 1er Lot-et-Garonne, 5e Seine-et-Oise. — *Aile gauche* (Ferey), **1°** (général Desaix), les deux bat. du 13e rég., 1er Vosges, 4e Jura, 1er Haut-Rhin, 3e Indre-et-Loire, 1er Indre, 27e rég. ; **2°** 3e Haut-Rhin, 2e Rhône-et-Loire, 4e Saône-et-Loire, 1er Haute-Saône, 7e inf. légère, 10e Vosges, 7e chasseurs à cheval, 92 hommes du 2e cavalerie, 70 gendarmes. — *Réserve.* (Diettmann), **1°** (général Lafarelle), 2e, 12e et 14e cavalerie, 29e division de gendarmerie ; **2°** 9e et 19e cavalerie, 1re et 3e division de gendarmerie ; **3°** (général Ravel), 5e rég. d'artillerie, 1er Bas-Rhin, — 22 guides et 1 bat. d'ouvriers pionniers. Force effective : 57,369 hommes ; force active : 42,420 hommes.

toujours le silence. Enfin, Saint-Cyr le pria de notifier sa volonté. « Répétez-moi, répondit Munnier, ce que vous m'avez dit. » Saint-Cyr le répéta, en ajoutant qu'il était nécessaire de prendre un parti, quel qu'il fût. Munnier répartit qu'il ne donnerait aucun ordre : « Allez-vous-en et faites ce que vous voudrez [1]. » Les représentants, persuadés qu'ils ne pourraient vaincre cette obstination stupide, lui cherchèrent un successeur et ne trouvèrent personne.

Mais Ruamps s'était lié avec Borel, officier du 11e régiment de dragons et adjoint à l'état-major. Il invita Borel à lui désigner quelques sujets et Borel indiqua son camarade et ami, le chef d'escadron Carlenc qui commandait le dépôt du 11e dragons à Benfeld ; selon Borel, Carlenc était du bois dont on fait un général, il avait du civisme et il entendait la guerre. Le 20 septembre, Ruamps et Borie nommaient Carlenc général de brigade et l'appelaient de Benfeld à Wissembourg. Le 1er octobre Ruamps, Borie et Mallarmé lui conféraient le grade de général de division : il fallait, disaient-ils, donner à l'armée des généraux qui par leurs connaissances pussent triompher des ennemis qui la cernaient de toutes parts. Le 2 octobre, à huit heures du matin, Ruamps, Borie et Niou lui offraient le commandement en chef de l'armée du Rhin. Carlenc refusa de toutes ses forces cet avancement qu'il qualifiait de prématuré ; il déclara que le fardeau l'écraserait. Mais les représentants le sommèrent

[1] Tel est le récit de Saint-Cyr ; mais le maréchal oublie d'ajouter que Clarke prit sur lui d'envoyer des renforts à la division des montagnes ; cf. la lettre de Clarke, du 2 octobre, « Munnier a fait diriger sur ce point quelques renforts qui lui arrivaient du Moyen-Rhin et tous les détachements qu'il a été possible de tirer de l'armée. » (A. G.)

d'obéir, d'entrer sur-le-champ en fonctions, et le brave Carlenc laissa mettre sa nomination à l'ordre [1]. Il était dragon et n'était que dragon ; il pouvait commander un escadron, un régiment, voire une avant-garde ; il ne possédait ni l'expérience ni les talents qu'exige la conduite d'une armée ; il ne savait même pas ce que c'est qu'une armée. Mais aux yeux des représentants, qui cherchaient des Washington sous la tente [2], c'était un officier de fortune, méconnu par l'ancien régime, et il avait une grande réputation de patriotisme. Depuis trente-trois ans Carlenc servait dans un régiment qui le considérait comme son conseil et son plus ferme appui. Il avait adopté les principes de la Révolution, sans craindre les tracasseries et les vexations de ses camarades de la noblesse. Un instant, pour échapper aux dégoûts dont l'abreuvaient les aristocrates, il avait abandonné sa place de lieutenant et accepté les fonctions d'aide-de-camp du général Ferrier. Mais le 11e dragons l'avait bientôt rappelé comme chef d'escadron, et tout le régiment vantait son dévouement à la chose publique, sa loyauté parfaite, sa conduite irréprochable et l'austérité de ses vertus républicaines [3].

[1] Le récit de Saint-Cyr est inexact (*Mém.*, I, 106-111). Suivant lui, les représentants auraient tenu conseil de guerre pour choisir un général en chef, et Ferino, que plusieurs proposaient, aurait répondu qu'il était étranger et recommandé Carlenc, que personne ne connaissait et qui s'appuyait près de la cheminée. Il y eut peut-être un conseil de guerre, mais Ferino qui, selon Saint-Cyr, assistait à cette réunion et y joua le rôle principal, avait été, le 1er octobre, arrêté par les représentants et envoyé à Nancy.

[2] Cf. une de leurs proclamations, *Compte rendu*, p. 255.

[3] Carlenc (Jean-Paschal-Raymond), fils de Jean-Baptiste Carlenc et de Gabrielle Tridoulat, était né, le 19 septembre 1743, à Alby. Il s'engagea, le 24 février 1760, au régiment de La Rochefoucauld, devenu plus tard Angoulême, puis 11e régiment de dragons, et fit les campagnes d'Allemagne de 1760, de 1761 et de 1762. Successivement

III. Carlenc se renfermait volontiers en lui-même et aucun de ceux qui l'approchaient ne put d'abord pénétrer ses desseins. Il disait seulement qu'il ne voulait pas de petits moyens, ni des mesures partielles ou mesquines ; il méditait un vaste plan d'opérations, et sûrement il terminerait la campagne par un coup décisif. On

maréchal-des-logis (21 mars 1763), adjudant (24 juin 17-7), lieutenant en second (17 septembre 1782), lieutenant en premier (1er juillet 1787), lieutenant surnuméraire à la formation de 1788, capitaine (3 juin 1792), chef d'escadron (8 mars 1793), il fut nommé général de brigade provisoire, le 20 septembre, et général de division, le 1er octobre 1793. Mais le 23 octobre, Bouchotte ordonnait de l'arrêter et de le conduire à Paris. Le Comité de Salut public le fit remettre en liberté (2 nivôse an II), après une lettre du 11e dragons qui défendait Carlenc « il a été malheureux; le malheur n'est pas un crime; nous l'avons plaint, mais nous ne l'avons pas même soupçonné. » Le 6 nivôse an II, Carlenc était nommé général de division à l'armée du Nord ; il prit le commandement de Dunkerque et du camp retranché (lettre d'Ernouf, 23 nivôse an II) ; mais, écrit-il, « Saint-Just et Le Bas avaient juré ma perte parce que je m'opposai fortement à l'exécution du plan sanguinaire qu'ils avaient conçu ; ils m'avaient fait conduire dans une maison d'arrêt, à Paris, d'où je sortis peu après, et je servais sous les ordres de Pichegru depuis cinq mois lorsque, par une fatalité peu commune, ils parurent à l'armée du Nord ; deux jours après leur arrivée, je fus destitué, mais non arrêté, et me retirai dans ma famille. » Il fut, en effet, suspendu le 19 ventôse an II, par le Comité de Salut public et, le 15 pluviôse an III, autorisé à prendre sa retraite. Le 25 octobre 1795, il obtenait une pension qui fut convertie en solde de retraite le 23 septembre 1799. Il vécut longtemps encore. Le 30 janvier 1822, de Saint-Pons, dans l'Hérault, il écrivait au ministre, duc de Bellune, qu'« âgé de quatre vingts ans, couvert d'honorables cicatrices et chargé d'infirmités », il sollicitait l'augmentation de sa solde ou une indemnité ; le ministre lui répondit le 3 mars suivant que les lois étaient contraires à sa demande. Cf. les arrêtés de Ruamps et Borie, 20 septembre ; de Borie, Ruamps et Mallarmé, 1er octobre ; de Borie, Ruamps et Niou, 2 octobre ; la lettre du 11e dragons au Comité, datée du bivouac devant Hoerdt, 8 frimaire an II, et celle de Carlenc au ministre, 24 vendémiaire an IX. Citons encore sur Carlenc un témoignage, évidemment trop favorable, de Delmas qui, le 11 octobre 1793, écrivait à ses amis Borie et Ruamps : « Carlenc est un bien brave homme, dont les talents me sont connus, ayant le grand sang-froid qui n'est accordé qu'aux hommes braves » (A. G.).

concevait déjà la plus haute idée de son mérite et nul n'osait troubler le sublime projet qui germait et grandissait dans son cerveau. Quelle fut la surprise de l'état-major lorsqu'il donna ses premiers ordres ! Il fallait placer tous les troupes de l'armée du Rhin à leur rang de bataille et les échelonner selon les numéros des régiments : le 1er régiment irait occuper Huningue à l'extrême droite et le 100e régiment Lauterbourg à l'extrême-gauche. Voilà où aboutissaient les longues réflexions de Carlenc [1] !

Conduite par un pareil homme, l'armée était certaine de la défaite. Mais la plupart des lieutenants ne valaient pas mieux que le général. Le commandant de l'artillerie Ravel et le chef du génie Clémencet n'étaient jamais consultés [2]. Ferino, indigné de la destitution de Landremont, partait le 1er octobre après s'être pourvu d'un certificat de maladie ; les représentants le firent aussitôt arrêter et conduire à Nancy ; « n'était-ce pas la maladie de Beauharnais, lorsqu'il voulut quitter les lignes [3] ? » L'intrépide Meynier, le glorieux défenseur de Königstein, tout récemment échangé, remplaçait Ferino à l'avant-garde ; mais il n'avait pas encore un état de situation exact et il ignorait le nombre de ses bataillons [4]. Mun-

[1] Saint-Cyr, *Mém.*, I, 116 ; mais faut-il le croire absolument ?

[2] Note de Legrand (A. G.).

[3] Ferino, réprimandé, le 3 septembre, par Ruamps, déclarait à Landremont, qu'il ne voulait plus servir, puisqu' « on lui mettait des entraves » ; Landremont le pria de rester à son poste : « Ma confiance en vous, lui disait-il, est telle que je donnerai ma démission de général, si vous abandonnez le commandement de l'avant-garde » (Renkin à Bouchotte, 4 sept. A. G.). Cf. Ruamps et Borie au Comité, 1er octobre, et *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 201. On retrouvera Ferino dans le volume suivant.

[4] Cf. sur Meynier, *Expédition de Custine,* 229. Jean-Baptiste Meynier, né le 22 avril 1749, à Avignon, était entré au service, en 1765,

nier, le vieil et imbécile Munnier, ce Munnier dont la nullité épouvantait Custine, ce Munnier dont le soldat ne connaissait que les lésineries et les ladreries, commandait le centre de l'armée [1]. La droite avait été confiée provisoirement à un protégé du représentant Niou, un cousin de Jean De Bry, le général de brigade Alexis Dubois; mais Dubois se déclarait franchement incapable de diriger un corps de dix mille hommes : il servait depuis son enfance dans les troupes à cheval et ne désirait qu'une brigade de cavalerie... à moins qu'il ne fût nommé définitivement général de division [2].

Et chaque jour les représentants prononçaient des suspensions. Borie et Ruamps, a dit Desaix, « ne savaient que désorganiser l'armée ; ils lui ôtaient ses meilleurs

dans le régiment de Saintonge et avait fait la guerre d'Amérique. Successivement sous-lieutenant (1er août 1788), lieutenant (15 septembre 1791), capitaine (29 avril 1792), il avait été fait prisonnier à Königstein. Il fut échangé et nommé *per saltum* général de brigade (20 mars 1793). Il venait d'être promu général de division le 27 septembre. Il fit la campagne d'Italie (1795), et devint commandant d'armes à Mayence (20 août 1803); c'est dans cette ville qu'il mourut (3 décembre 1813).

[1] Custine à Beurnonville, 26 mars 1793 (A. G.); *Expédition de Custine*, 10, 53. 96 et surtout 235.

[2] Dubois à Carlenc, 6 octobre 1793 (A. G.), Paul-Alexis Dubois, qui fut promu général de division, le 30 mars 1794, devait mourir à Roveredo (4 septembre 1796). Il était chef d'escadron au 17e dragons lorsque Milhaud et Borie le nommèrent, le 24 août, général de brigade, parce qu'il leur amenait un renfort d'*agricoles*, mille hommes à pied et un escadron de « cavalerie nationale de campagne » que Dubois avait, à force de belles paroles et de menaces, fait partir de Bischwiller et de Soufflenheim. Il succédait à Gilot dans le commandement de la droite et, dit une note du cabinet topographique, « la suspension de Gilot fut, de l'aveu de tous les officiers, l'ouvrage de son successeur qui sut profiter de sa disgrâce; tel était alors l'esprit dominant que les intrigants, pour obtenir des places, commençaient par faire chasser ceux qui les occupaient. » Cf. sur ce général que ses camarades ont peut-être jugé trop sévèrement, l'étude de M. Hennet (1893).

officiers et croyaient par là s'assurer la victoire »[1]. Ils ne faisaient en réalité qu'exécuter les ordres réitérés du Comité de salut public. « Ne cessez pas un seul instant, leur écrivait-on, de veiller sur les généraux, ne leur pardonnez rien, c'est presque toujours par leur trahison que l'armée est compromise et dès qu'elle n'aura plus à sa tête que des francs républicains, elle pourra tomber sur les cohortes des tyrans. » Mais les représentants oublièrent que le Comité leur enjoignait de toucher aux états-majors *sans secousse* et sans danger pour les troupes[2]. Ils suspendaient le 25 août le général Xaintrailles[3]. Ils suspendaient le 27 août le général Beaurevoir[4]. Ils suspendaient le 12 septembre le général Gilot qui leur semblait manquer de décision[5]. Ils sus-

[1] *Mémoire* de Desaix, 12-20 oct. (A. G.).

[2] *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 260 et 267-268.

[3] *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc.; Xaintrailles était suspendu pour « ses intrigues inciviques »; cf. sur lui Charavay, *Corr. de Carnot*, I, 416.

[4] *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 194; cf. sur Louis-Ferdinand Baillart de Beaurevoir, nommé général de brigade le 8 mars 1793, *Expédition de Custine,* 11 et 244, il commandait la 2e brigade de cavalerie.

[5] *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc. 187, 233. Ils accusent Gilot d'avoir « donné des preuves d'impéritie militaire, de n'oser prendre aucune mesure sans y être autorisé par écrit du général en chef, de témoigner dans toutes les circonstances une incertitude dangereuse aux armées. » Joseph Gilot, né en 1734, soldat en 1750, grenadier en 1755, sous-lieutenant en 1776, à quarante-deux ans, lieutenant-colonel du 7e bataillon d'infanterie légère, puis colonel du 93e régiment d'infanterie, maréchal de camp (6 déc. 1792), général de division (27 mai 1793), était, dit un observateur, « connu par le patriotisme le plus éclairé » et « jouissait de toute la confiance que lui méritait son infatigable activité ». (Lettre du 18 août 1792.) Custine le regardait comme « un officier précieux par son expérience, par sa fermeté qui le faisait respecter du soldat, et par son civisme » (à Pache, 31 octobre 1792). Gilot, écrit Legrand, a toujours montré, dans la campagne de 1793, « les sentiments d'un homme de bien, les vertus

pendaient le 10 octobre le général Loubat, un *ex-noble*, qu'ils accusaient de tenir des propos inciviques et de garder un reste d'affection pour les privilèges de l'aristocratie [1]. Ils suspendaient le 8 octobre le vieux Colle qui commandait à Haguenau : Colle, disaient-ils, avait un fils émigré ; il n'avait pas mis le fort de Lichtenberg en état de défense ; il confiait les postes du Rhin à des blancs-becs, à des gens inexpérimentés et équivoques [2]. Et quel successeur les représentants lui donnaient-ils ? Desaix ! Le jeune, le brave, l'actif Desaix avait été envoyé à Bobenthal ; il connaissait les gorges de la Lauter et il était mieux fait pour conduire une avant-garde

d'un républicain et le courage d'un soldat français, mais il n'avait pas des talents assez éminents pour être général en chef. » Il avait pris part à l'assaut de Port-Mahon (1756), et il mourut, en 1812, à Nancy, où il commandait, à soixante-dix-huit ans, la 4e division militaire.

[1] *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 53, 191. Cf. sur Loubat de Bohan, Thoumas, *Les grands cavaliers du premier Empire*, 1892, II, p. 6-7, et Martimprey, *Historique du 9e cuirassiers*, 1888, p. 288.

[2] Lettre du 11 octobre 1793 (A. N. AFII, 427), et *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 188. Théodore Colle était né le 17 mai 1734, à Lorquin, dans la Meurthe. Successivement soldat au régiment de la Dauphine (1er avril 1753), lieutenant à la suite (14 mai 1758), lieutenant en second (28 janvier 1759), lieutenant en premier (20 avril 1768), capitaine (12 novembre 1770), pensionné en août 1768, rentré au service et nommé lieutenant-colonel du 77e régiment (6 novembre 1791), puis premier lieutenant-colonel du 30e, puis colonel du 31e (20 janvier 1793), il avait reçu le brevet de général de brigade, le 19 mai 1793, et commandait, depuis le 1er juin, la division territoriale du Bas-Rhin à Haguenau. Il avait fait les campagnes de la guerre de Sept-Ans, et le 16 juillet 1760, à Ensdorf, il avait été blessé et pris. Le conventionnel Blaux était son beau-père et plaida chaudement sa cause. Colle, écrit Beauharnais à Pache (10 nov. 1792, « s'est occupé, avec beaucoup de zèle, malgré son âge avancé, de l'emplacement des postes sur le Rhin ; il est travailleur infatigable et m'est extrêmement utile au bureau de l'état-major ». Desaix le nomme « l'estimable et excellent Colle ».

dans les montagnes que pour diriger le dépôt de Haguenau. Mais vainement ses officiers le prièrent de différer son départ; vainement ses soldats témoignèrent leur douleur en le voyant s'éloigner; Desaix était noble et craignait de devenir suspect. Il part donc en laissant ses pouvoirs au colonel du 7e bataillon d'infanterie légère, Trentinian, et, le 12, à onze heures du soir, il entre dans Haguenau. A deux heures du matin, il reçoit l'ordre de retourner à son poste. il se remet en route à cinq heures et regagne Bobenthal à midi, après une course inutile, pendant que le canon tonne de toutes parts [1] !

L'incurie était si grande qu'on laissait les Autrichiens préparer ouvertement leur attaque, sans même les inquiéter. Une nuit, ils palissadèrent un chemin creux et très étroit aux abords de Schaidt. Ferino s'aperçut que ces palissades étaient de grosses poutres qui devaient faire bascule et en s'appuyant sur les deux bords de la route, servir de pont à l'artillerie. Mais on ne tint aucun compte de l'observation, et personne n'eut l'idée d'interrompre ou de détruire le travail des Impériaux [2].

Tout était pêle-mêle. Des bataillons campaient au milieu d'une division à laquelle ils n'appartenaient pas, et durant l'action, reçurent de différents côtés des ordres contradictoires. Clarke, chef de l'état-major, tâcha de mieux disposer les troupes et de les remettre à leur place dans la ligne de bataille ; mais il n'eut pas le temps de régler et de diriger les mouvements ; il fut, lui aussi, suspendu le 10 octobre : il avait eu, disaient les représentants, des liaisons avec la maison d'Orléans, il n'aimait pas la Révolution, et il était de cette caste

[1] *Rapport* de Desaix, 12-20 oct. (A. G.), et Saint-Cyr, *Mém.*, I, 106, 118, 128.

[2] Note de Legrand (A. G.).

que tous les sincères républicains suspectaient[1]. Enfin, l'armée, aguerrie par les combats qu'elle avait livrés quotidiennement sous la conduite de Beauharnais et de Landremont, commençait à se lasser et n'allait plus au feu avec le même entrain.

Il est vrai que les lignes de la Lauter passaient pour inattaquables. Toutes les gazettes vantaient la puissance de ce boulevard de l'Alsace. Le *Moniteur* les proclamait inexpugnables et assurait que Wurmser ne les emporterait pas tant que Brunswick n'essaierait pas de les prendre à revers ; suivant ce journal, il fallait, pour les assaillir de front, sacrifier une prodigieuse quantité d'hommes sans certitude de succès, et il ajoutait que les forces de la République, depuis Landau jusqu'à Huningue, présentaient un tableau dont l'histoire ne fournissait pas d'exemple, et une barrière si formidable que l'imagination la plus ardente pouvait à peine s'en faire une idée[2].

Ces lignes fameuses ont aujourd'hui disparu presque entièrement. Le fer de la charrue les a nivelées, et les sapins couvrent et cachent sous leur verdure les redoutes qui subsistent encore. Ébauchées en 1705 par le margrave Louis de Bade, renversées la même année par les Français, reconstruites aussitôt et considérablement accrues sur l'ordre de Villars par l'ingénieur Regemorte, franchies aisément pendant la guerre de la succession d'Autriche par les pandours de Nadasty, négligées plus

[1] *Compte rendu*, par Ruamps, Borie, etc. 33, 190, 311. Clarke fut remplacé provisoirement par l'adjudant-général Demont, puis (22 octobre) par le général de brigade Bourcier.

[2] *Mon.*, du 30 septembre et des 3 et 24 octobre 1793 (l'article du 3 octobre est emprunté à une dépêche de Bacher) (*Papiers* de Barthélemy, III, 64).

tard, elles avaient été rétablies tant bien que mal et sans beaucoup de discernement par Custine et les généraux de l'armée du Rhin.

Wissembourg et Lauterbourg, sur la rive droite de la Lauter, formaient, comme autrefois, les deux extrémités de la ligne. Wissembourg n'était, selon le mot de Van Helden, qu'un simple contour, dominé de tous côtés[1]. Mais, si l'on n'avait pas relevé les épaulements qui couronnaient la montagne du Pigeonnier, les hauteurs du Geisberg, en arrière de Wissembourg, étaient garnies de troupes, et l'on avait retranché le village d'Altenstadt et réparé le petit fortin dit de Saint-Remy. A l'autre bout, Lauterbourg, protégée par un marais, entourée d'une muraille et d'un fossé, n'avait plus sa force principale qui consistait dans l'inondation : une crue d'eau extraordinaire avait récemment emporté ses digues faites d'un sable mobile. Toutefois on avait mis en état de défense, aux environs de la ville, quelques parties des lignes, et une redoute s'élevait au moulin de Bienwald.

La position française dite de Wissembourg ou de la Lauter avait donc une longueur considérable, et les détachements chargés de la garder, étaient trop éloignés les uns des autres. Elle offrait en outre un grave inconvénient : en face d'elle et tout près des retranchements, sur la rive gauche, s'étendait la forêt de Bienwald. Les Autrichiens occupaient la plus grande moitié de cette forêt qui se liait à celle de Germersheim. Il fallait les observer, les tenir en respect, et pour mieux découvrir le revers du Bienwald, on avait dû poster une grosse avant-garde au village de Steinfeld. Mais cette avant-garde s'était re-

[1] Van Helden à Custine, 6 octobre 1792 (A. G.).

tranchée à son tour ; on l'avait nécessairement renforcée, et la position française, appuyant sa droite à Kapsweyer, son centre au château de Haftel et sa gauche à Oberotterbach, s'allongeait démesurément sur l'autre bord de la Lauter. Au lieu de se placer, comme il était naturel, derrière la rivière, l'armée du Rhin presque entière se trouvait en avant des lignes de Wissembourg et avait un défilé à dos.

Et quel singulier et confus assemblage de retranchements ! Jamais on n'entassa sur un terrain étroit autant de fortifications. On transformait en batteries à barbette, puis en redoutes, tous les emplacements des bouches à feu. Chaque chef, chaque commandant de poste, — et ces chefs et commandants se succédaient avec une prodigieuse rapidité — commençait un ouvrage et ne l'achevait pas. Il y avait donc un nombre infini de redoutes, incomplètes d'ailleurs, imparfaites et sans rapport entre elles. Les chemins qui menaient aux batteries n'étaient pas praticables ; le temps avait manqué pour les construire, et les représentants faisaient un crime aux généraux de préparer à l'avance une route qui servirait à la retraite. Retraite ! Un pareil mot ne devait pas être prononcé. On ne voulait pas l'entendre ; on le proscrivait comme indigne des Français, des républicains, des sans-culottes, et, au lieu d'une retraite, on eut une déroute où presque toute l'artillerie tomba dans les mains de l'adversaire !

On a dressé la liste des principaux ouvrages qui formaient sur la rive gauche de la Lauter les lignes de Wissembourg. C'était d'abord, à la lisière du Bienwald et jusqu'à la hauteur de Steinfeld, une longue suite d'abatis couverte au sud de Schaidt par deux lunettes et près du moulin de Bienwald par une redoute.

Puis venaient une flèche, sur la pente qui descend de Schweigen au Windhof;

Une deuxième flèche sur l'éminence qui domine Altenstadt;

Une grosse redoute dite de Schweigen et une troisième flèche sur le Wolfsberg;

Une autre redoute, moins considérable, entre Kapsweyer et le château de Haftel.

Devant ces fortifications se développait le véritable front de défense. On y trouvait, outre les deux lunettes qui couvraient les abatis du Bienwald, la *grande redoute* établie entre Gross Steinfeld et Klein Steinfeld, à l'extrême droite de l'avant-garde et sur la ligne des vedettes. Elle passait pour un chef-d'œuvre et les soldats la nommaient la *Bastille*. Mais, dit un officier, elle valait comme ouvrage de campagne ce que la Bastille valait comme forteresse; ce n'était qu'un simple épaulement qui couvrait canons et canonniers contre une attaque de front. Clémencet y ajouta quelques flancs qui protégeaient les approches, et, sur l'ordre de Ferino, il fit combler une tranchée qu'on avait étourdiment pratiquée à gauche et qui, dépourvue de saillant, de rentrant et d'intervalle, offrait aux ennemis une sorte de chemin couvert. Mais la redoute était ouverte par derrière, et pour la soutenir ou empêcher qu'elle ne fût tournée, il fallut mettre au bivouac un corps de cavalerie qui restait sur le qui-vive et avait ses chevaux toujours bridés. Enfin, les représentants eurent l'imprudence d'y installer deux pièces de 24 venues de Strasbourg, sans comprendre que ces lourdes machines qui ne pouvaient avancer ni reculer à temps, seraient absolument inutiles.

A l'ouest de la *Bastille* et au nord de Niederotterbach une lunette défendait la route;

La hauteur qui s'élève de Steinfeld au château de Haftel et qui atteint au Galgenberg son point culminant, portait cinq ouvrages dont trois redoutes à droite, et deux flèches à gauche du Haftelhof;

Plus loin se dressaient sur le Wachtberg une flèche et une lunette;

Sur la Hornhöhe, au Heyhof, une redoute;

Sur le Wonneberg, au sud de Bergzabern, une dernière redoute [1].

La défense de cette ligne de retranchements était ainsi répartie. L'avant-garde, commandée par Meynier, appuyait sa droite à Schaidt, poussait sa gauche au-delà de Bergzabern, et gardait, avec Oberotterbach, les deux grandes redoutes de Schweigen et de Steinfeld. Le centre, sous les ordres de Munnier, occupait le Bienwald. La droite, conduite par Dubois, s'étendait du moulin de Bienwald à Lauterbourg et protégeait Lauterbourg, Scheibenhard et Seltz. La réserve, confiée à Diettmann, était postée sur le Geisberg et devait couvrir la retraite de l'armée [2].

[1] Wissmann, *Die Weissenburger Linien*, 2er Teil. 1888, p. 28; Lufft, 8-13; Saint-Cyr, I, 120; note de Legrand (A. G.).

[2] L'armée française, grossie tout récemment de recrues et de renforts que Dièche lui avait envoyés de Strasbourg (Dièche à Bouchotte, 3 oct. (A. G.), comptait 38,488 hommes : *Avant-garde* (Meynier), 10,382, dont 2,937 cavaliers, devant Steinfeld et Niederotterbach, derrière le Capleneihof et le Deutscher Hof, devant Oberotterbach; *aile droite* (Dubois), 10,912, dont 881 cavaliers, à Seltz (2,280), Lauterbourg (3,730), Scheibenhard 4,341) et Niederlauterbach (561); *centre* (Munnier), 12,353, dans les lignes (5,069) et au moulin de Bienwald (3.137), de là à Saint-Remy (1,304), au fort Saint-Remy (628), de Steinfeld à la montagne par le Haftelhof (7,284); *réserve* (Diettmann) 4,851, dont 2,193 cavaliers, à Wissembourg (1,633), au Geisberg (1,344), à Rott, Steinseltz, Riedseltz. L'armée autrichienne comptait 43,185 hommes : *droite* (Kospoth) à Barbelroth avec 14,755 hommes, dont 3,825 cavaliers; *extrême droite* :

IV. Le roi de Prusse avait promis à Ferraris que son armée ferait un mouvement pour tomber sur le flanc gauche des patriotes et que, si Wurmser emportait les lignes de Wissembourg, elle bombarderait et bloquerait Landau. Le 2 octobre, Brunswick et Ferraris traçaient à Pirmasens un plan d'opérations. Ferraris déclarait énergiquement qu'il fallait déloger l'ennemi de Wissembourg. On convint que Wurmser attaquerait les lignes dans la matinée du 13 octobre et que les Prussiens lui prêteraient main-forte, qu'ils chasseraient les Français de Lembach, pousseraient sur Wœrth, détacheraient à droite jusqu'à Saverne un corps de cavalerie, et se lieraient aux Autrichiens dans la forêt de Haguenau. Ce plan adopté, Ferraris partit pour Vienne, en souhaitant à Wurmser santé, bonheur et beau temps. « Ces souhaits sont accomplis, écrivait Wurmser quelques jours après, ma santé est excellente, le bonheur suit mes pas, et le 13 octobre était un jour d'été et le plus beau de ma vie [1]. »

Le 13 octobre, en effet, avec 43 bataillons et 67 escadrons, il avait attaqué les lignes de Wissembourg. Son armée formait sept colonnes qui s'ébranlèrent à cinq heures du matin, au signal de trois coups de canon. Le spectacle était imposant. Il faisait encore nuit, et soudain, comme par enchantement, sur une étendue de plusieurs lieues, s'illumina l'horizon. On distinguait à perte de vue deux lignes de tirailleurs qui se fusillaient l'une l'autre. Puis l'aurore se leva ; tout s'anima ; tout s'emplit de mou-

5,692 émigrés, dont 1,603 cavaliers ; *centre* (Kavanagh) à Freckenfeld, où était aussi le quartier général, avec 9,143 hommes, dont 2,143 cavaliers; *gauche* (Holze) au Bienwald avec 11,120 hommes, dont 1,910 cavaliers ; sur la rive droite du Rhin, près de Rastadt, 8,169 hommes, dont 1,718 cavaliers (Waldeck). Cf. Gebler, 129-134 ; (note de Clarke interceptée par les Autrichiens).

[1] Zeissberg, I, 305, 321, 347.

vement et de bruit ; on découvrit des troupes d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie s'avançant de tous côtés, à travers la campagne, sur les sommets des coteaux, à la lisière des bois, et annonçant de loin par l'ordre et la régularité de leur marche, par la fierté de leur allure, le courage qui les animait et leur résolution de vaincre [1].

La première colonne, commandée par le prince de Waldeck, passa le Rhin à Plittersdorf sur des pontons et entra dans la petite ville de Seltz [2], où elle fit quelques prisonniers et s'empara de deux pièces. Mais Waldeck n'entendit pas le canon de Lauterbourg ; il crut que l'attaque des lignes avait échoué ; il n'osa, au milieu du brouillard, dépasser Mothern ; il fut, comme dit Wurmser, *dérouté*, et, dans la soirée, il regagnait l'autre bord.

La deuxième colonne que conduisait Jellachich, assaillait l'extrême droite de la position française. Elle emporta la redoute la plus proche du Rhin et, franchissant les lignes, marcha sur Lauterbourg. Le général Dubois évacua la ville et se retira vers Surbourg. Mais au lieu de serrer de près les républicains ou de courir au secours de la colonne voisine, Jellachich resta dans Lauterbourg. « Il n'a rien fait, écrivait Wurmser, de tout ce qui a été ordonné. » Sa cavalerie mit pied à terre entre Niederlauterbach et Neeweiler, et son inaction était si profonde, si rassurante que les Français revinrent à la charge. Sans un escadron qui donna l'éveil et se jeta courageusement à la rencontre des agresseurs, la cavalerie de Jellachich aurait été taillée en pièces. Aussi a-t-on pu dire que la

[1] Romain, II, 466-467.
[2] Il y avait là le 1er bataillon des Pyrénées-Orientales et le 3e de la Haute-Saône (*Mém.* de Desaix).

gauche autrichienne n'eut aucune influence sur la bataille et sembla ne pas exister. Timides, irrésolus, Jellachich et Waldeck n'avaient pas cette rapide et heureuse décision qui sait agir au moment propice, suivant les circonstances, et sans autres instructions que celles du bon sens. Mais les généraux français qui combattaient en cette partie étaient-ils moins incapables et moins faibles ? L'un d'eux, perplexe, ne sachant que faire, consultait le commissaire des guerres Martellière et, sur son refus, le sommait, au nom de la loi, de lui donner son avis. Un autre n'annonçait pas au général en chef le passage de Waldeck, mais envoyait la nouvelle aux Jacobins de Strasbourg et leur demandait sur quel point il devait opérer sa retraite !

La troisième colonne, aux ordres du général Hotze, avait la tâche la plus ardue. Elle ne se composait que de 6,500 hommes, et devait passer la Lauter entre le Bienwald et Saint-Remy, emporter Schleithal et prendre Wissembourg à revers. Mais elle s'ébranla résolument. Une de ses avant-gardes se fit jour à travers les abatis, enleva lestement la redoute du moulin de Bienwald et chassa les postes français sur l'autre rive. Une deuxième, que menait le lieutenant-colonel Gyulai, franchit la Lauter et après un chaud et difficile combat, escalada les lignes. Une troisième, formée des dragons de Waldeck et des hussards hessois, découvrit un gué, traversa la rivière et se réunit aux deux autres détachements. Le gros de la colonne suivit ses avant-gardes. A huit heures, Hotze était en deçà des lignes et menaçait Schleithal. Les généraux français Carlenc, Munnier, Isambert, avaient rendu sa besogne plus aisée. Munnier, s'obstinant à ne donner aucun ordre, ne commandait même pas aux ca-

nonniers de tirer sur les Autrichiens qui débouchaient de la forêt. Carlenc, plus inepte encore, enjoignait à Munnier d'évacuer la redoute du moulin de Bienwald. Le brave Isambert, perdant la tête, abandonnait le petit fort Saint-Remy, puis, se ravisant, regrettant sa faute, il voulait ressaisir le fortin, mais il n'avait plus avec lui qu'un seul canon, et ses troupes refusaient de le suivre.

Pourtant les Impériaux n'avançaient que très lentement et avec une extrême circonspection. Hotze craignait d'être attaqué sur son flanc gauche et n'atteignit que vers midi la lisière de la forêt. Du moins, il arrêta toutes les ordonnances qui portaient des messages de la droite au centre, et pendant la journée ni Munnier ni Dubois n'eurent des nouvelles l'un de l'autre. Comme si, dit un officier, on n'aurait pu convenir à l'avance des mesures qu'il faudrait prendre en cas d'échec, et comme si c'était un crime d'user de précautions! Les soldats tentèrent de réparer par leur vaillance la sottise des généraux et l'imprudence des représentants. De midi à trois heures, ils luttèrent aux alentours de Schleithal avec une telle obstination que Hotze eut un instant l'idée de battre en retraite. Vers trois heures, les républicains, faisant un vigoureux effort, se jetèrent sur les deux bataillons de l'Empereur et les mirent en fuite. Mais une charge audacieuse des dragons de Waldeck et des hussards hessois rétablit le combat en faveur des alliés. Les deux bataillons de l'Empereur se rallièrent à la voix de leur colonel, Roselmini; ils reçurent des renforts, ils reprirent l'offensive, et les Français, désespérant de l'issue de la bataille, se retirèrent à quatre heures vers le Geisberg, en laissant à l'ennemi cinq pièces de canon.

La quatrième colonne, conduite par Meszaros, devait

prendre deux lunettes et un abatis ainsi que la grande redoute de Steinfeld. Mais le 93e régiment, ci-devant Enghien, défendit l'abatis avec une héroïque valeur ; le bataillon autrichien de Pellegrini perdit la moitié de son monde et le colonel Suel, qui dirigeait l'attaque, resta parmi les morts. Malheureusement le 93e ne fut pas soutenu. Grammont reçut une blessure grave après une résistance que Desaix qualifie de prodigieuse. Enghien dut lâcher pied. Les Impériaux et les chasseurs hessois qui tiraient les uns sur les autres, dans le brouillard, et ne s'étaient reconnus qu'au cri de *Marie-Thérèse*, emportèrent enfin l'abatis et les deux lunettes. Puis, marchant sur Steinfeld et Kapsweyer, ils prirent à revers la ligne des retranchements.

Mais déjà la grande redoute était au pouvoir des Autrichiens. Ils avaient eu recours à la ruse. Au milieu de l'obscurité, peu d'instants avant l'assaut général, quelques-uns se présentent sur le pont de Schaidt aux premiers postes français. On leur crie *qui vive* ? Ils répondent « déserteurs ». On leur ordonne de mettre bas les armes. Ils répondent qu'elles ne sont pas chargées. Ils passent et, profitant des ténèbres, arrivent jusqu'à la grande redoute. La garde s'approche pour les reconnaître et les voit munis chacun d'une fascine. Aussitôt les coups de sabre et de baïonnette commencent ; mais des hussards s'étaient glissés entre les avant-postes à la faveur du brouillard. En un moment, la grande redoute, la fameuse *Bastille* tombe, presque sans combat, aux mains des Impériaux. Les républicains se dispersent de tous côtés dans la plus affreuse confusion. L'artillerie volante brise les caissons et les affûts de ses pièces sur les ponts de la Lauter. On ne rencontre que des fuyards et lorsqu'on leur demande où ils vont, ils disent qu'ils

n'en savent rien; si l'on insiste, ils ajoutent qu'ils n'ont pas d'ordre, qu'ils ne connaissent pas leurs généraux, et ils errent à l'aventure.

Aux premières volées de canon, le commandant de l'avant-garde, Meynier, avait couru dans le bois à l'endroit qui lui semblait le plus menacé. Il crut voir que le 95e régiment et le 12e bataillon d'infanterie légère faisaient bonne contenance. Mais la nuit et la fumée ne lui permirent de distinguer nettement, au milieu du tumulte, que les hourras des manteaux rouges. Il se dirigea vers la grande redoute et tomba parmi des soldats en pleine débandade. Vainement il essaya de les rallier. Il ne parvint à rassembler que deux bataillons, le 2e de Lot-et-Garonne et le 4e d'Eure-et-Loir. Néanmoins, sans perdre courage et sans ralentir son activité, il animait ces volontaires et marchait à leur tête, lorsqu'il reçut dans le gras de la cuisse un biscaien qui lui fracassa l'os. On dut le transporter aussitôt à Wissembourg et le panser [1]. Il eut le temps d'ordonner au général Combez qui se trouvait à ses côtés, de faire sa retraite pas à pas et de s'établir entre Kapsweyer et Schweighoffen. Combez obéit; il réunit tous les hommes qu'il put ramasser et se retira sur Schweighoffen ; mais il laissait aux Autrichiens, outre la grande redoute, seize canons et deux obusiers.

La cinquième colonne, dirigée par Kavanagh, eut le même succès que la colonne de Meszaros. Elle s'empara de la lunette et du village d'Oberotterbach, puis se tourna contre le château de Haftel.

[1] Meynier fut transporté le même jour à Haguenau et le lendemain à l'hôpital de Strasbourg, où il resta 179 jours sur le grabat (cf. sa relation).

La sixième colonne, menée par Kospoth, canonna d'abord sans résultat les retranchements du Haftelhof. Mais bientôt les Français, se voyant menacés sur leur droite et leurs derrières par les colonnes de Meszaros et de Kavanagh, abandonnèrent la position. Combez les recueillit. Ce vieil et brave officier, un des vétérans de la guerre de Sept-Ans et l'un des héros de cette triste journée, résistait toujours entre Kapsweyer et Schweighoffen, et, avec les soldats qui venaient à lui, les uns du Bienwald, les autres de Steinfeld, il arrêta quelque temps la marche victorieuse des Autrichiens. Mais Carlenc lui commanda de se replier sur Wissembourg, et de là sur le Geisberg [1].

La colonne des émigrés ou septième colonne comprenait deux corps, conduits l'un par Vioménil, l'autre par le prince de Condé. Elle s'empara de Bergzabern, des retranchements élevés entre Bergzabern et Dörrenbach, de la redoute de la Hornhöhe. Puis elle marcha sur Oberotterbach pour enlever les deux ouvrages que les républicains avaient construits près de ce village. Mais les patriotes tenaient ferme, et, dit un Autrichien, on ne peut

[1] François Combez, né à Besançon le 12 juin 1732, était fils d'un homme de loi et avait d'abord étudié le droit. Il s'engagea le 15 janvier 1753 au régiment de Monsieur cavalerie et devint successivement maréchal-des-logis (12 janvier 1757), cornette au régiment des Volontaires du Dauphiné (7 mars 1760), lieutenant de dragons dans la légion de Flandre (5 avril 1772), capitaine au 2e, plus tard 8e chasseurs à cheval (7 mai 1785), chef d'escadron (15 avril 1792), chef de brigade (16 mars 1793), général de brigade (28 janvier 1794). Il fit toutes les campagnes de la guerre de Sept-Ans et il avait été blessé à Bergen, à Minden et dans la Haute-Frise, le 1er octobre 1761. Il reçut pareillement trois blessures en 1793, près de Bingen (21 mars), à Bettenhoffen (12 frimaire), à la Wantzenau (5 brumaire). Michaud le jugeait ainsi : « Excellent officier de cavalerie très brave, vertueux républicain, propre à être général de division dans une place sédentaire. »

refuser son estime à leur bravoure. La légion de Mirabeau eut 30 officiers et plus de 400 soldats tués ou blessés ; le régiment de Hohenlohe perdit son lieutenant-colonel et une vingtaine d'hommes. On dut, pour faire lâcher prise aux carmagnoles, envoyer entre Oberotterbach et Rechtenbach deux bataillons et un escadron de la colonne Kospoth. Craignant d'être coupés du gros de l'armée et de se rendre à merci, les Français se retirèrent en toute hâte le long de la montagne et gagnèrent Wissembourg.

Wurmser avait eu le tort d'éparpiller ses forces et de donner à ses généraux des instructions qui manquaient de précision et de clarté. Il eut le tort, plus grave, de ne pas poursuivre les vaincus. Tandis que les Français reculaient sur Wissembourg, les Autrichiens ne pensaient qu'a prendre possession des redoutes, des canons et des tentes. A midi, Carlenc occupait le Geisberg, non seulement avec sa réserve, mais avec l'avant-garde ramenée par Combez, et son centre disputait encore à Hotze les alentours de Schleithal. Aussi les représentants le pressaient-ils de hasarder une nouvelle action : « Il faut, lui disaient-ils, rester à Wissembourg et s'y battre. » Carlenc refusa, à moins que les conventionnels ne prissent un arrêté qui ordonnait la bataille. Ils n'insistèrent pas, de peur d'assumer la responsabilité d'un désastre, et Carlenc, persuadé que la journée était perdue sans retour, décida que la retraite aurait lieu sur Soultz et Surbourg.

A trois heures et demie, un parlementaire venait sommer le commandant de Wissembourg, Fririon, capitaine au 48e régiment : Wurmser allait attaquer la place avec huit bataillons, et toute résistance était inutile puisque

le prince de Waldeck avait passé le Rhin et assailli les derrières de l'armée française. Hastrel, adjoint aux adjudants-généraux, était à la barrière : il répondit que Wissembourg ne se rendrait pas sans un ordre du général en chef, et cette déclaration fut confirmée par le capitaine Fririon[1]. Une heure plus tard, Carlenc ordonnait d'évacuer Wissembourg, Fririon portait les clefs de la ville à la maison commune, et le 48e régiment, ci-devant Artois, allait, sans être inquiété, rejoindre l'arrière-garde sur les pentes du Geisberg.

Wurmser entra dans Wissembourg après avoir tiré contre une des portes cinq à six coups de canon. Il aurait pu couper ou détruire en grande partie la *division des montagnes*, qui formait la gauche de l'armée du Rhin; elle ne savait pas encore ce qui se passait à sa droite; assaillie soudain par les Autrichiens sur la route de Bitche à Lembach, la seule qui servait à sa retraite, attaquée en même temps par les Prussiens, mise entre deux feux, elle aurait subi l'inévitable ignominie d'une capitulation. Mais Wurmser n'était pas homme à profiter ainsi de son avantage. Il se contenta d'occuper le Geisberg, de jouir de sa bataille gagnée et des deux bonnes

[1] Etienne d'Hastrel de Rivedoux était né le 7 février 1766, à la Pointe-aux-Trembles de Québec en Canada, d'un père qui fut tué au siège de Pondichéry en 1783, après quarante et un ans de services, et d'une mère canadienne qui mourut en 1784, à l'île de Rhé. Il avait été conduit en France au mois de mai 1770. Élève de l'École militaire, il entra au 48e régiment en mai 1784 et y devint successivement sous-lieutenant, lieutenant, capitaine. Il avait fait les campagnes du Rhin de 1792 et de 1793. Il fut promu général de brigade le 26 janvier 1807 et général de division le 25 mars 1811. Bourcier le jugeait ainsi : « Les talents qu'il a reçus de la nature, étendus par une éducation soignée, l'activité de ses services comme adjoint à l'état-major, le rendent susceptible d'être promu à un grade supérieur. » Cf. sur François-Nicolas Fririon, général de brigade le 17 juillet 1800 et de division 21 juillet 1809, Gemähling, *Les Fririon*, 1886, p. 6.

villes de Wissembourg et de Lauterbourg, où il trouvait, disait-il, farine, avoine, sel, armes, papier et Dieu sait quoi[1].

V. Pendant que Wurmser emportait les lignes de Wissembourg, le duc de Brunswick débusquait la *division des montagnes* et, suivant sa promesse, se saisissait de Lembach et de Wœrth[2].

Ses disciples et ses prôneurs racontèrent qu'il avait fait dans les Vosges une marche savante, comparable à celle d'Annibal à travers les Alpes. Massenbach prétendit qu'elle méritait d'être conservée dans les annales du monde jusqu'en ses moindres détails et qu'elle passerait toujours pour un chef-d'œuvre militaire. C'était outrer, écrit avec raison Valentini, tout ce qu'ont jamais dit les Gascons[3].

[1] Wagner, 127-149 ; Gebler, *Œsterr. milit. Zeitschrift*, 1834, III, 135-152 ; Zeissberg, I, 321 ; *Compte rendu* par Ruamps, Borie, etc., 30 ; relation de Meynier, 13 oct.; Rapport de Desaix, 12-20 oct. (A. G.) ; d'Ecquevilly, I, 181-197 ; Romain, II, 473 ; Saint-Cyr, I, 120-124 ; Soult, I, 65.

[2] La division des montagnes occupait les positions suivantes. Sa droite était concentrée dans le camp de Nothweiler où se trouvaient dix bataillons : le 27e, le 13e, le 102e, le 1er du Haut-Rhin, le 2e de Rhône-et-Loire et le 4e du Jura. Le 7e bataillon d'infanterie légère et le 1er de la Haute-Saône étaient à Bobenthal. Le 10e des Vosges, formant l'avant-garde à Bundenthal et à Rumbach, éclairait tout le front du camp. — Le centre, composé d'un bataillon du 13e régiment, ci-devant Bourbonnais, d'un bataillon du 33e, ci-devant Touraine, et de quelques compagnies du bataillon des *agricoles* de Mirecourt, occupait la Tannenbrücke et avait détaché en avant-garde à Schönau le 4e bataillon de Saône-et-Loire et, plus loin encore, à Fischbach, plusieurs compagnies aux ordres du capitaine Cunéo. — La gauche était disséminée sur une ligne très étendue : un bataillon du 102e gardait la Main-du Prince ; la 3e d'Indre-et-Loire, l'abbaye de Stürzelbronn ; le 1er des Vosges, la ferme de Kobrett ; le 1er de l'Indre, le village de Niedersteinbach.

[3] *Kurze Uebersicht*, 29 ; Valentini, 47 ; Saint-Cyr, I, 131.

Que fut cette marche fameuse? Le duc partit le 17 octobre du Ketterich et vint à Ramsbronn. Le 12, il était à Rösselbronn, et deux détachements envoyés, l'un à droite, l'autre à gauche, chassèrent les républicains de la ferme de Kobrett et du village de Fischbach. Le 13, tandis que Wurmser attaquait les lignes, avaient lieu les opérations que l'état-major prussien jugeait admirables. Hohenlohe, suivi de cinq bataillons et de six escadrons, tournait Bitche par Egelshardt, enlevait, après une courte résistance du 102e régiment, la Main-du-Prince et regagnait, par Haspelscheidt, son camp d'Eschweiler pour tenir en respect l'armée de la Moselle : mouvement hardi, s'écriait Massenbach, mais calculé selon de justes principes ! En même temps, Brunswick s'emparait d'Obersteinbach et menaçait la gauche des cantonnements de Nothweiler.

Saint-Cyr, qui dirigeait cette gauche, commandée nominalement par Ferey, avait concentré ses forces à Niedersteinbach : cent chevaux et trois bataillons, le 1er des Vosges, le 1er de l'Indre et le 3e d'Indre-et-Loire. Sa position était excellente. Il avait construit quelques retranchements, dont une flèche et une redoute qui se faisaient face : la flèche dominait le chemin d'Obersteinbach ; la redoute balayait la route de Bitche à Wissembourg.

Brunswick voulait épargner le sang du soldat, et il savait que la victoire de Wurmser lui livrerait les défilés sans combat. Il se contenta de manœuvrer sous les yeux de Saint-Cyr, pendant que son aide-de-camp, le colonel Hirschfeld, paradait devant Bundenthal, à la vue de Desaix[1]. Il aurait mieux fait d'attaquer résolument

[1] Saint-Cyr s'imagine, dans ses *Mémoires*, qu'il a repoussé, le 13 octobre 1793, les attaques de Hohenlohe et que Brunswick en personne a canonné la position de Desaix.

Niedersteinbach. Une fois ce point emporté, — et sans beaucoup d'efforts — la chaîne des postes français était rompue, et les troupes du camp de Nothweiler n'avaient plus d'autre ressource que d'abandonner leurs canons et de se jeter dans les bois. Mais, à minuit, Ferey apprenait que les lignes de Wissembourg étaient forcées, et il recevait de Carlenc l'ordre de se replier sur Wœrth et Bouxwiller. On partit sur-le-champ, à la faveur du brouillard, par la Tannenbrücke et par Lembach. La retraite ne se fit pas aussi tranquillement que l'assure Saint-Cyr. Un lièvre passa; on lui tira des coups de fusil : à ce bruit, l'alarme se répandit de rang en rang, et un lièvre seul, dit Desaix, porta le plus grand désordre dans les brigades. Heureusement le 33e régiment, ci-devant Touraine, se mit en bataille à toutes les avenues où l'adversaire pouvait déboucher; sa contenance rassura le reste de la colonne; les fuyards, ne voyant pas l'ennemi, se rallièrent et rirent de leur terreur. Le 16 octobre, la division des montagnes, qui devait s'appeler désormais le *corps de Saverne*, était derrière la Zorn. Elle jetait une garnison dans le fort de Lichtenberg, envoyait un détachement à Saverne et s'établissait à Hochfelden, tandis que Brunswick, maître, sans coup férir, des gorges de Nothweiler et de Lembach, s'avançait jusqu'à Wœrth[1].

[1] Saint-Cyr, I, 130; Rapport de Desaix, 12-20 oct. (A. G.); Wagner, 148-150.

CHAPITRE XIII

HAGUENAU

Découragement de l'armée du Rhin. — Les lignes de la Moder. — Combat de Brumath. — Abandon de Drusenheim. — Dubois et La Boissière à Gambsheim — Conseil de guerre. — Opinion de Villemanzy. — L'armée derrière la Souffel. — Surprise de la Wantzenau. — Desaix à Reichstett. — Autrichiens et Condéens à Wissembourg et à Haguenau. — Brunswick et Wurmser. — Appréhensions de Thugut.

I. Contrainte d'abandonner les lignes qu'elle regardait à tort comme imprenables, l'armée du Rhin était exaspérée, et, dans sa rage, elle attribuait la défaite aux commissaires de la Convention. Les représentants furent hués plusieurs fois, et, de leur aveu, exposés aux propos les plus indécents. Ruamps se vit assailli par des hussards et dut chercher un refuge dans la division de Ferey. « Il s'humanisa à un tel point, dit Saint-Cyr, qu'il finit par nous paraître un bon homme [1]. »

Mais la division de Ferey, qui formait la gauche de l'armée, était encore intacte, encore solide, vigoureuse,

[1] Les représentants au Comité, 18 oct. 1793 (A. G.) ; Saint-Cyr, I, 132.

et n'avait pas essuyé de revers. Le centre et la droite, entraînés par le courant de la déroute, n'offraient plus de consistance sérieuse. « Les chefs, écrivait l'accusateur militaire Clément, n'ont montré ni tête ni courage. Nos soldats ne savaient où se rallier. J'ai vu des canonniers pleurant, et je les vois encore demandant des chefs. J'ai vu, non une retraite, mais une confusion; rien n'était ordonné ; peu de monde a fait son devoir. » 6,000 hommes, criant à la trahison des généraux, avaient fui sur le chemin de Haguenau et jusqu'à plus de douze lieues. Ils remplissaient Schiltigheim et assiégeaient les portes de Strasbourg. Plus de mille furent ramassés en vingt-quatre heures par les commandants des places; les autres échappèrent à toutes les recherches et regagnèrent leurs foyers [1].

L'indiscipline n'avait jamais été si grande. Les officiers, les soldats se divertissaient dans les villes et ne répondaient pas aux appels. Ils passaient le temps à la taverne et rentraient au camp, « énervés par la fureur des libations ». Quelques-uns se querellaient et en venaient aux coups, d'autres ne payaient pas leur écot. La plupart craignaient de faire le moindre effort et de supporter la plus légère fatigue. Il y en eut qui refusèrent d'aller au feu. « La bravoure individuelle, écrivait l'adjudant-général Demont, ne suffit pas ; il faut une parfaite harmonie et un juste ensemble. » Aussi, l'armée du Rhin ne put-elle disputer le terrain aux envahisseurs [2].

[1] Clément à Bouchotte, 14 oct.; Dièche à Bouchotte, 15 oct.; les représentants au Comité, 18 oct. ; note de Legrand (A. G.) ; *Mon.*, du 22 oct.

[2] Charlemagne à Dupin, 21 oct.; Pichegru à Bouchotte, 13 nov.; Demont au Comité, 16 oct. (A. G.). Demont (Joseph-Laurent), né à

Elle s'était retirée dans la soirée du 13 octobre sur Soultz et Surbourg. Mais Dubois, qui commandait la droite, avait reculé trop loin ; elle dut occuper une seconde position entre Haguenau et Bischwiller. Elle tenait ainsi les lignes de la Moder.

Ces lignes, construites pendant les campagnes de Turenne, s'étendaient d'Ingwiller à Drusenheim et présentaient une suite de redans qui formaient avec les courtines, selon la configuration du sol, un angle plus ou moins droit. Elles étaient, sur certains points, en aussi bon état que les lignes de Wissembourg. Ailleurs, et notamment aux environs de Haguenau, elles avaient presque entièrement disparu du sol sablonneux. Situées sur la crête d'une éminence de médiocre élévation, elles dominaient la vallée, fort large et peu profonde, de la Moder; mais elles étaient trop éloignées de la rivière et pouvaient en défendre d'autant moins le passage que la *Forêt sainte* ou forêt de Haguenau, très rapprochée de la Moder, masquait l'attaque des ennemis. Elles offraient toutefois quelques avantages. L'armée qui les occupait, s'appuyait en même temps aux montagnes et au Rhin. Au centre, il est vrai, se trouvait Haguenau, et il ne restait des fortifications de la ville que des ouvrages avancés où la cavalerie montait aisément à l'assaut, un chemin couvert à peine reconnaissable et boule-

Sartrouville (Seine-et-Oise), était fils d'un chevalier de Saint-Louis, officier aux gardes Suisses ; successivement cadet au régiment suisse de Vigier, sous-lieutenant, lieutenant, aide-major avec brevet de capitaine au licenciement des régiments suisses, adjoint à l'état-major de l'armée du Rhin (1er oct. 1792), adjudant-général avec grade de lieutenant-colonel (19 mai 1793), il devait être suspendu par Bouchotte, puis remis en activité sur la proposition de Clarke. Il fut promu général de brigade le 17 pluviôse an VII et général de division le 21 décembre 1805.

versé chaque année par la bêche ou par le soc de la charrue, une muraille flanquée de tourelles et protégée de distance en distance par des demi-lunes dont le parapet, formé de sable mobile, n'avait pas la moitié de l'épaisseur convenable. Mais, à droite de la position, le bourg de Drusenheim, entouré de retranchements bien fraisés et bien palissadés, fournissait sur la Moder une solide tête de pont qui facilitait un retour offensif et l'approvisionnement de Fort-Louis. Telles quelles, les lignes de la Moder valaient celles de la Lauter ou toute autre position de la basse Alsace et du Palatinat entre Rhin et Vosges [1].

Mais Carlenc craignait d'être enveloppé par les vainqueurs. Il évacua Haguenau, après avoir fait remuer à deux bataillons quelques pelletées de terre, et vint établir son quartier-général à Hoerdt, derrière la Zorn. Il n'avait pas néanmoins lâché Drusenheim. Sa droite s'adossait à ce poste et s'étendait sur la Zorn par Herrlisheim et Offendorf. Son centre campait parallèlement à la rivière et barrait le chemin de Bischwiller à Strasbourg. Ses troupes légères observaient la chaussée de Brumath à Stephansfeld. Son avant-garde occupait Weyersheim [2].

Il ne resta pas longtemps dans cette position. Wurmser poussait sa pointe. Le 15 octobre, les Impériaux étaient à Soultz. Ils y célébrèrent une messe solennelle, et, après avoir chanté le *Te Deum* au milieu des salves de mousqueterie et d'artillerie, ils brûlèrent en un feu de joie des drapeaux républicains, des écharpes municipales et un gros amas d'exemplaires des décrets de la

[1] Note de Legrand (A. G.); Gebler, 134 « lignes insignifiantes, mais qui servaient à gagner du temps et à rallier une armée ».

[2] Demont au Comité, 17 octobre (A. G.).

Convention. Le 17, ils prenaient possession de Haguenau. Le 18, ils s'ébranlaient pour camper entre Batzendorf et Kriegsheim. Les rapports des éclaireurs et des paysans leur avaient fait croire que les Français s'étaient déjà repliés derrière la Souffel, et tranquillement, sans souci, sans précaution aucune, ils marchaient sur Brumath. L'avant-garde, commandée par Meszaros, entrait à peine dans le village qu'elle fut saluée par un feu d'artillerie qui partait du pont, et par une grêle de coups de fusil qu'on lui tirait de toutes les fenêtres. Meszaros recula. Mais l'avant-garde française, sortant de Weyersheim, l'attaqua sur les flancs, pendant que la cavalerie assaillait ses derrières à Weitbruch et menaçait de lui couper la retraite. Un hasard le sauva. Kavanagh avait quitté Soultz deux heures plus tôt que ne le prescrivaient ses instructions : il eut le temps d'accourir à Weitbruch avec les brigades Kospoth et Brunner[1].

L'action était honorable pour les Français. Si la cavalerie légère méritait les blâmes de Carlenc, les dragons avaient exécuté des charges vigoureuses. Donadieu, capitaine au 11e régiment de cette arme, prit un étendard qu'il offrit dix jours plus tard à la Convention. Deux escadrons du même régiment dégagèrent brillamment une compagnie d'artillerie volante qui s'était laissé envelopper et qui perdit une de ses pièces.

Mais, comme à son ordinaire, la droite n'avait pas fait son devoir. Dès que Dubois vit le prince de Waldeck marcher à sa rencontre, il abandonna Drusenheim, et à tire d'aile gagna la Wantzenau. Un instant, il avait mis

[1] Gebler 135-136 (les Autrichiens avaient 127 hommes tués ou blessés) ; Demont au Comité, 19 octobre (A. G.) ; *Mon.*, du 29 octobre 1793 ; d'Ecquevilly, I, 201-206.

sa division en ordre de bataille dans la plaine entre Offendorf et Gambsheim. Soudain, on vint lui dire qu'un corps considérable filait le long du Rhin, à deux lieues derrière lui. La nouvelle était fausse et invraisemblable. Dubois déclara la retraite nécessaire. Elle fut couverte par La Boissière, un de nos meilleurs officiers de cavalerie [1]. La Boissière, a dit un contemporain, se replia « à la tête d'un petit corps avec cette bravoure et cette intelligence qui caractérisent un militaire consommé, ne cédant de terrain que ce qu'il voulait en céder, présentant toujours à l'ennemi une attitude imposante, multipliant ses forces par la fréquence et la rapidité de ses mouvements [2]. »

Cette reculade de la droite entraînait celle du centre. Carlenc tint un Conseil de guerre auquel assistaient sept représentants du peuple. Il fallait prendre une résolution décisive. La plupart des conventionnels proposaient de se jeter sur la route de Saverne. D'autres demandaient naïvement si l'on ne pourrait pas ranger les troupes en haie sur la chaussée. Le commissaire-ordonnateur Villemanzy et le chef du génie Clémencet l'emportèrent. Ils opinèrent que l'armée du Rhin devait conserver ses communications avec l'armée de la Moselle, laisser sa gauche à Saverne et placer sur-le-champ, dans la nuit même, sa droite et son centre derrière la Souffel. La place de Strasbourg, ajoutait Villemanzy, a constamment approvisionné les camps ; ses magasins

[1] La Boissière était noble ; il commandait naguère le 2e régiment de chasseurs à cheval et il était, depuis le 7 octobre, général de brigade provisoire.

[2] Note de Legrand (A. G.). Le rédacteur du Cabinet topographique rapporte qu'il se rendit à Strasbourg le 16 et qu'il demanda auparavant les ordres de Dubois ; « nous nous verrons bientôt dans cette place », lui répondit le général.

de vivres et de munitions sont épuisés ; elle ne peut soutenir un siège ; l'abandonner à elle-même, c'est signer à l'avance sa capitulation[1].

L'armée du Rhin se retira donc le 18 octobre, à huit heures du soir, derrière la petite rivière de la Souffel, sous le canon de Strasbourg. L'avant-garde commandée par Combez, campait à la Wantzenau et détachait un bataillon au Jardin d'Angleterre. La droite avait pris position à Souffelweyersheim, et le centre, à Vendenheim, à Lampertheim, à Mundolsheim, à Nieder-

[1] Note inédite de Clémencet ; note de Legrand (A. G.) ; Lavallette, *Mém.*, I, 130. Voir sur Villemanzy, outre Ségur, *Mém*, 1834, I, 252 et 415, *Invasion prussienne*, 87 ; *Expéd. de Custine*, 217 ; *Mayence*, 69, et plus haut, p. 186. Dans cette même soirée du 18 octobre, où il donnait un si sage conseil, Villemanzy était pris à Brumath par des hussards autrichiens pendant qu'il faisait emballer et charger ses papiers. On l'accusa d'avoir exprès retardé son départ, et le 13 décembre, Dubois-Crancé, ignorant sa capture, demandait que le Comité de Salut public ouvrît enfin les yeux sur « cet agent vil et bas des Lameth, qui était parvenu à se faire employer ». (*Mon.*, du 15 décembre.) Il est certain que Villemanzy se laissa prendre (cf. les témoignages de Baudot, *Mon.*, 17 mars 1794 ; d'Eickemeyer, *Denkw.*, 184, d'Ecquevilly, I, 207-208 ; de Wurmser, Wagner, 279), qu'il correspondait avec Vioménil et qu'il ne cacha pas à Wurmser la triste situation de l'armée. Mais, dit Legrand, « je n'ai pas rencontré un soldat, un officier, un commissaire des guerres, un administrateur militaire, qui ne déclarât hautement que Villemanzy joignait à une activité infatigable des talents prodigieux pour la partie si importante qui était confiée à ses soins. Sa facilité, suite ordinaire de l'ordre qu'il mettait dans son travail, était admirable, et on convient que dans les temps difficiles, l'armée aurait manqué vingt fois de subsistances sans les ressources étonnantes qu'il trouvait là où les autres n'en voyaient aucune. Les représentants du peuple, qui ne l'aimaient pas, n'avaient jamais osé le destituer, dans l'impossibilité de le remplacer. » Custine le nommait « un homme de la plus haute intelligence et grand travailleur » (lettre à Pache, 31 oct.) et Biron écrivait que bien que « terriblement étourdi » par la journée du 10 août, il était « précieux à conserver » et « avait tout ce qu'il faut pour faire un bon intendant d'armée » (à Servan, 17 sept. 1792, A. G.).

hausbergen. La cavalerie qui formait deux corps, sous Diettmann et Lafarelle, occupait Hœnheim, Mittelhausbergen et Oberhausbergen. Le quartier-général était à Schiltigheim et l'ambulance à la Robertsau.

Mais cette suite de revers et de retraites avait achevé de rebuter l'armée. Les soldats étaient entièrement démoralisés. Un coup de canon les mettait hors d'eux-mêmes ; la plus légère alerte les livrait à la panique; on avait une peine extrême à rétablir dans leurs rangs un peu d'ordre et de calme. « Il règne, mandait Demont au Comité, une facilité à s'étonner du moindre événement imprévu », et il ajoutait que les entreprises les mieux combinées ne dépendaient plus que du hasard. Carlenc, saisi de désespoir, ne cessait d'offrir sa démission ; il assurait qu'il n'avait accepté le commandement que dans l'espoir d'être remplacé sous peu de jours, qu'il servirait plus utilement à la tête d'une division, qu'il ne savait conduire une armée. Les représentants ne cachaient pas leur douleur : ils voyaient les troupes « épouvantées par le nombre des ennemis, manquant de confiance aux lumières des généraux, confondant l'incapacité avec la trahison » ; ils jugeaient que le soldat n'avait plus « cette assiette tranquille qui mène aux grandes vertus » ; ils se plaignaient de ne trouver que des chefs ignorants qui faisaient des fautes. Il fallait donc, disaient-ils, employer de puissants moyens ; il fallait réveiller le courage abattu ; il fallait envoyer un bon général et un renfort de douze à quinze mille hommes ; il fallait mettre Strasbourg en état de défense ; la place serait incessamment assiégée, elle avait vingt-huit mille sacs de grains, mais toute sa provision de poudres était consommée[1].

[1] Demont et les représentants au Comité, 19 oct.; Carlenc à Bouchotte, 14 et 20 oct. (A. G.).

Heureusement Wurmser perdit du temps. On croyait qu'il ferait le 20 octobre un nouvel effort. Il ne bougea pas ; il établissait son quartier-général à Brumath, « point central, dit Demont, autour duquel son armée formait une espèce de croissant [1] ».

Pourtant, le 26 octobre, à la pointe du jour, Waldeck assaillit l'avant-garde française dans la Wantzenau. L'attaque, rapporte Demont, se fit « avec une violence et une vivacité surprenantes ». Tout favorisait les Autrichiens : ils connaissaient le mot d'ordre que leur avait livré le domestique de Béril, chef de brigade du 8e chasseurs à cheval ; ils avançaient à la faveur du brouillard ; ils abordaient une position dont le front était trop étendu, et des marais, des fossés, un seul pont à demi-portée de canon de la ligne de bataille, rendaient la retraite des républicains très difficile. D'ailleurs, les Français ne se gardaient pas, et leur cavalerie se mettait en selle que l'ennemi poussait ses hourras au milieu du village. Ils s'enfuirent précipitamment en laissant aux mains de l'agresseur cent soixante prisonniers, quatorze canons et deux obusiers. Mais le brave Combez les rallia derrière la Souffel et parvint à se maintenir dans le Jardin d'Angleterre.

En même temps les avant-postes de Meszaros et du colonel prince Hohenlohe se jetaient sur une brigade qui campait en arrière d'une ligne d'abatis dans le bois de Reichstett. La brigade fut un instant refoulée. Mais Desaix la ramena ; après un combat meurtrier, à la troisième charge, il réussit à reprendre le bois de Reichstett et *chauffa*, selon le mot de l'époque, les Impériaux jusqu'à l'entrée de Hoerdt. L'affaire, lit-on dans les relations autrichiennes, fut sanglante et indécise [2].

[1] Demont au Comité, 23 oct. (A. G.).
[2] Demont au Comité, 26 et 28 octobre, note de Legrand (A. G.) ;

Tels furent les résultats de cette victoire de Wissembourg que les journaux allemands élevaient aux nues. Trois semaines après son triomphe, Wurmser était à Brumath, et les Français, étonnés de son état de tranquillité absolue, se demandaient s'il ne projetait pas quelque vaste entreprise : il se contentait de couvrir le blocus de Fort-Louis [1].

Wurmser comptait s'avancer sur Strasbourg sans rencontrer d'obstacle. Il s'imaginait que les Alsaciens recevraient les Impériaux à bras ouverts. N'affirmait-il pas depuis le mois d'avril les « bons sentiments » de la province? L'accueil que lui firent les habitants de Wissembourg le détrompa. Vainement son fils cassait la municipalité républicaine et confiait l'administration à des royalistes. Vainement on disait une messe solennelle pour le repos de l'âme de Louis XVI. Vainement on exhumait le corps de Mauny, cet émigré fusillé par les carmagnoles, pour l'ensevelir en grande pompe dans le cimetière de la ville. Vainement les patriotes, ceux qu'on nommait les *gueux*, durent, le bonnet rouge sur la tête, balayer les rues; « ils sont suivis, écrit un gentilhomme, par un caporal-schlague et je trouve la punition charmante ». Vainement les Condéens qui traversaient Wissembourg avaient ordre de crier *Vive le Roi*, et lorsqu'ils passèrent devant la maison commune, les princes de Condé, de Bourbon et d'Enghien, debout au balcon, unirent leurs acclamations à celles de leurs soldats. La population demeurait froide et gardait le silence; pas la

Mon., 10 nov. (lettre de Milhaud et de Guyardin); Saint-Cyr, I, 139; d'Ecquevilly, I, 216; *Gesch. der Kriege*, I, 234; Gebler, 138; les Autrichiens avaient, dans cette journée, 22 officiers et 454 soldats tués ou blessés.

[1] Demont au Comité, 30 oct (A. G.).

moindre marque d'enthousiasme, pas le moindre vivat; seules, les femmes osaient avouer leurs préférences monarchiques.

Les émigrés accusèrent Wissembourg de circonspection. Haguenau leur parut moins tiède; là du moins, les cœurs s'ouvraient, s'échauffaient, et le peuple, tout catholique et nullement gangrené, « pensait à merveille». Hommes, femmes, enfants arborèrent spontanément la cocarde blanche et se jetèrent aux genoux du prince de Condé pour lui baiser les mains. Durant plusieurs jours, d'une porte à l'autre, dès que se montrait un Condéen décoré du brassard, on n'entendait que les cris : *Vive le Roi*, *Vive Condé*, *Vive l'armée des nobles*, *Vive la noblesse!* La ville, livrée naguère aux jacobins, recouvrait son ancien aspect; ses deux églises étaient rendues au culte; les stettmestres, les conseillers, tous les ennemis du nouveau régime, enfuis sur l'autre rive, reprenaient possession de leurs maisons et de leurs biens; les vieux costumes et les longues perruques reparaissaient dans les rues; on reconnaissait des visages qu'on n'avait pas vus depuis deux, trois années [1].

Mais, lorsque Condé désira réunir sous ses drapeaux quelques milliers d'Alsaciens fidèles, Wurmser s'emporta: la cour de Vienne ne souffrirait sous aucun prétexte que le prince grossît sa petite armée Les émigrés comprirent que l'Autriche voulait s'approprier l'Alsace. Leur colère s'accrut lorsqu'ils virent dresser sur les routes du Bas-Rhin des poteaux où figurait, au lieu des fleurs de lys, l'aigle autrichienne. Les habitants partageaient leur indignation. Wurmser venait donc en conquérant, et non

[1] Du Rosier à Linage, 16 oct. (A. G.): d'Ecquevilly, I, 193-198, 201-204; Romain, II, 476-478; Klelé, *Haguenau zur Zeit der Revolution*, 1885, p. 179; note de Legrand (A. G.).

en libérateur ! Plusieurs, outrés, exaspérés, s'enrôlèrent dans les troupes républicaines. Comme l'a dit Lavallette, on était Français en Alsace et l'on détestait encore plus les Autrichiens que les révolutionnaires [1].

A ce sentiment de patriotisme se joignit l'horreur que soulevèrent les cruautés des *manteaux rouges*. Élevés et organisés à la turque, ils coupaient la tête aux chrétiens qu'ils avaient tués. Leurs ravages, leurs excès de toute sorte firent exécrer le nom autrichien. On ne parlait qu'avec effroi de ces cavaliers aux cheveux noirs, aux pommettes saillantes, au regard farouche, à la taille colossale [2].

Enfin les Prussiens ne secondaient leurs alliés qu'à contre-cœur et avec leur mollesse coutumière. Brunswick avait rendu visite à Wurmser après la prise des lignes de Wissembourg. Il le félicita, l'embrassa, le nomma le vainqueur de la Lauter, lui dit les choses les plus obligeantes du monde, assura que cette expédition était la plus sérieuse, la plus belle qu'il eût jamais vue, et Wurmser, de son côté, remercia Brunswick de son assistance et l'appela son sauveur ; « les Prussiens, répétait-il, sont venus à propos et m'ont fait grand bien ». Mais, lorsqu'au sortir des compliments et des congratulations, les deux généraux s'entretinrent des mouvements ultérieurs des armées, ils ne s'accordèrent plus. Wurmser invitait le duc à faire des démonstrations sur sa droite, et le duc répondait : « Non seulement des démonstrations ! J'attaquerai aussi ; les Prussiens rougiraient de n'être que des spectateurs. » Wurmser insista ; Brunswick ne

[1] Lavallette, *Mém.*, I, 131 ; d'Ecquevilly, I, 204-205 ; Soult, I, 69.

[2] *Laukhards Leben und Schicksale*, 1796, III, 482 ; *Reminiscenzen aus dem Feldzuge am Rhein*, von einem Mitgliede der damaligen preuss. Rhein-armee, 1802, p. 54.

pourrait-il assiéger Sarrelouis? Le duc répliqua froidement que les ordres de son roi lui liaient les mains; qu'il ne saurait dépasser Wœrth ni engager ses troupes dans des opérations que Sa Majesté prussienne n'approuverait pas; qu'il prendrait bientôt ses quartiers de cantonnement, la droite à Kaiserslautern et la gauche à Spire. Wurmser pria le duc de s'emparer des forts de Lichtenberg et de la Petite-Pierre; Brunswick objecta qu'il n'avait pas d'artillerie de siège. Pourtant, il envoya le général-major duc de Weimar reconnaître la contrée; mais le duc de Weimar rapporta que les forts de Lichtenberg et de la Petite-Pierre étaient défendus chacun par cinq cents républicains et abondamment pourvus de vivres et de munitions. Finalement, Brunswick consentit à détacher de son armée un corps de six mille hommes qui bloquerait Landau [1].

« Il n'y a rien à espérer des Prussiens », mandait Wurmser à Ferraris, ils ne veulent rien faire du tout, « *sie wollen gar nichts thun* », et il annonçait qu'ils traîneraient en longueur le siège de Landau, comme celui de Mayence. Ferraris et Thugut partageaient l'avis du vieux général [2]. Ferraris disait tristement que les Prussiens étaient résolus à ne plus agir, qu'on ne pouvait plus « considérer pour quelque chose » l'armée de Brunswick, qu'on ne devait même pas demander à de tels alliés une « coopération quelconque », et il conseillait à Wurmser d'assurer aussitôt ses quartiers d'hiver. Thugut flétrissait dans ses dépêches « l'inactivité » de Frédéric-Guillaume, sa « conduite vraiment inouïe », ses « procédés

[1] Zeissberg, I, 321-322, 329; Wagner, 150, 153; d'Ecquevilly, I, 200.

[2] Zeissberg, I, 329, 330, 341, 352.

révoltants » ; mais il mêlait aux invectives de noires prévisions. N'est-il pas à craindre, écrivait-il, que les Français, revenant à la charge avec des forces infiniment supérieures, n'obligent Wurmser d'abandonner l'Alsace et « ne nous privent de tout le fruit d'une campagne qui a coûté tant de sang et tant de dépense » ? Il devinait juste.

FIN.

6 0





Redingen

TABLE

CHAPITRE Ier

RULZHEIM

1. Custine rejeté sur Landau. — Ses premières alarmes. — Ses mesures de défense. — Il reçoit de nouveau le commandement des deux armées de la Moselle et du Rhin. — Mission de Berthelmy. — Houchard remplace d'Aboville à l'armée de la Moselle. — Custine à Sarrebrück. — Indiscipline. — II. Les représentants du peuple. — Lettre du général au duc de Brunswick. — Querelle avec Montaut, Ruamps et Soubrany. — Custine à l'armée du Nord. — III. Landremont à Herxheim. — Affaire du 17 mai. — Panique. — Rôle de Ferrier. — Ses démêlés avec Custine. — Positions des armées de la Moselle et du Rhin. — Le camp de Hornbach........................ 1

CHAPITRE II

ARLON

I. Diettmann. — Beauharnais, général en chef de l'armée du Rhin. — Plan de Kilmaine. — Diversion sur Arlon. — Marche de Delaage. — Arrivée de Beauregard. — Bataille sanglante et inutile. — Chasseloup-Laubat et Sorbier. — II. Le grand plan de Custine. Opposition de Bouchotte, de Beauharnais, de Houchard, des représentants. — Le plan approuvé puis rejeté par le Comité de Salut public 26

CHAPITRE III

MAYENCE OU LA MORT

I. Beauharnais. — Conférence de Bitche. — Plan d'attaque. — Dispositions des alliés. — II. La marche en avant. — Engagements du 19 et du 22 juillet. — Capitulation inattendue de Mayence. — Retraite de l'armée du Rhin. — III. L'armée de la Moselle. — Leimen. — Fureur de Houchard. — Incendie du Carlsberg. — IV. Houchard, général en chef de l'armée du Nord. — Schauenburg lui succède........................ 42

CHAPITRE IV

LES REPRÉSENTANTS

Mission de Prieur de la Marne et de Jeanbon Saint-André. — Renforts fournis par l'armée de la Moselle à l'armée du Nord. — Conférences de Bitche. — Désorganisation. — Remplacement des officiers nobles. — Bouchotte. — Les commissaires du pouvoir exécutif. — Les représentants du peuple aux armées du Rhin et de la Moselle. — Leur conduite à l'égard des ci-devant. — Leurs pouvoirs et leur rôle. — Gentil, Cusset, Laceste, Ruamps. — Services qu'ils ont rendus. — Sentiments de l'armée. — L'habit bleu. — L'amalgame. — L'avancement...... 63

CHAPITRE V

LE KETTERICH

I. Les théoristes prussiens. — Stratégie lente et compassée. — Raisons politiques plus puissantes encore. — Dessein du roi de Prusse. — Mission de Waldeck. — II. Positions de l'armée de la Moselle. — Mouvements des Prussiens. — Combat du 13 août. — Le chef de brigade Félix. — Le Ketterich enlevé le 17 août. — Fuite de Reubell sur Bitche. — Le Ketterich repris et perdu le 20 août par Lagoublaye. — La Main-du-Prince. — Inaction de Brunswick................................ 92

CHAPITRE VI

BERGZABERN

I. Wurmser. — Son armée. — Les émigrés. — II. Combats du 20, du 21, du 23 et du 24 août. — Le maire de Bergzabern, Adam Mayer. — Reculade des Français. — Doléances de Beauharnais. — Sa démission........................ 103

CHAPITRE VII

LA LEVÉE EN MASSE

I. Landremont. — II. Décrets du 16 et du 23 août. — La réquisition et la levée en masse. — Proclamations des représentants et des généraux. — Illusions de Landremont. — Désertion des agricoles. — Parodie du mouvement de 1792. — Témoignage d'un Alsacien. — III. Pandourades de Wurmser et sa colère contre les Prussiens........................ 111

CHAPITRE VIII

LES PASSAGES DU RHIN

Lehrbach au camp prussien. — Négociations inutiles. — Incendie de la forêt de Bienwald. — Projet de diversions sur le Rhin. — Combats du 12 septembre. — Girardot au fort Vauban. — Sparre et Bizy. — Incendie de Kehl. — La division du Haut-Rhin. — Falck, Monter, Vieusseux. — Labruyère. — Passage de Huningue. — Embrasement de Vieux-Brisach. — Passage de Niffer........................ 126

CHAPITRE IX

BUNDENTHAL

I. Les gorges de la Lauter. — Nothweiler. — Bundenthal. — Fuite de d'Arlande. — Pejacsevich à Bundenthal. — II. Gou-

vion Saint-Cyr. — Le Lindenschmidt et le Hohenburg. — Malet. — Le canon du Kappenstein. — Victoire des républicains. — L'émigré Mauny.. 143

CHAPITRE X

PIRMASENS

René Moreaux. — Démonstration du 12 septembre. — Conseil de guerre du 13 septembre. — Marche de nuit du corps des Vosges. — Dispositions de Brunswick — Ardeur des représentants. — Déploiement des colonnes. — Charge des dragons et des chasseurs. — Le ravin du Blümesthal. — Déroute. — Le général Guillaume. — Diversion de Schauenburg......... 159

CHAPITRE XI

HORNBACH

I. Ferraris au quartier-général prussien. — Plan de l'état-major. — Hornbach, clef de la position française. — Prise de Blieskastel, de Saint Imbert et de Hornbach. — Effroi et désorganisation de l'armée de la Moselle. — Retraite sur la rive gauche de la Sarre. — II. Traité de Pétersbourg. — Diète de Grodno. — Le roi de Prusse quitte l'armée. — Ascendant de Manstein. — Inaction de Brunswick. — Sécurité de l'armée de la Moselle.. 171

CHAPITRE XII

WISSEMBOURG

I. Combats du 18, du 19 et du 20 septembre. — Acharnement des deux partis. — Craintes de Landremont. — II. Recrudescence de colère contre les officiers nobles. — Suspension de Landremont. — Delmas et Pichegru. — Message alarmant de Clarke. — L'intérim de Munnier. — Carlenc, général en chef de l'armée du Rhin. — III. Le plan de Carlenc. — Ses lieutenants. — Suspensions sur suspensions. — Les lignes de la

Lauter. — IV. Entrevue de Pirmasens. — Ferraris et Brunswick. — Bataille du 13 octobre. — Waldeck à Seltz. — Jellachich à Lauterbourg. — Hotze dans le Bienwald, à Saint-Remy et à Schleithal. — eMszaros à Steinfeld. — Prise de la grande redoute. — Meynier et Combez. — Victoire de Wurmser. — Entrée des Autrichiens à Wissembourg. – V. La division des montagnes. — Retraite de Ferey. — Brunswick maître des gorges.. 183

CHAPITRE XIII

HAGUENAU

Découragement de l'armée du Rhin. — Les lignes de la Moder. — Combat de Brumath. — Abandon de Drusenheim. — Dubois et La Boissière à Gambsheim. — Conseil de guerre. — Opinion de Villemanzy. — L'armée derrière la Souffel. — Surprise de la Wantzenau. — Desaix à Reichstett. — Autrichiens et Condéens à Wissembourg et à Haguenau. — Brunswick et Wurmser. — Appréhensions de Thugut................. 218

VERSAILLES, IMP. CERF ET Cie, RUE DUPLESSIS, 59.

